

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ESSAI : PIERRE MAYRAND ET LE MOUVEMENT INTERNATIONAL POUR UNE
NOUVELLE MUSÉOLOGIE (MINOM)

« UNE AUTRE MUSÉOLOGIE EST POSSIBLE »

TRAVAIL DIRIGÉ

PRÉSENTÉ

À YVES BERGERON

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN MUSÉOLOGIE

PAR

CATHERINE GOBEIL

ÉTÉ 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce document diplômant se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév. 04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVIS AU LECTEUR

CONSERVATEUR, MUSÉOLOGUE, ÉCOMUSÉOLOGUE OU ALTERMUSÉOLOGUE ?

En 1979, l'Université du Québec à Montréal reçoit Monsieur musée¹ dans le cadre de la série télévisée « Les musées pour qui, pour quoi ? » coproduite par le Groupe de recherche en patrimoine et Yves Racicot, alors enseignant et réalisateur pour la même université. Aujourd'hui oubliée (ou presque), l'émission qui en résulte offre un regard somme toute intéressant sur l'histoire de la muséologie québécoise à ce moment-là en pleine mutation comme le souligne, entre autres, le muséologue Raymond Montpetit dans son texte *La scène muséologique au Québec : rattrape et innovation* (2015) :

Au Québec, la réinvention s'est faite assez tôt et rapidement, dans le contexte de ce que l'on nomme la *Révolution tranquille* où rattrapages, modernisations et innovations ont été nombreux dans tous les secteurs, transformant profondément la scène muséale ainsi que la nature et la culture organisationnelle des établissements plus anciens; de plus, l'on définissait différemment les missions et les approches de nouveaux établissements muséaux, avec des intentions de démocratisation culturelle et de médiation susceptibles d'accroître la fréquentation et de rejoindre de nouvelles clientèles.¹

Bien qu'on associe les décennies 60 et 70 à la Révolution tranquille, il faut cependant attendre les années 1980 afin de constater les premiers changements en fait de muséologie québécoise. On pensera évidemment ici à la fondation du programme conjoint à la maîtrise en muséologie de l'Université de Montréal et de l'UQAM depuis 1987; ou encore à la création attendue du Musée de la civilisation de Québec l'année suivante, en 1988 – et avec à sa tête non plus un conservateur, mais un gestionnaire au passé de pédagogue –, ainsi qu'à la modernisation et l'inauguration de plusieurs autres établissements muséaux au cours de la même période comme suite aux interventions privées et publiques en augmentation dans le champ des arts et de la culture... Si les exemples importent peu pour les prochaines lignes, on retiendra néanmoins les trois inspirations de ces nombreux changements selon Montpetit : la scénographie moderniste de *Terre des Hommes*, l'Exposition universelle tenue à l'été 1967 dans la ville de Montréal; la pensée interprétative de l'Américain Freeman Tilden qui entre 1970 et 1985 inspirera

¹ Nous y reviendrons plus loin dans le texte, toutefois notons qu'on parle ici de Georges Henri Rivière.

l'approche muséologique de Parcs Canada tout comme les principes fondateurs de la « nouvelle muséologie » définis par les Français Georges Henri Rivière et Hugues de Varine au cours des mêmes annéesⁱⁱ. Rapidement, on pourrait dire que c'est ainsi que la muséologie québécoise s'ouvre sur le monde vers la fin du XX^e siècle, c'est-à-dire en innovant et en faisant preuve de créativité avec ses expositions thématiques originales et exportables, en considérant les attentes comme les besoins de ses visiteurs, en nourrissant un rapport décomplexé aux objets ainsi qu'une certaine logique communicationnelle dans ses expositions et en développant de nouvelles méthodes de travail.ⁱⁱⁱ

On pourrait aussi avancer que c'est ainsi que les muséologues québécois reçoivent le monde en septembre 1992, à l'occasion de la XVI^e conférence générale du Conseil international des musées (ICOM), soit en proposant une approche muséologique typiquement québécoise aux participants, et ce, sous un thème pour le moins significatif : « Musées : y a-t-il des limites ? ». Et pourtant...

Le Québec et la culture des musées

« Quoi ? Ils ont des musées au Québec ? » L'anecdote est rapportée dans l'article *Retour sur la XVI^e conférence générale du Conseil international des musées (ICOM) à Québec : 1992, année charnière de la muséologie québécoise* et pour lequel on cite la présidente de la conférence Nancy Hushion qui, après avoir entendu cette remarque lâchée par l'un des délégués français, exige de celui-ci « qu'il aille voir les musées de Québec, de Montréal et du Québec avant d'émettre un tel commentaire »^{iv}. Quoiqu'il soit secondaire, le clin d'œil que nous proposent les coauteurs du texte dénote bien la récente culture des musées au sein de la province canadienne : un fait que nous avons vu plus haut avec le texte de Montpetit et que corrobore, par ailleurs, d'autres muséologues comme René Rivard, ancien chef des services d'interprétation, de muséologie et d'animation de Parcs Canada : « Avant 1970, le Québec a peu de musées publics, pas de traditions muséologiques fortes, peu ou pas de restrictions "conservatistique"... La "révolution tranquille", bien amorcée, éveille une grande partie de la population à la recherche de son identité et à une conscience nouvelle de son patrimoine »^v. Extrait de son texte *Les écomusées au Québec* publié en 1985, le passage se veut une amorce à la pratique québécoise de l'écomuséologie développée tardivement sur l'ensemble du territoire aux yeux de Rivard. D'abord préconisée pour l'agence gouvernementale canadienne Parcs Canada vers le milieu de la décennie 70 afin de valoriser autrement le site historique de Grande-Grave du parc national de Forillon, il est toutefois décidé de rejeter la formule de l'écomusée en raison des statuts limitatifs de l'organisme sans pour autant en abandonner l'idée. Après de nombreux échanges avec la France – dont

plusieurs réalisés en collaboration avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse –, un premier écomusée est implanté en sol nord-américain en 1978 : le Musée et Centre régional d'interprétation de la Haute-Beauce à Saint-Hilaire-de-Dorset. À l'origine du projet contribue un professeur de l'Université du Québec à Montréal, Pierre Mayrand, également derrière celui de la Maison du Fier-Monde au printemps 1980, mais en tant que conseiller pour le projet de musée cette fois-ci. Bref, les temps changent pourrait-on dire : alors qu'on dénonçait le manque de traditions muséologiques avant le début de la Révolution tranquille, voilà que le Québec devient source de nouveauté muséale avec la mise sur pied du Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM) aux alentours des années 1980, et dont les fondements reposent grandement sur la réussite et les innovations de cette première expérience écomuséale selon le dire de Mayrand :

Sans celles-ci, il n'est pas prétentieux d'affirmer que le mouvement de la nouvelle muséologie (fondé en tant qu'organisation internationale, en [novembre] 1985) ne serait pas ce qu'elle a produit de révolutionnaire jusqu'à présent (même si ces résultats, le plus souvent souterrains, ne sont pas toujours visibles ou cernables).^{vi}

Révolutionnaire : le terme reviendra souvent afin d'évoquer le projet de la Haute-Beauce. Du moins, c'est le cas pour l'article *Doter le Québec d'institutions muséologiques de première importance* rédigé en 1983, et dans lequel le ministre des Affaires culturelles de l'époque, Clément Richard, loue l'importante participation citoyenne de l'expérience qu'il qualifiera même de modèle^{vii}. Conscient du retard muséologique de la province et des défis auxquels se heurtent les musées québécois, les ambitions affichées par le ministre au dernier paragraphe du texte peuvent néanmoins surprendre si l'on considère le cheminement à parcourir par le milieu culturel lors de la parution du magazine : on annonce la création d'un musée de la civilisation à Québec, le transfert de celui d'art contemporain dans la Place des Arts ou encore la récente adoption de la *Loi sur les musées nationaux* relativement à l'autonomie de ces derniers, sans oublier la formation des muséologues pour laquelle on se propose d'intervenir... En un mot, tout reste à faire dans le domaine de la muséologie lorsqu'on lit l'article trente-six ans plus tard. Et pourtant, le ministre d'alors persiste à croire en l'excellence de la muséologie québécoise quand il déclare en dernière page :

Oui, il faut, autant que faire se peut, que nos nouveaux musées soient très modernes, occupent des créneaux nouveaux parce que, compte tenu de la situation géo-politique sur le continent nord-américain, on ne pourra ja-

mais prétendre posséder des musées capables de se comparer aux grandes institutions européennes ou américaines. Nous n'avons pas la richesse nécessaire à l'acquisition des chefs-d'œuvre de l'art même moderne ou classique. En conséquence, il nous faut opter pour des créneaux où nous pouvons espérer atteindre à l'excellence : l'art contemporain, les diverses formes de l'activité humaine. Rien ne nous interdit dans ces domaines d'atteindre à l'excellence.^{viii}

Et parmi ces « nouveaux musées » figure celui de la Haute-Beauce récemment accrédité par le Ministère. Un petit musée comme l'on en retrouve une soixantaine d'autres sur le territoire québécois à cette époque, et puis « qui s'intéressent eux aussi à toutes les formes de l'activité humaine »^{ix} à l'instar du futur Musée de la civilisation qu'on souhaite positionner en avant-garde dans le domaine, suscitant dès lors une réflexion importante pour la suite de notre recherche : « Mais pourquoi le gouvernement désire-t-il à tout prix l'excellence muséologique au début des années 1980 ? ».

Une des pistes à explorer à cet effet est celle de la politique, voire du nationalisme. Toujours à la dernière page du précédent article, l'interviewer de Richard résume bien l'essence des propos recueillis lorsqu'il écrit : « C'est donc un peu la participation du Québec au XXI^e siècle qui se prépare, une participation qui permet de mettre en valeur tout ce qui s'est fait ici et tout ce qui se fera dans l'avenir »^x. Si l'on connaît déjà la réponse du ministre pour ce qu'elle est reproduite plus haut, il peut néanmoins être intéressant de référer ici à quatre autres articles portant sur le patrimoine et le nationalisme question de bien contextualiser notre projet de recherche; car oui, les liens entre ces deux concepts sont parfois plus étroits que nous l'imaginerions, à commencer par l'origine des premières politiques culturelles, tant celles provinciales que fédérales :

En matière de politique du patrimoine, le Québec et le gouvernement fédéral canadien ont beau avoir suivi des cheminements, tantôt apparentés, voire similaires, tantôt distincts, il semble assez juste d'affirmer que les fondements de leurs interventions en ce domaine ont été intimement liés, dès le départ, à la question nationale, l'une canadienne, l'autre canadienne-française, puis québécoise à compter des années 1960. Puis, rappelons qu'à cette reconnaissance et à cette mise en valeur du patrimoine culturel et historique, présentes au Québec et au Canada anglais au début du XX^e siècle, s'ajoutent graduellement, quoique de façon plus prononcée et insistante du côté du Fédéral, des préoccupations en matière de patrimoine naturel et, plus récemment, d'intégrité écologique.^{xi}

Tiré du texte *Politiques culturelles et patrimoines au Québec et au Canada* de Diane Saint-Pierre, le passage se veut en fait une partie de la conclusion de l'auteure traitant des principales distinctions à faire entre les politiques culturelles québécoises et canadiennes votées depuis la première moitié du XIX^e siècle. Bien qu'on ait évoqué Parcs Canada précédemment, on passera toutefois le cas du patrimoine naturel afin de nous concentrer sur celui qui nous intéresse ici : le nationalisme culturel. Ainsi, il peut être pertinent de se pencher dès maintenant sur deux observations que nous propose Saint-Pierre dans son article, et sur lesquels on reviendra par la suite avec trois autres textes en vue de comprendre globalement le rôle que peut jouer l'État dans la culture. Débutons donc notre courte réflexion avec un premier constat de la professeure : celui de la modulation de la notion de patrimoine dans la Belle Province depuis l'adoption d'une première loi provinciale portant sur les biens culturels en mars 1922 :

[...] elle évolue de cette idée d'objet précieux et exceptionnel, de "trésor" (1922-1963), à cette conception d'"objet-témoin" (1963-1972); puis, se subdivisant en champs disciplinaires et spécialisés, le patrimoine devient "ethnographique, archéologique ou artistique" (1972-1985), pour finalement se traduire depuis une vingtaine d'années dans des ensembles patrimoniaux.^{xii}

Or, pour la professeure de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), cette notion de patrimoine proprement québécoise prend une tournure bien différente dans le Canada anglais. Et pour appuyer son dire, Saint-Pierre donne un exemple frappant : le multiculturalisme canadien. Adoptée sous le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau (1968-1979 et 1980-1984) dans un premier temps, la *Loi sur le multiculturalisme canadien* est rapidement perçue comme un moyen de contrecarrer la montée du sentiment national au sein de la population québécoise depuis la Révolution tranquille et ses lendemains, créant conséquemment un élargissement de la notion de patrimoine dans le reste du pays, et ce, malgré des coupures ciblées dans le secteur public le long de cette même période – à l'évidence, le Canada n'échappera donc pas au phénomène de la mondialisation tout comme à la récession économique du début des années 1980 touchant les pays développés (Japon, États-Unis, Angleterre, etc.)... Enfin bref, il peut sembler surprenant d'observer, dans un contexte d'austérité économique, les investissements réalisés par les deux paliers gouvernementaux dans le champ du patrimoine, et dont on a vu quelques exemples précédemment avec le gouvernement du Québec. De manière plus concrète, Saint-Pierre écrira dans son article que « les dépenses en ce dernier domaine font plus que doubler entre 1985-1986 et 2003-2004, passant de 61 millions à près de 150 millions de dollars canadiens au Québec et de 428 millions à

plus de 937 millions de dollars pour le gouvernement fédéral »^{xiii}, nous obligeant par conséquent à s'interroger sur comment ces différences se manifestent dans la pratique muséologique à l'échelle nationale, ou du moins selon l'axe Québec-Canada.

a) *Deux musées de civilisation pour un même pays : le Canada*

Le but recherché ici n'étant pas de faire sommairement l'histoire de la muséologie au pays, mais bien de comprendre comment la notion de patrimoine peut être perçue et représentée différemment d'un bout à l'autre d'un même territoire – à l'occurrence le Canada –, l'exemple du musée de civilisation nous sera donc particulièrement utile afin de poursuivre la réflexion entamée dans les prochaines lignes. Suivant toujours le texte de Saint-Pierre, on y apprend qu'il faut remonter de peu la fondation du Canada, le premier juillet 1867, pour remarquer au sein des élites canadiennes les débuts d'un certain nationalisme puisant évidemment dans les origines françaises pour les uns, et dans celles anglaises pour les autres. À cet égard, il n'est pas sans intérêt de garder en mémoire qu'un des éléments déclencheurs de cette conscience identitaire pour le Bas-Canada (aujourd'hui la province de Québec) est la rébellion des Patriotes survenue de 1837 à 1838 suivi du rapport de lord Durham la même année qualifiant les Canadiens d'origine française de « peuple sans histoire » tout en recommandant leur assimilation à la culture anglophone, notamment en unissant le Haut-Canada et le Bas-Canada afin d'en faire une seule colonie à majorité anglaise. De cet épisode, deux visions patrimoniales émergeront à l'intérieur du pays pourrait-on affirmer : d'une part, celle anglaise d'origine britannique « dont les interventions de sauvetage et de valorisation du patrimoine ont souvent pour but de conserver les traces et objets du passé, souvent glorieux, mais [qui] résident aussi dans cette idée de diffuser les mythes fondateurs [...] » propres au pays dans une époque marquée par l'accueil d'immigrants; de l'autre, celle d'un peuple de descendance française et catholique davantage dans la mouvance de la survivance de sa culture désormais minoritaire en terre américaine comme le valident, entre autres, les fêtes du tricentenaire de la ville de Québec en 1908...^{xiv} Cependant, là n'étant pas un exemple essentiel à la bonne compréhension de notre point, continuons plutôt avec cette idée de « l'esprit français au Canada » qui animera bon nombre d'acteurs dans la province de Québec le long de la première moitié du XX^e siècle, et dont parle le muséologue québécois Yves Bergeron dans son article *Naissance de l'ethnologie et émergence de la muséologie au Québec (1936-1945). De l'«autre» au «soi»,* de même que l'ancien conservateur canadien Thierry Ruddel, en 2005, dans son texte *Musée « civilisants » du Québec et du Canada : les enjeux politiques et publics*^{xv}.

Commençons avec Bergeron. En dépit du fait que le muséologue s'intéresse avant tout à la présence du folklore et de l'ethnologie dans les débuts de la muséologie française *versus* celle québécoise dans son texte, retenons surtout l'influence de la langue pour ce qui est de notre coin du monde. Pour dire les choses autrement ici, la tradition orale de même que la culture populaire d'expression française se retrouvent au centre de la question identitaire dans la première moitié du XX^e siècle au Québec, créant dès lors un délaissement des artefacts de cultures *autres* (ou étrangères) en faveur de ceux typiquement québécois dans les multiples collections universitaires ou bien muséales. Ainsi dès 1944, l'Université Laval débute la constitution d'un fonds d'archives orales contenant témoignages et objets du quotidien issus des diverses cultures d'expression française en Amérique du Nord – comme de l'Acadie, de la Louisiane ou encore des Prairies canadiennes –; un concept en partie attribuable à Georges Henri Rivière lors de ses années à la tête du Musée national des arts et traditions populaires (1937-1967) pour ce qui concerne la folklorisation des cultures, et dont l'influence sur l'ethnologie québécoise sera majeure dans la seconde moitié du XX^e siècle aux yeux de Bergeron. De fait, à l'instar de l'ethnologie française qui puisera volontiers dans le nationalisme identitaire (folklore, culture populaire, etc.) sous la gouverne du Front Populaire entre les années 1936 à 1938, celle québécoise se démarquera toutefois par son aspect conservateur jusqu'à l'aube des années 1960. L'exemple des *Archives du folklore* devient donc évocateur ici pour expliquer rapidement la différence entre les deux conceptions ethnologiques : alors que celle française prendra appui sur le patrimoine matériel et immatériel afin de contextualiser les objets et la place qu'ils occupent dans la culture populaire, celle québécoise priorisera davantage l'oralité (donc l'immatérialité) pour ce que la langue devient source d'une mémoire collective au « Canada français » à la même époque; une période marquée par les valeurs traditionnelles issues de la France d'Ancien régime lors de la colonisation de la Nouvelle-France (1534-1763). Enfin, si le patrimoine matériel effectue un retour vers les décennies 70 et 90 dans l'ethnologie québécoise et son enseignement universitaire selon l'auteur, l'immatérialité demeure toujours, quant à elle, une caractéristique importante de la muséologie de la province comme en témoignent notamment les collections du Musée de la civilisation héritées, pour la plupart, de l'ancien Musée du Québec lors de son réaménagement en 1984, et dont l'établissement muséal s'était fortement inspiré des collections ethnographiques de l'Université Laval en vue de concevoir les siennes au moment de son ouverture, en 1933, alors que celui-ci était connu sous le nom de Musée de la Province de Québec... Plus qu'un simple retour à l'ethnologie, le Musée de la civilisation confirme donc la création d'une nouvelle catégorie muséale au début des années 1990 – c'est-à-dire le musée de société – librement inspirée des valeurs promues par Georges Henri Rivière

vers les années 1930 et qui seront à nouveau popularisées trente ans plus tard avec ce qu'on appellera la « nouvelle muséologie », qu'on pense à l'éducation muséale, notre rapport au patrimoine immatériel ou bien, encore, au musée en qualité d'acteur social. Car pour reprendre mot à mot Bergeron :

Derrière les changements et l'évolution que vivent l'ethnologie et les musées au cours de cette période, la question de l'identité nationale demeure fondamentale. Le musée n'est plus simplement un lieu de conservation d'objets, il devient un lieu d'affirmation d'une culture.^{xvi}

Le musée de société n'est toutefois pas l'apanage de la muséologie québécoise. En 1989, « l'ancien » Musée national de l'Homme inaugure ses nouveaux locaux dans la ville de Hull; une localité aujourd'hui fusionnée à celle de Gatineau, au Québec. Bref, bien que sa fondation date de 1856 dans la ville de Montréal avec les collections de la *Commission géologique du Canada*, on s'intéressera pourtant qu'à un moment précis de la période moderne du musée dans les prochaines lignes, soit lorsque Pierre Elliott Trudeau décide de l'envoyer de l'autre côté de la rivière des Outaouais en 1982 et, du même coup, d'en changer le nom pour celui de Musée canadien des civilisations qu'il conservera de 1986 au 16 octobre 2012; date à laquelle le gouvernement conservateur de Stephen Harper (2006-2015) le rechange, cette fois-ci, pour celui actuel de Musée canadien de l'histoire...^{xvii} Concentrons-nous toutefois sur la dénomination de 1986 et à ce qui nous importera pour terminer notre réflexion : l'utilisation du pluriel dans le nom du musée ! Oui oui, tout comme le Musée de la civilisation de Québec décidera de mettre de l'avant la culture québécoise au moment de son inauguration un an plus tôt, en 1988, celui de Gatineau fera de même avec celles canadiennes... ou en partie :

Tandis que le musée de la [c]ivilisation à Québec (MCQ) est créé par le ministère des Affaires culturelles du Parti Québécois afin de mettre en valeur l'histoire de la nation, son homologue fédéral, le musée canadien des Civilisations (MCC), choisit, comme l'une de ses priorités, la commémoration des communautés culturelles du Canada. En effet, les fonds pour la création de ces nouveaux édifices sont votés pendant une période où le multiculturalisme est en vogue dans la capitale du Canada et le nationalisme dans celle du Québec. [...] Même si ces deux approches semblent opposées, elles se ressemblent en ce sens qu'elles essayent, toutes deux, d'enrôler leurs populations dans des mouvements politiques.^{xviii}

Alors que les termes « mise en valeur » et « commémoration » seront analogues pour certains, d'autres comme Thierry Ruddel y voient bien une différence. Dans ce cas-ci,

l'ancien conservateur nous réfère au public cible de chacun des musées pour justifier la différence terminologique employée dans son article et, par le fait même, expliquer le singulier dans le nom de l'un et du pluriel dans celui de l'autre. Revenons donc sur nos pas ici : nous avons dit plus haut que la seconde moitié du XX^e est marquée par la montée d'un sentiment nationaliste au Québec de même que dans le reste du Canada, mais aussi vu l'intérêt que porte le gouvernement québécois dans la mise en valeur de sa propre culture vers les décennies 80 et 90 avec la muséologie. Or suivant Ruddel, tant l'ouverture du MCQ que celle du MCC reflète bien cette réalité historique : d'un côté, on mettra de l'avant la culture québécoise francophone en omettant toutes celles d'origines autres (comme les anglophones de la province); de l'autre, toutes celles qui contribuent aux activités du pays seront valorisées en parts égales ainsi qu'au mieux de ses intérêts. *Exit* l'idée d'une nation québécoise distincte, et bonjour au multiculturalisme canadien avec le MCC ! Trêve de plaisanteries, le modèle que promeut le musée national à compter des années 1990 est fort simple à comprendre en cet endroit si l'on revient au passage cité plus haut. Toutefois, comme le souligne bien Ruddel dans son article, malgré certaines lacunes concernant la représentation des différentes communautés culturelles présentes sur l'ensemble du territoire canadien – et ce, pour chacun des établissements muséaux –, ce qu'il faut avant tout retenir, ici, est le rapport à l'objet qu'entretiendra le MCC *versus* celui déjà abordé pour le MCQ. De « témoin » à « ethnographique, archéologique ou artistique », l'artefact passe au « remarquable » à Gatineau sans pour autant que celui-ci soit représentatif de la communauté évoquée. À titre d'exemple, songeons à *l'Astrolabe de Champlain* et à son histoire... farfelue ! N'empêche, qu'elle soit à dormir debout ou tout simplement véridique, l'histoire que nous raconte l'objet devient donc ici et là le cœur de la muséographie pancanadienne, et seul le rapport à celle-ci changera d'un endroit à un autre : alors qu'on se permettra un regard critique au Musée de la civilisation avec les expositions, celles de Gatineau seront davantage complaisantes en évitant de traiter des questionnements susceptibles de soulever une, voire des controverses comme le mentionne Ruddel dans son texte..., ce qui explique sans doute, par ailleurs, l'ajout d'un « dit » dans le titre de *l'Astrolabe de Champlain* pour clore ici la petite histoire derrière notre exemple (voir supra) !^{xix}

À la fois similaire et différent au point de vue de la communication de leurs collections ainsi qu'à leur rapport à la notion de patrimoine, l'exemple des deux musées de civilisation « canadiens » confirme bien la conclusion du sociologue Fernand Harvey lorsqu'il déclare à la toute fin de son article *La production du patrimoine* (2000) :

[...] le patrimoine n'est pas une donnée statistique ni un objet défini une fois pour toutes. Il est le résultat d'une production sociale basée sur un tra-

vail d'interprétation qui vient donner un sens au passé en fonction des préoccupations des acteurs sociaux du présent. Ces préoccupations ont évoluées au cours des décennies, en fonction des idéologies ambiantes et compte tenu du développement de la recherche en sciences humaines. Force nous est cependant de constater que l'État a joué un rôle de médiateur incontournable entre les acteurs sociaux en matière de définition, de mise en valeur et d'interprétation du patrimoine. Toutefois, en plus d'assurer ce rôle de médiateur au sein de la société civile, l'État a lui-même pris l'initiative d'élaborer ses propres politiques en matière de patrimoine et de commémoration historique.^{xx}

Prétendre que le patrimoine et les collections muséales sont neutres est donc faux, ou du moins après avoir parcouru rapidement le texte d'Harvey. Pour le Québécois, il ne fait aucun doute que patrimoine et politique sont étroitement liés dès les années 1960 en raison des trois facteurs externes que voici : d'abord, vient avec la Révolution tranquille de nombreux changements de société (ex. la consommation de masse, le déclin du pouvoir de l'église, le sentiment national, etc.) qui forceront un nouveau travail de mémoire et, par conséquent, une remise en question des interprétations traditionnelles du passé (1); ensuite, la popularité de la nouvelle histoire sociale durant cette période influencera considérablement les pratiques patrimoniales pour les décennies suivantes (2); enfin, les interventions gouvernementales – le sociologue évoque la réalisation du *Macro-inventaire* ou la restauration de la *Place royale* dans son texte – joueront elles aussi sur les nouvelles pratiques patrimoniales (3). Il y a plus. Toujours selon Harvey, trois aspects découlant de ces facteurs sont également à prendre en considération pour arriver à la conclusion citée plus haut : au premier chef, l'élargissement de la notion de patrimoine au sein de la société – qu'il soit matériel ou immatériel – de même que la « multiplicité des groupes de référence » qui, au dire de l'auteur, sera une tendance davantage présente au Canada anglais que dans la province québécoise avec le multiculturalisme (1); vient ensuite la professionnalisation du milieu patrimonial qui, entre les années 1970 et 1980, offrira de nombreuses possibilités d'emplois au sein des ministères et organismes gouvernementaux, comme Parcs Canada (2); puis en dernier, la prise en charge par les différents paliers gouvernementaux de l'interprétation des sites historiques présents sur leur territoire (3). Enfin bref, de quoi affirmer haut et fort que non, la notion de patrimoine tout comme les collections muséales ne sont pas neutres, et qu'il s'agit bien d'une construction sociale pour laquelle l'État joue un rôle pivot.

* * *

Bien sûr, il va sans dire qu'avec la tenue de la conférence du Conseil international des musées du 19 au 26 septembre 1992 à Québec, Clément Richard a remporté son pari concernant « l'excellence » atteinte par les musées québécois. En revanche, force est de constater aujourd'hui qu'un pan important de l'histoire semble méconnu relativement à celui touchant les musées dits « civilisants » présents dans les villes de Québec et de Gatineau, et caractérisants de la muséologie canadienne sur la scène internationale depuis les trois dernières décennies – l'ouvrage *Vagues* ou tout simplement la XVI^e conférence de l'ICOM sont d'ailleurs de bons exemples de cette reconnaissance extérieure^{xxi}. Un pan qui rejoint pourtant celui de ces « nouveaux établissements muséaux » que sont le Musée de la civilisation de Québec et celui canadien de l'histoire pour ce qui est de leur approche muséographique innovante au début des années 2000 s'inscrivant pleinement, du coup, dans ce que l'on désignera comme étant de la nouvelle muséologie au début de la décennie 80, et dont la conception peut différer suivant le muséologue, voire même le pays où elle s'applique; du moins selon le dire du muséologue norvégien Marc Maure qui, en juillet 1995, écrit dans son article *La nouvelle muséologie – qu'est-ce-que c'est ?* :

La nouvelle muséologie est un phénomène historique existant objectivement. Elle est l'expression d'un changement dans la conception du rôle social du musée. Elle est le produit d'importants mouvements culturels et sociaux qui ont marqué la fin des années 60 et le début des années 70. Simultanément et parallèlement dans de nombreux pays, un débat a lieu à cette époque sur le rôle du musée. Il est mis en accusation. On lui reproche son traditionalisme et son manque d'engagement dans les questions contemporaines. Il apparaît mûr pour une transformation, à la fois sous la forme d'une modernisation de ses activités traditionnelles, et – ce qui caractérise la nouvelle muséologie – sous la forme de la création de nouveaux modèles. Il est important de noter que la nouvelle muséologie peut prendre des formes différentes suivant les contextes socio-culturels de son application. De même que son caractère novateur, ou même "révolutionnaire", est plus fort dans certains pays que dans d'autres, relativement aux traditions muséales concernées. La nouvelle muséologie est aussi un système de valeurs, c'est-à-dire quelque chose de plus subjectif. Elle est l'expression d'une idéologie spécifique. Elle est une philosophie et un état d'esprit qui caractérisent et orientent le travail de certains muséologues.^{xxii}

Long, n'empêche que l'extrait résume bien ici ce à quoi nous avons touché plus haut et poursuivrons plus bas : le politique. Ainsi, histoire de voir autrement les choses, on se permettra de revenir dès maintenant au modèle de l'écomusée pour terminer notre

petite réflexion et qui au reste, représente on ne peut mieux cette nouvelle muséologie vers la fin du XX^e siècle. Alors voilà, on connaît tous l’anecdote derrière la trouvaille du mot « écomusée » au printemps 1971 : dans un restaurant parisien avec le conseiller du ministre de l’Environnement, Georges Henri Rivière et Hugues de Varine cherchent à lier environnement et musée dans le discours que devra prononcer le maire de la ville de Dijon, également ministre de l’Environnement. C’est que la neuvième conférence générale de l’ICOM doit s’y dérouler, et que l’on souhaite « jouer un rôle important en matière d’éducation à l’environnement »^{xxiii} selon les conservateurs. Or, du côté politique, le mot « musée » ne correspondant pas à l’image dynamique à laquelle aspire le nouveau Ministère, on ambitionne plutôt à délaissier le terme. C’est alors que Varine décide de jouer avec les mots afin de conserver l’appellation « musée » : « Au deuxième ou troisième essai, je proposai "écomusée". Serge Antoine [le conseiller du ministre] dressa l’oreille et déclara qu’il pensait que ce mot pourrait peut-être fournir au ministre l’occasion cherchée d’ouvrir une nouvelle voie à la stratégie de son ministère. »^{xxiv} Pour le muséologue belge François Mairesse : « Cette anecdote rappelle de manière exemplaire qu’un projet muséal ne se constitue que très rarement par la seule mise en présence de professionnels de musées. » Il poursuit en précisant que : « Dans ce cas-ci – et c’est bien souvent le cas – les professionnels des musées sont confrontés au politique. »^{xxv} Une réalité qu’on aura constatée plus haut avec Richard pour ne nommer que celui-là, mais qui nous incite également à se questionner sur le rôle joué par certains muséologues dans le développement et la mise en pratique de la nouvelle muséologie au sein de leur pays respectif. Autrement dit, alors que l’histoire retiendra avec raison les noms de Rivière et Varine pour ce qui touche à la conceptualisation de l’écomusée, et ceux de Arpin et MacDonald en ce qui concerne les commencements de la nouvelle muséologie au Canada, on ne peut que réaliser qu’une période semble avoir été oubliée – au Québec – entre ces deux groupes de personnages. Une période faste pour la muséologie québécoise avec des résultats souterrains parfois peu visibles ou cernables, mais dont un des auteurs aura été pour le moins marquant selon Varine :

C’était un homme d’idées et de mots, qui recherchait toujours la meilleure formulation de ses concepts et de ceux du groupe moteur du MINOM. Je ne le comprenais pas toujours, car il était très universitaire et ses approches théoriques m’étaient souvent étrangères. Mais il faut reconnaître que non seulement Pierre Mayrand a créé et fait vivre le MINOM, mais surtout qu’il a été pendant plus de trente ans le principal facteur de diffusion des idées de la nouvelle muséologie et de l’écomuséologie dans le monde entier.^{xxvi}

À présent, revenons à notre émission du début. Intitulé « La culture des musées », l'enregistrement a de quoi faire sourire quarante ans plus tard : non que les propos des figurants soient aujourd'hui dépassés ou bien erronés; au contraire, les commentaires émis ne pourraient être plus propres au virage marketing des musées entrepris à la fin du siècle dernier, plaçant conséquemment l'homme au cœur de l'entreprise muséale à la manière que se proposait de le faire la « nouvelle muséologie », celle impulsée par Georges Henri Rivière comme en témoigne la vidéo. Seulement, face à Monsieur musée se trouve un second muséologue quelque peu oublié aujourd'hui, et dont la vision mérite elle aussi d'être soulignée, connue et partagée lorsqu'ils s'interrogent – à la toute fin de l'émission – sur le rôle que devrait jouer l'écomusée au sein de la société; une vision qui se veut davantage sociale qu'environnementale lorsque celui-ci affirme que contrairement aux grands musées localisés dans les centres urbains à forte population, les écomusées s'adressent avant tout à ceux privés d'une organisation muséale, comme les régions rurales...^{xxvii} On l'aura sans doute deviné : face à Monsieur musée se trouve Pierre Mayrand, futur président-fondateur du MINOM et altermuséologue.

Choix du sujet étudié et limites du travail dirigé

À la fin, notre travail de recherche ne répondra pas à toutes les questions relatives au Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM) de même qu'à celles concernant ses principaux protagonistes québécois pour des motifs excusables. D'abord, faut-il préciser ici les limites du travail dirigé – à savoir une brève recherche théorique d'une cinquantaine de pages sur un ou des « aspects des grandes fonctions muséales ou de la recherche en muséologie »^{xxviii} –, exigeant conséquemment un choix rédactionnel qui, en ce qui nous concerne, se résumera à la figure de Pierre Mayrand en raison des faits élaborés précédemment. Aussi, il peut être bon de souligner pour la suite de notre recherche une nuance concernant la pratique de la nouvelle muséologie, et sur laquelle nous ne reviendrons pas nécessairement au cours de notre travail dirigé attendu l'orientation donnée à celui-ci. Alors voilà, dans sa publication *La matière du passé : Genèse, discours et professionnalisation des musées d'histoire au Québec*, le muséologue et historien Claude-Armand Piché écrit à propos de l'écomusée :

Au début des années 1980, le muséologue québécois René Rivard range dans deux catégories bien distinctes les écomusées, qui poussent alors un peu partout; c'est ainsi que les écomusées de découverte se développent parallèlement aux écomusées de développement. Les premiers, "instrument d'une nouvelle pédagogie basée sur [l'étude et la compréhension de] l'environnement" cherchent à mieux faire connaître et comprendre toutes facettes naturelles, humaines, et culturelles d'un milieu. Ils centrent sou-

vent leur action autour d'une fonction socioéconomique à préserver et à interpréter (le textile, la mine), tout en privilégiant la découverte de la communauté associée à cette activité. Les seconds, qui deviennent également des instruments de développement communautaire, poussent souvent plus loin encore le militantisme culturel et sociopolitique, faisant même des luttes sociales un objet central de leur travail.^{xxxix}

À la lumière de cet extrait, on aura compris que deux formes coexistent en écomuséologie pour ce qui est de la diffusion et l'interprétation du patrimoine; une réalité bien présente dans le contexte québécois lorsqu'on pense, par exemple, au parc national de Forillon en Gaspésie pour la première et aux écomusées de la Haute-Beauce et du fier monde pour la deuxième. Toutefois, si la première est davantage connue puisque plus documentée avec les écrits et actions de Georges Henri Rivière et Hugues de Varine, force est de reconnaître que la deuxième s'est particulièrement développée au Québec avec la contribution de Pierre Mayrand pour en faire aujourd'hui sa singularité. Or, si on admet volontiers la part du nationalisme et de l'indépendantisme dans les origines sociales et militantes de cette seconde forme écomuséale^{xxx}, il semblerait en revanche que son déclin vers le milieu de la décennie 90 soit moins évident lui^{xxxi}. Pourquoi ?

À mi-chemin entre le modèle français de l'écomusée ou bien à ceux américains de musée de voisinage et de musée communautaire d'une part, et de l'autre, d'une socio-muséologie développée avec le Portugal comme chef de file depuis les années 80^{xxxii}, il apparaît parfois compliqué de situer la contribution québécoise au « mouvement » de la nouvelle muséologie par rapport à celle d'autres nations; un fait attribuable – ou du moins selon nous – à la variété d'expériences qu'englobe le terme « écomusée » sur le territoire québécois comme le souligne Pierre Mayrand dans un de ses essais :

Précisons que l'écomusée ne peut être considéré comme une catégorie muséale, mais plutôt comme une philosophie de l'action muséale conjuguée, intimement lié au processus du développement. Ainsi, l'écomusée renferme plusieurs formes de musées à la fois, l'écomuséologie étant ce qui l'unifie. Ce qui distingue cette muséologie du musée "conventionnel" (régé par des normes universelles) est le facteur de "gestion communautaire" étendu à l'ensemble du territoire d'appartenance (auto approprié) qu'elle contribue à créer ou à recréer.^{xxxiii}

Définitivement acteur de changement, l'écomusée québécois a su incarner à merveille les valeurs promues par la « nouvelle muséologie » vers la fin du XX^e siècle avant de sombrer dans l'oubli pour toute une nouvelle génération de muséologues – la mienne. Malgré un concept modulable, on remarque bientôt un certain détachement du projet

écomuséal dès la fin des années 1990 comme en témoigne l'ancien directeur du CHM (Centre d'histoire de Montréal) Jean-François Leclerc, en 2007, dans un article publié par la revue universitaire *Muséologies : Les cahiers d'études supérieures*^{xxxiv}. Au lieu de se demander pourquoi ici, il serait peut-être plus utile de se demander comment un projet naguère porteur de sens pour toute une communauté peut du jour au lendemain devenir obsolète et oublié par ses héritiers, et comment de si nombreuses pratiques de la muséologie peuvent se grouper sous l'unique appellation d'une « nouvelle muséologie » vers les années 1980 ? Et c'est précisément ce à quoi nous souhaitons réfléchir avec ce présent travail de recherche...

On jase, là. Au-delà du désir de rendre accessible au plus grand nombre les musées tout comme le patrimoine qu'ils conservent, préservent, étudient et transmettent pour les générations futures, la véritable finalité de ce que l'on regroupe depuis la décennie 80 sous l'étiquette d'une « nouvelle muséologie » aujourd'hui plurielle n'est-elle pas, plutôt, inconsciemment un processus de validation des mythes sociaux – voire nationaux – qui façonnent l'ensemble des sociétés ? Puisée dans l'ouvrage *Raison et déraison du mythe : Au cœur des imaginaires collectifs* du professeur et sociologue Gérard Bouchard, la définition présentée par ce dernier du « mythe social » est pour le moins intéressante ici lorsque comparée à la celle dite « évolutive » de l'écomusée proposée en janvier 1980 par Georges Henri Rivière, et sur laquelle on reviendra par après :

[E]nraciné dans la psyché, stratégiquement produit et utilisé, le mythe social est une représentation collective hybride, bénéfique ou nuisible, baignant dans le sacré, commandée par l'émotion plus que par la raison, et porteuse de sens, de valeurs et d'idéaux façonnés dans un environnement social et historique donné. Au sein de ces attributs, la sacralité est le plus déterminant, et non pas la narrativité, contrairement à ce qui est souvent affirmé. C'est ce trait qui distingue principalement le mythe de toutes les autres représentations collectives.^{xxxv}

Rapidement, on aura compris que le mythe social est une image que se fait un groupe ou une communauté d'eux-mêmes. Un reflet parfois juste et d'autres fois faux de leur réalité et existence, mais qui façonne néanmoins leur identité et façon d'agir. Des mythes qui prennent des formes variées en fonction de la nation ou de la société dans lesquels ils émergent. Des formes comme celles du rêve américain aux États-Unis, de l'égalité en France, du multiculturalisme au Canada ou encore de la survivance au Québec. Un miroir déformant de la réalité pourrait-on finalement conclure, mais qui nous pousse à la toute fin à se questionner sur la réelle portée de cet instrument pour une population.

En 1980, la dernière définition évolutive de l'écomusée est rédigée par Rivière. En 2000, certains passages du texte sont analysés par Alexandre Delarge dans le contexte de son article *Des écomusées, retour à la définition et évolution* afin de répondre aux principales critiques formulées par le champ universitaire de même que certains conservateurs à l'endroit de l'écomusée, à qui on reproche avant tout « un décalage entre la façon dont les écomusées parlent d'eux-mêmes et ce qu'ils sont en réalité »^{xxxvi}. Or, il semblerait pourtant que la définition proposée par Rivière soit toujours moderne, et que celle-ci inspire encore aujourd'hui des politiques muséales selon Delarge. Le mot « miroir » pourrait donc expliquer ici le *pourquoi du comment*, c'est-à-dire les raisons pour lesquels l'écomusée soit à la fois en déclin et en croissance autour du globe, tout dépendant du territoire dans lequel il se trouve. Voyons voir :

Un miroir où cette population se regarde, pour s'y reconnaître, où elle recherche l'explication du territoire auquel elle est attachée, jointe à celle des populations qui l'ont précédée, dans la discontinuité ou la continuité des générations. Un miroir que cette population tend à ses hôtes, pour s'en faire mieux comprendre, dans le respect de son travail, de ses comportements, de son intimité.^{xxxvii}

Tiré de la définition évolutive de l'écomusée de 1980, ce court passage évoque, selon Delarge, l'objectif principal de l'entreprise après en avoir examinée les partenaires et, quelques lignes plus loin, les approches pluridisciplinaire et diachronique du projet de même que sa conception hors les murs, son rapport au(x) patrimoine(s) ainsi que son aspect éducatif si l'on souhaite résumer globalement le tout ici. Des neuf principes de base de l'écomusée, celui reproduit plus haut mérite toutefois réflexion pour terminer notre avant-propos – une dernière !... Lorsqu'on s'intéresse à la nouvelle muséologie, on remarque rapidement la place prédominante qu'occupe la mémoire collective dans les différents projets muséaux (écomusée, musée communautaire, etc.) par opposition au musée classique davantage porté sur l'histoire. À cet égard, René Rivard écrit dans son essai *Que le musée s'ouvre... vers une nouvelle muséologie : les écomusées et les musées « ouverts »* distribué lors du premier Atelier international du MINOM tenu au Québec en octobre 1984 :

Les deux veulent enseigner, mais alors que l'histoire se veut plutôt pédagogique, la mémoire collective se veut surtout animatrice et capable de susciter des actions communautaires concrètes; l'histoire veut présenter les faits réels, la mémoire collective, quant à elle, préfère jouer avec les images plus ou moins adaptées et transformées que les gens aiment avoir d'eux-mêmes et du nucléus social ou ils vivent.^{xxxviii}

Or, avec cette muséologie « miroir » ne vient pas que la participation citoyenne. Pour l'écomuséologie québécoise qu'encouragera Pierre Mayrand le long des décennies 80 à 2000, il s'agit ni plus ni moins du patrimoine premier sur lequel repose l'expérience muséale : on est au courant. Ce que l'on sait moins, en revanche, c'est tout le discours nationaliste entourant la mémoire collective dont parlent plusieurs auteurs européens, mais peu ou prou ceux canadiens. Et pourtant celui-ci est bien présent, qu'on remonte seulement à certains textes vus plus haut pour les musées nationaux qu'on associe bel et bien à cette même nouvelle muséologie dont émanent les écomusées... « Le musée-miroir, en valorisant la représentation qu'une société élabore d'elle-même et qu'elle fonde sur un unanimisme mythique, masque les conflits et les coupures » remarquent les sociologues français Freddy Raphaël et Gisèle Herberich-Marx dans leur texte *Le musée, provocation de la mémoire* publié en 1987^{xxxix}. C'est particulièrement vrai au Canada avec les deux musées de civilisation, cela va sans dire. Cependant, c'est aussi le cas avec plusieurs écomusées québécois lorsqu'on lit attentivement l'interprétation que font Raphaël et Herberich-Marx du passage cité précédemment : « Cette fonction "miroir" (G.H. Rivière reprend le terme à deux reprises) peut encourager la tentation narcissique d'une communauté, qui se sent quelque peu mise à l'écart et insuffisamment reconnue, de se refermer sur elle-même. »^{xl} Or ce sentiment d'incompréhension, voire d'oppression, n'est-ce pas là le propre du mythe de la Révolution tranquille mis à part, peut-être, cette rupture entre tradition et modernité commune à bon nombre de sociétés lors de la première moitié du XX^e siècle ?

Toute réflexion faite, de conservateur à muséologue, d'écomuséologue à altermuséologue ou peu importe le titre qu'on attribuera à Pierre Mayrand au cours de sa pratique *citoyenne* de la muséologie, le regard qui se dégage des réalisations de l'homme s'inscrit en tout point dans celui de son temps; une époque marquée par de nombreux changements de société. On oublie souvent qu'avec la Révolution tranquille viennent aussi de nouveaux mythes dérivés qui serviront à soutenir ceux nécessaires à la construction de cet imaginaire collectif. Or, lorsqu'on s'y penche en profondeur, on remarque pourtant plusieurs similitudes entre ceux-ci (comme le désir de rattraper les retards résultant de la Grande Noirceur, notamment sous le rapport du « social » [éducation, économie, santé, etc.]), puis les idéaux muséologiques promus par Pierre Mayrand; des idéaux relatifs à une muséologie dite « sociale » ou « participative » sur le modèle du « musée agora », gardons-le en tête...

Si une « autre » muséologie devient possible avec Pierre Mayrand, on peut deviner que celle-ci ne sera pas la « bonne » pour ce qu'elle est aujourd'hui peu connue d'une nouvelle génération de muséologues québécois. Cet oubli, s'il en est un, corrobore en

partie la thèse soutenue par Gérard Bouchard dans sa dernière publication *Les nations savent-elles encore rêver ? Les mythes nationaux à l'ère de la mondialisation*, et dans laquelle il déclare la fin de l'archémythe de la Révolution tranquille associé à l'échec du référendum de 1995, oui, mais « aussi parce que la majorité des grands mythes qui le composaient ont tout simplement épuisé (dans le contexte de l'époque) leur potentiel de mobilisation et de changement. »^{xli} Dans son article précédemment cité dans le texte, Leclerc soulève un point intéressant lorsqu'il compare la muséologie sociale québécoise à celle portugaise, et ajoute : « Le Québec avait pourtant connu sa propre révolution sociale, comme le Portugal sa révolution politique. Pourquoi, au Portugal, la muséologie sociale avait-elle réussi non seulement à prendre racine, comme ici, mais surtout à trouver une stabilité, des lieux de discussion et d'expérimentation, et à former nombre de muséologues actifs qui revendiquaient cette appartenance ? »^{xlii} Il ne fait aucun doute que le Québec a lui aussi réussi à former des « muséologues actifs qui revendiquaient cette appartenance » vers les décennies 80 et 90. L'affaiblissement de leur nombre dès la fin des années 1990 pourrait donc se justifier – du moins si l'on suit la logique de Bouchard – par le déclin des mythes propres à ce moment précis du Québec contemporain et auxquels contribuait activement cette forme écomuséale. Du moins, c'est ce que l'on souhaitera démontrer dans les chapitres suivants.

TABLE DES MATIÈRES

AVIS AU LECTEUR :	
CONSERVATEUR, MUSEOLOGUE, ECOMUSEOLOGUE OU	
ALTERMUSEOLOGUE ?	i
Le Québec et la culture des musées	ii
a) <i>Deux musées de civilisation pour un même pays : Le Canada</i>	vi
Choix du sujet étudié et limites du travail dirigé	xiii
TABLE DES MATIÈRES	xix
INTRODUCTION	1
Hypothèse de recherche, méthodologies et structure du travail dirigé	3
PREMIER CHAPITRE :	
« ET SI LA REVOLUTION MUSEALE SUIVAIT SON COURS ? »	13
1.1 REVOLUTION SOCIETALE ET REVOLUTION MUSEALE : UN MEME COMBAT ?	15
1.1.1 Aux origines d'une discipline contestée : la muséologie	19
a) <i>Les décennies 1960 et 1970 : les années de la démocratisation culturelle</i>	20
b) <i>Les Maisons de la Culture : un outil de communication au service du Ministère</i>	21
c) <i>Muséologie communautaire et naissance de l'écomusée</i>	27
1.1.2 La « nouvelle muséologie » : une révolution muséale ?	33
DEUXIEME CHAPITRE :	
D'ECOMUSEOLOGUE A ALTERMUSEOLOGUE : L'UNIVERSITE DU	
QUEBEC A MONTREAL COMME PISTE D'ANALYSE	35
2.1 L'UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL A L'ERE DE LA	
« NOUVELLE MUSEOLOGIE »	37
2.1.1 Les décennies 1960 et 1970 : une société québécoise en profonde mutation	39
a) « <i>Je me souviens</i> » : <i>La culture et le (néo)nationalisme québécois</i>	44
– <i>Georges-Émile Lapalme et la création du Ministère des Affaires culturelles (1961)</i>	48
– <i>Le Livre blanc de Pierre Laporte : une première politique culturelle (1965)</i>	52
– <i>Camille Laurin et le Livre blanc sur la culture : une politique de nostalgie ?</i>	82
b) « <i>Nègres blancs d'Amérique</i> » ou <i>s'assumer, s'affirmer et revendiquer</i>	87
c) <i>L'Université du Québec à Montréal : une « nouvelle » université</i>	90
2.2 DE TRANSMETTEUR A INITIATEUR. UNE LECTURE UNIVERSITAIRE	
DE L'ECOMUSEOLOGUE	92

2.3 À L'AUBE DU MINOM : « LA JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LES ÉCOMUSÉES »	95
2.3.1 Montréal, 26 mai 1983. « La Journée d'étude sur les écomusées »	95
2.3.2 Londres, juillet 1983. Conseil international des Musées (ICOM)	102
2.3.3 Québec, 13 octobre 1984. « La Déclaration de Québec »	103
2.4 QUAND UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE : « LE MUSÉE À L'ATTAQUE » OU L'ALTERMUSEOLOGIE.....	114
2.4.1 L'altermuséologie : une muséologie « citoyenne » et « active »	121
a) <i>Le XII^e Atelier international du MINOM, octobre 2007. Un manifeste</i>	122
b) <i>Le Sommet citoyen de Montréal, juin 2009. Un modèle muséal idéal ?</i>	123
c) <i>Le Forum social québécois, octobre 2009. Place au débat et aux changements !</i>	127
2.4.2 L'altermuséologie aujourd'hui : quand l'utopie devient (presque) réalité	132
 CONCLUSION :	
DU MINOM À L'ALTERMUSEOLOGIE : UNE « AUTRE » MUSEOLOGIE ?	143
La culture et la notion d'engagement au Québec : des regards différents	154
Un autre monde, une nouvelle muséologie ?	157
 BIBLIOGRAPHIE.....	163
ANNEXE 1	186

INTRODUCTION

« J'ai toujours soutenu que le vrai travail du muséologue, c'est un citoyen qui commence à 17h une fois sorti du musée, en s'investissant dans des groupes, en faisant un travail bénévole. »
Pierre Mayrand (2010)²

La « petite histoire de l'écomuséologie au Québec »³ ne se résume pas au seul nom de Pierre Mayrand de même qu'aux nombreux projets élaborés par l'écomusée de la Haute-Beauce jusqu'à sa fermeture au milieu des années 1990; ce néanmoins, pour comprendre le « mouvement »⁴ qui s'y développe au tournant de la décennie 80 tout comme son importance sur la scène internationale, on ne saurait passer sous silence la contribution exemplaire de l'homme pionnier de la nouvelle muséologie au Québec. À cet effet, le fonds d'archives du muséologue offre, il va sans dire, un témoignage important sur les commencements de la nouvelle muséologie en Amérique du Nord, mais également un regard typiquement américain, pourrait-on ajouter, sur le concept d'écomuséologie : à commencer par le Musée et centre régional d'interprétation de la Haute-Beauce devenu écomusée en 1983. Qualifié de « première expérience réussie » en terre nord-américaine, force est de constater que l'écomusée de la Haute-Beauce se positionne aujourd'hui en assise dans la trajectoire muséologique de Pierre Mayrand, puisque de ce premier succès populaire résultera non seulement un engouement pour les écomusées dits de la « deuxième vague » dans la province canadienne⁵, mais aussi un intérêt marqué pour l'échange : une spécificité de l'écomuséologie québécoise⁶ sur

² Yves Bergeron et Philippe Dubé, « Entretien avec Pierre Mayrand », dans *Mémoires de la muséologie : Une histoire contemporaine de la muséologie*, DVD, 25 avril 2010, vers 1 h 41 min.

³ Groupe de recherche en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, « Journée d'étude sur les écomusées », 26 mai 1983, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Journée d'étude sur les écomusées – 26 mai 1983 », n.p.

⁴ Bien que par « mouvement » on envisage ici celui des écomusées avec la création de six écomusées dans la province canadienne entre 1979 et la fin des années 1980, il serait également possible de parler d'un « mouvement de rénovation » dans le paysage muséologique québécois avec l'arrivée tardive des principes fondateurs de la nouvelle muséologie au cours de cette période, mais aussi du « Mouvement international pour une nouvelle muséologie » comme on le verra plus bas dans le texte. À cet égard, on peut donc confirmer dans l'instant les multiples significations du terme « mouvement » ainsi que leurs possibles corrélations pour la suite de notre recherche, car tous sont inévitablement liés.

⁵ Groupe de recherche en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, « Journée d'étude sur les écomusées », *op. cit.* n.p.

⁶ Notons que « l'échange » ne constitue que l'une des sept spécificités de l'écomuséologie québécoise et qui, par ailleurs, se vérifieront tous au cours de notre recherche, à savoir : l'importance accordée à la participation populaire (1); le financement populaire et bénévole (2); l'approche interdisciplinaire et non disciplinaire (3); l'offre de cours de muséologie populaire (4); la mémoire collective en tant que

laquelle il importe d'insister en un mot. On pensera donc à la création du Mouvement international pour une nouvelle muséologie (aussi connu sous l'abréviation MINOM) en novembre 1985 à Lisbonne, au Portugal, avec raison afin d'évoquer, d'une part, la collaboration de Québécois à la pratique internationale de l'écomuséologie, parmi lesquels figure bien entendu Pierre Mayrand en qualité de président fondateur; et de l'autre, pour s'intéresser au concept d'altermuséologie développé par ce dernier dans le cadre des ateliers internationaux du regroupement d'écomuséologues. L'ensemble : sans pour autant connaître l'histoire du mouvement aurait-on envie d'avancer, c'est-à-dire les fondements autres que ceux notés par André Desvallées à l'intérieur de son rapport proposé au Comité consultatif du Conseil international des musées (ICOM) en juillet 1985, et dans lequel il attribue le déclenchement du MINOM comme suite à la réunion infructueuse du Comité international pour la muséologie (ICOFOM) tenue en juillet 1983 dans la ville de Londres au Royaume-Uni⁷.

Professeur, (éco)muséologue ou simplement citoyen, il semble parfois difficile de présenter correctement Pierre Mayrand et son apport à la muséologie. Se considérant avant tout comme un « être engagé »⁸, il nous apparaissait donc important d'exposer le cheminement de l'homme sous cet angle afin de pouvoir aborder sa contribution au Mouvement international pour une nouvelle muséologie par la suite. On comprendra ainsi son regard critique à l'endroit du regroupement vers le début des années 2000 et, ultimement, pourquoi celui-ci se définissait comme un altermuséologue peu de temps

patrimoine premier (5) de même que la participation de la population « écomuséalisée » à des projets de développements socioéconomiques à échelle humaine et en lien avec les aspirations de celle-ci (6). Voir René Rivard, « Les écomusées au Québec », dans *Museum : Images de l'écomusée*, n° 148 (vol. XXXVII, n°4), 1985, p. 204-205. En ligne. < <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001273/127347fo.pdf#127347> >. Consulté en juin 2019.

⁷ André Desvallées, « New Museology 1985 », dans *Museological News* 8, bulletin semi-annuel de l'ICOFOM, septembre 1985, p. 58-60. En ligne. < [http://network.icom.museum/fileadmin/user_upload/minisites/icofom/pdf/MN%2008%20\(1985\).pdf](http://network.icom.museum/fileadmin/user_upload/minisites/icofom/pdf/MN%2008%20(1985).pdf) >. Consulté en juin 2019.

⁸ La présentation que fait Pierre Mayrand de son « engagement » dans la publication *Muséologies : Les cahiers d'études supérieures* mérite d'être soulignée en cet endroit, car elle offre selon nous une piste de lecture intéressante pour comprendre sa conception de la muséologie : « Je me considère comme un être engagé : engagé par rapport aux responsabilités qui m'incombent, imposées ou librement consenties, mais aussi par rapport aux idées qui définissent mes relations avec autrui et avec le monde avec lequel j'ai choisi de transiger ou auquel je souhaite offrir ma collaboration... Appelant leur cortège de risques, d'aventures humaines, de doutes, de quête perpétuelle d'une perfection inachevée, les actions portées par l'engagement ont imprégné l'esprit et la procédure de l'intervention, me faisant apparaître, pour d'aucuns, comme un révolutionnaire impénitent, quelque peu erratique, difficilement "cadrable", mais doté de ressources idéales renouvelables, parachevant obstinément ses projets, renouvelant leur vie, transmettant à travers elle ses énergies partageables, productrices d'émergences et de liaisons durables. » Voir Louise Champoux-Paillé, « Pierre Mayrand : "révolutionnaire impénitent" », dans *Muséologies*, volume 2, n°1, octobre 2007, p. 139. En ligne. < <https://www.erudit.org/en/journals/museo/2007-v2-n1-museo02128/1033602ar/> >. Consulté en mai 2019.

avant son décès en mars 2011; ou du moins l'envisage-t-on en recourant, entre autres, aux archives personnelles du personnage tout au cours de cette recherche⁹.

Hypothèse de recherche, méthodologies et structure du travail dirigé

Dans l'ouvrage *La matière du passé : Genèse, discours et professionnalisation des musées d'histoire au Québec* que signe Claude-Armand Piché en 2012, l'historien des musées lance une intéressante piste de lecture afin d'expliquer les débuts tout comme le déclin de l'écomuséologie en territoire québécois. En peu de mots, disons que si les mouvements de revendication propres à la seconde moitié du XX^e justifient la montée de l'écomuséologie, il est possible de penser que la fin du militantisme de gauche soit une des raisons expliquant la fin du mouvement écomuséologique au Québec d'après l'historien¹⁰. Et la thèse se défend lorsqu'on prend appui sur l'article *Le nationalisme et la gauche au Québec* des politologues Daniel Béland et André Lecours publié dans la revue *Globe* en 2011. En résumé, on retiendra du texte cette idée qu'au contraire de la plupart des mouvements nationalistes européens (Catalogne, Écosse, Flandre, etc.), celui québécois se démarque par son ancrage à gauche de l'échiquier politique depuis la Révolution tranquille, mais aussi par le projet souverainiste étroitement associé au Parti québécois (PQ) à compter des années 1970¹¹. Autrefois conjugué au mouvement de la droite et aux valeurs dites *traditionnelles* sous la gouverne de l'Union nationale de Maurice Duplessis (1936-1939 et 1944-1959), le rapport au nationalisme comme à l'État évolue promptement avec les changements que connaît la société québécoise au début des années 1960. D'un nationalisme défensif ou de Survivance pourrait-on dire, on passe plutôt à un d'affirmation avec les artisans de la Révolution tranquille comme en témoigne bien cette déclaration lancée par René Lévesque : « L'État doit être pour nous, Canadiens français, une des notions les plus précieuses, parce que nous sommes une nation minoritaire. Il faut que les Canadiens français se servent de leur État pour

⁹ D'un certain point de vue, on pourrait affirmer que cette recherche s'inscrit dans la continuité de mon stage professionnel réalisé à l'Écomusée du fier monde dans le cadre de la maîtrise en muséologie de l'Université du Québec à Montréal à l'été 2018, et où j'ai eu la chance ainsi que le plaisir de travailler avec le fonds d'archives de Pierre Mayrand alors récemment acquis par l'établissement muséal.

¹⁰ Claude Armand Piché, « Nouveaux lieux et nouvelles manières de mettre en scène le passé : L'Écomusée et le Musée de Civilisation », dans *La matière du passé : Genèse, discours et professionnalisation des musées d'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 2012, p. 339.

¹¹ Daniel Béland et André Lecours, « Le nationalisme et la gauche au Québec », dans *Globe. À courant et à contre-courant : les gauches québécoises depuis 1960*, vol 14 n°1, 2011, p. 37-52. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/globe/2011-v14-n1-globe1819725/1005985ar.pdf> >. Consulté en janvier 2020. Selon les auteurs, la notion de « social-démocratie » que proposait alors le Parti québécois permettra de faire certaines alliances concrètes avec le mouvement ouvriers (les syndicats) et celui féministe de l'époque. Voir p. 43-46.

se tirer de leur situation d'asservissement »¹². Pour le sociologue Gérard Bouchard, il faudrait davantage parler de *reconquête* pour évoquer cette période précise du Québec contemporain, du moins lorsqu'on réfère à sa dernière publication *Les nations savent-elles encore rêver ? Les mythes nationaux à l'ère de la mondialisation*¹³. Spécialiste en imaginaires collectifs et mythes sociaux, Bouchard consacre le sixième chapitre de son ouvrage à la situation québécoise qui à bien des égards mérite réflexion. D'abord, précisons que ce « désir de reconquête » présent au commencement de la décennie 60 n'est pas le propre de la Révolution tranquille. Au contraire, il faut remonter entre les années 1770-1791 pour voir émerger au sein de la population canadienne-française un imaginaire (proto)national duquel découle ce mythe directeur; un mythe ancré dans la défaite de 1760 pour reprendre ici les mots du sociologue. D'inspiration républicaine, ce premier projet de société est porté par bon nombre de lettrés d'origine européenne ayant immigré en Nouvelle-France et s'inspirant du mouvement des Lumières d'après Bouchard : « L'idée principale était d'affranchir la population canadienne de l'impérialisme britannique. Les valeurs de liberté, de démocratie, de progrès, de tolérance (pluralité religieuse, cohabitation ethnique) faisaient ainsi pour la première fois leur apparition au nord des États-Unis. »¹⁴ L'histoire est toutefois connue : l'actualisation du projet n'aura pas lieu avec ces premiers intellectuels mais plutôt avec les Patriotes qui, pour aller à l'essentiel, perdront leur combat face à la Grande-Bretagne. En 1840, l'*Acte d'Union* (1840-1867) est conséquemment signé et appliqué par le Parlement du Royaume-Uni et, avec lui, plusieurs changements à signaler au sein de la population francophone, dont l'émergence du clergé catholique et d'un nouvel imaginaire collectif imposé en grande partie par celui-ci : la Survivance.

C'est le début d'un temps nouveau avec l'Église. Jusqu'à l'aube des années 1960, celle-ci impose ses valeurs, ses traditions de même que sa mémoire à la société canadienne-française. On prêche alors les familles nombreuses, l'héritage catholique ainsi que celui français maintenant minoritaire en sol américain : « Mais en définitive [écrit Bouchard], ce qui, à cette époque, s'imposa comme le premier grand mythe directeur et motiva une redéfinition du Canada français, c'est la conscience du minoritaire, plus précisément la nécessité de protéger la culture de cette petite population démunie et

¹² René Lévesque cité dans Daniel Béland et André Lecours, *ibid.*, p. 44.

¹³ Gérard Bouchard, *Les nations savent-elles encore rêver ? Les mythes nationaux à l'ère de la mondialisation*, Montréal, Éditions du Boréal, 2019, 438 p.

¹⁴ *Id.*, « Le Québec : Une petite nation qui a rêvé trop grand ? », dans *Les nations savent-elles encore rêver ? Les mythes nationaux à l'ère de la mondialisation*, *Ibid.*, p. 234. Notons aussi que toutes les informations mentionnées dans ce paragraphe ainsi que dans le prochain proviennent de ce même chapitre, sauf indication contraire.

de lui assurer un avenir sur le continent »¹⁵. La Survivance. On passera ici les mythes dérivés qui ont servi à soutenir ce mythe directeur du minoritaire pour nous intéresser au second grand mythe de cet imaginaire : la reconquête. Il faut cependant attendre la seconde moitié du XIX^e siècle pour voir émerger pleinement ce mythe dans la société de l'époque avec des romans d'écrivains prônant la « conquête du sol » à l'origine de la colonisation du Nord de la province, et dont la figure emblématique du projet reste encore aujourd'hui celle du curé Labelle (1833-1891). En somme, pour le sociologue, il ne fait aucun doute que l'imaginaire de la Survivance est en fait un « archémythe », c'est-à-dire une configuration mythique dont les composantes sont étroitement et solidement liées : « [...] cet arrangement collectif était gouverné si fermement par le haut et tissé si étroitement par le bas qu'il ne laissait guère place à l'individualisme et à la démocratie. Le peuple s'épanouissait dans l'encadrement étanche de la famille et de la paroisse, sous la gouverne vigilante de son clergé. »¹⁶ Prétendre que cet imaginaire collectif a réussi à imprégner toutes les classes de la société serait néanmoins erroné : « En résumé [conclut Bouchard], non seulement les mythes de la Survivance ont peu pénétré les classes populaires, mais ils ont aussi installé une coupure culturelle entre les lettrés et le peuple, en plus de créer des tensions au sein même de la classe intellectuelle »¹⁷. Au plus, c'est le colonialisme britannique de même que la passivité d'un grand nombre des élites canadiennes-françaises qui auront permis cette « Utopie de la Survivance » pour reprendre ici l'expression de Bouchard. S'il semble par conséquent plus juste d'employer le terme « conservatisme » plutôt que celui de « Survivance » afin d'évoquer ce moment précis, celui de « Grande Noirceur » popularisé avec la Révolution tranquille est tout simplement fautif selon l'auteur. On en reparlera plus bas.

De l'archémythe de la Survivance, on retiendra les grands mythes du minoritaire et de la reconquête toujours présents dans le prochain : celui de la Révolution tranquille. Toutefois, non seulement ceux-ci se sont maintenus selon la thèse de Bouchard, mais ils se sont aussi raffermis en plus d'inspirer de nouveaux mythes dérivés tout au long des années 1960 à 1990. À l'inverse de l'archémythe de la Survivance, celui de la Révolution tranquille réussira à toucher l'ensemble des classes sociales québécoises tout en contribuant au néonationalisme. Ainsi le mythe directeur de la reconquête ne prend plus appui sur les romans du terroir dans ce nouvel imaginaire, mais bien dans la défaite de 1760 et tout le « passé sombre » qui s'ensuivra (ex. l'autorité ecclésiastique et le colonialisme britannique), bref, ce qui fera dire au sociologue : « Se sont soudées à ces rappels une profonde aversion pour la figure du perdant et celle de la victime, de

¹⁵ *Ibid.*, p. 238.

¹⁶ *Ibid.*, p. 249.

¹⁷ *Ibid.*, p. 260.

même qu'une volonté ferme d'afficher désormais une attitude plus confiante et combative, agressive même. L'heure était non seulement aux grands projets, mais à la réussite collective. »¹⁸ De Canadien français à Québécois, la nouvelle identité nationale ne s'arrête pas qu'à l'ethnonyme de la population du Québec avec le mythe directeur du minoritaire : la mémoire collective est elle aussi touchée pendant cette période. On revalorise dès lors des figures marquantes du passé québécois, qu'on pense à celle du coureur des bois ou encore à celle des Patriotes. En somme, les Québécois s'assument pourrait-on finalement conclure : « Le passé, répondant à une quête d'authenticité et de réhabilitation, fut également sollicité pour faire revivre la culture populaire, la vie quotidienne, les loisirs, les métiers et les travaux. Il faut voir dans ces initiatives la protestation de la culture populaire, désormais affranchie de la tutelle étouffante des anciennes élites. »¹⁹ Bien entendu, là aussi on en rediscutera plus loin dans le texte, et notamment avec un des récits phares de cette époque : *Nègres blancs d'Amérique*. On l'aura donc appréhendé, il sera également question de revendications à ce moment-là.

Évidemment, Gérard Bouchard n'est pas le seul auteur à s'attaquer à la Révolution tranquille et à ses nombreuses contradictions. D'ailleurs, le texte *La Grande Noirceur canadienne-française dans l'historiographie et la mémoire québécoise* du sociologue canadien E.-Martin Meunier le démontre bien avec ses multiples points de vues sur la question²⁰. Ce qui devient intéressant avec Bouchard, c'est avant tout l'analyse qu'il propose de cette période précise du Québec contemporain tout comme les principales conséquences du déclin de ces deux imaginaires collectifs pour la société québécoise; une analyse qui rejoint en partie celle de Béland et Lecours citée plus haut pour la fin du second imaginaire. On l'a évoqué précédemment, alors que les deux politologues associeront le nationalisme québécois aux politiques d'inspiration sociale-démocrate du Parti québécois dès les années 1970, ceux-ci remarquent toutefois une « absence » de la « question sociale » au moment de la seconde campagne référendaire : « En fait, l'idée si populaire au cours des années 1970 selon laquelle l'indépendance du Québec pourrait mener à la réalisation du projet social-démocrate fut presque complètement absente durant cette campagne référendaire [écrivent-ils]. »²¹ Pour les deux auteurs, il semblerait que la montée du néolibéralisme du début des années 1980 ait joué un rôle considérable dans l'affaiblissement du projet social-démocrate au Québec au cours de

¹⁸ *Ibid.*, p. 269.

¹⁹ *Ibid.*, p. 274.

²⁰ E.-Martin Meunier, « La Grande Noirceur canadienne-française dans l'historiographie et la mémoire québécoise : Revisiter une interprétation convenue », dans *Vingtième siècle : Revue d'histoire*, n°129, 2016, p. 43-59. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2016-1-page-43.htm?contenu=article#no108> >. Consulté en février 2020.

²¹ Daniel Béland et André Lecours, *op. cit.*, p. 47.

la décennie suivante, notamment puisque celui-ci concordait de moins en moins avec la quête d'un équilibre budgétaire que proposait alors le gouvernement en place. Bien que la conclusion de Béland et Lecours reste ouverte concernant l'évolution future du nationalisme québécois, il est néanmoins possible de faire certains liens ici avec celle que nous propose Bouchard dans son plus récent ouvrage. Selon ce dernier :

L'archémythe de la Révolution tranquille a continué d'opérer après les années 1980, mais il est certain que le référendum de 1995 a liquidé ce qui pouvait en rester. D'un côté, pour de nombreux Québécois, l'idéal souverainiste était l'un des principaux héritages de la Révolution tranquille. De l'autre, et on ne le souligne pas assez, la victoire du camp fédéraliste n'a pas provoqué une effervescence et un renouvellement de la pensée canadienne au Québec. Bien au contraire l'après référendum a plutôt été marqué par une apathie sur ce plan.²²

Précisions deux ou trois choses maintenant. Dans un premier temps, plusieurs mythes qui composaient cet imaginaire se sont défaits à partir du début des années 1980 selon Bouchard : la modernité, l'ouverture au monde, la démocratisation, l'entrepreneuriat francophone de même que le relèvement social en sont quelques exemples. Pour dire les choses simplement, ceux-ci auront perdu tant leur potentiel de mobilisation que de changement – et qui était en quelque sorte le *leitmotiv* de la Révolution tranquille – au début du nouveau millénaire, remplacés par des enjeux de société « actualisés » qu'on n'abordera pas avec notre recherche. Qu'on se rassure, on ne sombrera pas ici dans le désormais célèbre « *O.K. boomer* » en vogue depuis la dernière année²³. Au contraire, on se concentrera plutôt sur une critique formulée par la génération X à l'endroit de la mémoire nationale qui aurait été plus ou moins bousillée par les boomers, du moins là est la thèse de certains auteurs, comme Mathieu Bock-Côté²⁴. Et c'est faux. On l'a vu

²² Gérard Bouchard, *op. cit.*, p. 280.

²³ « *O.K. boomer* » est une expression apparue sur les médias sociaux au début de la dernière année. Populaire chez les jeunes milléniaux, elle met notamment de l'avant le clivage entre les baby-boomers et la génération Z sur différentes questions sociales, comme celle de l'environnement. À ce sujet, voir Peter Hutchison, « "OK boomer", ou comment la "génération Z" remet les "vieux" à leur place », dans *La Presse*, 9 novembre 2019. En ligne. < <https://www.lapresse.ca/societe/201911/09/01-5249053--ok-boomer-ou-comment-la-generation-z-remet-les-vieux-a-leur-place.php> >. Consulté en février 2020.

²⁴ Gérard Bouchard, *op. cit.*, p. 283. On se permet de reprendre ici la note de l'auteur concernant Bock-Côté pour la place qu'occupe le chroniqueur dans le paysage médiatique québécois : « Voir par exemple M. Bock-Côté (2012), dont on retiendra le passage suivant : "La société québécoise, avec la Révolution tranquille, a fait l'erreur de ne plus rien vouloir de son passé en remettant le cadran historique à zéro" (p. 21). L'auteur parle aussi d'une "détestation du passé" et d'une "émancipation sans tradition" qui aurait suivi les années 1960. [...] »

plus haut avec le mythe du minoritaire, les années 1960 seront particulièrement riches en patrimoines au dire de Bouchard qui précise d'ailleurs un peu plus loin :

Loin de sacrifier le passé, les contemporains de la Révolution tranquille en furent des passionnés, mais ils recherchaient un passé différent dans lequel ils pouvaient se reconnaître, trouver leurs racines, se réconcilier avec eux-mêmes. Comme le font normalement toutes les générations, ils se souciaient de raccorder le passé au présent pour en tirer des motivations et des directions pour l'action. Ils étaient curieux d'une vérité que les lettrés de l'Utopie de la Survivance s'étaient trop longtemps appliqués à travestir ou à effacer.²⁵

Or, un des exemples qui confirment le mieux cette affirmation du sociologue est sans conteste le mouvement de la « nouvelle muséologie » au Québec, et plus précisément celui des écomusées dits de « développement » où les conflits sociaux sont parfois au cœur de l'entreprise comme en témoigne les écomusées de la Haute-Beauce et du Fier Monde. Et c'est exactement ce que l'on souhaite démontrer avec notre travail dirigé.

Autrement dit, alors qu'on évoquera avec raison les noms de Rivière et de Varine pour la forme « classique » de l'écomusée, celui de Pierre Mayrand est souvent relié à une écomuséologie « militante ». Membre fondateur du MINOM puis cosignataire du *Manifeste pour l'altermuséologie* en 2007, on dit couramment de l'homme qu'il était un « révolutionnaire » ou encore en avance sur son temps. À bien des égards, il s'agit d'une présentation juste du muséologue. Cependant, lorsqu'on s'intéresse un peu plus à l'époque dans laquelle il émerge –soit la Révolution tranquille– on aurait tendance à affirmer le contraire, c'est-à-dire qu'il était tout simplement de son temps. Bien que la « nouvelle muséologie » soit toujours plus présente dans le paysage muséologique du Québec, force est de reconnaître que la conception écomuséologique promue entre les années 1980-2010 par Mayrand est aujourd'hui peu ou prou en usage chez les muséologues de la province. Pourquoi ? On a parlé plus haut du déclin du militantisme de la gauche québécoise, et vu que cette piste était probable. Comment ? On peut prétendre que l'épuisement de certains mythes propres à la Révolution tranquille est la raison de du désintéressement de cette forme écomuséale dès le début des années 1990 et qu'en ce sens, le projet muséal s'inscrit en tous points dans ce mythe national... En tout cas, c'est ce que nous tenterons d'éclaircir dans les prochains chapitres de notre recherche.

Pour y parvenir, notre travail se divisera en deux parties distinctes tout en reposant sur une méthodologie commune que l'on qualifiera de pluridisciplinaire : muséologie,

²⁵ *Ibid.*, p. 284.

histoire, littérature et sociologie sont donc les principales disciplines auxquelles on se propose de recourir tout au long de notre recherche afin de résumer le contexte socio-historique dans lequel émerge la nouvelle muséologie après la seconde moitié du XX^e siècle sur les territoires européens et américains. Principalement basé sur des sources écrites (monographies, articles et documents d'archives), il est néanmoins à noter que l'entretien réalisé avec Pierre Mayrand en avril 2010, à l'occasion du projet *Mémoire de la muséologie*, aura une importance considérable pour notre projet; car sans la captation vidéo de la rencontre et ni la transcription de Maïlys Hervé, il aurait de fait été laborieux de mener à terme notre travail. Toutefois, comprenons-nous bien : ce travail ne constitue pas un hommage à la muséologie de Pierre Mayrand, et encore moins au muséologue – à cet égard, faut-il rappeler que Mayrand obtiendra en octobre 2010 le Prix Carrière de la Société des musées du Québec (SMQ), saluant point par point son parcours professionnel ?²⁶ Avec cette enquête, il s'agira avant tout de se pencher sur une période importante de la muséologie québécoise aujourd'hui oubliée, et comment elle a su influencer la discipline tout comme les principaux acteurs de cette époque – à savoir entre le début et la fin des années 1980-1990 en ce qui concerne le Québec et quelques années de plus pour d'autres nations – pour sombrer dans une certaine indifférence près de vingt ans plus tard. À l'imitation de la muséologie prétexte de Jacques Hainard et dont Pierre Mayrand aura été un fervent défenseur le long de sa carrière, la figure du muséologue québécois nous servira ici de « prétexte » en vue de s'intéresser autrement à cette période précise de la muséologie et essayer, à la toute fin, d'en tirer quelques conclusions pertinentes pour la discipline.

Et voici où nous en sommes. Dans un premier chapitre, il nous semblait nécessaire de présenter sommairement la nouvelle muséologie sous un aspect connu, c'est-à-dire celui théorisé et popularisé par le muséologue français André Desvallées pour *Vagues* et l'*Encyclopaedia Universalis* au début des décennies 80 et 90. Mainte fois repris par les professionnels de la muséologie afin d'explicitier les changements qui marqueront les musées tout comme la discipline au tournant de la deuxième moitié du XX^e siècle, nous trouvons important de partir de cet auteur en vue d'aborder, ensuite, la question de la démocratisation culturelle²⁷ qui émergera notamment avec la figure du français

²⁶ Société des musées du Québec (SMQ), « Prix Carrière 2010 – Pierre Mayrand », dans *Prix SMQ*, 2010. En ligne. < <https://www.musees.qc.ca/fr/professionnel/activites-publications/prix-smq/laureats/2010/pierre-mayrand> >. Consulté en août 2019.

²⁷ Démocratisation culturelle ou démocratie culturelle ? Si les deux termes semblent analogues au premier abord, la philosophe française Joëlle Zask démontre bien la différence lorsqu'elle affirme : « Si la démocratie culturelle se distingue donc de la démocratisation, ce n'est pas en priorité parce que la première serait moins purement quantitative et comptable que la seconde, c'est en raison du fait qu'elle a pour but d'*intégrer*, non d'*assimiler*. Comme dans le domaine des sciences expérimentales, ses

André Malraux et son idée des Maisons de la Culture durant les années 1960; un concept auquel s'opposera néanmoins rapidement Georges Henri Rivière, un personnage important pour la suite de cette analyse. Associé de près au mouvement de la nouvelle muséologie et plus précisément de l'écomuséologie française, on voit pourtant dans le regard de ce dernier quelques similitudes avec la vision de Malraux, comme en ce qui concerne la décentralisation de la culture, la participation citoyenne, voire l'éducation populaire. Alors que Malraux souhaitera élever une civilisation nouvelle avec les arts et la culture, les actions de Rivière porteront toutefois, quant à elles, sur le patrimoine naturel et culturel spécifique à une population afin de la valoriser autrement. Dans un argot muséologique, il n'est pas inintéressant de prendre en note qu'on parlera davantage de lieu de diffusion pour représenter la première entreprise, et d'instrument pour ce qui est de la seconde. Or, si la forme de la première demeure relativement la même d'un endroit à un autre – à titre d'exemple, on retrouve des Maisons de la Culture tant en Belgique que dans la ville de Montréal, au Canada, inspirées librement du concept français promu par Malraux –, celle de la deuxième diffèrera selon le pays mais sans pour autant en abandonner la définition de base proposée par Rivière en 1980. En peu de mots, c'est ce que Desvallées nommera la « nouvelle muséologie » la même année pour l'*Encyclopaedia Universalis*, et ce qui nous intéressa pour fermer notre première partie. Du concept français d'écomusée avec une délégation sous contrôle, on passera à celui américain de musée de voisinage particulièrement valorisé par Pierre Mayrand vers la fin de la seconde moitié du XX^e siècle en fait de participation citoyenne. Bien que ces différentes formes muséales semblent « nouvelles » au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, on découvrira que cela n'est pas nécessaire le cas. Toutefois, on verra aussi que le propos derrière ces « nouveaux » établissements muséaux mérite d'être souligné pour ce qu'il sera à l'origine d'un regroupement d'écomuséologues en octobre 1984 avec la *Déclaration de Québec* adoptée dans la ville du même nom, puis quelques mois plus tard en 1985, au Portugal avec la fondation du MINOM. Enfin, on notera qu'on a aussi cru bon d'ajouter en note de bas de page de cette première partie certaines définitions proposées par Pierre Mayrand dans son *Essais de terminologie de la muséologie sociale* paru deux ans avant son décès en 2011. L'objectif ? Garder

finalités sont plurielles, expérimentales, offertes comme des possibilités d'explorer et de tester, non comme des décisions non négociables parce qu'émisses par des « autorités ». Si elle peut accompagner la création des formes culturelles, y compris celles qui aujourd'hui mobilisent les droits culturels et la participation active des intéressés, elle ne devrait pas tenter de les *fixer* et de les hiérarchiser, encore moins d'en influencer la facture. Ce que la démocratie culturelle peut faire avec profit, c'est assurer la répartition égalitaire des ressources culturelles d'individuation, en veillant à ce qu'elles ne soient pas confisquées par une minorité. » Voir Joëlle Zask, « De la démocratisation à la démocratie culturelle », dans *Nectart*, vol 2 n°3, 2016, p. 40-47. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-nectart-2016-2-page-40.htm> >. Consulté en janvier 2020.

en tête que la conception muséologique de l'homme nous servira tout le long de notre recherche de « modèle de référence » afin de démontrer que l'écomusée québécois est moins « révolutionnaire » que « de son temps ». Nous y reviendrons plus loin.

Dans un second et dernier chapitre, le pari est pour le moins double. On souhaitera dans un premier temps aborder les changements sociétaux et culturels survenus dans ce coin de pays au lendemain de la Révolution tranquille. Éducation et culture seront donc nos deux domaines d'études pour ce qu'on pense, à ce moment-là, que la démocratisation de l'éducation est un des moyens à privilégier pour contrer l'infériorité socio-économique des Canadiens français. L'Université du Québec à Montréal devient donc intéressante pour notre recherche ici : d'abord puisque ses débuts incarnent à merveille les nombreux changements de société que vivra le Québec à cette époque, notamment en ce qui a trait aux valeurs progressistes d'alors comme le féminisme, le syndicalisme ou encore le mouvement communautaire; ensuite, et surtout, parce que notre prétexte y travaillera à titre de professeur régulier de 1968 à 1997. Fondateur du Département d'histoire de l'art en octobre 1969, Mayrand touchera tant au patrimoine national qu'à l'animation culturelle avec le Groupe de recherche en patrimoine puis, par après, avec le MINOM dont les origines remontent dès la « Journée d'étude sur les écomusées » tenue en mai 1983 dans l'enceinte de l'université québécoise suivant nos recherches. Sans grande surprise, on s'attardera donc aux principales réalisations du muséologue dans un second temps – soit la création du Mouvement international pour une nouvelle muséologie et les fondements de l'altermuséologie – afin d'établir que la conception muséologique de l'homme s'inscrit en tous points dans celle de son temps et de ses principaux mythes, c'est-à-dire une période caractérisée par un désir : celui de la reconquête et du relèvement collectif soutenu, cette fois-ci, par l'adoption de nombreuses politiques sociales concrètes et généreuses qui influenceront grandement sur la pratique québécoise de la muséologie entre la fin des années 1970 et 1990.

Enfin, on se permettra de conclure notre recherche avec une observation d'Hugues de Varine publiée dans son plus récent ouvrage : *L'écomusée singulier et pluriel : Un témoignage sur cinquante ans de muséologie communautaire dans le monde*. Proche collaborateur de Pierre Mayrand, on tend souvent à oublier que les deux muséologues ne se rencontreront pour la première fois que lors de la venue de Varine au Québec en 1980²⁸. C'est d'ailleurs à la même époque que Pierre Mayrand découvre l'essai rédigé

²⁸ Hugues de Varine, *L'écomusée singulier et pluriel : Un témoignage sur cinquante ans de muséologie communautaire dans le monde*, Paris, L'Harmattan, coll. « Muséologies », 2017, p. 62.

deux ans plus tôt par le français sur la perspective communautaire des écomusées²⁹, et que l'on devine proche de sa philosophie muséale lorsqu'il déclare dans un entretien accordé à François Mairesse pour la revue *Publics et Musées* en 2000 :

[...] je ne suis pas un Riviériste, ni un "quiconquiste" inconditionnel. Pour commencer, je suis moi-même, je fais mes propres synthèses, je me suis surtout fondé sur mes propres expériences de terrain, aussi. Ensuite, ça a été ma rencontre avec Hugues de Varine. À ce moment-là, j'appliquais déjà plusieurs de ses idées, en particulier dans son texte sur les écomusées [de 1978], que je n'ai lu pour la première fois qu'en 1980. Et je me suis dit : "Tiens, je pense exactement de la même façon", alors qu'avec Rivière, je ne pouvais pas le dire, mais c'est le seul texte qu'on avait, à ce moment-là.³⁰

On l'aura conséquemment compris, nos dernières lignes porteront sur les « influences muséologiques » de Pierre Mayrand, un sujet essentiel pour comprendre la singularité de ce dernier dans l'univers merveilleux de la nouvelle muséologie. Car si la muséologie de Georges Henri Rivière importe que peu à Pierre Mayrand – un constat que ce dernier confirmera de nouveau dans le cadre du projet *Mémoire de la muséologie* –, il semble parfois compliqué de différencier son approche participative de celle théorisée par Hugues de Varine, et que l'on qualifie pourtant (avec raison) de communautaire...

Tout bien considéré, notre conclusion sera donc une occasion de boucler la boucle avec notre épigraphe... pour ajouter au mystère de notre travail dirigé !

²⁹ Initialement publié dans le n°11 de *Gazette*, une publication de l'Association des musées canadiens, on notera toutefois que le texte se retrouve également, aujourd'hui, dans l'ouvrage *Vagues*. Hugues de Varine, « L'écomusée (1978) », dans André Desvallées (dir.), *Vagues : Une anthologie de la nouvelle muséologie*, Mâcon Edition W; Savigny-le-Temple Muséologie nouvelle et expérimentation sociale, coll. « Museologia » 1992, tome 1, p. 446-487.

³⁰ Pierre Mayrand cité dans François Mairesse, « Entretien avec Pierre Mayrand », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André Desvallées), 2000, p. 225. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1331 >. Consulté en juillet 2019.

PREMIER CHAPITRE

« ET SI LA RÉVOLUTION MUSÉALE SUIVAIT SON COURS ? »³¹

Nous sommes le 25 avril 2010, jour de la « Révolution des Œillets » au Portugal comme le souligne d'entrée Pierre Mayrand sur la vidéo. Pourtant, on ne souhaite pas célébrer à ce moment la chute de la dictature salazariste advenue en 1974, mais plutôt aborder le parcours du muséologue qui se veut riche en accomplissements : indiquant conséquemment la facette contestatrice de l'homme qu'il confirmera tout au long de l'entretien réalisé pour le projet de recherche *Mémoires de la muséologie* :

D'une certaine façon [commence-t-il], je suis venu à la muséologie avec le 25 avril. Parce que bon, la Révolution s'est déclarée, j'ai été informé par mes amis, je me suis rendu au Portugal pour participer à la campagne d'alphabétisation populaire. Et c'est là vraiment que j'ai compris jusqu'à quel point ma mission était également de faire un travail associatif, de travailler avec le monde, le monde ordinaire dans les campagnes, dans les usines, un peu partout, dans un esprit un peu révolutionnaire bien sûr, car c'était le cas à l'époque, tout était à construire.³²

En guise d'exemple, Pierre Mayrand ne citera que la création du réseau universitaire du Québec en décembre 1968, et pour lequel il débute sa carrière de professeur dès l'année suivante à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Un fait somme toute attendu lorsqu'on considère le rôle de préparateur qu'il y jouera jusqu'à sa retraite en 1997 (comme on le verra plus bas), mais néanmoins surprenant après la lecture de son dernier ouvrage publié en 2009 : *Essais de terminologie de la muséologie sociale*. À la fois indicatif et rétrospectif de sa vision de la muséologie – on notera à cet effet que nombre d'articles présents dans le livre l'ont préalablement été dans son carnet virtuel *Minuit Express* rédigé au début des années 2000 –, il se dégage du cahier un ressenti assurément révolutionnaire alimenté, cette fois-ci, par l'importance accordée à la Dé-

³¹ Pierre Mayrand, *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009*, Lisbonne, Universidade Lusofona de Humanidades e Tecnologias, 2009, p. 43.

³² Yves Bergeron et Philippe Dubé, « Entretien avec Pierre Mayrand », *op. cit.*, vers 1 min. Il n'est pas inintéressant de souligner ici que Pierre Mayrand se présente comme un « ardent défenseur des idées de Paolo Freire », un pédagogue brésilien notamment connu pour ses efforts d'alphabétisation militante. Pierre Mayrand, *Haute-Beauce : Psychosociologie d'un écomusée précis*, Lisbonne, Universidade Lusofona de Humanidades e Tecnologias, 2004, p. 196.

claration de Santiago; une impression que Pierre Mayrand justifie d'ailleurs dans la vidéo lorsqu'il évoque les événements qui marqueront son parcours de muséologue. Seulement, alors qu'on s'attendait à une mention rapide de la déclaration en introduction de l'enregistrement, il faut attendre quelques minutes avant que celle-ci ne soit abordée par Pierre Mayrand. Et la réponse est d'abord décevante, car bien qu'elle lui apparaisse pleine d'enseignements et corresponde parfaitement à sa personnalité ainsi qu'à sa façon d'agir – Mayrand insistera particulièrement sur le fait que les musées ne peuvent rester indifférents à ce qu'il se passe autour d'eux et doivent, corollairement, s'engager dans les luttes de sociétés –, la *Déclaration de Santiago* ne prend son crédit qu'au moment de la création du MINOM pour le narrateur³³. C'est donc dire la portée des événements sociohistoriques des décennies 60 et 70 sur l'homme – à cet égard, on rapportera évidemment la révolution portugaise mentionnée plus haut ainsi que celles algérienne (1954-1962) et québécoise (connue comme la Révolution tranquille)³⁴ – et, par la même occasion, sur sa conception de la muséologie pour ce qu'il ne se détache pas de ce qu'il fait comme se plaît-il à nous le rappeler, enfin, au départ de la vidéo...

Alors qu'on pensera à *La Nuit de la poésie* – à laquelle il assiste le 27 mars 1970 – pour expliciter son travail sur la poétique muséale³⁵, qu'en est-il du Mouvement international pour une nouvelle muséologie ? Car s'il ne fait aucun doute que les énoncés de la *Déclaration de Santiago* influenceront le muséologue pendant la constitution du mouvement, prétendre que ce dernier émerge *ipso facto* avec la déclaration serait tout simplement naïf. Il faut donc se pencher sur les événements sociaux qui ont marqué les années 1960 à 1970 tout comme Pierre Mayrand afin de comprendre la motivation d'un regroupement d'écomuséologues dès 1985, et une piste d'analyse s'offre à nous;

³³ Maïlys Hervé, « Verbatim de l'entretien avec Pierre Mayrand », dans Yves Bergeron et Philippe Dubé (dir.), *Mémoires de la muséologie : Une histoire contemporaine de la muséologie*, p. 2-3.

³⁴ Pierre Mayrand, *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009, op. cit.*, quatrième de couverture.

³⁵ *Ibid.*, p. 2. Il n'est pas inintéressant de noter ici que l'objectif initial de *La Nuit de la poésie* « était de fixer sur la pellicule l'esprit d'une époque à travers un événement précis rassemblant un grand nombre de poètes venus des quatre coins du Québec. » Organisé par les cinéastes Jean-Claude Labrecque et Jean-Pierre Massé à la suite d'un surplus budgétaire de l'Office national du film du Canada (ONF) au terme de l'année fiscale de 1969, l'évènement se voulait en fait la reproduction d'une soirée de poésie préalablement préparée par Gaston Miron et George Dor en mars 1968 dans le cadre de la Semaine de la poésie, mais à plus grande échelle cette fois-ci et sans le caractère politique de celle de mai 1968, et où les fonds amassés servirent à payer les frais d'avocats des felquistes Charles Gagnon et Pierre Vallières. Nous y reviendrons plus loin dans le deuxième chapitre du travail (voir p. 87). Voir Pascal Bissette, « Que sont nos nuits devenues ? », dans *Québec français*, n°171 La poésie hors du livre, 2014, p. 54-55. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/qf/2014-n171-qf01221/71222ac.pdf> >. Consulté en septembre 2019; Jean-Claude Labrecque et Jean-Pierre Massé, *La nuit de la poésie 27 mars 1970*, Office national du film du Canada (ONF), DVD, son, couleur, 1970, 1h 50 min. En ligne. < https://www.onf.ca/film/nuit_de_la_poesie_27_mars_1970/ >. Consulté en septembre 2019.

on l'a précédemment citée et mérite qu'on s'y attarde : la création de l'Université du Québec à Montréal en 1969 – aussi familièrement appelée UQAM.

1.1 Révolution sociétale et révolution muséale : un même combat ?

Un commentaire s'impose avant de poursuivre avec l'historique de l'Université du Québec à Montréal : les limites de la « nouvelle muséologie ». Sur le plan temporel, il est important de souligner que la nouvelle muséologie n'apparaît officiellement qu'en 1982 avec la création de Muséologie nouvelle et expérimentation sociale (MNES), un regroupement de « professionnels de la culture et de muséologues qui désirent [alors] renouveler en France l'image et les pratiques de l'institution muséale »³⁶ à l'initiative de la conservatrice Évelyne Lehalle³⁷. Selon le muséologue André Desvallées, auteur du terme muséologie (nouvelle) ou « nouvelle muséologie » inventé plus tôt en 1980, ce n'est qu'à la suite de cette première association qu'il devient possible d'envisager la muséologie comme une doctrine dont les fondements émergent rapidement dès la fin des années 1960; d'abord avec la IX^e conférence générale du Conseil international des musées (ICOM) tenue en 1971 dans la commune de Grenoble, en France, sous le thème « Le Musée au service des hommes, aujourd'hui et demain »; puis ensuite avec l'organisation d'une table ronde préparée par l'Unesco sur un sujet similaire en mai 1972, dans la capitale du Chili, et où naît notre fameuse *Déclaration de Santiago*...³⁸

Quoique réfuté par certains muséologues voyant dans leur profession davantage un domaine d'études qu'une discipline³⁹, l'éclaircissement que nous propose Desvallées sur la nouvelle muséologie dans les références *Encyclopaedia Universalis* et *Vagues : Une anthologie de la nouvelle muséologie* ne saurait être plus clair ici : la muséologie est *la* muséologie. Autrement dit, bien que l'engouement pour la nouvelle muséologie ait contribué à l'impression d'une muséologie vieillie autour des années 1960 à 1980,

³⁶ Ethnologie de France, « Muséologie Nouvelle et Expérimentation sociale (MNES) », dans *Bulletin de l'Association française*, n°12-13, septembre 1983, p. 78. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/jda_0249-7476_1983_num_12_1_1111 >. Consulté en juillet 2019.

³⁷ André Desvallées, Germain Bazin et Raymonde Moulin, « Muséologie », dans *Encyclopædia Universalis*, s. d., p. 11. En ligne. < <https://www.universalis.fr/encyclopedie/museologie/> >. Consulté en juillet 2019.

³⁸ *Ibid.*, p. 11-12.

³⁹ À cet effet, voir Bernard Schiele, « La muséologie : Un domaine de recherches », dans Anik Meunier et Jason Luckerhoff (dir.), *La muséologie, champ de théories et de pratiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 79-100. Bien que l'auteur y défende l'idée que la muséologie est un domaine de recherches, on notera néanmoins que celui-ci y présente de manière rigoureuse le raisonnement de muséologues envisageant la muséologie comme une discipline, voire une science appliquée.

il s'agissait alors davantage d'un retour aux sources que d'une révolution culturelle selon les dires du muséologue français :

Notre muséologie n'a-t-elle pas ses modèles chez tous les muséologues et muséographes dynamiques depuis que le musée existe ? N'a-t-elle pas toujours existé et n'est-elle pas la seule bonne muséologie ? Trève [*sic*] de modestie : la *nouvelle muséologie* n'est-elle pas en fait que la *première*, la plus ancienne, la seule, celle qui aurait toujours dû être parce que la seule fidèle au modèle de musée originel – au moins dans sa conception républicaine française –, celle qui mettait le musée au service de tous et non pas seulement au service des amateurs éclairés ?⁴⁰

Lorsqu'on lit Desvallées, on comprend aisément que le terme de nouvelle muséologie (ou muséologie [nouvelle] pour être plus précis) n'a été inventé que pour synthétiser les différentes orientations prises par un mouvement novateur, et ce, *a posteriori* :

C'était la tâche que je me proposais donc : résumer tout le mouvement de rénovation qui avait pris naissance une douzaine d'années plus tôt. [...] Alors j'ai pensé profiter – un peu par jeu parodique, par provocation – de la mode qui abusait alors des "nouvelles" doctrines : on avait la "nouvelle philosophie", la "nouvelle économie", la "nouvelle histoire", etc. Mais, comme je ne tenais pas spécialement à publier un manifeste, j'intervertis les termes et me contentai, derrière "muséologie", de placer "nouvelle" entre parenthèse [*sic*].⁴¹

Dans la présentation qu'il rédige pour l'ouvrage *Vagues : Une anthologie de la nouvelle muséologie* au début des années 1990, Desvallées en ajoute sur le terme inventé pour le supplément de l'*Encyclopaedia Universalis* – qui, on le sait, sera récupéré par l'association MNES dès 1982. D'où provient réellement la nouvelle muséologie ? La question se veut simple, mais les pistes de réponses nombreuses : de la France, avec les écrits des deux premiers directeurs successifs de l'ICOM Georges Henri Rivière et Hugues de Varine; des États-Unis, avec les personnalités de John Kinard et Freeman Tilden respectivement directeur de l'Anacostia Neighborhood Museum et auteur de la publication *Interpreting our Heritage*; ou ne serait-ce pas plutôt à Grenoble, puis au

⁴⁰ André Desvallées, « Présentation », dans André Desvallées (dir.), *Vagues : Une anthologie de la nouvelle muséologie*, Mâcon Edition W; Savigny-le-Temple Muséologie nouvelle et expérimentation sociale, coll. « Museologia » 1992, tome 1, p. 23.

⁴¹ André Desvallées cité dans Bruno Brulon Soares, « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie », dans *ICOFOM Study Series*, n°43a – Nouvelles tendances de la muséologie, 2015, p. 62. En ligne. < <https://journals.openedition.org/iss/563> >. Consulté en juillet 2019.

Chili, avec les événements que nous leur connaissons ? Avec des origines diverses, il semble néanmoins apparent que ces quelques exemples cheminent tous vers un même et unique but, du moins de l'avis de Desvallées qui rapidement tranche la question :

Le seul objectif vraiment commun qu'on pourrait trouver à ceux qui se sont retrouvés derrière le drapeau de la nouvelle muséologie pourrait se concrétiser dans "l'escalier monumental du musée" qu'ils se proposaient de détruire. Abolir la distance entre le public et le contenu du musée, le lui restituer en le lui rendant perceptible pour les uns, le laisser à sa portée en ne le privant pas de sa jouissance pour les autres.⁴²

À cette fin s'opposent alors deux solutions originales : « la voie médiatique et la voie communautaire »⁴³. Nous reviendrons plus loin sur la dernière voie, concentrons-nous donc sur la première qui au reste, oblige la muséologie à se théoriser et le musée à se conceptualiser. Parce qu'avec la nouvelle muséologie, ce ne sont plus les collections qui sont au cœur du musée comme autrefois, mais un patrimoine que l'on se propose de s'approprier, de conserver et de transmettre aux générations montantes⁴⁴. À la fois naturel et culturel, ce rapport au patrimoine décloisonne musées et muséologie pour les pousser naturellement vers l'interdisciplinarité. Ce qui devient ainsi pour les uns une révélation – avec de nouvelles possibilités conceptuelles et patrimoniales – reste néanmoins pour les autres, comme Desvallées, qu'un simple retour aux sources..., et les désaccords sur le statut de la muséologie seront désormais continus; d'abord au sein du Conseil international des musées, puis ensuite à l'intérieur de certains de ses comités, comme l'ICOFOM et le MINOM. En bref, ce qu'il faut avant tout retenir ici est la pluralité des discours possibles sur la muséologie et les musées. Or, on notera à cet effet que nombre d'articles portant sur la muséologie proviennent de gens associés à l'ICOFOM – un Comité créé en 1977 axé sur « la recherche, l'étude et la diffusion des bases théoriques de la muséologie en tant que discipline scientifique indépendante [et] qui analyse les principales tendances de la muséologie contemporaine »⁴⁵ –, dont plusieurs adhérents œuvreront également auprès du MINOM lors de ses débuts. C'est notamment le cas de Pierre Mayrand, d'Hugues de Varine et d'André Desvallées qui

⁴² André Desvallées, « Présentation », dans André Desvallées (dir.), *Vagues : Une anthologie de la nouvelle muséologie*, op. cit., p. 19.

⁴³ *Ibid.*, p. 20.

⁴⁴ « [...] le concept "musée" couvre l'univers entier et tout est donc muséalisable, le musée étant le lieu spécifique où l'on peut étudier les relations de l'homme à la réalité de l'univers dans sa totalité, et la muséologie étant la science des relations de l'homme à la réalité de l'univers ». *Ibid.*, p. 21.

⁴⁵ Comité International pour la Muséologie (ICOFOM), « Bienvenue à l'ICOFOM », dans *Bienvenue*, s. d. En ligne. < http://network.icom.museum/icofom/bienvenue_nue/bienvenue-a-licofom/L/2 >. Consulté en juillet 2019.

légitimera d'ailleurs le regroupement auprès de l'ICOM en écrivant à ce sujet : « qu'il n'y a pas d'ancienne et de nouvelle muséologie, mais simplement de la mauvaise et de la bonne muséologie »⁴⁶, dans son rapport cité plus haut en introduction.

Sans vouloir prendre position sur le statut « officiel » de la muséologie (discipline, champ d'études ou science appliquée) et ni positionner le MINOM au sujet de celui-ci – à cet égard, l'article du muséologue brésilien Bruno Brulon Soares est on ne peut mieux⁴⁷ –, il nous semblait cependant crucial de partir du postulat que la muséologie est une discipline si l'on souhaite bien comprendre la contribution de Pierre Mayrand à la muséologie. De ce point de vue, on conviendra que le concept d'altéromuséologie développé et légitimité au sein du MINOM par le muséologue n'est pas une *nouvelle* muséologie au sens propre du terme – comme le confirme, par ailleurs, Brulon Soares dans *L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie* :

[...] Dans cette perspective sociale, l'emploi des néologismes comme "nouvelle muséologie", "muséologie active", "muséologie ouverte", etc. utilisés pour couper avec un ordre "dépassé", relève d'une tendance qui, empiriquement, ne représente pas vraiment une nouveauté structurelle du champ de la muséologie. Plus qu'une branche théorique ou une tendance révolutionnaire, le MINOM a développé *un discours décentralisé sur la pratique muséale*, mais le mouvement n'a pas démontré un contrôle sur ses appropriations dans les différents contextes socio-muséologiques où il était appliqué.⁴⁸

Si le passage se veut explicite, il convient néanmoins de reviser certaines dates phares de la nouvelle muséologie afin de mieux saisir la pensée de Pierre Mayrand en ce qui concerne cette période précise de l'histoire de la muséologie. De là, on pourra aborder l'évolution du concept d'écomuséologie dans la pratique de l'homme, mais aussi dans le champ muséal québécois; car si l'on part du principe que la nouvelle muséologie se développe sur fond de crise⁴⁹, crise il y a également au Canada lors de la fondation du mouvement. Toutefois, celle-ci diffère peut-être que du contexte français...

⁴⁶ André Desvallées cité dans Bruno Brulon Soares, « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie », *op. cit.*, p. 68-69.

⁴⁷ Bruno Brulon Soares, « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie », *op. cit.*, p. 57-72.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 66.

⁴⁹ François Mairesse, « La belle histoire, aux origines de la nouvelle muséologie », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André Desvallées), 2000, p. 42 et 49. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1154 >. Consulté en juillet 2019.

1.1.1 Aux origines d'une discipline contestée : la muséologie

Pour simplifier les choses, on présentera souvent la nouvelle muséologie comme la conséquence logique des changements de société survenus en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (ex. décolonisation des mentalités, affirmation d'une diversité culturelle, etc.). Avec en tête une nouvelle génération connue sous le nom de « baby-boomer » (1945-1964), les sociétés occidentales se voient transformées par de nouvelles valeurs sociales après la seconde moitié du XX^e siècle : « Autant les années 1950 ont été celles des enfants, autant les années 1960 sont celles des adolescents, et les années 1970, celles des jeunes adultes »⁵⁰ remarquent les historiens à propos de la situation du Québec qui se conforme néanmoins à celles d'autres sociétés américaines et européennes. Davantage éduquée que ses prédécesseurs et appuyée sur un contexte « d'abondance et de progrès technologique [qui] contribue à nourrir chez elle un optimisme qui augmente ses attentes et lui fait croire qu'elle peut changer la société, aussi bien au point de vue politique que socio-économique ou culturel »⁵¹, cette nouvelle génération impose brusquement ses marques : contestations étudiantes, montée d'une contre-culture et émergence d'une conscience environnementale ne sont que quelques exemples cités en réponse à l'*American way of life*, un mode de vie américain prônant notamment la consommation de masse depuis le début du XX^e siècle en Europe, mais également en Amérique du Nord⁵² – à cet égard, pensons au mouvement littéraire et culturel américain publié sous l'appellation « Beat Generation » vers les années 1950,

⁵⁰ Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert, René Durocher et François Ricard, « L'impact des générations », dans *Histoire du Québec contemporain*, Montréal, Boréal, 1991 2^e éd., p. 439.

⁵¹ *Ibid.*, p. 440.

⁵² À cet effet, voir Les dossiers Histoire et civilisation du Cégep de Sherbrooke, « Introduction : Une culture florissante », dans *En marge : La contre-culture américaine des années 1960*, vol. 8, n°1, automne 2014, p. 3-5. En ligne. < https://www.cegepsherbrooke.qc.ca/sites/default/files/stories/communiqu/pdf_divers/en_margecontreculture-americaine_finalb.pdf >. Consulté en juillet 2019. En revanche, pour plus de précision sur le terme *American way of life*, il peut être bon de référer au texte d'Emily S. Rosenberg, « Le "modèle américain" de la consommation de masse », dans *Cahier d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°108, 2009, p. 111-142. En ligne. < <https://journals.openedition.org/chrhc/1809?lang=en> >. Consulté en juillet 2019. Enfin, on notera qu'il y a eu la « Lost Generation » entre l'entre-deux-guerres (1918-1939) caractérisée par l'écrivain américain Ernest Hemingway; une génération perdue pour ce « qu'elle avait hérité de valeurs qui n'étaient plus d'usage dans le monde d'après-guerre ; elle souffrait de l'aliénation spirituelle des États-Unis qui, somnolant sous la politique de "retour à la normale" du président Harding, lui paraissaient incurablement provinciaux, matérialistes, vides d'émotion ». Puis arrive la « Beat Generation » que symbolise Jack Kerouac à partir des années 1950 : une génération « foutue » entre tradition et modernité, de même que face à l'appel du continent et à une nouvelle perception du monde cette fois-ci... Voir respectivement Jean-Paul Mourlon, « Génération perdue », dans l'*Encyclopædia Universalis*, s. d. En ligne. < <http://www.universalisedu.com/encyclopedie/generation-perdue/> >. Consulté en avril 2020; Pierre-Yves Pétillon, « Beat Generation », dans l'*Encyclopædia Universalis*, s. d. En ligne. < <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/beat-generation/> >. Consulté en avril 2020.

et symbole de la vague protestataire qui éclatera lors de la décennie suivante dans bon nombre de pays occidentaux contre l'impérialisme américain que caractérisait alors la guerre du Viêt Nam. Et à ce mouvement de rénovation sociale propre à cette période, la muséologie n'y échappe évidemment pas.

a) Les décennies 1960 et 1970 : les années de la démocratisation culturelle

Au commencement de la décennie 70, cette désacralisation de la culture se répand elle aussi dans le champ muséal. Et nous l'avons vu plus haut, cette « désacralisation de la culture » – qu'on appellera dorénavant démocratisation culturelle – prend soit la forme médiatique, soit la forme communautaire. Avant de poursuivre avec les musées et la muséologie, il peut être intéressant de garder en mémoire que le milieu artistique français est l'un des premiers touchés par cette démocratisation avec la création d'un ministère des Affaires Culturelles en 1959, et que personifie l'intellectuel et écrivain André Malraux jusqu'en 1969; année à laquelle Charles de Gaulle démissionne de ses fonctions présidentielles de la Cinquième République. Toutefois, on passera ici le lien unissant les deux hommes politiques français pour nous concentrer plutôt sur le projet culturel cher à Malraux et à son Ministère : les Maisons de la Culture⁵³. Présentée par le politicien comme une innovation majeure dans le secteur des arts français au cours de l'inauguration de la première Maison de la Culture en juin 1961 –« Il n'y a pas une maison comme celle-ci au monde, ni même au Brésil, ni en Russie, ni aux États-Unis. Souvenez-vous, Havrais, que l'on dira que c'est ici que tout a commencé »⁵⁴ – discours tenu en région normande devant le public –, l'idée derrière l'entreprise culturelle se veut à la fois simple et utopique, c'est-à-dire rendre la « Culture » accessible pour tous :

Vous aurez, nous dit-on, quatre, cinq ou six maisons de la culture avec le V^e Plan. Mais il ne s'agit pas du tout d'avoir quatre, cinq ou six maisons

⁵³ La politique d'André Malraux au ministère des Affaires Culturelles se divisera en de nombreux axes selon le site Internet du ministère de la Culture : « Sauvegarder et valoriser les grands monuments et les secteurs urbains remarquables (1); Élargir le champ de la compétence patrimoniale (2); Démultiplier l'offre culturelle d'excellence (3); Mettre fin au système des Beaux Arts et à l'académisme (4); Soutenir la création contemporaine (5); Soutenir le cinéma français (6); Incrire la culture dans les plans quinquennaux (7); Poser les premiers jalons de la déconcentration (8) et refaire de Paris un centre artistique international (9) ». Voir Ministère de la Culture, « André Malraux », dans *Les ministres*, 11 avril 2013. En ligne. < <http://www.culture.gouv.fr/Nous-connaitre/Decouvrir-le-ministere/Histoire-du-ministere/L-histoire-du-ministere/Les-ministres/Andre-Malraux> >. Consulté en août 2019.

⁵⁴ Extrait du discours d'inauguration d'André Malraux cité dans Comité d'histoire du ministère de la Culture, « Les Maisons de la Culture en France, projet de démocratisation et décentralisation culturelle », dans *Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles*, 28 février 2017. En ligne. < <https://chmcc.hypotheses.org/2874> >. Consulté en août 2019.

de la culture. Il ne s'agit pas d'avoir une jolie maison à Amiens où nous mettons des Fragonard. Il s'agit de faire ce que la III^e République avait réalisé, dans sa volonté républicaine, pour l'enseignement; il s'agit de faire en sorte que chaque enfant de France puisse avoir droit aux tableaux, au théâtre, au cinéma, etc., comme il a droit à l'alphabet.⁵⁵

Lancée dans l'enceinte de l'Assemblée nationale le 27 octobre 1966 pour défendre le nombre peu élevé de Maisons de la Culture construites alors que le IV^e Plan (1962-1965) en prévoyait une vingtaine pour la même période, la déclaration de Malraux ne constitue cependant pas un désintérêt ministériel envers le projet, bien au contraire. Et pour comprendre le passage tout comme l'idée des maisons, il importe de revenir sept mois en arrière cette fois-ci, au moment de l'inauguration de celle d'Amiens.

b) Les Maisons de la Culture : un outil de communication au service du Ministère

Il va sans dire que pour plusieurs, André Malraux incarne pour le mieux la culture à son époque en raison de son passé d'écrivain – de fait, *La Condition humaine* qu'il écrit en 1933 remporte la même année le prestigieux prix Goncourt et est aujourd'hui publié dans la somptueuse bibliothèque de la Pléiade. Du moins, là est la position que soutient l'enseignant-chercheur français Alexandre Eyries lorsqu'il écrit : « C'est par sa remarquable maîtrise du langage qu'il a pu toucher un large public et qu'il a réussi à faire entrer la culture dans tous les foyers français. Il n'ignorait pas que le langage, par la médiation de la parole, permet de construire une société et de développer les puissances de l'imaginaire. »⁵⁶ Pour résumer la thèse d'Eyries, disons en premier chef que le projet des Maisons de la Culture était considéré par Malraux comme un moyen de diffuser les arts et la culture à un plus large public possible en vue de favoriser une rencontre directe entre l'œuvre et l'homme; parce que force est de constater que pour Malraux, l'homme de son époque faisait certes face à une civilisation nouvelle, mais aussi à de nouvelles mœurs auxquelles seuls l'art et la culture pouvaient remédier :

Non seulement la civilisation nouvelle a détruit les anciennes conditions du travail, mais elle a détruit la structure des anciennes civilisations qui étaient des civilisations de l'âme. Elle a remplacé l'âme par l'esprit, et la

⁵⁵ Extrait du discours d'André Malraux à l'Assemblée nationale le 27 octobre 1966 cité dans Comité d'histoire du ministère de la Culture, « Les Maisons de la Culture en France, projet de démocratisation et décentralisation culturelle », *ibid.*

⁵⁶ Alexandre Eyries, « La culture, opération symbolique et/ou enjeu politique ? », dans *Quadernie : Communication, technologies, pouvoir*, n°85 La régulation de la qualité dans le secteur de la santé, automne 2014. En ligne. < <https://journals.openedition.org/quaderni/842> >. Consulté en août 2019. Notons que toutes les citations suivantes d'Eyries proviennent de ce même article.

religion non pas par la métaphysique, mais par la pensée scientifique, la signification de la vie par les lois du monde. Je ne juge pas, et ce serait parfaitement inutile.⁵⁷

Lorsqu'on se réfère à son discours d'inauguration de la maison d'Amiens, on constate rapidement deux choses : d'abord, la « machine » est responsable du nouveau rapport de l'homme et du monde selon Malraux; ensuite, on doit à la « machine » l'apparition du loisir (ou du temps vide) qui, chez les civilisations agraires ou religieuses, prenait majoritairement la forme de fêtes religieuses. Or, si la religion puis après les sciences ont donné la signification du monde, il faut reconnaître que l'amusement – désormais associé au temps de loisir – ne peut y parvenir contrairement à la culture : « [...] si le mot Culture a un sens, il est ce qui répond au visage qu'a dans la glace un être humain quand il [y] regarde ce qui [sera] son visage de mort. La Culture, c'est ce qui répond à l'homme quand il se demande ce qu'il fait sur la terre. »⁵⁸ Toutefois, avec la machine vient aussi des « usines à rêves » qui seront davantage intéressés par l'argent que par la grandeur de l'homme, appelant ainsi aux éléments les plus profonds, voire les plus organiques et terribles de l'être humain au dire du nouveau ministre : à savoir le sexe, le sang et la mort. On l'aura dès lors anticipé, seules les images d'immortalité – c'est-à-dire les œuvres artistiques issues de l'imaginaire de l'homme – seront pour Malraux aussi fortes que les images précédentes au regard de cette nouvelle civilisation qu'est la nôtre. C'est donc à se demander, enfin, à quoi réfère « l'imaginaire » pour Malraux qui nous renseigne d'ailleurs sur ce sujet un peu plus loin dans son discours :

L'imaginaire séculaire, c'est probablement l'anti-destin, c'est-à-dire la plus grande création des hommes et le destin de notre civilisation, c'est la lutte de deux imaginaires : d'une part, celui des machines à rêver, avec leur incalculable puissance et le fait qu'elles ont émancipé le rêve, et, d'autre part, ce qui peut exister en face, et qui n'est pas autre chose que ce que j'ai appelé, naguère, l'héritage de la noblesse du monde [la Culture].⁵⁹

Revenons maintenant au texte signé Eyries pour comprendre la position de Malraux à propos des Maisons de la Culture; un concept apparu en réalité quelques années auparavant, en 1934, avec Paul Vaillant-Couturier et l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (L'A.E.A.R.), puis auxquels on peut d'ores et déjà allier le nom d'un

⁵⁷ André Malraux, *Discours prononcé par André Malraux à l'occasion de l'inauguration de la Maison de la Culture d'Amiens le 19 mars 1966*, s. d. En ligne. < <http://www2.culture.gouv.fr/culture/actuelites/dossiers/malraux2006/discours/a.m-amiens.htm> >. Consulté en août 2019.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Ibid.*

autre célèbre écrivain si l'on souhaite être plus juste : celui de l'engagé Albert Camus, en 1937, avec la Maison de la Culture d'Alger⁶⁰. Mais continuons avec la conception des Maisons de la Culture que nous propose Malraux au tout début des années 1960... Alors voilà, pour l'enseignant-chercheur : « L'idée est de créer à travers la France des structures pour diffuser la culture savante auprès du public le plus large. La Maison de la Culture [, énonce-t-il,] est un lieu pluridisciplinaire qui vise la rencontre intime, directe avec l'œuvre, sans vulgarisation ni médiation [...] ». Ainsi, bien que l'emploi du terme « culture savante » puisse sembler élitiste au premier abord, il faut garder en tête un élément important du projet, et ce, même s'il ne sera pratiquement jamais cité par le ministre lui-même : à savoir la démocratisation de la culture⁶¹. Selon Eyries, il ne fait aucun doute que le projet vise « une forme d'éducation populaire à l'art et à la culture qui constitue à la fois un pari éducatif sur l'avenir et un pari sur ce que sera la société du futur ». Pour ce faire, il importe cependant que la population participe elle-même au projet comme en appelle finalement Malraux au terme de son discours :

⁶⁰ Au sujet des Maisons de la Culture française, voir Anne-Claudine Morel, « Les Maisons de la Culture française (1934) et la Casa de la Cultura Ecuatoriana (1944) : Filiation », dans *América. Cahiers du CRICCAL : Les filiations. Idées et cultures contemporaines en Amérique Latine*, n°19, 1997, p. 141-151. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/ameri_0982-9237_1997_num_19_1_1315 >. Consulté en février 2020. Notons que selon l'auteure, les Maisons de la Culture française et la Casa de la Cultura Ecuatoriana « partagent une même nécessité [au moment de leur création] : celle de créer un front commun d'intellectuels, unis sur les mots d'ordre de lutte idéologique contre la guerre d'une part, et contre le fascisme ou la dictature de l'oligarchie d'autre part » (p. 142). On comprendra que la culture devient, par conséquent, un outil politique pour « affirmer la nation, la protéger et la grandir » (p. 144), et que « les deux discours sur la culture, en 1934 et 1944, sont élaborés dans un climat de révolution politique et sociale, et expriment l'urgence d'un rassemblement des citoyens et intellectuels pour parer à une menace politique, qu'elle se nomme fascisme ou dictature de l'oligarchie » (p. 149). À propos de l'engagement d'Albert Camus, il n'est pas inintéressant de souligner que celui-ci ne se considérait pas comme un écrivain engagé : « Embarquement me paraît plus juste qu'engagement. Il ne s'agit pas en effet pour l'artiste d'un engagement volontaire mais plutôt d'un service militaire obligatoire. Tout artiste aujourd'hui est embarqué dans la galère de son temps. Il doit s'y résigner. » Albert Camus cité dans Marc Riglet, « Camus, militant par devoir », dans *L'Express*, 5 février 2010. En ligne. < https://www.lexpress.fr/culture/livre/camus-militant-par-devoir_847023.html >. Consulté en mars 2020.

⁶¹ À ce sujet, voir Pierre Moulinier, « Écrits sur la démocratisation culturelle – 2/10 », dans *Politiques de la culture : Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles*, 12 janvier 2015. En ligne. < <https://chmcc.hypotheses.org/983> >. Consulté en mars 2020. Soulignons aussi le peu d'intérêt que portait Malraux et certains de ses camarades à l'éducation populaire selon l'auteur : « Nulle part, Malraux ne s'exprime sur l'éducation populaire et l'animation culturelle, et il a laissé dire à certains de ses proches collaborateurs la piètre estime qu'ils avaient à cet égard. Devant le groupe de travail "action culturelle" du IV^e Plan, l'ancien directeur du théâtre Pierre Moinot dira en avril 1961 de l'éducation populaire qu'elle est "une activité périscolaire et postscolaire éperdue de bonne volonté, pleine d'intentions généreuses mais terriblement isolée des grandes valeurs littéraires et artistiques de notre pays". » *Ibid.*

Maintenant, mesdames et messieurs, c'est à cela que je fais appel: il n'y a pas, il n'y aura pas de Maisons de la Culture sur la base de l'État ni d'ailleurs de la municipalité; la Maison de la Culture, c'est vous. Il s'agit de vouloir si vous voulez le faire ou si vous ne le voulez pas. Et, si vous le voulez, je vous dis que vous tentez une des plus belles choses qu'on ait tentées en France, parce qu'alors, avant dix ans, ce mot hideux de Province aura cessé d'exister en France.⁶²

Outre l'aspect participatif des Maisons de la Culture, il peut être bon de retenir le côté communicationnel du projet amorcé par Malraux pour la suite de notre recherche. En 1966, alors que les sociologues français Pierre Bourdieu et Alain Darbel publient aux Éditions de Minuit leur désormais célèbre étude *L'Amour de l'art : Les musées et leur public* – et leur non moins fameux constat : « Le musée est important pour ceux qui y vont dans la mesure où il leur permet de se distinguer de ceux qui n'y vont pas »⁶³ –, une quatrième Maison de la Culture est implantée à Amiens : on le sait. On sait aussi que le regard que portera Bourdieu sur Malraux est pour le moins réprobateur avec la parution de *La Distinction : Critique sociale du jugement* écrit par ce premier en 1979 et dans lequel il fait de Malraux un « héritier » par excellence⁶⁴ bien que celui-ci soit considéré par plusieurs comme le parfait représentant du « projet d'une fraternité humaine bâtie autour de la culture qui, selon le mot célèbre, si elle ne s'hérite pas "[...] se conquiert" »⁶⁵. Car d'après son allocution prononcée dans la ville de New York, en mai 1962, il importe selon Malraux de se munir de ministères des Affaires Culturelles qui mettront « la culture au service de valeurs communes pour en faire profiter l'ensemble de la nation », attendu « que toute civilisation est menacée par la prolifération de son imaginaire, si cet imaginaire n'est pas orienté par des valeurs »⁶⁶. Pour faire la synthèse des choses dites, les Maisons de la Culture deviennent donc un outil de communication pour le Ministère des Affaires Culturelles afin de diffuser plus largement

⁶² André Malraux, « Discours prononcé par André Malraux à l'occasion de l'inauguration de la Maison de la Culture d'Amiens le 19 mars 1966 », *op. cit.*

⁶³ France Culture, « Pierre Bourdieu : "Le musée est important pour ceux qui y vont dans la mesure où il leur permet de se distinguer de ceux qui n'y vont pas" », dans *Les Nuits de France Culture*, 24 novembre 2018. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/les-nuits-de-france-culture/pierre-bourdieu-le-musee-est-important-pour-ceux-qui-y-vont-dans-la-mesure-ou-il-leur-permet-de-se> > Consulté en mars 2020.

⁶⁴ Jean-Louis Jeannelle, « Malraux à l'essai : comment peut-on (encore) lire les Écrits sur l'art ? », dans *Acta fabula*, vol. 18, n° 2, « Malraux, en somme & dans le détail », Février 2017. En ligne. < <https://www.fabula.org/revue/document10075.php> >. Consulté en février 2020.

⁶⁵ Alexandre Eyries, « La culture, opération symbolique et/ou enjeu politique ? », *op. cit.*

⁶⁶ *Ibid.*

la « Culture » au sein de la nation et, par le fait même, élever la civilisation humaine au commencement des années 1960; d'abord en France, puis ensuite dans le monde...

Arrivent toutefois les « événements de Mai 68 » et avec eux, une dénonciation des Maisons de la Culture qu'on juge « mises au service d'une culture "bourgeoise" »...⁶⁷ Parce que notre recherche ne porte pas sur le contexte français, mais bien canadien de la « nouvelle muséologie », on ne s'attardera donc pas aux retentissements de Mai 68 pour terminer cette partie du chapitre. Ce néanmoins, on soulignera que les décennies post-soixante-huitardes marquent le début d'un mouvement valorisant une démocratie culturelle sur le territoire français qui entrainera avec lui des changements qui auront également certaines répercussions en Amérique du Nord. Par conséquent, gardons en mémoire que selon Emmanuelle Loyer, professeure à l'Institut d'études politiques de Paris, les années suivant Mai 68 se caractérisent en deux fronts pour ce qui est de la politisation des enjeux culturels en France, alternant ainsi entre une politisation de la culture et une « culturalisation » de la politique pour employer la même terminologie que l'auteure :

[...] premièrement, l'émergence de pratiques et de théories, parfois formulées au plus haut niveau de l'État, parfois réduites à l'état expérimental, qui envisagent la culture comme moyen de transformation des rapports sociaux, comme substitut à une action politique incertaine et à une révolution improbable; deuxièmement, la culture est progressivement construite comme thème de campagne, comme enjeu électoral au niveau local et national.⁶⁸

Au point de vue de la politisation de la culture, on revalorise la médiation culturelle et

⁶⁷ Comité d'histoire du ministère de la Culture, « Les Maisons de la Culture en France, projet de démocratisation et décentralisation culturelle », *op. cit.* Bien que la création de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) soit davantage attribuable au rapport Parent (voir p. 36) qu'aux manifestations étudiantes, la province québécoise connaîtra également les effets de Mai 68 dans les arts et la culture, notamment avec la littérature où les influences américaines gagnent en importance à l'inverse de celles françaises autrefois autoritaires. Dépassé par la « Crise d'Octobre » dans l'imaginaire collectif, Mai 68 marque toutefois l'acceptabilité du parler jocal sur la scène culturelle, qu'on pense à la comédie-dramatique *Les Belles-Sœurs* du dramaturge québécois Michel Tremblay ou bien encore avec *L'Osstidcho* produit par le Théâtre de Quat'Sous. À ce sujet, voir Nathalie Collard, « L'effet Mai 68 dans la littérature québécoise », dans *La Presse*, 18 mai 2018. En ligne. < <https://www.lapresse.ca/arts/livres/201805/18/01-5182409-leffet-mai-68-dans-la-litterature-quebecoise.php> >. Consulté en avril 2020; Radio-Canada, « Retour sur l'impact de Mai 68 au Québec », dans *YouTube*, 15 mai 2018. En ligne. < <https://www.youtube.com/watch?v=Mfp-xp6Azz8> >. Consulté en avril 2020.

⁶⁸ Emmanuelle Loyer, « 1968, L'an I du tout culturel ? », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°98, 2008, p. 104. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-2-page-101.htm#> >. Consulté en mars 2020. Soulignons que les informations suivantes proviennent de ce même article, notamment des pages 105-106. Sauf indication contraire.

plus précisément l'animation culturelle; celle mise au point par le philosophe français Francis Jeanson, en 1968, avec l'invention de la notion de « non-public » développée au sein du *Manifeste de Villeurbanne* en opposition au concept de « décentralisation » particulièrement recherché dans la vision malrucienne de la culture :

Il y a d'un côté le public, notre public et peu importe qu'il soit selon les cas actuel ou potentiel (c'est-à-dire susceptible d'être actualisé au prix de quelques efforts supplémentaires sur le prix des places ou sur le volume du budget publicitaire); et il y a de l'autre un non-public : une immensité humaine composée de tous ceux qui n'ont aucun accès ni aucune chance d'accéder prochainement au phénomène culturel.⁶⁹

On l'aura compris, le rapport à la culture devient militant avec l'animation culturelle, voire politique pour ce qu'elle souhaite notamment éveiller les consciences et susciter une prise de parole chez les publics exclus (dit non-public). Il s'agit dès lors ni plus ni moins d'une rupture avec l'action culturelle que nous débitait précédemment Malraux avec ses discours; du moins lorsqu'on regarde, cette fois-ci, à ceux de son successeur Jacques Duhamel (1971-1973) qui déclare au moment de l'inauguration de la Maison de la Culture de Chalon-sur-Saône le 21 novembre 1971, soit un peu après Jeanson :

Dans une Maison de la culture il ne suffit pas de proposer l'accueil au public : il faut aller au public. Il y a un véritable échange, il y a une double communication. Il faut éviter que la culture, à cet égard, apparaisse comme quelque chose de réservé à quelques-uns, il faut au contraire qu'elle soit orientée seulement vers la possibilité de donner, de communiquer avec le passé, mais qu'elle soit aussi conçue comme une possibilité de comprendre le présent et le futur. Il faut qu'elle soit la source, pour

⁶⁹ Francis Jeanson cité dans Manon Venchiarutti, « La notion de non-public », dans *Écho Sciences Grenoble : Le Master CCST*, 5 décembre 2018. En ligne. <<https://www.echosciences-grenoble.fr/com-munautes/le-master-cst/articles/la-notion-de-non-public>>. Consulté en mars 2020. Au sujet du *Manifeste de Villeurbanne*, voir Marie-Ange Rauch, « La déclaration de Villeurbanne », dans *Débats Jeunesses*, n°6 *Éducation populaire : le tournant des années 1970*, 2000, p. 129-142. En ligne. <https://www.persee.fr/doc/debaj_1275-2193_2000_act_6_1_1075#debaj_1275-2193_2000_act_6_1_T1_0135_0000>. Consulté en mars 2020. Notons que selon l'auteure, le manifeste se veut davantage ferme que révolutionnaire. On retiendra aussi l'idée que le texte remet en cause le rapport des institutions culturelles à la population, en ce sens que d'après Jeanson : « [...] les populations qui ne sont pas touchées par la création artistique ne le seront pas davantage en augmentant les efforts de diffusion. » (p. 132). Enfin, soulignons la nuance qu'apporte Rauch entre la conception de la culture selon Malraux et celle de Jeanson : « Francis Jeanson s'éloigne de la conception malrucienne de la culture en ce sens qu'il opère un glissement de l'idée de nation à celle de la république. Pour André Malraux la culture sert à consolider la nation alors que pour Francis Jeanson elle doit contribuer à restaurer le rôle du citoyen au sens où Louis Sala Molins définissait la citoyenneté : "Est citoyen celui dont la volonté produit du droit". » (p. 133).

l'homme, de retrouvailles avec lui-même et, par là, de retrouvailles avec les autres. [...] ⁷⁰

N'allons pas plus loin maintenant. Arrêtons-nous avec le départ précipité de Malraux de la vie politique en 1969, ou plutôt avec la mise à la retraite d'un personnage tout aussi important pour la suite de notre travail, et accomplie par ce dernier en juin 1967 dans le contexte de ses fonctions ministérielles : à savoir Georges Henri Rivière, alors directeur du Musée national des arts et des traditions populaires depuis sa fondation à Paris en 1937. En peu de mots, un renvoi sous ombre d'affiliation au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) au dire de l'accusé :

On ne m'a pas donné un jour de plus. J'étais fâché avec Malraux. Il avait découvert que j'avais créé un laboratoire associé au CNRS, alors qu'il avait horreur de la science. Il n'aimait que la divination des pythies pour prophétiser les civilisations, les grandeurs, les honneurs et les beautés de l'art. Avec une admiration pour ce qui était particulièrement laid... Lorsqu'il s'est fâché avec moi, il me l'a fait cruellement ressentir en me mettant sans appel à la retraite. ⁷¹

Or, si le différend qui oppose Rivière à Malraux n'est pas nécessairement déterminant pour notre recherche, il impose néanmoins de s'attarder au parcours de Rivière pour ce qui est de sa contribution à la muséologie et à sa « démocratisation ». Pour ce faire, revenons sur le lieu du crime : le Musée national des arts et des traditions populaires.

c) Muséologie communautaire et naissance de l'écomusée

Débutons le cours des événements à Paris, le premier mai 1937, avec la signature d'Albert Lebrun – alors président de la République française – d'un décret annonçant la création d'un département des Arts et Traditions populaires au sein des Musées nationaux, dans ce qui deviendra le futur Palais de Chaillot au long de la même période. Pour ce faire, on confie la direction à Georges Henri Rivière dont les premières armes muséologiques résultent de son expérience au Musée de l'Homme (1928-1937), et où il réorganise de manière étonnante l'établissement muséal avec l'aide de son directeur Paul Rivet comme en témoigne bien la citation suivante : « L'humanité est un tout indivisible, non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps ». Extraite du dossier

⁷⁰ Extrait du discours d'inauguration de Jacques Duhamel cité dans Comité d'histoire du ministère de la Culture, « Les Maisons de la Culture en France, projet de démocratisation et décentralisation culturelle », *op. cit.*

⁷¹ Extrait du journal *Le Monde* cité dans J.F. Leroux-Dhuys, « Georges Henri Rivière, un homme dans le siècle », dans *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989, p. 28.

pédagogique de l'exposition *Georges Henri Rivière : Voir, c'est comprendre* montée par le MuCEM pour la dernière année, la directive permet de saisir on ne peut mieux les changements sociétaux de l'époque d'après l'auteur du document : « Ce qui peut sembler désormais une évidence est, dans le contexte idéologique des années 1930 et des montées nationalistes et racistes, une profession de foi courageuse et engagée. »⁷² De fait, avec ses collections héritées de l'Exposition universelle de 1882, la « vision » coloniale qui se dégage des artefacts de l'ancien Musée d'ethnographie du Trocadéro semble archaïque au lendemain de la Première Guerre mondiale : « Il ne suffit plus de montrer les collectes acquises comme des trophées, mais de les commenter et de les contextualiser [ajoute Serge Chaumier]. Un musée est toujours le reflet de son époque et de ses idéologies, et la démarche scientifique qui se veut alors mise en œuvre pour le nouvel établissement en est une autre expression. Il s'agit de rationaliser et de problématiser pour témoigner d'une nouvelle société. » En ce sens, on serait tenté de dire que la vision muséologique de Rivière rejoint finalement celle du « choc esthétique » de Malraux abordée précédemment pour ce qui est de son approche des publics, c'est-à-dire que tout comme Malraux, Rivière préconisera une forme d'éducation populaire au sein de sa muséographie. Toutefois, à l'inverse du projet des Maisons de la Culture proposé par Malraux quelques années plus tard, le public devient pluriel avec Rivière et l'approche scientifique, prenant ainsi l'exemple sur l'idée du « musée laboratoire » développé avec Paul Rivet au Musée de l'Homme, dans un paysage politique marqué à l'époque par la gouvernance du Front populaire (1936-1938) termine Chaumier :

C'est dans ce contexte que Georges Henri Rivière entreprend le projet d'un établissement autonome pour présenter les collections issues de l'ethnographie française. À la fin des années 1930, le programme ethnographique est assez ambitieux pour envisager un musée dédié spécifiquement aux régions françaises. Ce choix qui peut sembler fort discutable rétrospectivement s'inscrit dans un contexte de bouleversement de la France rurale et de son exode vers les villes, de l'industrialisation qui met

⁷² Toutes les informations mentionnées dans ce premier paragraphe proviennent du dossier pédagogique rédigé par Serge Chaumier, « Le musée de l'Homme, lieu de formation », dans *Georges Henri Rivière : Voir, c'est comprendre*, Marseille, MuCEM, 2018, p. 12. En ligne. < https://www.mucem.org/sites/default/files/2018-12/Dossier_pedagogique_GHR.pdf >. Consulté en mars 2020. Sauf indication contraire. Les difficultés découlant de cette approche « populaire » du musée sont bien explicitées dans l'article que signe Enguerrand Lascols à propos de l'échec de René Huyghe de moderniser et démocratiser le Musée du Louvre dans les années 1930. Fait intéressant, l'auteur aborde également les changements culturels sous la gouverne du Front populaire (p. 96). Enguerrand Lascols, « Le Louvre, musée populaire ? Le musée idéal de René Huyghe dans les années 1930 », dans *Histoire de l'art*, n°84-85 : États du musée, 2019-2020, p. 95-108. En ligne. < http://blog.apahau.org/wp-content/uploads/2020/05/HA84-85_BD_17_Lascols.pdf >. Consulté en mai 2020.

à mal les mœurs et coutumes populaires, et d'une histoire ambivalente envers la modernisation des modes de vie. Si de fortes résistances à la transformation du monde rural se sont exprimées durant le XIX^e siècle, des forces déchirées entre idéal de modernisation, synonyme de progrès, d'un côté, et attachement, voire nostalgie envers ce qui semble se perdre, de l'autre, s'exprime avec acuité. L'ethnologie est alors en tension entre la participation à un monde nouveau qu'il s'agit de construire, y compris par l'étude scientifique, et les conclusions des études qui invitent à réhabiliter ce que la modernité a tôt fait de faire passer pour sauvage ou arriéré. Ainsi l'ethnologie extra-européenne comme l'ethnologie française vont peu à peu revaloriser des sociétés et leurs productions, en dévoilant la richesse et la complexité. Georges Henri Rivière se trouve en quelque sorte aux avant-postes pour dire l'importance de prendre en considération ce que l'on nomme aujourd'hui "la diversité culturelle".⁷³

Toutefois, là n'étant pas le but recherché pour notre travail, retenons des débuts de Georges Henri Rivière son engagement professionnel qui se reflètera particulièrement dans sa contribution au Conseil international des musées; organisation qu'il dirige de 1948 à 1965 à titre de directeur. Malgré une implication saluée par le champ muséal depuis les dernières années, avec notamment des publications et une exposition, force est de reconnaître que Rivière n'était pas un homme de l'écrit comme le souligne bien Hélène Weis dans l'ouvrage collectif *La Muséologie selon Georges Henri Rivière* :

Nous avons pu constater que G.H. [Georges Henri] Rivière n'était pas un homme de l'écrit, et moins encore de la prolixité et du bavardage : les textes brefs, concis, et comme ciselés autour de quelques formules percutantes forment la majeure partie de la bibliographie qu'il nous laisse. En dehors cependant de simples penchants personnels qui suscitent un certain choix stylistique, il faut rappeler la nécessité professionnelle : le

⁷³ *Ibid.* Il n'est pas inintéressant de souligner ici que contrairement à Malraux, le public devient central et les médiations incontournables dans l'approche muséologique que nous proposons Rivière et ses *disciplines* aux alentours des années 1980 : « Ce n'est plus le résultat des recherches, appréhendées comme objectives (alors qu'elles sont toujours issues d'une production socialement et historiquement située), mais leur interprétation singulière par un concepteur qui devient centrale. La reconnaissance, voire l'affirmation de la subjectivité, marque le pas. L'exposition d'auteur et l'exposition à thèse sont autant de formes nouvelles. Ce n'est plus l'objet, mais le public qui devient central, son expérience, sa réception, voire sa prise de parole. Ceci explique le développement de la scénographie, toujours plus présente et complexe, qui répond à une conception intellectuelle renouvelée. Sans quoi le concepteur produit une exposition qui se réfère à des visions plus classiques, mais qui, en privilégiant l'objet, demeure dans un paradigme muséologique désuet, figure de la science positiviste du siècle dernier. » Voir Serge Chaumier, « Rivière après Rivière », dans *Georges Henri Rivière : Voir, c'est comprendre, op. cit.*, p. 23. En gros, disons qu'on passe d'une « muséologie d'objet » à une « de point vue » comme on le verra notamment en conclusion de travail avec le muséologue Jean Davallon (voir p. 180).

conservateur n'écrit pas comme un romancier, qui compte toujours plus ou moins sur le confort et le temps dont jouissent en général ses lecteurs. Il doit s'adapter à une forme spécifique de communication, comparable à celle de la publicité : messages courts mais denses, susceptibles de livrer en quelques mots la force du propos développé par ailleurs dans l'exposition tout entière.⁷⁴

Ceci dit, à l'exemple de cette première publication sur le muséologue, plusieurs écrits postérieurs témoignent aujourd'hui des apports de l'homme à la profession de même qu'aux fondements de la nouvelle muséologie, et ce, dès l'année 1953. C'est le cas de l'article que nous soumettait l'ancien président d'ICOM Italie Daniele Jalla, en 2016, en vue de la préparation de la XXIV^e conférence générale tenue dans la ville de Milan sous le thème « Musées et paysages culturels »; une thématique à la fois chère pour le pays hôte et stratégique pour les musées du monde entier selon Jalla⁷⁵. Pour faire bref ici, disons que l'auteur démontre clairement l'importance des questions économiques, sociales, territoriales et culturelles pour le Conseil international des musées en proposant à ses membres plusieurs conférences touchant à ces grandes thématiques depuis celle coorganisée dans trois villes italiennes en 1953, et qu'il regroupe comme suit :

- 📖 1953 – Musées d'histoire naturelle et protection de la nature
- 📖 1956 – Musées locaux et patrimoine de leur ressort
- 📖 1959 – Le rôle des musées dans la protection de la nature
- 📖 1962 – Musées et patrimoine naturel et culturel
- 📖 1971 – Musées et environnement
- 📖 1972 – Musées et développement social / Musées et écomusées
- 📖 1974-1989 – Musées, développement et communauté
- 📖 1990 – L'environnement comme objet muséologique
- 📖 1992-2007 – Du rapport avec la communauté au Patrimoine universel

(Pour une liste non exhaustive des conférences et ateliers tenus depuis la fondation de l'ICOM et du MINOM, voir l'Annexe I du travail, p. 186)

⁷⁴ Hélène Weis, « Musée, muséologie, muséographie », dans *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989, p. 85.

⁷⁵ Daniele Jalla, « Musée et "contexte" dans l'histoire de l'ICOM (1946-2014): une perspective d'analyse en vue de la préparation de la 24e Conférence générale de 2016 », dans *Academia*, 2016, 21 p. En ligne. < https://www.academia.edu/16083415/Musée_et_contexte_dans_lhistoire_de_l_ICOM_1946-2014_une_perspective_danalyse_en_vue_de_la_préparation_de_la_24e_Conférence_générale_de_2016_2016 >. Consulté en mars 2020. Notons que toutes les informations mentionnées dans le prochain paragraphe proviennent de ce même texte, sauf indication contraire.

Deux mots ici à propos des conférences qu'énumère rapidement Jalla dans son article. D'abord, on remarque que les premières – c'est-à-dire toutes les réunions tenues entre les années 1953 à 1971 – portent essentiellement sur des sujets relatifs à l'environnement, qu'on pense au désir de protéger la nature via les musées d'histoire naturelle et parcs naturels pour commencer, et puis à sensibiliser et éduquer la population avec ce qu'on appellera par la suite un « écomusée »; un concept inventé avec la participation marquée d'un ministère alors nouvellement créé : celui de l'Environnement en janvier 1971. Si la question environnementale demeure présente pour les prochaines réunions du Conseil international des musées et certaines de l'ICOFOM, la perspective sociale et communautaire du musée suscitent de nombreuses réactions à partir de 1972. C'est que Rivière et son successeur au poste de directeur de l'ICOM, Hugues de Varine, en feront leur cheval de bataille tout le long de leur mandat respectif qui se termine, pour ce dernier, en 1974, et onze ans plus tard à titre honorifique pour Rivière. À cet égard, il n'est pas inintéressant de souligner que l'année 1972 marque également la montée fulgurante d'une muséologie américaine dans le discours professionnel : avec la table ronde de Santiago qui jette les bases de la nouvelle muséologie selon Jalla⁷⁶; et enfin, toujours d'après ce dernier, avec l'organisation d'un colloque de l'ICOM portant sur des thématiques similaires à celles discutées l'année précédente à Grenoble, et où les références aux musées de voisinage américains ne sauraient être plus explicites dans la publication de l'Unesco témoignant de cette rencontre. À cet effet, mentionnons en particulier le passage suivant tiré d'un texte écrit par nul autre que Rivière :

Ce musée de voisinage [l'Anacostia Neighborhood Museum] n'est pas un musée dans le sens traditionnel du mot. À la suite de l'acquisition d'une division mobile et grâce aux moyens supplémentaires permettant d'y loger à la fois un centre d'artisanat et un centre de recherche ainsi qu'une bibliothèque, il est "devenu à la fois un musée, un centre multi-média, un moyen de formation aux arts appliqués, un lieu de rencontre pour groupes communautaires et un centre culturel artistique". On danse, on chante, on travaille, on discute de questions sociales, on étudie et on crée la culture afro-américaine, on met la main à la pâte muséographique, dans ce vivant

⁷⁶ « On demande en quelque sorte au muséologue de cesser de piller simplement le passé et de devenir, de plus, un virtuose du présent et un augure de l'avenir » (p. 10). Cette phrase tirée de la publication *Museum* ne saurait mieux résumer ici l'objectif de la table ronde de Santiago. À ce sujet, voir Mario F. Teruggi, « La Table ronde de Santiago du Chili », dans *Museum*, vol XXV, n°3 Rôle du musée dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, 1973, p. 129-133. En ligne. < https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000007600_fre >. Consulté en mars 2020.

musée de voisins : un musée multidisciplinaire d'écologie urbaine, œuvre d'une communauté pauvre, à citer en exemple à de puissants musées.⁷⁷

D'ailleurs, on ne sera sûrement pas étonné de retrouver cette idée de musée agora⁷⁸ au cœur de la pratique muséale de Pierre Mayrand... Rappelons-nous plus haut : « Et si la révolution suivait son cours ? » Non, la question ne renvoie pas dans ce contexte aux principes de la *Déclaration de Santiago* pourtant incontournables pour l'homme, –et par le fait même, pour les débuts du MINOM–, mais plutôt à sa conception finale de la muséologie; de l'altermuséologie comme on l'observera dans la deuxième partie du travail dirigé. Muséologue « citoyen » avant d'être professionnel, la figure de John Kinard devient aux yeux de Mayrand « une avenue prometteuse » pour la muséologie attendu que le musée (ou l'exposition) se transforme en un prétexte⁷⁹ pour engager un dialogue entre la population locale et celle mondiale⁸⁰. Contrairement à la muséologie qualifiée « de masse » ou de « pénétration sociale »⁸¹, la muséologie prétexte favorise une transmission de connaissances; confirmant ainsi les fondements d'une « nouvelle muséologie » en rupture avec son passé inactif et contemplatif au dire de Mayrand... Et l'impression n'est pas fautive. En revanche, il importe de dissocier de l'évènement le regard du muséologue (qu'on sait contestataire) de même que les faits historiques; par conséquent, il faut remonter bien plus loin que les années 1970 pour parler d'une « première révolution muséale », ou du moins selon les muséologues québécois Yves Bergeron et Geneviève De Muys. Dans leur article commun *Un nouveau musée pour un Nouveau Monde : Roland Arpin et la nouvelle muséologie*⁸², Bergeron et De Muys

⁷⁷ Georges Henri Rivière, « Rôle du musée d'art et du musée de sciences humaines et sociales », dans *Museum*, vol. XXV, n°1/2 Musées et environnement, 1973, p. 39. En ligne. < https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000005188_fre >. Consulté en mars 2020.

⁷⁸ « MUSÉE AGORA = Notion qui trouve son origine dans une proposition de l'Américain, John Kinard. Elle est reprise, lors du XII^e Atelier du mouvement (Lisbonne/Setubal, 2007) comme le nec plus ultra de la muséologie citoyenne, accordant plus de place à l'action culturelle auprès des minorités négligées qu'aux expositions, ces dernières servant d'accompagnement pour favoriser l'expression de la parole citoyenne à l'intérieur d'une démarche de catarsis [*sic*]. Musée mixte, il possède une grande liberté d'action. » Pierre Mayrand, *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009*, *op. cit.*, p. 26.

⁷⁹ « MUSÉE PRÉTEXTE = Musée (ou exposition) servant de prétexte, d'alibi, pour entreprendre une action communautaire qui conduira celle-ci à consolider, par exemple, ses liens. La collection joue parfaitement ce rôle. » *Ibid.*, p. 28.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 44.

⁸¹ La muséologie « de masse » ou de « pénétration sociale » équivaut en quelque sorte aux expositions *blockbusters*, c'est-à-dire les grandes expositions temporaires aux succès presque garantis.

⁸² Yves Bergeron et Geneviève De Muys, « Un nouveau musée pour un Nouveau Monde : Roland Arpin et la nouvelle muséologie », dans Yves Bergeron et Julie-Anne Côté (dir.), *Un nouveau musée pour un nouveau monde : Musée et muséologie selon Roland Arpin*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 81-124.

démentent notamment le mythe muséologique attribuant aux principes fondateurs de la nouvelle muséologie l'unique « renouveau muséal », c'est-à-dire des changements de valeurs et de paradigmes apportés à la discipline même. Pour les coauteurs de l'article, la fin des Cabinets de curiosités (présents depuis la Renaissance, rappelons-le) comme suite au « Siècle des Lumières » impose sans contredit *la* première révolution muséale, en ce sens que le patrimoine devient désormais accessible à l'ensemble de la population :

L'appropriation des collections royales en France au 18^e siècle et la création de musées publics dans les pays européens redéfinissent les frontières de la culture, qui n'est plus réservée à l'élite. On assiste alors à la création d'un patrimoine appartenant symboliquement à la "Nation". Mais de manière plus significative, on voit émerger un vaste mouvement de démocratisation de la culture. On retrouve dans les pays européens cette volonté de rejoindre toutes les couches de la société. Pourtant, seules les élites s'emparent des musées et bénéficient du mouvement de démocratisation culturelle.⁸³

Jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle, les musées se multiplient des deux côtés de l'océan Atlantique « avec des trajectoires différentes »⁸⁴ certes, mais sans apporter de réels changements à la muséologie. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les musées semblent dans la circonstance complètement dépassés : la société a changé⁸⁵.

1.1.2 La « nouvelle muséologie » : une révolution muséale ?

On conviendra ici que la suite de l'histoire est somme toute assez jolie : afin d'être en parfaite symbiose avec la société qu'il sert, le musée se propose de changer et de se soumettre habilement aux besoins de celle-ci. Ainsi naît l'écomusée (ou du moins ses principes fondateurs) à l'aube des années 1970 comme le souligne le muséologue belge François Mairesse dans son article *La belle histoire, aux origines de la nouvelle muséologie* :

⁸³ *Ibid.*, p. 87.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 88. À cet égard, il n'est pas inintéressant de noter que les musées nord-américains seront d'abord « des lieux d'interprétation et de communication avant d'être comme en Europe des lieux de contemplation et de délectation ». Yves Bergeron, « L'invisible objet de l'exposition dans les musées de société en Amérique du Nord », dans *Ethnologie française*, vol. 40 (3), 2010, p. 402.

⁸⁵ Pour dire les choses simplement ici, on passe d'un monde de traditions à un autre de modernités au cours de la première moitié du XX^e siècle, influant conséquemment sur notre rapport au patrimoine. À ce sujet, voir Raymond Montpetit, « Les musées, interprètes du patrimoine : l'appropriation communautaire », dans Martin R. Schärer (éd.), *Symposium Museum and community II*, ICOFOM, juillet 1995, p. 73-81.

Cette réforme, on peut assurer que la nouvelle muséologie entendait la mener à bien. Plaçant l'homme au centre du dispositif muséal, l'homme avant le public, et bien avant les collections, l'écomusée "tendance révolutionnaire" s'écartait d'emblée du musée tel qu'on le rencontrait durant ces années, pour se placer véritablement au service de la société et de son développement.⁸⁶

Véritable outil d'émancipation sociale, il ne fait aucun doute que l'écomusée s'inscrit *in extenso* dans le droit fil de la démocratisation du musée propre aux décennies 60 et 70. Le hic dans le concept provient toutefois de son originalité. Alors qu'on voudrait voir dans l'écomusée une révolution muséale, la littérature muséologique démontre le contraire, c'est-à-dire que l'idée communautaire derrière le projet découlerait non pas du début des années 1970 avec le modèle du Creusot, mais plutôt du XIX^e siècle avec l'inauguration d'un premier musée cantonal à Lisieux le... 17 juin 1876 ! Près de cent ans séparent donc les deux projets muséaux et entre eux, d'autres réalisations à noter : la fondation de l'Outlook Tower (ou *musée-index*) par l'écossais Patrick Geddes vers 1892, la vision communautaire de l'américain John Cotton Dana (1856-1929) ou plus récemment, les *Neighborhood Museum* et *Casa del Museo* présents en Amérique...⁸⁷

En peu de mots, si l'idée d'initiative communautaire que promeut l'écomusée dans le courant des années de la nouvelle muséologie ne peut être qualifiée de nouveauté, n'empêche que son propos mérite d'être remarqué : « il [le projet écomuséal] vise à construire l'avenir de la société, d'abord par une prise de conscience, ensuite par l'engagement et l'initiative créatrice »⁸⁸. Car en participant résolument aux mutations que vivent les différentes sociétés qu'il sert – qu'elles soient d'ordres urbains, ruraux ou ouvriers –, l'écomusée ne peut que transformer le rapport de la population au musée en positionnant celui-ci comme un acteur (voire un instrument) de changement. Ainsi, la muséologie devient forcément sociale, mais surtout active; du moins selon les dires du regroupement que l'on se propose d'étudier les débuts dans les prochaines pages⁸⁹.

⁸⁶ François Mairesse, « La belle histoire, aux origines de la nouvelle muséologie », *op. cit.*, p. 34.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 38-39 et 42.

⁸⁸ Pour plus de précision, on notera ici que l'auteur du texte paraphrase une réflexion que développe Hugues de Varine dans un de ses essais publiés en 1978, possiblement dans la *Gazette de l'Association des musées canadiens. Ibid.*, p. 45.

⁸⁹ « MUSÉOLOGIE SOCIALE = Discours muséologique se traduisant par une réflexion sur le rapport du musée au social. Il est la principale caractéristique du mouvement; MUSÉOLOGIE ACTIVE = Discours muséologique se traduisant par un plan d'action social (expression introduite dans la Déclaration de Québec). » Pierre Mayrand, *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009, op. cit.*, p. 25.

DEUXIÈME CHAPITRE

D'ÉCOMUSÉOLOGUE À ALTERMUSÉOLOGUE : L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL COMME PISTE D'ANALYSE

On aura donc compris que les principes fondateurs de la « nouvelle muséologie » ne constituent pas à proprement parler une révolution muséale; que certains auteurs et muséologues nord-américains en font la promotion dès la fin des années 1960; et que par conséquent, la nouvelle muséologie n'apparaît pas en Amérique du Nord avec la création du Musée et centre régional d'interprétation de la Haute-Beauce en 1978. Or, il semble pourtant difficile de présenter autrement Pierre Mayrand que par son rôle de « porte-parole » canadien de la nouvelle muséologie, à l'instar de ses collègues René Rivard, Maude Céré et Andrea Hauenschild : également proches d'Hugues de Varine et de Georges Henri Rivière⁹⁰. Pourquoi ?

Plusieurs hypothèses sont possibles ici. Par exemple, lorsque qu'on replonge dans l'article coécrit par Yves Bergeron et Geneviève De Muys cité plus haut, on remarque que les auteurs avancent six facteurs expliquant l'émergence de la nouvelle muséologie en Amérique du Nord (à partir de la seconde moitié du XX^e siècle) que l'on peut certainement reprendre, ou du moins s'en inspirer pour justifier le lien unissant Pierre Mayrand à la nouvelle muséologie⁹¹. On rétorquera assurément que le texte sur lequel nous souhaitons baser notre argumentaire est avant tout destiné à Roland Arpin et à sa conception originale de la muséologie⁹²; ce à quoi nous répondrons par l'affirmative

⁹⁰ Yves Bergeron et Lisa Baillargeon, « Le statut de conservateur dans les musées nord-américains : perspectives géopolitiques », dans *ICOFOM Study Series*, n°46, 2018, p. 46. En ligne. < <https://journals.openedition.org/iss/847> >. Consulté en juillet 2019.

⁹¹ Yves Bergeron et Geneviève De Muys, « Un nouveau musée pour un Nouveau Monde : Roland Arpin et la nouvelle muséologie », *op. cit.*, p. 100-104. On pourrait brièvement résumer les six facteurs comme suit : une nouvelle génération de muséologues à partir des années 1970 (1); la démocratisation de l'éducation au Québec (2); l'émergence d'une classe moyenne (3); une augmentation du temps pour les loisirs (4); une meilleure mobilité sociale (5); l'accès à une voiture (6).

⁹² La brève présentation du Musée de la Civilisation faite par le muséologue belge André Gob dans l'avant-propos de son essai ne saurait mieux décrire, ici, l'aspect novateur de l'établissement muséal lors de ses débuts de même que la principale critique qui lui était faite du côté européen : « Québec, 19 octobre 1988. Le Musée de la Civilisation ouvre ses portes et avec elles, une ère nouvelle pour les musées. Conçu par une équipe dirigée par un gestionnaire visionnaire issu du monde politique, Roland Arpin, ce musée d'un nouveau genre renonce à centrer ses activités sur ses collections, pourtant importantes, pour mettre le visiteur au premier rang. Pour relancer son intérêt, il opte pour un renouvellement permanent des expositions, dont la variété des thématiques est à la mesure de l'ambition donnée à l'institution. Cette recherche d'activité, mais aussi la qualité de la démarche et l'intelligence des

tout en précisant que le Musée de la civilisation ne sera ouvert au public qu'en 1988, donc dix ans après celui de la Haute-Beauce. Dès lors, si on peut parler de « nouveau musée »⁹³ pour qualifier l'arrivée tardive du Musée de la civilisation dans le paysage muséologique québécois, le mot « révolutionnaire »⁹⁴ maintes fois utilisé à l'égard de la Haute-Beauce devient, dans la circonstance, pleinement fondé en cet endroit. Puis on réfléchira aussi au rôle de pédagogue et de mentor chez Arpin qui, sans le moindre doute, trouve un écho favorable dans la pratique muséologique de Pierre Mayrand : « Parce qu'il y a toujours des étudiants qui viennent me voir en me disant "Pierre, tu sais, telle chose que tu as faite, que tu m'as dit... Ç'a été pour moi la direction de ma vie". Et ça, c'est peut-être la plus belle chose qu'on puisse te dire »⁹⁵ confiera-t-il lors de son entretien en 2010, au moment qu'on l'interroge sur sa carrière à l'Université...

Voilà, revenons maintenant aux six facteurs développés par Bergeron et De Muys qu'on se propose de fondre, pour la suite de notre recherche, dans la présentation des débuts de l'Université du Québec à Montréal afin de mieux saisir le rapport de Pierre Mayrand à la nouvelle muséologie. Et l'histoire s'ouvre en 1961, par la formation de la *Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec* sous le gouvernement libéral de Jean Lesage – aujourd'hui considéré comme étant un père de la Révolution tranquille –, et dont résultent, entre les années 1963 et 1966, les trois tomes du rapport Parent à l'origine des nombreuses réformes du système d'éducation

expositions, font aussitôt du musée de la Civilisation un des pôles d'attraction touristique majeurs de la capitale du Québec. "Mais il ne s'agit plus d'un musée, puisqu'il n'y a pas de collection permanente", ricanent certains conservateurs européens. » André Gob, « Avant-propos », dans *Le musée, une institution dépassée ? Éléments de réponse*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 9-10.

⁹³ À cet égard, on notera que le qualificatif « nouveau musée » est utilisé par Yves Bergeron et Geneviève De Muys au commencement de leur article afin de justifier le titre de celui-ci, mais également pour positionner le Musée de la Civilisation dans le paysage muséologique québécois comme le démontre le passage suivant : « Pourquoi qualifier le Musée de la civilisation de "nouveau musée"? Très certainement parce que le Musée est longtemps resté un projet culturel qui est rapidement devenu un enjeu politique pour plusieurs gouvernements et qu'il est apparu dès son ouverture à la communauté muséale comme un nouveau modèle de musée. » Voir Yves Bergeron et Geneviève De Muys, « Un nouveau musée pour un Nouveau Monde : Roland Arpin et la nouvelle muséologie », *op. cit.*, p. 81.

⁹⁴ Mailys Hervé, *op. cit.*, p. 16. Notons que le terme « révolutionnaire » provient d'un article rédigé par le ministre des Affaires culturelles Clément Richard, et dans lequel le politicien affirme notamment : « Cela m'a donné l'occasion, entre autres, d'accréditer un nouveau musée, l'écomusée de la Haute-Beauce qui représente une sorte de révolution dans le domaine, qui est véritablement un modèle. Rarement a-t-on vu en effet toute la population d'une région, d'une sous-région plutôt, s'intéresser ainsi au développement de son musée. C'est pourquoi, compte tenu de l'implication non seulement d'un très grand nombre de citoyens et de citoyennes de cette sous-région, mais également de leurs municipalités, des corps intermédiaires et malgré le moratoire qu'on avait institué par rapport à l'accréditation de nouveaux musées, nous avons fait une exception dans le cas de celui-là. » Clément Richard, « Doter le Québec d'institutions muséologiques de première importance », dans *Forces*, n°65, hiver 1983, p. 22.

⁹⁵ Mailys Hervé, *op. cit.*, p. 24-25.

québécois au cours de la même période, à commencer par la création du Ministère de l'Éducation le 13 mai 1964.

2.1 L'Université du Québec à Montréal à l'ère de la « nouvelle muséologie »

« *L'instruction ? Pas trop ! Nos ancêtres nous ont légué un héritage de pauvreté et d'ignorance et ce serait une trahison que d'instruire les nôtres.* »
Antoine Rivard (vers 1950)⁹⁶

Ce qui de nos jours pourrait facilement faire un beau « dérapage poétique »⁹⁷ est, à l'aube des années 1960, la triste réalité au Québec : avec un bas taux de scolarisation et une éducation marquée par le traditionalisme tout comme le démontre plus haut la citation d'Antoine Rivard (alors député pour l'Union nationale), le système scolaire québécois devient source de débats durant la « Grande Noirceur », c'est-à-dire sous le second mandat de premier ministre de Maurice Duplessis (1944-1959). Pendant que plusieurs préconisent une réforme – bien que tardives, on saluera ici les *Insolences* du frère mariste Jean-Paul Desbiens qui, sous le pseudonyme du Frère Untel, publie vers 1960 son célèbre essai critiquant la société québécoise⁹⁸; d'autres, comme Rivard, s'y opposent farouchement⁹⁹. L'illusion de ces derniers est pourtant criante : « Ce que certains, à l'époque duplessiste, se plaisent à appeler "le meilleur système d'éducation au monde", est un système fragmenté, sous-financé, sous-développé, dépourvu de coordination, peu démocratique, élitiste et sexiste »¹⁰⁰ écrivent notamment les auteurs de la publication collective *Histoire du Québec contemporain* en 1989.

⁹⁶ Antoine Rivard cité dans Claude Gauvreau, « Le rapport Parent : Un document fondateur », dans *Actualités UQAM*, 13 novembre 2013. En ligne. < <https://www.actualites.uqam.ca/2013/le-rapportparent-un-document-fondateur> >. Consulté en juillet 2019.

⁹⁷ *Dérapage poétique* est un projet anonyme lancé en 2013 sur le réseau social Facebook : « [...] S'il fallait résumer, on pourrait dire que Dérapages reprend les discours idiots [de personnalités publiques] pour essayer de leur redonner une sorte de grandeur à travers la forme poétique. » Poètes anonymes cités dans Judith Lussier, « Dérapages poétiques : Poètes des temps modernes », dans *Entrevue*, 31 mai 2015. En ligne. < <https://urbania.ca/article/derapages-poetiques-poetes-des-temps-modernes/> >. Consulté en juillet 2019.

⁹⁸ À titre d'exemple, le passage suivant est on ne peut plus évocateur de la personnalité affirmée, mais aussi critiquée du Frère Untel : « On est amené ainsi au cœur du problème, qui est un problème de civilisation. Nos élèves parlent joyal parce qu'ils pensent joyal, et ils pensent joyal parce qu'ils vivent joyal, comme tout le monde par ici. Vivre joyal, c'est rock'n'roll et hot-dog, party et balade en auto, etc. C'est toute notre civilisation qui est jouale. On ne règlera rien en agissant au niveau du langage lui-même (concours, campagnes de bon parler français congrès, etc.). C'est au niveau de la civilisation qu'il faut agir. » Jean-Paul Desbiens, « Échec de notre enseignement du français », dans *Les Insolences du Frère Untel*, préface de Jacques Hébert, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 2000, p. 33.

⁹⁹ Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert, René Durocher et François Ricard, « Deux institutions débordées », dans *Histoire du Québec contemporain*, *op. cit.*, p. 342-343.

¹⁰⁰ *Ibid.*

Véritable talon d'Achille du gouvernement Duplessis, l'éducation devient une des priorités du gouvernement suivant, et ce, bien qu'amorcée par l'Union nationale sous Paul Sauvé (1959-1960) désigné premier ministre de la province après le décès de son prédécesseur. Désormais, l'école sera accessible. Et pour y parvenir, la société se doit de changer : « on redéfinit les rôles de l'Église, de l'État, des commissions scolaires, des citoyens; on veut assurer une coordination entre les divers paliers, du primaire à l'université; on repense la pédagogie, la formation des maîtres, le financement »¹⁰¹. Il faut néanmoins attendre l'arrivée au pouvoir des libéraux (1960-1966) pour que le tout s'accélère. Le 21 avril 1961, le gouvernement mandate Monseigneur Alphonse-Marie Parent :

[D'étudier] l'organisation et le financement de l'enseignement de la province de Québec, [de] faire rapport de ses constatations et opinions et [de] soumettre ses recommandations quant aux mesures à prendre pour assurer le progrès de l'enseignement dans la province.¹⁰²

Nombreuses, les conclusions que tire la Commission Parent s'appuieront en majorité sur une nouvelle philosophie de l'éducation, c'est-à-dire sur le fait que celle-ci est un droit universel et une nécessité pour tous et se doit, par conséquent, d'être uniforme et accessible à l'ensemble de la population¹⁰³. On prône alors la création d'un ministère de l'Éducation de même qu'un Conseil supérieur de l'éducation (CSE) – Paul Gérin-Lajoie en devient le « premier » ministre titulaire en mai 1964 –, le remplacement des écoles dites normales ou collèges classiques par des collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps), une scolarisation obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans ainsi qu'une formation plus poussée des enseignants pour ne nommer que ces propositions-là. En somme, on souhaite repenser l'école pour qu'elle devienne affaire d'État, et ce, quitte à créer des froissements qui faibliront rapidement, car :

La crise de l'enseignement est universelle. Partout sont remises en question les structures administratives et pédagogiques, partout se préparent

¹⁰¹ *Id.*, « L'accès à l'éducation », dans *Histoire du Québec contemporain, op. cit.*, p. 659.

¹⁰² Voir Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, « Commission Parent (1963-66) », dans *Les Commissions d'enquête au Québec depuis 1867*, s. d. En ligne. < <http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/guides/fr/les-commissions-d-enquete-au-quebec-depuis-1867/7548-commission-parent-1963-66?ref=623> >. Consulté en juillet 2019.

¹⁰³ Pour plus de précision sur la nouvelle philosophie de l'éducation au Québec, se référer au passage de l'article cité. Voir Claude Corbo, « Le Rapport Parent : Un point d'arrivée et un point de départ », dans *À rayons ouverts : Chroniques de bibliothèque et archives nationales du Québec*, n°94 Le Rapport Parent, Hiver 2014, p. 8. En ligne. < http://www.banq.qc.ca/documents/a_propos_banq/nos_publications/a_rayons_ouverts/ARO_94.pdf >. Consulté en juillet 2019.

ou s'appliquent des réformations plus ou moins radicales; c'est que l'homme moderne n'habite plus le même univers que ses ancêtres.¹⁰⁴

Un extrait du rapport Parent qui en dit long sur les changements à venir au sein de la société québécoise et qui, imagine-t-on, à bien du faire rougir Antoine Rivard !...

2.1.1 Les décennies 1960 et 1970 : une société québécoise en profonde mutation

Le rattrapage éducatif enclenché par le gouvernement québécois n'est qu'un départ avec la Révolution tranquille. Bientôt, la scène culturelle est également touchée et les bouleversements considérables : la culture devient une affaire politique¹⁰⁵. On passera ici le rôle du gouvernement provincial de même que fédéral – bien que celui-ci offre un soutien supérieur aux organismes québécois jusqu'au milieu des années 1970¹⁰⁶ – à propos du financement pour nous concentrer uniquement sur les conséquences de ces interventions publiques dans le champ des arts et de la culture... Autrefois considérée comme un produit de luxe, voire un outil de propagande pour les régimes totalitaires, la position de l'Occident sur la culture et le rôle de l'État change radicalement durant et après la Seconde Guerre mondiale :

Celle-ci [la culture] tend à ne plus être perçue comme un simple ornement ou comme l'apanage de quelques privilégiés, mais, de plus en plus, comme une dimension essentielle de la vie en société, où se manifestent des solidarités, des visions du monde, des valeurs qui concernent l'ensemble de la collectivité.¹⁰⁷

Alors qu'on songera à la fondation de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) en novembre 1945 pour la scène internationale – organisation avec laquelle est en relation formelle le Conseil international des musées (ICOM) depuis sa création en 1946 –, à quoi peut-on référer à l'échelle canadienne ou encore plus précisément, à celle québécoise ?

Pour les historiens de l'*Histoire du Québec contemporain*, l'après-guerre canadien se distingue par une « forte recrudescence du nationalisme culturel »¹⁰⁸. Pour dire les

¹⁰⁴ Extrait du rapport Parent cité dans Manon Aubé (Université de Sherbrooke), *Le Rapport Parent : La démocratisation de l'éducation*, s. d. En ligne. < <https://www.usherbrooke.ca/sommets/v12/n3/rapp-parent.htm> >. Consulté en juillet 2019.

¹⁰⁵ Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert, René Durocher et François Ricard, « L'État et la culture », dans *Histoire du Québec contemporain*, *op. cit.*, p. 793.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 796.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 794.

¹⁰⁸ *Ibid.*

choses autrement, politiciens et intellectuels souhaitent l'épanouissement de la culture canadienne tout comme son affirmation sur l'ensemble du territoire. C'est donc ainsi que se forme la *Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada* sous la présidence du très honorable Vincent Massey en avril 1949 et que sera publié, deux ans plus tard, le rapport des commissaires. On appuiera alors une intervention de l'État dans le domaine des arts, en qualité de « protecteur et de bailleur de fonds pour la production locale »¹⁰⁹, afin de pallier les problématiques identifiées concernant l'efflorescence de la culture au Canada (à savoir l'étendue et la faible densité de la population canadienne « qui rendent impossibles la rentabilisation ou même l'autofinancement des activités culturelles locales », ainsi que les influences étrangères dans le financement et la diffusion de la culture¹¹⁰), ce qui donne naissance – non sans résistance, faut-il le souligner – au Conseil des arts du Canada en 1957.

Qu'on pense à la position anti-interventionniste de Duplessis, ou tout simplement au fait que les Québécois ne se sentent que peu concernés par l'assimilation culturelle américaine contrairement au reste du Canada, de plus en plus de voix s'élèvent contre l'intervention du fédéral dans le champ des arts et de la culture¹¹¹. C'est notamment le cas des néo-nationalistes qui, au Québec, privilégieront la participation du gouvernement provincial dans l'aide apportée au financement pour la promotion et la diffusion de la culture canadienne-française du pays, en raison de « crain[te] que des politiques émanant d'Ottawa ne portent atteinte à l'identité du Québec »¹¹². À cet égard, la création du Ministère des Affaires culturelles en 1961 tout comme le rapide historique des premières politiques culturelles envisagées et puis adoptées par le Gouvernement du Québec dans le courant de la Révolution tranquille (1961 à 1978) témoignent bien de cette inspiration nationaliste; du moins comme il nous sera possible de le réaliser plus bas avec les figures de Georges-Émile Lapalme, Pierre Laporte et Camille Laurin.

* * *

Révolution tranquille... Le terme n'est pas anodin lorsqu'on s'y penche : quoique l'origine de l'expression *Quiet revolution* soit toujours débattue chez les historiens, il est généralement admis que celle-ci serait née au Canada anglais au début des années 1960 afin d'évoquer les changements que connaît le Québec à la suite de l'élection du gouvernement Lesage. D'une plume anonyme, on tend à attribuer au journal torontois

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 795.

¹¹⁰ *Ibid.* On pensera bien sûr à celle américaine, mais aussi à celles française et anglaise ici.

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*

The Globe and Mail l'apparition du terme vers 1962, après quoi celui-ci sera récupéré « par les politiciens, les journalistes et les intellectuels québécois, pour se transformer en ce que l'on nomme aujourd'hui la Révolution tranquille »¹¹³.

Or, comment une révolution peut-elle être « tranquille » ? D'abord, il faut préciser que selon le sociologue Jean-Philippe Warren : « l'expression "*quiet revolution*" était d'usage courant en anglais dans les journaux nord-américains de l'époque »¹¹⁴. Ainsi, le terme était utilisé pour à peu près n'importe quoi évoquant un changement rapide au dire de Warren, mais aussi pour désigner les transformations sociétales aux quatre coins du monde : « Ce que ces textes avaient en commun, c'était de lier ces multiples révolutions tranquilles à une volonté de s'attaquer aux traditions ancestrales et de chercher à arracher les pays ou les régions concernés à la misère et à l'ignorance. »¹¹⁵ Et on aura compris qu'avec Duplessis, le Québec d'avant 1960 ne fait pas exception à la remarque du sociologue; un avis que partagent également les historiens québécois :

La Révolution tranquille n'a cependant pas qu'une dimension québécoise. Elle s'inscrit dans un contexte international où les sociétés occidentales vivent à l'heure du réformisme social et politique, de l'interventionnisme de l'État, de la prospérité économique et de l'arrivée du *baby boom* à l'adolescence et à l'âge adulte. La remise en question de ces orientations, dans les années 1980, a également une dimension internationale, avec la montée du conservatisme et le vent de privatisation qui souffle sur plusieurs pays.¹¹⁶

Si les idées de « rattrapage » et « d'État-providence » ne sont pas propres au contexte québécois après la seconde moitié du XX^e siècle, il serait cependant faux de prétendre que la « mémoire honteuse » associée à la phase de la Grande Noirceur est commune à toutes les sociétés occidentales¹¹⁷. De toute évidence, celle-ci est unique au Québec

¹¹³ Olivier Dickson, « La Révolution tranquille : Période de rupture ou de continuité ? », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, juin 2009, p. 10. En ligne. < <https://archipel.uqam.ca/2170/1/M10963.pdf> >. Consulté en août 2019. Soulignons que si Dickson ne parvient pas à déterminer l'origine exacte du terme *Révolution tranquille* à la suite de ses recherches, plusieurs historiens québécois attribuent néanmoins l'expression au journal torontois *The Globe and Mail*.

¹¹⁴ Jean-Philippe Warren, « D'où vient l'expression Révolution tranquille ? », dans *Le Devoir*, 4 avril 2016. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/467186/d-ou-vient-l-expression-revolution-tranquille> >. Consulté en août 2019.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert, René Durocher et François Ricard, « Sous le signe de la Révolution tranquille de 1960 à nos jours », dans *Histoire du Québec contemporain, op. cit.*, p. 422.

¹¹⁷ Gérard Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur et de la révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec », dans *Recherches sociographiques*, vol 46 n°3 Le Canada

d'après le sociologue Gérard Bouchard qui, dans son article de 2005 *L'imaginaire de la grande noirceur et de la révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec*, défend l'idée que l'histoire associée à la Grande Noirceur de même qu'à la Révolution tranquille au sein de la société québécoise résulte d'un stéréotype aujourd'hui bien ancré dans l'imaginaire collectif¹¹⁸ : « En d'autres mots [écrit-il], on relève des traces abondantes de grande noirceur un peu partout, mais sans mémoire honteuse exacerbée. C'est peut-être là le signe le plus manifeste d'une petite nation qui reste tourmentée, diminuée par son passé colonial »¹¹⁹. Et pour Bouchard, force est de constater que c'est contre cela que les principaux acteurs des décennies 40 à 60 se sont battus lorsqu'il ajoute un peu plus loin dans son texte :

[...] ils voulaient répudier à jamais une ère d'intimidation, de soumission et d'impuissance. [...] Je crois aussi qu'ils ont voulu réagir à une accusation très présente dans la pensée canadienne-française à la fin du XIX^e siècle et durant la première moitié du XX^e, à savoir que les Canadiens français étaient d'indignes héritiers des fondateurs de la Nouvelle-France, ces géants qui n'avaient pas craint de rêver à l'échelle de l'Amérique – on pense ici tout particulièrement à des intellectuels comme De Nevers, Groulx, Jean-Charles Harvey.¹²⁰

Et par « acteurs » entendons-nous bien ici : il s'agit non pas des boomers puisque trop jeunes, mais de leurs prédécesseurs; de leurs parents pour dire les choses autrement... D'ailleurs, dans le but de contrer cette impression de rupture survenant avec les baby-boomers et la Révolution tranquille au tournant de la deuxième moitié du XX^e siècle, Bouchard cite comme exemple le livre *Pourquoi je suis antiséparatiste* du journaliste et romancier québécois Jean-Charles Harvey notamment connu pour ses prises de position à l'encontre de la société canadienne-française de l'époque – à cet égard, on ne saurait passer sous silence l'ouvrage *Les Demi-civilisés* qu'il écrit en 1934 et lui vaut, la même année, les foudres du cardinal Villeneuve...¹²¹ Mais poursuivons avec *Pour-*

français. Son temps, sa nature, son héritage, p. 415. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/rs/2005-v46-n3-rs1050/012471ar.pdf> >. Consulté en août 2019.

¹¹⁸ Par « imaginaire collectif », on notera que Bouchard désigne « l'ensemble des repères symboliques qu'une société élabore pour s'inscrire dans le temps et dans l'espace, parmi les autres sociétés. Ces repères consistent dans les représentations que cette société se donne d'elle-même et des autres, dans les reconstitutions de son passé et les visions de son avenir. » *Ibid.*, p. 412.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 424.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ Le roman de Jean-Charles Harvey est condamné dès sa parution en avril 1934 par l'archevêque de Québec. Qualifié de « grand-père de la Révolution tranquille », Harvey y défendait notamment la liberté de pensée ainsi que l'indépendance d'esprit, soit près de quatorze ans avant la parution des manifestes artistiques *Prisme d'Yeux* et *Refus global* en février et août 1948. Voir respectivement Jean-

quoi je suis antiséparatiste publié quelques années plus tard en 1962, et dans lequel il corrobore le rattrapage du retard des Québécois au début des années 1960, principalement en matière d'éducation et de mœurs de la société; bref, des faits qui s'ajoutent à ceux énumérés par Bouchard, comme l'augmentation de l'espérance de vie, l'avancée de la laïcisation dans la société montréalaise, le droit de vote accordé aux femmes dès 1940, l'adoption de la loi sur l'instruction obligatoire jusqu'à quatorze ans, etc.¹²² Or, comparé à d'autres nations similaires, il ne fait aucun doute pour le sociologue que le Québec n'accumule aucun retard social au début des années 1960 : qu'il s'agit ni plus ni moins d'un mythe alimenté par un *mauvais* exercice comparatif qui est notamment – depuis et encore aujourd'hui – à la base de toute cette « mémoire honteuse » au dire de Bouchard. Prenons toutefois garde à l'adjectif « mauvais » pour l'instant. D'abord, au sens propre du terme, Bouchard démontre qu'avant les années 2000, « il était coutumier de a) choisir comme populations de référence celles qui étaient à l'avant-garde dans le domaine, b) leur prêter, souvent à tort, une performance idéale »¹²³ lorsqu'on souhaitait comparer le Québec à d'autres nations, et que par conséquent : « [d]ans les deux cas, l'exercice faisait inévitablement mal paraître le Québec [...] », d'où la thèse d'une Grande Noirceur encore bien ancrée au sein de l'imaginaire collectif. Dans une perspective plus figurée maintenant, on pourrait aussi qualifier de *mauvais* le choix de se pencher avant tout sur les ruptures survenues avec la Révolution tranquille à partir de la décennie 60. Pour dire les choses simplement, alors que les premiers « analystes en provenance des sciences sociales » – Bouchard nomme entre autres les sociologues Marcel Rioux, Guy Rocher et Fernand Dumont, voire Pierre Elliott Trudeau dans son texte¹²⁴ – auraient pu se concentrer massivement sur les éléments de continuité entre la Grande Noirceur et la Révolution tranquille, ceux-ci ont plutôt privilégié l'inverse, c'est-à-dire des thématiques touchant notamment la réforme du système scolaire et de la santé, la laïcisation ou encore le néonationalisme dans leurs études. Pour Bouchard, si la situation s'est en quelque sorte rétablie par après, n'en demeure pas moins qu'un discours critique à l'endroit de la Révolution tranquille est également apparu en parallèle : c'est ce qu'on a vu plus haut en introduction avec le chroniqueur Mathieu Bock-Côté. On a aussi souligné – à ce moment – que ce genre de thèse était illusoire et qu'au

Charles Harvey, *Les Demi-civilisés*, Montréal, Bibliothèque Québécoise, 2017 [1962], quatrième de couverture; Roald Nasgaard, Anne Grace, Stéphane Aquin et François-Marc Gagnon, « Le temps des manifestes », dans Jacques Des Rochers et Stéphane Aquin (dir.), *Arts québécois et canadiens : La collection du Musée des beaux-arts de Montréal*, Montréal, Musée des beaux-arts de Montréal, 2011, tome I, p. 225-265.

¹²² Gérard Bouchard, « L'imaginaire de la grande noirceur et de la révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec », *op. cit.*, p. 419.

¹²³ *Ibid.*, p. 417.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 426.

contraire, les artisans de la Révolution tranquille avaient plutôt cherché à raccorder le passé à leur présent, ce à quoi tendait à confirmer la popularité puis le déclin du mouvement de la nouvelle muséologie au long des décennies 80 à 90 en privilégiant, entre autres, la mémoire collective à l'histoire... Une fausse bonne idée ?

a) « *Je me souviens* » : *La culture et le (néo)nationalisme québécois*

À la fin des années 1970, le Gouvernement du Québec adopte un nouveau message sur les plaques d'immatriculation des automobilistes québécois : « Je me souviens ». Des journaux canadiens-anglais accusent alors le gouvernement Lévesque d'affront, car ne s'agit-il pas là d'une référence à peine cachée au passé de la Nouvelle-France et à la Conquête ? Pour d'autres, il s'agirait plutôt d'une réponse au rapport Durham ou bien à l'arrivée au pouvoir des péquistes en 1976¹²⁵. Mais de quoi se souvient-on ?

Comme le souligne l'historien Jacques Rouillard, l'histoire pourrait être cocasse si le message publicitaire n'était pas également la devise de la Belle Province : « Notre devise veut transmettre un souvenir, mais elle relève finalement un oubli ou une ignorance. Et c'est d'autant plus gênant que la devise est formulée comme si nous devions tous individuellement en connaître la signification. »¹²⁶ Bien que l'interprétation de la devise reste libre selon Gaston Deschênes, l'historien derrière la recherche la plus approfondie sur le sujet, d'autres prétendent néanmoins à un sens original de son auteur Eugène-Étienne Taché au moment de sa création vers 1883, dont Rouillard. Et disons que lorsqu'on prend conscience de l'enquête menée par celui-ci, le parallèle avec ce que Bouchard nomme « une mémoire longue pour une histoire courte » pour décrire la situation québécoise dans sa publication de 2000, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde : Essai d'histoire comparée*, devient on ne peut plus facile à faire ici. Débutons donc avec Bouchard et son ouvrage à l'origine de son plus récent discuté en introduction : celui portant sur le déclin des imaginaires collectifs. Enfin bref, dans ce premier livre, Bouchard nous permet de jeter un regard différent sur la fabrication de la mémoire nationale – celle-là même derrière le projet écomuséal en France selon les

¹²⁵ À cet effet, voir Gaston Deschênes, « La devise québécoise "Je me souviens" », dans *l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, s. d. En ligne. <http://www.amerique-francaise.org/fr/article518/La_devise_qu%C3%A9b%C3%A9coise_%C3%A0_Je_me_souviens.html#.XWheAaN7Su4>. Consulté en août 2019; *Id.*, « La devise québécoise "Je me souviens" », dans *l'Encyclopédie de l'Agora : Pour un monde durable*, 1^{er} avril 2012. En ligne. <<http://agora.qc.ca/documents/quebec-etat-la-devise-je-me-souviens-par-gaston-deschenes>>. Consulté en août 2019.

¹²⁶ Jacques Rouillard, « L'énigme de la devise du Québec : à quel souvenir fait-elle référence ? », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 13 n°2 : Humour et politique au Québec, hiver 2005, p. 127-128. En ligne. <<https://www.erudit.org/fr/revues/bhp/2005-v13-n2-bhp04188/1055043ar.pdf>>. Consulté en août 2019.

recherches de l'historien François Hartog¹²⁷ –, mais d'un point de vue québécois cette fois-ci. Or, si résumer en peu de mots la thèse que défend Bouchard dans son bouquin nous apparaît prétentieux dans le cadre de notre travail, gardons néanmoins en tête cet élément directeur pour la suite de notre recherche : comme toutes autres collectivités nouvelles, la formation et l'évolution du Québec se sont produites dans un contexte de dépendance coloniale. À cet effet, le sociologue québécois précise :

En fait, s'agissant du Québec, il faut parler d'au moins quatre formes de dépendance qui se sont manifestées simultanément ou successivement entre le XVII^e et le milieu du XX^e siècle : une forme politique (France, Grande-Bretagne), une forme religieuse (France, Vatican), une forme économique (France, Grande-Bretagne, États-Unis), une forme culturelle au sens plus général (France, Grande-Bretagne, États-Unis).¹²⁸

C'est la dernière qui nous intéressera à partir de maintenant. Alors voilà, abrégeons le raisonnement de Bouchard aux deux points que voici. En premier, bien que des différences soient perceptibles avec la France en ce qui trait au paysage, au culturel ou à la démographie, celle-ci demeure la mère patrie culturelle des Canadiens français –voire leur influence première– pour les années 1840 à 1940. De fait, au dire du sociologue :

À un grand nombre de contemporains – peut-être à la majorité –, il est apparu que, dans ces circonstances peu favorables, la survie et l'affirmation de la nation devait par défaut emprunter la voie culturelle. Il s'agirait de préserver et de célébrer les traditions françaises, de perpétuer le culte des origines, de la mère patrie, de faire revivre la mémoire des ancêtres, de rééditer leurs gestes.¹²⁹

Ainsi naît ce qu'on a nommé plus haut l'archémythe de la Survivance, de même que deux perceptions au sein de cette population pourrait-on dire : celle des élites (ou des lettrés) qui, sous la domination anglaise, doit faire face à la « pauvreté » de sa culture d'une part et, de l'autre, celle de la culture du peuple qui, aux yeux des lettrés, trouve

¹²⁷ À ce propos, voir François Hartog, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Édition du Seuil, 2003, p. 204-205 et 241-256.

¹²⁸ Gérard Bouchard, « Un vieux pays neuf ? Formation et transformations de la culture et de la nation au Québec », dans *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, Montréal, Boréal, 2000, p. 77. Notons par ailleurs que toutes les informations mentionnées dans ce paragraphe proviennent de ce même ouvrage (p. 77-182).

¹²⁹ *Ibid.*, p. 103. Notons que l'année 1840 correspond à l'*Acte d'Union*, une constitution adoptée par le Parlement du Royaume-Uni prônant notamment l'assimilation politique des Canadiens français pour faire suite au rapport de Lord Durham.

son origine dans les vieilles traditions françaises et en reproduit le modèle au moyen de la transmission orale, ou du moins de l'avis de Bouchard qui explicite :

Toutes les expressions de la culture dite traditionnelle étaient à cette fin sollicitées : contes, légendes, fêtes, chansons, danses, vêtements, mobiliers, architectures, outillages, dictons, formes langagières, recettes culinaires et autres pratiques rituelles reliées à la naissance, au mariage, au décès, etc. Ces formes culturelles étaient censées avoir été apportées par les premiers colons français et s'être transmises intégralement depuis les débuts de la Nouvelle-France. Elles constituaient donc un échantillon vivant de la plus ancienne culture française dans toute son authenticité, fournissant ainsi à la culture nationale canadienne-française le socle naturel qui lui faisait défaut : elles l'enracinaient en effet dans le temps les plus lointains, lui conféraient une substance inespérée, soudaient de la plus belle façon la continuité, la filiation entre l'ancien et le nouveau continent. De toute évidence, la vocation des lettrés était de veiller à préserver désormais cette culture miraculeusement conservée dans la petite vie des chaumières, d'en faire la promotion, de l'enrichir même au besoin, et surtout d'en imprégner encore davantage le peuple lui-même. Car dans sa grande (et coupable) insouciance, ce dernier s'en laissait progressivement détourner, séduit par les mirages de la culture étatsunienne.¹³⁰

C'est donc ainsi que les lettrés commencent à idéaliser la culture populaire comme en témoigne certains romans –à titre d'exemple, pensons à la célèbre *Maria Chapdelaine* de l'écrivain français Louis Hémon (1913)¹³¹ – ou encore, aux *Archives du folklore* de l'Université Laval fondées par Luc Lacourcière en 1944. Cependant (et on le sait), cet imaginaire collectif ne réussira pas à rallier toutes les classes sociales de la province au contraire du prochain –celui de la Révolution tranquille–, et où cette même culture populaire se voit à nouveau utilisée par les lettrés afin de montrer la « nouvelle *différence* québécoise » selon Bouchard¹³². Entre en jeu la décolonisation, notre deuxième point; une période dorénavant marquée par l'américanité et la souveraineté :

¹³⁰ Gérard Bouchard, « Un vieux pays neuf ? Formation et transformations de la culture et de la nation au Québec », *op. cit.*, p. 136-137.

¹³¹ *Ibid.*, p. 138. Il est intéressant de noter que Louis Hémon n'a jamais souhaité faire de son roman un documentaire sur « la vie au Québec », et que si plusieurs critiques ont loué la publication au moment de sa parution, d'autres l'ont également dénoncé en accusant l'auteur de présenter les Canadiens français « comme un peuple de paysans illettrés et arriérés, esclaves d'une terre cruelle et tyrannique qui les mène inévitablement à l'asservissement, à l'aliénation, au misérabilisme ». Voir Louis Hémon, *Maria Chapdelaine*, préface d'Aurélien Boivin, Montréal, Bibliothèque québécoise, 2008 [1913], p. 7-8.

¹³² *Ibid.*, p. 161.

Après la Seconde Guerre, les élites québécoises ont accédé pleinement à une nouvelle vision du Nouveau Monde qui a inspiré des projets de réforme et de reconstruction de la société, à commencer par l'État. Un siècle et demi après l'échec des Patriotes, le Québec allait s'employer de nouveau à faire la théorie –et la pratique– de sa rupture. L'héritage principal de toute cette effervescence qui a nourri la Révolution tranquille tient dans la volonté de casser la pensée équivoque, d'affirmer une *destinée manifeste*. Les Canadiens français avaient été des héritiers (ou des "perdants" ?), ils seraient désormais des fondateurs. Après le *repli*, le *dépli*.¹³³

Un autre regard, une autre histoire ? Pour faire la synthèse des choses dites, gardons à l'esprit que les deux archémythes vus sont en fait le résultat de *jeux de mémoires* ainsi que de *fausses identités* élaborés depuis la fondation de la ville de Québec en 1608; ce qui correspond ni plus ni moins au début de la colonisation française en Amérique du Nord si l'on exclut celles infructueuses de même que l'installation de postes de traite, comme celui de Tadoussac, lors du commerce de la fourrure en Nouvelle-France...

Du côté de chez Rouillard, cette vision de l'histoire est on ne peut plus manifeste. En concevant l'édifice du parlement sur lequel est inscrite la devise comme un lieu de mémoire, Taché voulait rappeler aux Canadiens-français leur identité et traditions selon l'interprétation du passé qui était alors en vogue à ce moment d'après l'historien :

Cette vision se retrouve bien ramassée dans la formule choc d'Hector Fabre, reprise par le premier ministre Sir Wilfrid Laurier, voulant que la France ait donné au Canada français "le premier des biens, l'existence", mais que "c'est à l'Angleterre que nous devons le second, la liberté".¹³⁴

Nous l'avons toutefois évoqué précédemment, la représentation du passé étant influée par le présent et ses valeurs (dans ce cas-ci l'archémythe de la Révolution tranquille), ce n'est plus la conception bourgeoise de Taché qui prévaut lorsqu'on songe au *Je me souviens* aujourd'hui, mais bien celle des élites à l'origine de la notion de survivance. Dans les lignes qui suivent, il nous sera donc possible de constater comment l'histoire est tributaire de la mémoire collective avec les figures de Lapalme, Laporte et Laurin, et comment celle-ci peut agir sur le patrimoine culturel d'une nation : le Québec.

¹³³ *Ibid.*, p. 167. En guise d'exemple, le court métrage documentaire *Québec...?* du cinéaste québécois Gilles Groulx témoigne bien de cette nouvelle réalité sociale. Voir Gilles Groulx, *Québec...?*, Office national du film du Canada (ONF), DVD, son, couleur, 1967, 28 min. En ligne. < <https://www.onf.ca/selections/gilles-groulx/lecture/#2> >. Consulté en juin 2020.

¹³⁴ Yvan Lamonde cité dans Jacques Rouillard, « L'énigme de la devise du Québec : à quel souvenir fait-elle référence ? », *op. cit.*, p. 132.

Georges-Émile Lapalme et la création du Ministère des Affaires culturelles (1961)

Si la mémoire collective retient avec raison les noms de Jean Lesage, Paul Gérin-Lajoie et René Lévesque lorsqu'on souhaite se représenter les pères de la Révolution tranquille, force est de constater que celui de Georges-Émile Lapalme est souvent négligé de l'histoire en raison de ses ambitions politiques démesurées comme le résume bien Fernand Harvey dans son texte *Georges-Émile Lapalme et la politique culturelle du Québec : genèse, projet et désillusion* : « En visant un horizon qu'il ne pouvait atteindre, Lapalme apparaît comme un héros tragique de la Révolution tranquille »¹³⁵. Il nous faut donc remonter au début des années 1920 pour comprendre en quoi l'horizon que visait Lapalme était hors de portée pour l'homme politique de son époque.

En 1964, Lapalme déclare : « Nous sommes des pionniers dans ce domaine [de la culture], et je suis persuadé que ceux qui viendront après nous auront des budgets que nous tentons d'obtenir aujourd'hui. J'espère qu'ils auront un peu de reconnaissance pour les pionniers de 1961, 1962, 1963, 1964. » Extraite du texte de Fernand Harvey, la citation permet d'appréhender un peu mieux la « tragédie » vécue par Lapalme lors de son court passage aux Affaires culturelles; ministère qu'il crée en mars 1961 après l'avoir longuement réfléchi pourrait-on avancer. Car pour comprendre les origines de ce ministère et les visées de Lapalme, il nous faut revenir à sa jeunesse pour débiter. Selon Harvey, c'est à l'Université de Montréal –alors qu'il étudie le droit vers 1925– que « George-Émile Lapalme prend conscience de son propre retard culturel et celui du Canada français »¹³⁶, notamment au point de vue de la langue française qu'il juge complètement mise à mal : « Quand venait le moment de parler et d'écrire, une cloison nous séparait des œuvres étudiées et nous retombions dans le dialecte de la rue. [...] Nous étions des produits du classicisme gréco-latin [enfanté par le collègue], incapables de parler et d'écrire proprement la langue maternelle. Il est difficile de pardonner cela. »¹³⁷ À l'université donc, Lapalme découvre la pensée d'auteurs qui le marque dont celle de l'abbé Lionel Groulx, de son professeur Édouard Montpetit (devenu son « idole ») et de l'essayiste Edmond de Nevers auquel Montpetit réfère souvent durant ses cours; influences qui se refléteront particulièrement dans sa vision culturelle, celle mise de l'avant dans sa pratique provinciale de la politique après un rapide passage au

¹³⁵ Sauf indication contraire, les informations mentionnées dans ce paragraphe proviennent de l'article écrit par Fernand Harvey, « Georges-Émile Lapalme et la politique culturelle du Québec : genèse, projet et désillusion », dans *Les Cahiers des dix*, n°64, 2010, p. 43 (1-46). En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/cdd/2010-n64-cdd4016/045787ar.pdf> >. Consulté en septembre 2019.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 3.

¹³⁷ Georges-Émile Lapalme cité dans Fernand Harvey, « Georges-Émile Lapalme et la politique culturelle du Québec : genèse, projet et désillusion », *op. cit.*, p. 4.

fédéral dans les gouvernements libéraux de Mackenzie King (1935-1948) et Louis St-Laurent (1948-1957). Le 20 mai 1950, Lapalme est toutefois élu chef du Parti Libéral du Québec, l'obligeant conséquemment à quitter Ottawa pour Québec, où il ne réussit qu'à se faire nommer député lors d'une partielle dans la circonscription d'Outremont en juillet 1953, soit près d'un an après les élections générales québécoises remportées par les unionistes de Duplessis. N'empêche, Lapalme conserve la tête du parti jusqu'à sa démission en 1958, laissant derrière lui un programme libéral annonçant les débuts d'un État providence emblématique d'une Révolution tranquille en devenir, mais peu consenti par les membres de son parti de même que les Québécois qui lui préféreront de nouveau Maurice Duplessis lorsqu'ils iront aux urnes le 20 juin 1956 :

Quand je songe aux années noires de 50 à 60, au cours desquelles une politique s'élaborait péniblement autour de la justice sociale et des richesses naturelles, autour de notre présence française et de notre culture, je ne puis m'empêcher de me rappeler qu'à l'époque non seulement nous étions traités de communistes par les experts en ristournes, mais que nous ne faisions pas l'unanimité au sein du Parti libéral lui-même.¹³⁸

C'est donc avec une certaine amertume que Lapalme reprend du service à titre de ministre cette fois-ci, dans le gouvernement de son successeur Jean Lesage qui gagne les élections de 1960 avec son « C'est le temps que ça change ! »; un slogan semble-t-il inspiré par une allocution de Lapalme prononcée le 31 mai 1958, et qui agira selon Harvey « comme un véritable électrochoc sur les militants [libéraux]. Il y dénonce les divisions internes qui ont miné la crédibilité des Libéraux au cours des années 1950 et prône d'importantes réformes pour le Québec. Dans son esprit [conclut Harvey], il revient au Parti Libéral d'être l'instrument de cette nouvelle société à venir »¹³⁹. Choses dites, choses faites : la scène politique provinciale change promptement avec l'*Équipe du tonnerre* de Jean Lesage qui entame ni plus ni moins un tournant nationaliste avec comme « programme politique » une réflexion élaborée par Lapalme en 1959, et que l'on considère aujourd'hui comme le véritable programme de la Révolution tranquille suivant Harvey. Enfin bref, intitulé *Pour une politique*, la réflexion traite des secteurs

¹³⁸ Georges-Émile Lapalme cité dans Fernand Harvey, « Georges-Émile Lapalme et la politique culturelle du Québec : genèse, projet et désillusion », *op. cit.*, p. 14-15.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 15. Selon l'historien Jean-Charles Panneton, Lapalme aurait « négocié » son départ de la tête du Parti Libéral en imposant certaines de ses idées progressistes dans le programme du prochain gouvernement qui s'annonçait favorable aux libéraux. Voir Aujourd'hui l'histoire avec Jacques Beauchamp, « Georges-Émile Lapalme, un artisan méconnu de la Révolution tranquille », 11 septembre 2018, vers 14 min. En ligne. < <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-lhistoire/segments/entrevue/86587/georges-emile-lapalme-chef-opposition-parti-liberal-culture-duplessis-jean-charles-panneton> >. Consulté en mai 2020.

liés à l'action de l'État, dont en tête de liste la culture et l'éducation : des thématiques qu'on sait chères aux yeux de Lapalme attendu que pour ce dernier « la force à venir de la société québécoise passe par la culture, plutôt que par le poids du nombre ou la richesse »¹⁴⁰. Ainsi, la première influe forcément sur l'autre, du moins comme il nous sera possible de le constater dans les prochaines lignes avec la création du MAC.

Largement influencé par la France pour ce qui touche la culture au Québec, il faut donc attendre le début des années 1960 pour voir émerger l'idée de créer un Ministère des Affaires culturelles dans la province canadienne; la France n'ayant institué le sien qu'en 1959. Contrairement au contexte européen de l'après-guerre, la formation de ce nouveau ministère semble avoir bon accueil au moment de sa création le 8 mars 1961 au sein d'une Amérique du Nord qui faut-il le reconnaître, n'a pas connue les régimes fascistes de la première... Ambitieux, le ministère que dessine Lapalme à la demande du gouvernement Lesage prend appui sur celui d'André Malraux, s'appropriant même au passage le vocabulaire gaulliste lorsqu'ils introduiront « au début des années 1960, la notion de "politique de grandeur" pour le Québec » observe Harvey¹⁴¹. Les calques s'arrêtent toutefois ici, exception faite du sous-financement et de la bureaucratie auxquels se heurteront les deux ministères à leur commencement. Mais avec la moitié du budget consacré au Ministère de la Chasse et de la Pêche pour l'année 1961-1962, on comprend mieux la remarque que porte plus haut Lapalme sur les crédits dont dispose les Affaires culturelles en 1964...¹⁴² À un financement douteux s'ajoute aussi, du côté américain, la gestion de plusieurs organismes à caractère culturel autrefois tributaires du Secrétariat de la province, dont plusieurs sont sous-financés et sans vision au sortir de l'ère Duplessis, de même que la création de certains des nouveaux services conçus par Lapalme, comme l'Office de la langue française¹⁴³. Une autre déception se greffe par ailleurs au parcours de Lapalme : l'éducation. En peu de mots, disons simplement que le rôle décoratif que joue la culture au sein de la société québécoise ne justifie pas du gouvernement l'intégration d'une dimension culturelle à sa coûteuse réforme de l'éducation que mène alors le ministre Gérin-Lajoie à coups de millions :

Devant l'ampleur que prenaient les dépenses de l'Éducation, je voyais se rapetisser la Culture qui, à mon avis d'hier et d'aujourd'hui, est infiniment plus noble et essentielle que l'Éducation. Sans la culture, l'éduca-

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 20.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 19.

¹⁴² *Ibid.*, p. 23.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 22. Notons qu'Harvey énumère la liste de ces organismes à caractère culturel ainsi que les services prévus par Lapalme dans cette même page.

tion n'est que formation professionnelle [...]. On peut vivre sans instruction; on n'existe pas, on ne laisse aucune trace si on est sans culture.¹⁴⁴

Maintenant, quoi retenir des apports de Lapalme pour la suite de notre recherche ? Car si la muséologie et le patrimoine demeurent marginalisés avec Lapalme, celui-ci met néanmoins sur pied certaines choses qui méritent notre attention. En premier lieu, notre rapport à la culture inspiré en partie par la conception malrucienne de la culture. D'ailleurs, Harvey rapporte une anecdote intéressante à cet effet dans son article, tirée des mémoires de Lapalme parus aux éditions Leméac en 1969, et dont le passage peut apporter un nouvel éclairage sur le rôle que doit avoir l'éducation selon ce dernier. La petite histoire se déroule donc à l'Université de Toronto, où l'on souhaite comprendre la conception de la culture que propose alors le Ministère des Affaires culturelles, une curiosité pour l'époque comme le rappelle Harvey avant de citer l'ancien ministre, mettant du même coup en évidence la dualité culturelle du Canada : « Pour eux, écrit-il, la culture résidait dans les arts. Alors que pour nous, c'était, comme une civilisation, un art de vivre, ou, comme l'a dit André Malraux, ce qu'il y a de mieux dans ce qui survit de l'homme »¹⁴⁵. Dit autrement, une civilisation non plus fondée sur la religion, mais sur la langue française comme le proposaient déjà certains intellectuels au début du siècle... Et justement, en deuxième et dernier lieu, retenons de Lapalme ce rapport à la langue française; un rapport non pas décomplexé puisqu'il s'opposera lui aussi au « parler joual » dans le courant des années 1960, mais un amour pour la langue qui lui

¹⁴⁴ Georges-Émile Lapalme cité dans Fernand Harvey, « Georges-Émile Lapalme et la politique culturelle du Québec : genèse, projet et désillusion », *op. cit.*, p. 37. Il n'est pas inintéressant de noter que le difficile rapport à la culture n'est pas le propre du Québec à cette époque. Selon Harvey : « il faut se rappeler qu'au début des années 1960, la culture n'a pas encore le poids politique et économique qu'elle obtiendra une vingtaine d'années plus tard avec le développement des *industries culturelles* et des politiques internationales de *diversité culturelle*. » *Ibid.* D'où l'important apport de Rivière...

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 36. Soulignons qu'au moment de créer le Ministère des Affaires culturelles, Lapalme avait aussi le choix de s'inspirer du Conseil des arts du Canada pour encadrer la mise en œuvre de sa politique culturelle, un organisme inspiré – voire copié – sur le modèle britannique du *Arm's length*. Selon Harvey, la préférence de Lapalme s'expliquerait par « la *question nationale* qu'il associe étroitement à la culture, considérée comme une manière d'être, de penser et d'agir. Le ministère prévu aurait en effet une plus grande cohérence du fait qu'il aurait la responsabilité de s'occuper de questions culturelles plus large. Dès lors, un ministère des Affaires culturelles pourrait intervenir non seulement dans le domaine des arts et des lettres, mais également dans celui de la langue, du patrimoine, de l'urbanisme, de l'intégration des immigrants et des minorités francophones hors Québec. » (p. 19-20) Comme le précise par ailleurs Harvey : « Cette vision englobante de la culture est précurseuse du Livre blanc sur le développement culturel du ministre Camille Laurin, paru en 1978 » (p. 20) et que nous aborderons également plus loin dans notre recherche (voir p. 82). Voir aussi Fernand Harvey, « le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », dans *Les Cahiers des dix*, n°69, 2015, p. 56. En ligne. < https://www.erudit.org/fr/revues/cdd/20_15-n69-cdd02408/1035597ar.pdf >. Consulté en mai 2020.

inspirera bon nombre de projets afin de la protéger et la valoriser au Québec puis dans le reste du Nouveau Continent, de même qu'en créant de solides liens avec la France qui favoriseront de nombreux échanges culturels pour les années à venir¹⁴⁶. Bien que les exemples soient multiples et généralement connus, songeons seulement à l'Office franco-québécois pour la jeunesse qui, au milieu des années 1970, permettra à un petit groupe de Québécois de traverser l'océan Atlantique et découvrir... l'écomuséologie !

Le Livre blanc de Pierre Laporte : une première politique culturelle (1965)

Un autre oublié de l'histoire culturelle québécoise est sans contredit le Livre blanc proposé par le libéral Pierre Laporte en 1965, et dont le changement de gouvernement l'année suivante empêchera l'approbation du Conseil des ministres de même que son dépôt à l'Assemblée nationale nécessaires à sa diffusion publique; ou du moins selon Jean-Paul L'Allier qui rend le document accessible onze ans plus tard à l'intérieur de son Livre vert intitulé *Pour l'évolution de la politique culturelle*, alors qu'il est à son tour ministre des Affaires culturelles (1975-1976) sous le premier mandat du gouvernement libéral de Robert Bourassa (1970-1976)¹⁴⁷. Mais revenons à Laporte. D'abord journaliste au journal *Le Canada*, c'est toutefois pour *Le Devoir* que l'avocat de formation poursuit sa carrière journalistique et qu'il accentue, par le fait même, ses positions nationaliste et culturelle au milieu des années 1940¹⁴⁸.

Persona non grata chez les unionistes après les élections de 1952 – on lui reproche alors son journalisme d'enquête touchant le gouvernement Duplessis –, Laporte prend à nouveau ses distances avec le gouvernement de l'époque au moment de la *Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels* (dite Commission Tremblay) puis lors d'un débat avec le père George-Henri Lévesque associé, quant à lui, à celle Massey abordée précédemment. Car tout comme son mentor l'abbé Lionel Groulx, on

¹⁴⁶ Dans ses *Mémoires*, Lapalme n'hésite pas à affirmer que « [l]es relations France-Québec, c'est moi! Personne d'autre! [...] » (p. 253). De fait, on doit à Lapalme le début des rapports franco-québécois fructueux au commencement des années 1960, notamment dans les domaines de l'éducation et de la culture que vient entériner la Doctrine Gérin-Lajoie le 12 avril 1965. À ce sujet, voir Samy Mesli, « France-Québec : L'évolution politique et sociale d'une relation privilégiée », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 16 n°3 Homosexualités et politique : Québec et Canada, printemps 2008, p. 245- 254. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/bhp/2008-v16-n3-bhp04293/1056184ar.pdf> >. Consulté en mai 2020.

¹⁴⁷ À noter que pour l'unioniste Jean-Noël Tremblay, ministre des Affaires culturelles de 1969 à 1970, le *Livre blanc* de Laporte n'a jamais existé. Ministère des Affaires culturelles, « Livre blanc », dans *BAnQ numérique*, 19 février 1976 [novembre 1965], 255 p. En ligne. < <http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2096624> >. Consulté en août 2019.

¹⁴⁸ Sauf indication contraire, les informations mentionnées dans ce paragraphe et les suivants proviennent de l'article écrit par Fernand Harvey, « le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », *op. cit.*, p. 49-103.

remarque chez Laporte une préoccupation pour la diffusion et promotion de la culture canadienne-française, de même que l'éducation qui se doivent d'être des compétences provinciales et non fédérales comme l'explique bien Harvey dans son article¹⁴⁹. Enfin bref, retenons de la carrière journalistique de Laporte son nationalisme affirmé qui le conduit ni plus ni moins en politique dès 1961; d'abord avec Lapalme qui lui propose le poste de sous-ministre aux Affaires culturelles; offre qu'il décline pour se présenter député libéral aux élections partielles de la même année dans le comté de Chambly, et qu'il remporte tout comme celles des années suivantes d'ailleurs. Quoique le parcours politique de Laporte soit riche en rebondissements, on se concentrera dorénavant que sur une partie transitoire et peu connue de sa funeste histoire : son passage à la tête du Ministère des Affaires culturelles du 9 septembre 1964 au 16 juin 1966¹⁵⁰.

Plus influent que Lapalme au sein du cabinet Lesage, Laporte obtient d'entrée plus de pouvoirs que son prédécesseur afin de mener à bon terme ses ambitions politiques qui se résument, au dire d'Harvey, à deux fronts : « d'une part, formuler une politique culturelle pour définir les objectifs de son ministère et préciser les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre et, d'autre part, procéder à une réorganisation des cadres du MAC en vue de rendre son action plus efficace et en symbiose avec la politique culturelle en préparation. »¹⁵¹ Penchons-nous sur le premier donc, puis à ses répercussions sur la muséologie et le patrimoine québécois, ou du moins à la vision qui s'en dégage pour ce qu'elle servira de tremplin à deux autres gouvernements. Selon Harvey, trois orientations importantes marquent la gouvernance de Laporte à cet effet : l'arrivée de Guy Viau à la direction du Musée du Québec, dont la nouvelle approche s'inspire des « maisons de la culture alors en vogue en France », de même que celle au Musée d'art contemporain de Montréal de Gilles Hénault qui s'inscrit également « en ce sens »¹⁵²,

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 53.

¹⁵⁰ Si les insuccès de Lapalme sont à l'origine de son oubli dans la mémoire collective, Laporte doit quant à lui la méconnaissance de son apport politique à sa mort tragique comme le souligne bien les collaborateurs d'*Aujourd'hui l'histoire* en référant à une chronique de la journaliste Nathalie Petrowski : « [...] la mort de Pierre Laporte a eu des effets dans la psyché collective : "C'est un véritable échec [politique], sur tous les plans... On veut l'oublier, on veut balayer sous le tapis [cette affaire] ». Jean-Charles Panneton cité dans *Aujourd'hui l'histoire* avec Jacques Beauchamp, « Le destin tragique du journaliste et politicien Pierre Laporte », dans *Radio-Canada*, 6 novembre 2018. En ligne. < <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/93826/pierre-laporte-flq-quebec> >. Consulté en mai 2020. De fait, rappelons rapidement ici que Pierre Laporte est mort à la suite de son enlèvement par le Front de libération du Québec le 17 octobre 1970, annonçant du même coup la *Loi sur les mesures de guerre* qui marquera l'imaginaire collectif.

¹⁵¹ Fernand Harvey, « le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », *op. cit.*, p. 57.

¹⁵² *Ibid.*, p. 64 et 66. Bien que Viau et Hénault soient tout deux nommés à leur poste en 1965, leur approche s'inscrit davantage dans la ligne de pensée de Jacques Duhamel (1971-1973) que dans celle

et puis les débuts de la restauration de la place Royale à Québec. Mais retournons à la formulation de la politique culturelle que propose le Livre blanc en 1965¹⁵³. Réfléchi par un comité de travail composé de huit personnes avec leur président Guy Frégault, alors sous-ministre aux Affaires culturelles, le Livre blanc se doit « d'évaluer dans le domaine de la culture, les besoins auxquels l'action de l'État doit pourvoir et de préciser, dans l'ordre des moyens aussi bien que dans celui des priorités, les modalités selon lesquelles cette action est appelée à se développer »¹⁵⁴. Et pour y parvenir, on se base sur des postulats répartis en trois grandes thématiques remarque Harvey : « On y précise en premier lieu les conceptions courantes du concept de *culture* avant d'examiner, en second lieu, les rapports entre l'État et la culture. Ces considérations générales sont par la suite appliquées à la responsabilité du gouvernement du Québec dans

d'André Malraux (1959-1969) en ce qui concerne les Maisons de la Culture. À ce sujet, voir notamment Alice Parizeau, « Le Musée du Québec, une véritable maison de la culture », dans *Vie des arts*, n°47, été 1967, p. 34-38. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/va/1967-n47-va1207459/58308ac.pdf> >. Consulté en mai 2020. « Ce qui permet, de l'avis de Guy Viau, d'accroître le rayonnement du Musée, c'est l'atmosphère qu'on parvient à y créer. Pour lui, un musée ce n'est pas seulement l'endroit où on vient de temps en temps, mais un centre de culture où tous les arts sont représentés dans la mesure du possible et où on peut satisfaire des goûts et des options divers. Idéalement, un conservateur devrait pouvoir y accueillir personnellement chaque visiteur et l'introduire dans la familiarité des œuvres; malheureusement, cela n'est pas possible et on doit s'efforcer surtout de multiplier les activités et d'améliorer le cadre. » (p. 38). Jocelyne Connolly, « Gilles Hénault, poète, et le champ artistique québécois », dans *Voix et images*, vol 21 n°1, automne 1995, p. 63-73. En ligne. < <https://www.erudit.org/en/journals/vi/1995-v21-n1-vi1346/201215ar.pdf> >. Consulté en mai 2020. « Il ressort du discours du directeur, dans l'ensemble des déclarations de presse, une préoccupation pour la diffusion plutôt que pour la collecte des œuvres : "Le Musée d'art contemporain doit devenir un lieu à la fois d'exposition, d'animation, de documentation et de diffusion." Hénault souligne l'importance de la production de catalogues d'exposition, fonction qu'il relie à la nécessité de doter le Musée d'"une importante documentation biobibliographique et visuelle". Son projet de diffusion s'étend aux fonctions d'information et d'éducation par un personnel qualifié, ainsi qu'à l'ouverture de la bibliothèque aux étudiants, aux chercheurs et aux amateurs d'art. C'est aux artistes québécois et canadiens que revient la priorité lors de la sélection à des fins d'exposition, "tout en alternant avec des expositions prestigieuses venues de l'étranger". Enfin, il souhaite que ce lieu muséal devienne multidisciplinaire et populaire. » (p. 67)

¹⁵³ Si notre recherche se base avant tout sur l'article de Fernand Harvey, notons que le Livre blanc est néanmoins accessible à l'adresse suivante : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, « Livre blanc – Pierre Laporte », dans *BANQ Numérique*, s. d [novembre 1965]. En ligne. < <http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2096624> >. Consulté en mai 2020. En ce qui a trait à la muséologie, soulignons que les pages 157 à 172 du Livre blanc sont particulièrement intéressantes.

¹⁵⁴ Rapport du Ministère des Affaires culturelles cité dans Fernand Harvey, « le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », *op. cit.*, p. 75. À titre informatif, les autres membres du comité sont Helmut Blume, Maurice Bouchard, André Patry, Guy Viau, Pierre de Grandpré et Jean-Charles Falardeau, dont la vision de la culture et de l'éducation rejoint celle de Lapalme : « Pour ce dernier [Falardeau], la culture ne se limite pas à l'enrichissement spirituel de l'individu au contact des œuvres intellectuelles et des beaux-arts, mais au sens plus général et plus profond, elle peut être considérée comme "l'héritage d'institutions et de valeurs constituant le patrimoine de l'ensemble de la société canadienne-française". » Jean-Charles Falardeau cité dans Fernand Harvey, « Georges-Émile Lapalme et la politique culturelle du Québec : genèse, projet et désillusion », *op. cit.*, p. 20.

le domaine culturel »¹⁵⁵. Nous y reviendrons plus bas. Avant, soulignons que le Livre blanc apporte en introduction une précision pertinente pour la suite de notre analyse : la conception des auteurs en ce qui concerne les termes « nation » et « État ». Ainsi, si le premier se rapporte davantage à la thèse développée par Ernest Renan en 1882¹⁵⁶ selon Harvey, on pourrait avancer que le deuxième est ce qui permet d’y accéder :

Les rédacteurs du Livre blanc poursuivent leur propos en considérant que la nation trouve son moyen d’expression par la culture, tant au niveau d’une mentalité spécifique que par celui des œuvres de création [constate Harvey]. Il appartient, dès lors, à l’État qui dans l’esprit du groupe de travail incarne "l’intérêt suprême de la nation canadienne-française", de prendre en charge le domaine culturel par le biais d’un ministère consacré à cette fin. Le ministère des Affaires culturelles est alors perçu comme devant être "l’initiateur" de nouveaux regroupements, de coordination et de consolidation dans le domaine des arts, des lettres et de la culture en général. Qui plus est, ce rôle de l’État doit contribuer à l’émergence d’une expression culturelle qui favorise l’esprit créateur de la collectivité québécoise, plutôt que la simple imitation de ce qui se fait à l’étranger.¹⁵⁷

Ici, les affinités avec la conception malrucienne de la culture sont claires, du moins en ce qui a trait au rôle du Ministère des Affaires culturelles, voire de l’État québécois. Ce qui demande à être éclairé reste, en revanche, le « concept de culture » qui du côté nord-américain se présente sous trois réalités différentes observe Harvey :

📖 *La culture lettrée* : Traditionnellement réservée à l’élite, la culture lettrée doit dorénavant intégrer une culture scientifique dans son approche rendue possible (selon les auteurs du Livre blanc) grâce à la démocratisation de l’enseignement. Autrement

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 76.

¹⁵⁶ Philosophe et historien français, Ernest Renan est notamment connu pour sa conférence prononcée à la Sorbonne le 11 mars 1882 sur *Qu’est-ce qu’une nation ?*, et dont le passage suivant résume bien la thèse de l’homme : « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n’en font qu’une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L’une est dans le passé, l’autre dans le présent. L’une est la possession en commun d’un riche legs de souvenirs ; l’autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l’héritage qu’on a reçu indivis. » À titre comparatif, voici la définition que proposent quant à eux les auteurs du Livre blanc : « [la nation se fonde] sur la conscience qu’elle a de former une entité distincte, animée d’une volonté commune, et sur le pouvoir qu’elle détient de façonner son propre destin ». Voir respectivement Ernest Renan, « Qu’est-ce qu’une nation ? » dans *Les classiques des sciences sociales*, 2010 [1882], p. 50. En ligne. <http://classiques.uqac.ca/classiques/renan_ernest/qu_est_ce_une_nation/renan_quest_ce_une_nation.pdf>. Consulté en mai 2020; Livre blanc cité dans Fernand Harvey, « le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », *op. cit.*, p. 76.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 77.

dit, on souhaite que les individus développent une culture générale en fonction de leur talent et ambition.

📖 *La culture (synonyme de civilisation)* : Inspirée par l'anthropologie et l'ethnologie, cette deuxième conception de la culture est perçue comme étant quelque chose de propre à toutes sociétés, « laquelle peut se décliner en sous-cultures en référence aux classes sociales et à divers univers sociaux; la collectivité et l'individu sont ici dans une relation de réciprocité » précise Harvey. Transmise et transformée de génération en génération, cette culture englobe donc, suivant ce dernier : « l'ensemble des façons de penser, de sentir et d'agir d'une collectivité. »¹⁵⁸

📖 *La culture de masse* : Issue des moyens de communication modernes (cinéma, télévision et radio), la culture de masse est perçue moins négativement par les auteurs du Livre blanc que par Malraux. Bien qu'elle risque d'appauvrir la diversité culturelle des collectivités pour ce qu'elle peut « conduire à "une culture stéréotypée, voisine du divertissement, conçue à l'échelle internationale et tributaire de fins commerciales" », on pense néanmoins que « le cinéma et la télévision peuvent devenir de puissants facteurs de progrès s'ils sont utilisés "avec talent et originalité" »¹⁵⁹.

S'inscrivant pleinement dans une logique de démocratisation de la culture, le Livre blanc propose carrément une intervention directe de l'État québécois dans le domaine culturel afin de favoriser la création et l'expression d'une part, et puis, de l'autre, tout ce qui a trait à la diffusion et à la consommation de la culture sans nullement chercher à la « créer ». De fait, comme le souligne bien Harvey dans son article :

Le recours au mécénat individuel n'est pas plus acceptable, car il ne favorise que quelques privilégiés en fonction de choix privés. Ils [les auteurs du Livre blanc] soutiennent que l'État est "le mandataire de tous les citoyens" et est, de ce fait, justifié d'intervenir et de planifier le développement culturel. Sa légitimité est d'ailleurs renforcée par la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule que chaque personne a droit à l'éducation et à la culture. On peut lire, en corollaire, que l'État a le devoir de "défendre la culture nationale" et de participer à son expansion ainsi qu'à sa diffusion.¹⁶⁰

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 78.

¹⁵⁹ Livre blanc cité dans Fernand Harvey, « le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », *op. cit.* p. 78.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 78.

En gros, les mots-clés à retenir ici pour résumer l'action de l'État québécois sont ceux « d'accompagnateur » ou de « catalyseur » au dire d'Harvey. Toutefois, notons qu'au contraire de la conception malrucienne de la culture, le Livre blanc ne réclame pas de l'État qu'il occupe la fonction de *leader* dans le domaine culturel¹⁶¹, ou du moins pas encore... Car une certaine ambiguïté ressort après coup. Bien qu'on partage l'avis que le rôle du gouvernement du Québec soit le même que celui de tout État moderne, des considérations « historique et sociologique particuli[ères] de la société québécoise en Amérique du Nord appelle à certaines stratégies spécifiques » mentionne Harvey :

Selon eux [poursuit-il], "le Québec est le foyer national, le point d'appui d'un peuple prématurément coupé de ses sources" et, qui plus est, ne forme que 3% de l'immense masse anglophone du continent. La tâche de restauration économique et culturelle est telle "qu'elle exige l'intervention ferme et éclairée du seul gouvernement où ce peuple soit majoritairement représenté, le gouvernement du Québec".¹⁶²

On reviendra plus loin à la querelle opposant le fédéral au provincial dans le domaine de la culture, mais gardons à l'esprit que selon les auteurs du Livre blanc, l'épanouissement et la défense de la culture française à l'échelle du pays incombent davantage au gouvernement du Québec qu'à celui d'Ottawa en raison du non-respect des droits historiques de certaines minorités françaises par le Canada anglais. D'un point de vue sociologique s'ajoutent aussi d'autres conclusions similaires comme l'écrit Harvey :

Les auteurs ont bien conscience des bouleversements survenus au sein de la société au cours de la première moitié du XX^e siècle et font état des transformations des fondements ruraux de la société canadienne-française par l'industrialisation. Une mutation, soulignent-ils, davantage subie qu'instaurée par les francophones, relégués à un rôle subalterne dans une économie dominée par la bourgeoisie anglophone. Ce constat les amène inévitablement à la question linguistique.¹⁶³

Pour aller à l'essentiel avec la question linguistique, celle-ci est pensée par les auteurs du Livre blanc comme étant « la clef de voûte du destin culturel » des Canadiens français. Toujours selon ces derniers, il devient donc impensable de dissocier l'œuvre

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 79.

¹⁶² Livre blanc cité dans Fernand Harvey, « le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », *op. cit.* p. 79.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 80.

du Ministère des Affaires culturelles de celle du Ministère de l'Éducation, puisque le premier est complémentaire du deuxième :

Le ministère de l'Éducation s'occupe de ce qui touche l'instruction de l'individu et sa préparation à la vie. Le ministère des Affaires culturelles peut se faire, lui, auprès de tous les ministères et en particulier du ministère de l'Éducation, la conscience de ce qui est nécessaire au maintien et à l'épanouissement de l'identité collective; et il s'occupe de faire rayonner la culture acquise; en favorisant la création d'œuvres originales, leur conservation et leur diffusion public. Il serait étonnant que l'application de ce principe ne permette pas de déterminer avec netteté les fonctions du ministère des Affaires culturelles, et l'ordre d'urgence de ces fonctions.¹⁶⁴

Ici s'arrête donc le parallèle avec Malraux qu'on avait néanmoins pu entrevoir avec la vision politique de Lapalme pour ce qui est de l'éducation. De fait, si on a pu faire un rapprochement entre le commencement des deux ministères des Affaires culturelles et leur conception similaire de la culture au début des années 1960, il serait faux de dire que Lapalme n'a pas souhaité intégrer une dimension culturelle à la réforme de l'éducation au moment qu'il siégeait au Conseil des ministres du Québec à l'inverse de son homologue français. Ainsi lorsqu'on se reporte au précédent passage, on peut soutenir que Laporte a réussi là où son prédécesseur avait en quelque sorte échoué; un exploit qui n'est pas sans rapport avec le fait que le sociologue Jean-Charles Falardeau ait été l'un des huit auteurs du Livre blanc à notre avis... Enfin bref, du côté français, il serait toutefois illusoire de croire là aussi que Malraux n'était pas concerné par l'éducation, du moins lorsqu'on lit la communication de Jean-Miguel Pire : *Malraux contre l'éducation ou contre l'Éducation nationale ? Brève généalogie d'une occasion manquée*. Enfin disons que pour des raisons politiques que l'on ne développera pas ici, Malraux ne s'est tout simplement pas aventuré sur le « terrain de jeu » du ministère de la rue de Grenelle, sans parler de sa conception du « choc esthétique » qui rajoute au flou de sa vision éducative¹⁶⁵. Cependant, attribuer tous les torts à Malraux serait faire preuve

¹⁶⁴ Ministère des Affaires culturelles, « Livre blanc », dans *BAnQ numérique, op. cit.*, p. 38 et 39 pour la phrase précédente.

¹⁶⁵ Toutes les informations mentionnées dans ce paragraphe et le prochain proviennent de la communication de Jean-Miguel Pire, « Malraux contre l'éducation ou contre l'Éducation nationale ? Brève généalogie d'une occasion manquée », Actes du colloque *Malraux, l'art, le sacré. Actualités du Musée imaginaire*, les 31 mars et 1^{er} avril 2016 à l'INHA. En ligne. < <https://chmcc.hypotheses.org/2319> >. Consulté en juin 2020. Sauf indication contraire. Bien qu'on ait évoqué plus haut le concept du « choc esthétique » chez la Malraux, la présentation qu'en fait Pire dans son texte, de même que son rapport à l'éducation, est intéressante à noter ici : « [...] Elle repose sur l'idée que l'art détient un message seulement accessible par le dialogue direct, la rencontre, la « présence » avec l'œuvre. Cette théorie

de mauvaise foi. Pour Pire, le principal problème qu'a dû affronter Malraux au début de son mandat ministériel est que « l'instruction publique française n'a jamais considéré l'art comme un élément sérieux de la réalité, ni même comme une grille de lecture de la réalité. Bien au contraire, les programmes scolaires ont légitimé et inscrit profondément dans le système éducatif un puissant rejet de l'art [poursuit-il]. » Selon ce dernier, la politique scolaire émanant de la III^e République était librement inspirée des théories sociologiques d'Émile Durkheim –alors proche de l'administrateur Louis Liard– comme en témoigne cet extrait de *l'Évolution pédagogique en France* (1905) :

[...] une culture exclusivement ou essentiellement esthétique contient en elle-même un germe d'immoralité ou, tout au moins, de moindre moralité. [...] En effet, l'art, par définition, se meut dans le domaine de l'irréel, de l'imaginaire. [...] Nous ne le goûtons que si nous avons conscience que les événements dont nous sommes les témoins ne sont pas susceptibles d'affecter vraiment des destinées humaines, de faire souffrir des hommes comme nous, dans leur chair ou dans leur âme, que si nous pouvons voir les choses qui nous sont décrites d'un tout autre œil que quand elles se présentent à nous dans la vie réelle. En un mot, nous ne pouvons éprouver pleinement l'impression esthétique qu'à condition de perdre de vue la réalité.¹⁶⁶

En somme, en misant sur la rationalité ainsi que la diffusion rapide des connaissances selon Pire, la politique scolaire écartait d'emblée les arts avance-t-il : « Rien ne devait créer de confusion avec des savoirs jugés trop contaminés par les sens, la sensibilité et tout ce qui pouvait distraire le dialogue transparent de la raison avec le monde. La volonté de se distinguer de la religion explique aussi largement ce radicalisme. Trop suspect de collusion avec l'irrationnel honni, l'art figurait nécessairement parmi les victimes collatérales de ce partage. » Or, c'est exactement le contraire que proposera le rapport Rioux déposé dix ans plus tard dans la province québécoise, après avoir été mandaté par les ministres libéraux Gérin-Lajoie et Laporte en 1966 en vue « d'étudier toutes les questions relatives à l'enseignement des arts, y compris les structures administratives, l'organisation matérielle des institutions affectées à cet enseignement et la

semble donc postuler que la connaissance sur l'art n'est pas nécessaire et qu'elle peut même faire écran à l'expérience esthétique en sa radicalité. Dans la geste malrucienne, la création d'un ministère dédié permettait donc de concentrer l'effort de l'État pour favoriser cette relation directe du public avec les œuvres.»

¹⁶⁶ Émile Durkheim cité dans Jean-Miguel Pire, « Malraux contre l'éducation ou contre l'Éducation nationale ? Brève généalogie d'une occasion manquée », *op. cit.*

coordination de ces institutions avec les écoles de formation générale. »¹⁶⁷ Cependant, force est de constater que la dimension culturelle de l'éducation que prône le rapport Rioux est on ne peut plus similaire à celle de Malraux vue dans le premier chapitre de la recherche lorsqu'on lit ceci à la section « L'art et la société » de l'exposé :

En effet, l'œuvre d'art est un ressourcement, par l'expérience de la mort des symboles sociaux. L'artiste est le témoin de la mort des symboles. Dans une expérience profonde, il affronte en quelque sorte la codification des valeurs, leur organisation dans un système qui vise à la stabilité de la société. Celle-ci tend naturellement à la stabilité par une consolidation de toutes ses valeurs et de ses institutions. Or les forces vivantes sont en quête continuelle d'un nouvel équilibre; elles sont les éléments dynamiques du devenir. N'est-ce pas le propre de la vie ? Si bien qu'elles entrent dans une relation dialectique avec la société qui cherche à survivre en se fermant, ou du moins en contrôlant avec prudence énorme les changements. Cependant, comme nous l'avons vu, l'art par définition, est *liberté*. Il est une ouverture sur l'imaginaire, une réorganisation des symboles revivifiés ! Par le fait même d'apparaître, une nouvelle organisation des symboles met en question la nature même de toute codification qui cherche la sécurité dans les signes. Si bien que l'œuvre d'art, dans son action profonde, traumatise la société et la défie, en l'obligeant à se remettre en question, à se situer en relation avec de nouvelles valeurs. Or cette remise en question est une nécessité vitale pour la société, sans quoi la codification des valeurs est une mort lente et certaine. La société, comme l'organisme, ne peut survivre qu'en s'ouvrant aux modifications, au devenir.¹⁶⁸

L'histoire devient donc intéressante à partir de maintenant. Selon Pire, il ne fait aucun doute que le concept des Maisons de la Culture s'oppose à l'enseignement français de l'époque en « permettant et en exaltant cette dimension concrète et vivante » de l'art, ou du moins comme le présente bien Gaëtan Picon, alors directeur général des Arts et Lettres sous le ministère de Malraux, lors d'une conférence tenue le 19 janvier 1960 : « Pour participer à la vie, il faut être vivant : on n'enseigne pas à être vivant. [...] Les universités sont des lieux où l'on enseigne l'image achevée des cultures passées

¹⁶⁷ Faculté des arts de l'Université du Québec à Montréal, « Le Rapport Rioux », dans *L'enseignement des arts au Québec : 50 ans après le Rapport*, s. d. En ligne. < <https://rapport-rioux.uqam.ca/le-rapport-rioux/> >. Consulté en mai 2020.

¹⁶⁸ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, « Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec », dans *BAnQ numérique*, vol. 1 : La société, la culture et l'éducation – Pourquoi l'art ? – Les arts en eux-mêmes, 1969, p. 82-83. En ligne. < http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3393234?docref=CmPvyT3ghaTa9jkd0_X91tQ >. Consulté en mai 2020.

[...] le passé enseigné est transmis tout jugé à ceux qui l'enseignent. [...] Notre devoir [...] est de mettre un terme à l'aliénation de l'individu par rapport à la culture du présent et du passé. »¹⁶⁹ Autodidacte, on sait que Malraux gardera une certaine méfiance relativement à l'Éducation nationale de même qu'à l'éducation populaire pendant son passage aux Affaires culturelles, justifiant conséquemment sa théorie du « choc esthétique » et son opposition aux médiations, ce qui le brouillera avec le sociologue Pierre Bourdieu dans un premier temps. Notamment célébré pour avoir coécrit *Les héritiers. Les étudiants et la culture* avec Jean-Claude Passeron en 1964 –une œuvre dénonçant les inégalités sociales qu'opère et perpétue l'école en fonction de l'origine sociale des étudiants–, l'ouvrage reprend du galon avec les événements de Mai 68 pour dénoncer et exiger des réformes du système éducatif¹⁷⁰. Bien que les fondements, de même que la portée de la crise sociale, universitaire et politique demeurent encore ambigus selon certains auteurs¹⁷¹, le désir d'autonomisation et de participation ressortent néanmoins des revendications comme en témoigne certains slogans : « Tout est politique », « La politique au premier rang » ou encore « Nous sommes tous concernés »¹⁷². Toutefois, on l'a précisé plus haut, ces particularités ne sont pas le propre de la France mais bien celles de toute une nouvelle génération, à savoir les baby-boomers comme l'évoquera Georges Pompidou devant l'Assemblée nationale en mai 1968 : « Traditionnellement la jeunesse était vouée à la discipline et à l'effort. La discipline a disparu [...] Ce n'est pas le gouvernement et les institutions ni même la France qui est en cause c'est notre civilisation elle-même. »¹⁷³ Ainsi émerge la contre-culture dans le courant des années 1960 de même que... l'avènement du « tout culturel » ?

L'idée vient du texte d'Emmanuelle Loyer cité plus haut. D'abord, il faut entendre par l'expression « tout culturel » la politique culturelle de Jack Lang adoptée au début des années 1980 par le gouvernement socialiste de François Mitterrand (1981-1995) :

¹⁶⁹ Gaëtan Picon cité dans Jean-Miguel Pire, « Malraux contre l'éducation ou contre l'Éducation nationale ? Brève généalogie d'une occasion manquée », *op. cit.*

¹⁷⁰ Philippe Masson, « Premières réceptions et diffusions des Héritiers (1964-1973) », dans *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°13, 2005, p. 69-98. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-histoire-des-sciences-humaines-2005-2-page-69.htm?contenu=article> >. Consulté en juin 2020.

¹⁷¹ À ce sujet, voir notamment Youenn Michel, « Mai 69 et l'enseignement : mise en place historique », dans *Les sciences de l'éducation – Pour l'Ère nouvelle*, vol 41, 2008, p. 13-25. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-les-sciences-de-l-education-pour-l-ere-nouvelle-2008-3-page13.htm?contenu=article> >. Consulté en juin 2020.

¹⁷² Évelyne Cohen, « L'ombre portée de Mai 68 en politique : Démocratie et participation », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 98, 2008, p. 19-28. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-2-page-19.htm> >. Consulté en juin 2020.

¹⁷³ Georges Pompidou cité dans Évelyne Cohen, « L'ombre portée de Mai 68 en politique : Démocratie et participation », *op. cit.*

Étroitement lié au projet socialiste, l'enjeu culturel est une priorité pour François Mitterrand qui, outre les grands travaux qu'il entreprend [...], double le budget alloué à la culture. Ces nouveaux moyens s'accompagnent d'une nouvelle philosophie pour le ministère. Celle-ci, qualifiée par certains de "*vitalisme culturel*" [...] en raison d'une approche de l'art centrée sur l'innovation, la création et le pluralisme culturel, s'oppose à la conception universaliste et édifiante défendue vingt ans plus tôt par André Malraux. Il s'agit désormais d'élargir le domaine couvert par l'intervention culturelle publique aux pratiques amateurs, aux genres dits "mineurs" et aux industries culturelles, au détriment des actions visant à étendre l'accès à la culture dite légitime. La "*politique symbolique*" [...] du ministère tente ainsi de faire accéder un grand nombre de pratiques à la légitimité artistique et culturelle, voire sociale [...].¹⁷⁴

De la démocratisation culturelle promue par Malraux en 1959, où l'État peut dicter sa vision de la culture à l'ensemble de sa population et de son territoire, la France arrive à la démocratie de la culture avec les événements de Mai 68 qui marqueront la revalorisation de l'animation culturelle impulsée par Francis Jeanson, provoquant ainsi une seconde rupture avec la pensée malrucienne. Selon les auteurs du texte *Les politiques culturelles : évolution et enjeux actuels* : « Cette modalité de l'action culturelle, assez éloignée de celle promue par Malraux, est rétive à toute institutionnalisation de la culture et érige chaque individu en créateur, s'établissant comme une instance de politisation plutôt que comme une fin en soi. La filiation semble évidente entre le "tout politique" de Mai 68 et le "tout culturel" des années 1980, fruits d'une même critique faite à Malraux » écrivent-ils¹⁷⁵. Fait intéressant : ces derniers reviennent sur la notion de « gauchisme culturel » présentée par Loyer et qui émerge, au dire de la professeure française, avec le *Manifeste de Villeurbanne* en 1968 comme on a déjà pu le voir. Or, certaines choses méritent d'être réexaminées pour la suite de notre recherche, en commençant par l'héritage de cette critique gauchiste de l'action culturelle qui se caractérise avant tout par « le décroisement, le déplacement des frontières entre l'art et le

¹⁷⁴ La suite du paragraphe est intéressante à noter ici. Il s'agit du décret du 10 mai 1982 relatif à l'organisation du Ministère de la Culture. « Le ministère chargé de la Culture a pour mission : de permettre à tous les Français de cultiver leur capacité d'inventer et de créer, d'exprimer librement leurs talents et de recevoir la formation artistique de leur choix ; de préserver le patrimoine culturel national, régional ou des divers groupes sociaux pour le profit commun de la collectivité tout entière ; de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit et de leur donner la plus vaste audience ; de contribuer au rayonnement de la culture et de l'art français dans le libre dialogue des cultures du monde. » Quentin Fondu et Margaux Vermerie, « Les politiques culturelles : évolution et enjeux actuels », dans *Informations sociales*, n° 190, p. 57-63. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2015-4-page-57.htm#> >. Consulté en juin 2020.

¹⁷⁵ *Ibid.*

politique », ou dit autrement qu'il devient impensable d'évoquer la culture sans parler politique après Mai 1968¹⁷⁶. À titre d'exemple, l'auteure cite le rapport de la commission du Sixième Plan (1971-1975) dans lequel on peut notamment y lire les « inquiétudes d'humanistes conservateurs ou de chrétiens de gauche pour qui la croissance économique et l'évolution des sociétés industrielles mettent en péril la cohérence sociale et la quête du sens que, seule, la culture est à même de restaurer. »¹⁷⁷ Considérée comme une « mise en communication » (ou une médiation) qui peut à la fois réveiller les consciences et mobiliser la population, la culture devient donc une « entreprise de politisation » au lendemain de Mai 68 en France comme on l'a précédemment dit. Or, lorsqu'on regarde à la vision politique de Lapalme et de Laporte au début des années 1960, force est de reconnaître que tant cette politisation de la culture que l'idée d'une « culturalisation » de la politique sont déjà présentes dans le paysage culturel du pays; ce que tend à confirmer l'entrée en matière du professeur français Jean Caune lors de sa présentation sur la médiation culturelle au CELAT – Centre de recherche Cultures-Arts-Sociétés en octobre 2014¹⁷⁸. Enfin bref, pour revenir au texte de Loyer, celui-ci est on ne peut plus intéressant pour notre recherche puisque l'auteure traite d'un point de vue français une question pourtant universelle et contemporaine, à savoir la « crise du politique » ou de la démocratie¹⁷⁹ qui se particularise, dans ce cas-ci, par le fait de ramener le politique sur le culturel à défaut de pouvoir apporter de réels changements dans la vie des citoyens. À cet égard, le passage suivant nous permettra de revenir dès maintenant à la situation québécoise, et ce, pour le reste du travail :

Au milieu des années 1970, l'agonie du gauchisme dans ses formes dures explique la séduction opérée par l'animation culturelle sur nombre de militants politiques qui vont y trouver l'occasion et les motivations profondes pour recycler dans le travail associatif du militant culturel l'idéal du changement qu'ils ne peuvent plus investir dans un militantisme politique réduit à l'impasse. Pour Jean Caune, ce transfert d'énergie révolutionnaire du politique sur le culturel serait même un des éléments expli-

¹⁷⁶ Emmanuelle Loyer, « 1968, L'an I du tout culturel ? », *op. cit.*, p. 102.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 105.

¹⁷⁸ Pour Caune, les inventions techniques théâtrales de même que la mise en place d'expériences pédagogiques et télévisuelles, au Québec, avaient une certaine avance sur l'université française au début des années 1970. CELAT, « La médiation culturelle : outil de politique culturelle », dans *YouTube*, 22 octobre 2014, vers 1 min. En ligne. < <https://www.youtube.com/watch?v=zejoHL3IY2Q> >. Consulté en juin 2020.

¹⁷⁹ À ce sujet, voir Marie-Anne Cohendet, « Une crise de la représentation politique ? », dans *Cités*, n° 18, 2004, p. 41-61. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-cites-2004-2-page-41.htm?contenu=article> >. Consulté en juin 2020.

quant la non-déflagration en France d'un terrorisme gauchiste qui a éclaté ailleurs.¹⁸⁰

Si Caune fait référence aux cas de l'Allemagne et de l'Italie dans cet extrait, il semble néanmoins possible de faire un lien ici avec celui du Québec et du Front de libération du Québec (FLQ) actif de 1963 à 1972 sur le territoire québécois et davantage associé à un « épiphénomène ou une manifestation sous-jacente des bouleversements sociaux, politiques et culturels qui ont secoué le Québec contemporain » qu'à du terrorisme¹⁸¹. De fait, étroitement lié à la question nationale et au socialisme, le mouvement révolutionnaire est notamment connu pour avoir été à l'origine de la « Crise d'Octobre » de 1970 ayant mené à la mise en place de la *Loi sur les mesures de guerre*. Celle-ci avait notamment pour but de réagir contre les enlèvements opérés par le Front de libération du Québec du délégué commercial britannique James Cross et du ministre du Travail de l'époque, Pierre Laporte, qui en succombera d'ailleurs sept jours plus tard. Ancrée dans la mémoire collective des Québécois, la Crise d'Octobre marquera l'imaginaire en ce qui a trait au pouvoir excessif que peut se donner l'État d'une part, et de l'autre, par le nombre élevé d'arrestations non fondées¹⁸². Or, le mouvement souverainiste ne choisit pas que la voie clandestine dans la seconde moitié du XX^e siècle. En 1968 est fondé le Parti Québécois, avec à sa tête le charismatique René Lévesque (1968-1985), un ancien ministre pourtant influent sous le gouvernement libéral de Jean Lesage :

À la fin des années 1960, une partie des leaders du Parti libéral du Québec considère que les réformes entreprises, tout en allant dans la bonne direction, ont rempli leur rôle et qu'il est temps de ralentir le rythme. Pour d'autres au contraire, comme René Lévesque, il convient de pousser plus en avant la transformation du Québec en poursuivant la réforme de l'État et des institutions québécoises. La divergence quant au rythme des réformes se transforme bientôt en division avec le départ de René Lévesque du Parti libéral et d'un bon nombre de militants et de soutiens, notamment au sein du monde syndical et des diverses organisations nationalistes. Les

¹⁸⁰ Emmanuelle Loyer, « 1968, L'an I du tout culturel ? », *op. cit.*, p. 106.

¹⁸¹ À ce sujet, voir Philippe Côté-Martine, « L'historiographie québécoise et le terrorisme : une historicité à définir pour un objet encore fuyant », dans *Politique et Sociétés*, vol 35 n° 2-3, 2016, p. 195-214. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/ps/2016-v35-n2-3-ps02590/1037015ar/> >. Consulté en juin 2020.

¹⁸² Selon Guy Lachapelle, professeur en science politique à l'Université Concordia, 497 personnes seront emprisonnées en octobre 1970, dont 87,5 % seront libérées sans aucune accusation. Aussi, des 62 personnes accusées, 44 seront acquittées ou bénéficieront d'une ordonnance générale de *nolle prosequi*, c'est-à-dire un non-lieu à poursuivre. Voir Guy Lachapelle, « La crise d'Octobre... quarante ans plus tard », dans *Recherches sociographiques*, vol 52 n°2, 2011, p. 379-391. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/rs/2011-v52-n2-rs5003182/1005685ar/> >. Consulté en juin 2020.

nationalistes semblent alors rompre les amarres avec les partis traditionnels, comme pour mieux redéfinir, au sein même d'une mouvance nationaliste encore très constellaire et éparpillée, une organisation politique à même de structurer et de rassembler autour d'un leader, René Lévesque.

Dans le camp nationaliste canadien-français, le développement dans les années 1960 du rôle de l'État québécois a profondément marqué les esprits. Le repli sur soi a cédé la place à l'affirmation du Québec, étatique d'abord, nationale ensuite. Face aux menaces d'assimilation linguistique qui hantent alors plusieurs esprits et qui animent les manifestations plus ou moins pacifiques, le camp nationaliste canadien-français, gagné peu à peu par l'arrivée de jeunes nationalistes québécois plus contestataires, se divise lui aussi entre ceux qui prônent clairement la nécessité d'une indépendance du Québec, qui se retrouvent en général dans de nouveaux mouvements comme le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) ou le Ralliement national (RN), et ceux qui souhaitent plutôt le maintien du Québec au sein de la fédération en tant que garante et protectrice du fait français au Canada.¹⁸³

Tiré du texte *Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec* coécrit par les professeurs en science politique Pascale Dufour et Christophe Traisnel, le passage met en lumière un élément important pour comprendre le contexte sociopolitique dans lequel émerge la nouvelle muséologie au Québec : le souverainisme. Pour Dufour et Traisnel, force est de reconnaître que le Parti Québécois a réussi à incarner à la fois la tête et le cœur de la mouvance souverainiste pendant près de quarante ans au Québec et ce, malgré la fondation d'autres mouvements protestataires au long des décennies 70 et 80. De fait, il faut voir dans le mouvement souverainiste québécois un mouvement social comme nous le disaient plus haut Béland et Lecours. Ce qui en fait sa singularité relativement à d'autres mouvements sociaux mondiaux tient toutefois à son aspect nationaliste et à « la présence de deux partis politiques en son sein » ajoutent pour leur part Traisnel et Dufour avant de préciser que si la littérature sur les mouvements sociaux a longtemps écarté la dimension protestataire du nationalisme, c'est désormais l'inclusion des partis politiques dans l'étude des mouvements sociaux qui fait débat¹⁸⁴. Perçu comme un

¹⁸³ Pascale Dufour et Christophe Traisnel, « Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec », dans *Politique et Sociétés*, vol 28 n° 1, 2009, p. 45. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/ps/2009-v28-n1-ps2957/001724ar.pdf> >. Consulté en juin 2020.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 41. Plusieurs raisons expliquent normalement l'exclusion des partis politiques des mouvements sociaux selon Traisnel et Dufour : les derniers ne recherchent pas « l'exercice direct du pouvoir politique » contrairement aux premiers (1); les mouvements sociaux sont généralement considérés

« terrain d'entente » par de nombreux analystes politiques, le Parti Québécois atteint ce à quoi ambitionnait Lapalme pour le Parti Libéral : devenir un instrument de changements pour la société québécoise¹⁸⁵. Mais que partagent les souverainistes pouvant se réunir au sein d'un même parti politique ? Trois choses selon Traisnel et Dufour : d'abord la contestation de l'État fédéral; ensuite un projet politique –la souveraineté– élaboré autour de l'affirmation nationale et de l'indépendance de la province; et enfin la social-démocratie, sujet sur lequel on doit toucher deux mots à présent. Développé plus tardivement qu'en France¹⁸⁶, le modèle d'État-providence québécois apparaît au « moment même où les mouvements communautaires revendiqu[ent] une autonomie face à l'ingérence croissante de l'État »¹⁸⁷ poursuivent les deux politologues. Dans ce cas-ci, ce sont donc les initiatives populaires d'acteurs locaux et apolitiques qui sont à l'origine des innovations politiques des années 1970 au Québec puisque intégrées, par la suite, au modèle de gouvernance de l'État québécois précisent Traisnel et Dufour :

Ce caractère concerté des relations État-société dans la prise de décision politique et l'inclusion des acteurs communautaires dans la prestation de services publics, accompagné d'une reconnaissance formelle de la place et du rôle des groupes sociaux comme acteurs centraux de la défense collective des droits des citoyens, fondent la marque de commerce du Québec en matière d'intervention publique et constituent un des axes majeurs de la construction d'une identité collective du mouvement souverainiste. Une telle dynamique de "coopération-conflictuelle" n'est pourtant pas l'apanage du PQ et constitue davantage un accord, historiquement construit, sur la forme de l'intervention publique entre les nationalistes du Québec, souverainistes ou non. Par ailleurs, ce lien étroit entre souverainisme et social-démocratie est de plus en plus remis en cause par un courant indépendantiste et conservateur, qui ne voit dans la défense de la social-démocratie qu'un choix idéologique limitant singulièrement les capacités du mouvement à mobiliser la population autour du fondamental, à savoir l'indépendance de la nation québécoise.¹⁸⁸

comme des perturbateurs de l'ordre social alors que les partis politiques incarnent l'inverse, soit la régulation et la reproduction de l'ordre social (2); enfin, si les mouvements sociaux utilisent « l'arène » des conflits sociaux pour exercer leur action politique, les partis politiques privilégient quant à eux l'arène électorale (3).

¹⁸⁵ À ce sujet, voir Fernand Harvey, « Georges-Émile Lapalme et la politique culturelle du Québec : genèse, projet et désillusion », *op. cit.*, p. 15.

¹⁸⁶ Selon Traisnel et Dufour, le modèle français d'État-providence aurait été développé au sortir de la Deuxième Guerre mondiale « dans un contexte de besoins sociaux criant ». Voir Pascale Dufour et Christophe Traisnel, « Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec », *op. cit.*, p. 48.

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 49.

Pour faire la synthèse des choses dites, bien qu'on associe le Parti Québécois au mouvement souverainiste et, par le fait même, à l'État-providence durant les décennies 70 à 90, celui-ci est davantage un instrument qu'un acteur social –ou du moins comme le définit Gérard Bouchard dans son ouvrage *Raison et déraison du mythe : Au cœur des imaginaires collectifs*¹⁸⁹ –, en ce sens que dès que la formation politique s'éloigne des thématiques sociales-démocrates, le mouvement souverainiste en subi les contrecoups postulent Traisnel et Dufour; un fait que corroboraient également plus haut Bouchard, Béland et Lecours. Cependant, les premiers apportent une précision intéressante pour la suite de notre recherche, soit que le mouvement souverainiste n'est pas « mort » en conséquence du changement d'orientation du Parti Québécois au début de la décennie 90, qu'il s'agit plus en fait de la fin d'un monopole que reprend peu à peu un nouveau parti politique provincial, à savoir Québec solidaire, « qui se définit comme [étant] de gauche, écologiste, féministe, souverainiste, altermondialiste »¹⁹⁰, ce qui fait dire aux deux professeurs que « [d]ans cette perspective, l'émergence de Québec solidaire exprime bien la volonté d'une partie des militants du mouvement souverainiste de se réapproprier le projet social du Québec, en dehors du PQ, mais sans remettre en cause la souveraineté comme "moyen en vue d'atteindre le bien-commun" »¹⁹¹. Ce n'est pas tout. Pour Traisnel et Dufour, la popularité du concept de libre-échange au sein du PQ lors de ses années au pouvoir au début 2000 va amener les acteurs sociaux québécois à repenser leur allégeance au mouvement souverainiste en privilégiant de plus en plus la voie altermondialiste comme vecteur de changement pour la société :

De plus en plus clairement, les syndicats québécois et les principaux mouvements sociaux du Québec vont rejoindre l'option altermondialiste, rejetant la forme néolibérale des traités en négociation et posant l'impératif de solidarité avant celui du statut politique du Québec. Cette inflexion des partenaires pour la souveraineté s'accompagne du développement d'une critique altermondialiste au sein même des soutiens les plus traditionnels du Parti québécois (MNQ [Mouvement national des Québécois], notamment) et jusqu'au gouvernement : "je suis altermondialiste", proclame par exemple en 2003 l'ancienne ministre péquiste des Relations internationales, Louise Beaudoin.¹⁹²

¹⁸⁹ Gérard Bouchard, « Les acteurs sociaux », dans *Raison et déraison du mythe : Au cœur des imaginaires collectifs*, Montréal, Boréal, 2014, p. 119.

¹⁹⁰ Pascale Dufour et Christophe Traisnel, « Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec », *op. cit.*, p. 58.

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² *Ibid.*, p. 59. La référence à Louise Beaudoin est intéressante, car celle-ci aurait participé de près à la tentative d'adhésion du Parti Québécois à l'internationale socialiste dans le courant des années 1970 à 1980. À ce sujet, l'article suivant permet de saisir on ne peut mieux le rapport ambigu qu'entretenait le

On comprend donc mieux pourquoi certains auteurs, comme Raymond De La Rocha-Mille et Mario Moutinho, associent le mouvement indépendantiste au commencement de la nouvelle muséologie au Québec¹⁹³. Et dans cette optique, le concept d'altermuséologie développé par Pierre Mayrand en 2007 semble lui aussi solidaire au mouvement souverainiste québécois comme on l'envisagera, au reste, plus bas dans le texte.

Arrêtons momentanément les anachronismes ici pour revenir à notre thèse initiale : à savoir que la nouvelle muséologie s'inscrit à tous les égards, au Québec, dans l'imaginaire collectif de la Révolution tranquille. Si le Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM) apparaît seulement à partir des années 1980, c'est en premier lieu parce que le terme « nouvelle muséologie » se pointe dans le milieu de la muséologie et des professionnels de musées au commencement de cette même décennie pour « résumer tout le mouvement de rénovation qui avait pris naissance une douzaine d'années plus tôt » nous disait plus haut Desvallées. Or lorsqu'on y réfléchit, ce *mouvement de rénovation* correspond ni plus ni moins au début d'une démocratie culturelle amorcé comme suite aux événements de Mai 68 en France, pour se concrétiser réellement qu'avec la vision culturelle de Jack Lang au début de la décennie 80. D'un point de vue québécois maintenant, on pourrait également attribuer au Livre blanc sur *La politique québécoise sur le développement culturel* de Camille Laurin, en 1978, la paternité de cette démocratie culturelle comme on le verra prochainement. Toutefois, il faudrait faire fi des visées culturelles de Lapalme et Laporte qui, bien que non réalisées concrètement, témoignaient déjà de cette réalité du « tout culturel » au début des années 1960. De fait, en associant la culture aux valeurs canadiennes-françaises dans un premier temps, puis au fait français dans un second –soit dès la première moitié du

Parti Québécois relativement aux notions de social-démocratie et de décolonisation, voir Philippe Poulin, « La tentative d'adhésion du Parti québécois à l'internationale socialiste », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 6 n°3 Genèse et historique du gouvernement responsable au Canada : 1848-1998, automne 1998, p. 84-106. En ligne. < https://www.erudit.org/en/journals/bhp/1998-v6-n3-bhp04835/106367_1ar.pdf >. Consulté en juin 2020. En ce qui a trait à la décolonisation du Québec, les textes suivants jettent différents regards sur la question : Papa Dramé et Magali Deleuze, « Les idées phares du processus de décolonisation et le Québec », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 15 n° 1 Sexualité et politique, automne 2006, p. 109-129. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/bhp/2006-v15-n1-bhp04290/1056090ar.pdf> >. Consulté en juin 2020; Christian Morissonneau et Maurice Asselin, « La colonisation au Québec : une décolonisation manquée », dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol 24 n°61 La problématique géopolitique du Québec, 1980, p. 145-156. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/cgq/1980-v24-n61-cgq2634/021465ar.pdf> >. Consulté en juin 2020; Jacques Berque, « Les révoltés du Québec », dans *Parti Pris*, n°3, décembre 1963, p. 48-51. En ligne. < <http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2314784> >. Consulté en juin 2020.

¹⁹³ Raymond De La Rocha-Mille, « Un regard d'ailleurs sur la muséologie communautaire », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André Desvallées), 2000, p. 163. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1160 >. Consulté en octobre 2019.

XX^e siècle–, celle-ci ne pouvait que devenir éclectique. Tous les deux influencés par la pensée de Lionel Groulx avant leur entrée en politique au milieu des années 1940 pour l’un, et à la fin de celle 1961 pour l’autre, il ne fait aucun doute que Lapalme et Laporte ont fait de la langue française le point central de leur vision culturelle lors de leur passage respectif au Ministère des Affaires culturelles dans le courant des années 1960; tout d’abord en développant d’étroites relations avec leurs homologues français –des alliés naturels– en matière de culture et d’éducation¹⁹⁴; et puis en confectionnant une première politique culturelle pour la province. Et à cet effet, les propositions formulées par les auteurs du Livre blanc confirment bien de cette nouvelle conception du rôle de la culture et de l’État au sein de la sphère politique québécoise.

Quoique les recommandations du Livre blanc soient nombreuses et variées, seules celles touchant au « Chapitre XVI : Conservation et diffusion de la culture » nous importeront pour la suite de notre recherche, c’est-à-dire tout ce qui porte sur les centres culturels régionaux, les musées, les bibliothèques publiques ainsi que le patrimoine et l’archéologie. Et force est de constater que la vision des auteurs du document s’inscrit à mi-chemin entre celle de la Survivance et de la Révolution tranquille relativement à la conception de la culture, ou du moins comme il nous sera possible de le voir dans les prochaines lignes. Commençons donc avec les musées nationaux, soit le Musée du Québec et celui d’art contemporain, qui se doivent, par définition : « [d’]encourager, stimuler et mettre au défi les artistes du moment en leur proposant, sans le moindre académisme, les normes d’art les plus sévères. Expositions, bourses, récompenses et achats d’œuvres d’art sont les principaux moyens d’une intervention de l’État respectueuse de toutes les initiatives individuelles et de liberté créatrice [note les auteurs du Livre blanc]. »¹⁹⁵ La création d’un Musée de l’Homme est également proposée par les auteurs du document, attendu que celui-ci « permettrait de mettre en valeur diverses collections existantes à caractère archéologique et ethnologique comme, par exemple, le mobilier et les objets traditionnels du Canada français ainsi que divers objets et témoignages issus des groupes ethniques »¹⁹⁶. Du coup, la mise en place d’un réseau de

¹⁹⁴ Voir notamment l’Encyclopédie canadienne, *Relations France-Québec*, 5 février 2014. En ligne. < <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/relations-france-quebec> >. Consulté en juin 2020.

¹⁹⁵ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, « Livre blanc – Pierre Laporte », *op. cit.*, p. 157.

¹⁹⁶ Fernand Harvey, « le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », *op. cit.* p. 88. La définition que proposent les auteurs du Livre blanc d’un Musée de l’Homme est pour le moins intéressante ici : « Le but fondamental d’un Musée de l’Homme est de recueillir, de grouper et de conserver pour les montrer au public, et pour fins d’étude, les pièces d’usage courant, les objets traditionnels des groupes ethniques. Un Musée de l’Homme doit être complété par une bibliothèque, par une discothèque, par une photothèque et il doit comporter un centre de recherches ethnologiques. La nécessité de créer un Musée de l’Homme découle, d’une part, de l’intérêt qu’il y a pour un État comme le Québec à avoir un Musée qui accueille les manifestations, les réalités et les témoignages du

musées régionaux inspirés par les *volkmuseet* scandinaves, « c'est-à-dire des musées de plein air qui regroupent des ensembles d'habitations et leurs dépendances dans leur cadre naturel, comme l'expérience en est amorcée au village de Jacques-de-Chambly, près de Montréal »¹⁹⁷, est vu d'un (très) bon œil par les auteurs du Livre blanc :

Il est reconnu que la principale fonction des musées est de sauvegarder le patrimoine culturel d'une nation. Toutefois, à notre époque, on leur attribue aussi une fonction plus dynamique : l'éducation; on leur demande de contribuer de plusieurs façons à l'expansion d'une culture. Dans certains pays comme la Russie, la Hongrie, la Hollande, et même le Mexique, le musée régional tient précisément un rôle qu'on peut envisager de confier, entre plusieurs autres fonctions qui leur seraient imparties, aux futurs centres culturels ou maisons de la culture. Dans ces musées régionaux organisés selon un plan directeur, on pourrait trouver, d'ici quelques années, des collections variées et précieuses : entre autres, des collections d'art populaire, des expositions relatives à l'histoire ou à l'histoire naturelle, de même que des collections très spécialisées sur chaque région. Le musée régional favoriserait le maintien de précieuses traditions locales.

Le musée régional pourra donc, en principe, s'intégrer à un centre culturel, mais il est souhaitable que, dans certains cas, l'on utilise une maison ancienne, ce qui contribuerait à assurer la conservation des demeures historiques ailleurs qu'à Montréal et à Québec. De même que pour les maisons de la culture, le Ministère sera appelé à fournir à ces différents musées des animateurs qui auront à prévoir et à développer une activité particulièrement adaptée aux besoins de chacune des régions. Il y aura lieu également de faire l'inventaire des collections plus ou moins importantes que l'on trouve actuellement dans les petits musées, un peu partout au Québec. Il conviendra de faire connaître ces collections et de récupérer certaines richesses ignorées. De même pourra-t-on recueillir les chants, les légendes, les contes et les coutumes en voie de disparition en les enregistrant ou en les filmant.

goût populaire conservés dans les divers groupes ethniques; et d'autre part de l'urgence de constituer des collections dans des régions qui sont en voie d'évolution rapide, comme c'est toujours le cas dans les villes. Il y aurait intérêt, alors que d'admirables collections d'art indien ou esquimau se constituent hors des frontières, qu'un Musée québécois soit le dépositaire de ces témoignages humains. » Voir Bibliothèque et Archives nationales du Québec, « Livre blanc – Pierre Laporte », *op. cit.*, p. 162-163.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 163. Notons par ailleurs que si le village Jacques-de-Chambly témoigne effectivement des mesures mises en place à l'époque pour protéger les édifices anciens, celui-ci devra néanmoins fermer en 1967, faute de visiteurs. À ce sujet, voir Ministère de la Culture et des Communications, « Société du village historique Jacques-de-Chambly », dans *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, 2013. En ligne. < <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=8290&type=pge#.XsvlzKN7Su7> >. Consulté en mai 2020.

Une législation bien conçue et consciencieusement appliquée, une bonne organisation technique et des moyens financiers appropriés sont à eux seuls insuffisants pour une politique de récupération, de conservation et de diffusion du patrimoine culturel québécois. La préservation des sites et des monuments historiques ainsi que des arts traditionnels n'est vraiment assurée qu'à partir du jour où les citoyens, prenant conscience eux aussi de la qualité de tel ou tel monument et de la perte irréparable que constituerait sa disparition, unissent leurs efforts pour en faciliter la conservation. Il importe donc que le ministère des Affaires culturelles éclaire à cet égard la population. C'est aujourd'hui chose facile grâce au cinéma, à la télévision, à la publication d'ouvrages, d'albums, de brochures, etc. Il faut que l'on se préoccupe de former des muséologues, du personnel de musées et des spécialistes en matière d'art. Cette nécessité devient urgente si l'on considère l'évolution de la façon de vivre au XXe siècle. Le ministère doit donc maintenant envisager la formation d'équipes spécialisées chargées de la récupération et de la coordination des manifestations de la culture traditionnelle dans le Québec.¹⁹⁸

Rapidement, on pourrait conclure que c'est ainsi qu'émergent, au Québec, ce que l'on regroupe sous l'appellation « nouvelle muséologie » depuis le début des années 1980 avec les écrits et actions abordés précédemment de Desvallées, Rivière et Varine pour ne nommer que ceux-là, c'est-à-dire la volonté de rapprocher musées et citoyens d'un côté, et célébrer la vie quotidienne de même que la culture populaire de l'autre. Enfin bref, il est intéressant de constater ici que ce n'est pas la pensée française qui fascine les auteurs du Livre blanc, mais bien la muséologie des pays nordiques ainsi que ceux de l'Europe de l'Est qui connaîtra un nouvel essor sur la scène internationale au début des années 1970 avec le développement de l'écomuséologie¹⁹⁹. Ce qui attire le regard des rédacteurs du Livre blanc, en France, c'est avant tout le concept des maisons de la culture instauré par Malraux quelques années plus tôt, et que l'on souhaiterait adopter aux particularités du territoire québécois comme le souligne Harvey dans son article :

Ces institutions polyvalentes implantées en région abriteraient une bibliothèque, un musée, des salles destinées au cinéma de répertoire, au théâtre

¹⁹⁸ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, « Livre blanc – Pierre Laporte », *op. cit.*, p. 166-168.

¹⁹⁹ Voir notamment Marc Maure, « Nation, paysan et musée : La naissance des musées d'ethnographie dans les pays scandinaves (1870-1904) », dans *Terrain*, n°20 : La mort, mars 1993, p. 147-157. En ligne. < <https://journals.openedition.org/terrain/3065> >. Consulté en mai 2020; *Id.*, « À la recherche de l'écomusée : la connexion scandinave », dans *Publics & Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité (sous la direction d'André Desvallées), 2000, p. 184-196. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1326 >. Consulté en mai 2020.

et aux concerts. On y voyait là "l'une des façons les plus efficaces d'accélérer la déconcentration artistique" et de développer des lieux d'échanges intellectuels et artistiques, y compris en ce qui concerne les loisirs culturels et les pratiques amateurs, cela en donnant d'abord la priorité aux régions les plus éloignées. Le plan de mise en œuvre de ce réseau veut profiter de la loi du Centenaire de la Confédération qui accorde d'importantes subventions pour la construction de salles de spectacles.²⁰⁰

Or, si les idées du Livre blanc ne se matérialisent pas en raison de la défaite du Parti Libéral aux élections générales de juin 1966, celles-ci prendront néanmoins d'autres formes. Ainsi, d'après Harvey : « Le rêve de centres culturels polyvalents et intégrés aura plutôt fait place, au fil des ans, à des équipements culturels distincts dans les petites et moyennes villes du Québec, tels musées, sites patrimoniaux, centres d'exposition, salles de concert, bibliothèques publiques, etc. »²⁰¹ Voir même les écomusées...

* * *

Alors, pourquoi discute-t-on du Livre blanc de Laporte si celui-ci a été tabletté ? À cette question, Harvey fournit quelques pistes de réponses intéressantes pour nous. En premier lieu, la portée historique du document qui témoigne non seulement du climat sociopolitique du milieu des années 1960, mais aussi d'une première initiative dans la définition d'une politique culturelle pour la province du Québec. Une autre réponse se rapporte également au Livre vert de L'Allier, qui y renvoie le lecteur en première partie²⁰², de même que Livre blanc de Camille Laurin qui s'en inspirera près de vingt ans plus tard²⁰³. Et pour comprendre, il nous faut revenir sur le principe de « souveraineté culturelle » proposé par le gouvernement libéral de Robert Bourassa dans la première moitié des années 1970; une décennie politique notamment marquée au Canada par la formule de rapatriement de la Constitution (alors toujours conservée à Londres), ainsi que le refus du gouvernement fédéral d'accorder le partage des pouvoirs réclamés par le Québec en matière sociale²⁰⁴. Enfin bref, si la notion de souveraineté culturelle est annoncée publiquement dans un discours du premier ministre en février 1971, celle-ci ne reprend de l'importance qu'au moment des élections générales de 1973, soit quand

²⁰⁰ Fernand Harvey, « le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », *op. cit.*, p. 83 et 88.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 89.

²⁰² *Ibid.*, p. 75.

²⁰³ *Ibid.*, p. 94-96.

²⁰⁴ À ce sujet, voir Gil Rémillard, « Historique du rapatriement », dans *Les Cahiers de droit*, vol 25 n°1 *La Loi constitutionnelle de 1982 : un premier bilan*, 1984, p. 15-97 (et notamment 46-58). En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/cd1/1984-v25-n1-cd3758/042586ar.pdf> >. Consulté en mai 2020.

le Parti libéral décide d'en faire un slogan électoral et d'en insérer la définition à son programme politique, mais tout en conservant une certaine ambiguïté selon Harvey :

"l'idée de souveraineté culturelle exprime précisément le degré de liberté d'action nécessaire au Québec à l'intérieur du Canada pour se doter, sur le plan interne et externe, des politiques nécessaires à la sauvegarde et au développement de la langue et de la culture françaises". Habile stratège politique, Bourassa est toujours demeuré vague sur ce "degré de liberté d'action nécessaire", sans doute pour ne pas s'exposer à un échec dans ses négociations avec Ottawa et pour ne pas indisposer l'aile ultra-fédéraliste de son parti.²⁰⁵

Car on aura compris que tension il y a entre, d'un côté, le gouvernement provincial et les néonationalistes, et puis de l'autre, le gouvernement fédéral alors en pleine *French power*; une époque marquée par l'arrivée des « trois colombes » sur la scène fédérale, c'est-à-dire Jean Marchand, Gérard Pelletier et Pierre Elliott Trudeau, dont leur point commun est d'avoir été tous les trois rédacteurs à la revue *Cité Libre* avant leur entrée officielle à la Chambre des communes du Canada en novembre 1965²⁰⁶. La remarque

²⁰⁵ L'évolution de la notion de souveraineté culturelle est intéressante à analyser. En 1971, Bourassa affirme qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour le Québec et que cet objectif « sera atteint, selon lui, soit par des garanties spécifiques de la constitution, soit par la récupération de tous les pouvoirs culturels par le gouvernement du Québec. » Quelques mois plus tard, à la suite de l'échec de la *Charte de Victoria*, la pensée de Bourassa semble se préciser lorsqu'il déclare « Dans la mesure où la nouvelle constitution du Canada peut engager son avenir, et de là son identité, le Québec est déterminé à ce qu'il lui soit clairement reconnu le droit et les moyens de traduire dans les faits la responsabilité qu'il a à l'égard de la culture de l'immense majorité de sa population » avant d'ajouter que la culture ne se borne pas qu'à la langue, mais bien à « l'ensemble des activités humaines, le travail, le loisir, la famille, les institutions politiques, économiques et sociales. » Et puis arrive la définition ambiguë de 1973... Robert Bourassa et « Un nouveau programme d'action, programme électoral du Parti libéral du Québec » cités dans Fernand Harvey, « Le gouvernement de Robert Bourassa et la culture, 1970-1976. 1^{re} partie : la souveraineté culturelle », dans *Les Cahiers des Dix*, n°72 : Explorer la mémoire et l'histoire, 2018, p. 302, 303 et 304. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/cdd/2018-n72-cdd0433/1056419ar.pdf> >. Consulté en mai 2020.

²⁰⁶ Dominé par l'anglais – « Il est vrai qu'Ottawa était très anglais à l'époque. On pouvait à peine parler français une minute par jour. Les notes de service entre collègue francophones s'envoyaient en anglais » affirmera Trudeau dans un ouvrage publié à son sujet –, l'arrivée de ce trio sur la scène fédérale avait notamment comme objectif « d'établir que les Canadiens français pouvaient être "chez eux" hors du territoire québécois ». À ce sujet, voir Archives de Radio-Canada, « Les "colombes" s'envolent vers Ottawa », dans *Radio-Canada*, s. d. En ligne. < <http://archives.radio-canada.ca/sports/national/clips/13369/> >. Consulté en mai 2020; À rebours avec André Martineau, « Trudeau, Marchand, Pelletier : les trois colombes s'envolent vers Ottawa », dans *Radio-Canada*, 10 septembre 2013. En ligne. < http://ici.radio-canada.ca/emissions/a_rebours/2013-2014/chronique.asp?idChronique=311220 >. Consulté en mai 2020. À propos de la publication *Cité Libre*, celle-ci est définie par la BANQ comme étant « la revue d'idées québécoise la plus connue des années 1950. Ses auteurs alimentent la réflexion sur les moyens de changer le monde politique pour accélérer le progrès économique, social, intellectuel et

la plus virulente concernant la notion de souveraineté culturelle ne vient toutefois pas de ce dernier groupe selon Harvey, mais plutôt du politologue Léon Dion qui, en août 1973, déclare devant des militants libéraux : « il faut partir d'un constat cruel, mais obligé : ce n'est pas de Québec, mais d'Ottawa que, pour l'ensemble, sont venues les grandes innovations qui ont permis au Québec de se mettre au diapason des nations modernes »²⁰⁷. Et ces innovations sont notables au dire d'Harvey : le Conseil des Arts du Canada, la Société Radio-Canada, l'Office national du film ou l'adoption de la *Loi sur les musées nationaux* au tournant des années 1970²⁰⁸, toutes sous la juridiction du Ministère du Secrétariat d'État à partir de 1963, et plus précisément sous la responsabilité de son titulaire Gérard Pelletier qui, entre 1968 et 1972, puis avec le soutien du premier ministre Trudeau, donnera le ton en matière de culture et de communication à l'échelle du pays, attendu que pour ce dernier : « aucune doctrine constitutionnelle ne pouvait affirmer que la culture était du domaine exclusif des provinces; d'autant plus que le Conseil privé de Londres avait confirmé la juridiction exclusive du gouvernement fédéral en matière de radiodiffusion après avoir rejeté les prétentions du Québec et de l'Ontario à cet égard en 1932 »²⁰⁹. Et à cette lutte de pouvoirs vient s'ajouter un troisième groupe au début de 1975 rassemblant, cette fois-ci, citoyens et nationalistes dits de « gauches » au cœur d'un même événement : le « Tribunal de la culture ».

* * *

spirituel du Québec. *Cité Libre* voit le jour à Montréal dans une période ponctuée de signes de mécontentement face au traditionalisme de la société québécoise et du gouvernement de Maurice Duplessis. » Outre les « trois colombes », la revue attirera plusieurs autres rédacteurs au fil des années, dont Charles Gagnon, Pierre Laporte, Marcel Rioux, Pierre Vallières et Guy Rocher. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, « Cité Libre – 1950, juin », dans *BANQ Numérique*, s. d. En ligne. < <http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2225351> >. Consulté en mai 2020.

²⁰⁷ Léon Dion cité dans Fernand Harvey, « Le gouvernement de Robert Bourassa et la culture, 1970-1976. 1^{re} partie : la souveraineté culturelle », *op. cit.*, p. 306.

²⁰⁸ Bien que la *Loi sur les musées nationaux* entre en vigueur le 1^{er} avril 1968, on doit à Gérard Pelletier le renforcement du rôle des musées nationaux au pays en 1972 : « Un programme d'appui aux musées est mis sur pied afin de fournir des subventions aux musées locaux et régionaux. Certains services centraux sont agrandis pour aider les conservateurs locaux qui n'ont pas les moyens d'acheter de l'équipement complexe et coûteux ou d'embaucher un personnel hautement spécialisé. » Voir Robert Bothwell, « Musées nationaux du Canada », dans *L'Encyclopédie canadienne*, 4 mars 2015. En ligne. < <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/musees-nationaux-du-canada> >. Consulté en mai 2020.

²⁰⁹ Fernand Harvey, « Le gouvernement de Robert Bourassa et la culture, 1970-1976. 1^{re} partie : la souveraineté culturelle », *op. cit.*, p. 296.

Bien que le rapport du « Tribunal de la culture » ait été publié au sein d'un numéro de la revue *Liberté* à l'automne 1975 et soit aujourd'hui disponible en ligne²¹⁰, peu de littérature semble témoigner de l'évènement tenu sous la présidence de Marcel Rioux, également connu pour avoir déposé quelques années plus tôt, en 1969, le rapport de la *Commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec*²¹¹. D'origine modeste, l'objectif du projet est pourtant simple : entendre ce que les acteurs du milieu culturel ont à dire sur le Ministère des Affaires culturelles, alors peu présent dans le paysage artistique aux yeux des premiers... C'est donc vingt-six témoins qui défilèrent devant un jury composé de cinq membres –à savoir Françoise Loranger, Claude Jutra, Léon Bellefleur, Hélène Loiselle ainsi que l'animateur culturel Laurent Bouchard²¹²–, dont notre prétexte Pierre Mayrand pour avoir travaillé pendant plusieurs années au service des monuments historiques du Ministère. Enfin bref, si les recommandations que tire Mayrand de son expérience sont intéressantes pour notre recherche²¹³, seul le rapport

²¹⁰ *Liberté*, *Rapport du Tribunal de la culture*, vol 15 n°5, septembre-octobre 1975. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/liberte/1975-v17-n5-liberte1029757/> >. Consulté en mai 2020.

²¹¹ Formé sous le gouvernement libéral de Jean Lesage en mars 1966, le rapport Rioux est à bien des égards aussi important que celui déposé quelques années auparavant par M^{gr} Alphonse-Marie Parent, quoique plus spécialisé, car limité à l'enseignement des arts : « La Commission dépose son rapport en février 1969 dans un contexte politique défavorable à sa mise en œuvre. Les quatre tomes forment néanmoins un ensemble imposant et ambitieux : plus de 700 pages et 368 recommandations qui préconisent notamment une réorganisation majeure des structures administratives et l'élaboration d'une politique culturelle garantissant à tous un accès aux arts. Dépassant le simple cadre de l'analyse pragmatique, le *Rapport Rioux* tire ses conclusions d'une réflexion approfondie sur le rôle que devront jouer l'art, la culture et l'éducation dans la société post-industrielle qui s'annonce à l'époque : préserver l'être humain de l'aliénation économique et technologique en lui redonnant le contrôle de son potentiel créateur et les moyens de définir les normes de l'expérience humaine. » À ce sujet, voir notamment Faculté des arts de l'Université du Québec à Montréal, « Le Rapport Rioux », *op. cit.*

²¹² Laurent Bouchard sera également connu, quelques années plus tard, pour avoir été le Directeur du Musée du Québec. À cet effet, la conception de son rôle est intéressante à noter ici : « J'avais du poste de directeur et du rôle du Musée des conceptions idéalistes. Le manque de tradition muséologique, qui caractérise le Québec, m'affectait sans doute, et j'étais animé par une sorte d'idéal qui ne tenait pas compte des moyens dont dispose le Musée, pour la bonne raison que je ne connaissais pas ces moyens. Ma conception reposait sur le désir que j'avais de faire du Musée un lieu d'animation, de rencontre et de remise en question de l'activité des créateurs. Après beaucoup de travail, les résultats obtenus me permettent maintenant de réévaluer le rôle du Musée et de son directeur dont les fonctions sont de sauvegarder, de mettre en valeur et de faire connaître partout les œuvres du patrimoine québécois. » Voir Laurier Lacroix, « Le patrimoine québécois, une réalité collective », dans *Vie des Arts*, vol 23 n°91, 1978, p. 13. En ligne. < http://viedesarts.com/Archives/v023n0091_va1177713/v023n0091p013-015_54812ac.pdf >. Consulté en mai 2020.

²¹³ Divisés en trois grands points (A. Exercice de la souveraineté culturelle; B. Démocratisation; C. Accessibilité), on retiendra surtout des recommandations de Pierre Mayrand la *A3* pour notre travail de recherche, puisqu'elle corrobore bien la mouvance souverainiste de l'époque : « Participation québécoise souveraine à l'intérieur des organismes internationaux de la culture, et sa présence active afin de faire valoir notre patrimoine et les réalisations québécoises ». D'un certain point de vue, on pourrait avancer que la fondation du Mouvement international pour une nouvelle muséologie correspond à cette

du « Tribunal » sera considéré ici, question de faire court. Alors voilà, divisé en deux parties distinctes (soit la preuve et le verdict), les auteurs du rapport élaborent d'abord leur propre définition de la souveraineté culturelle qui se rapporte à celle de Bourassa, mais corrobore aussi le jugement que porte Dion, à savoir que « [l]a souveraineté culturelle, pour l'instant, c'est Ottawa qui la fait »²¹⁴. Si les auteurs du rapport souhaitent l'élaboration du politique qui s'engage à soutenir les industries culturelles du Québec, notamment face à l'invasion culturelle de pays impérialistes, comme les États-Unis et la France « dans le domaine du cinéma, du disque, de la télévision, de la bande dessinée, des livres à bon marché, des périodiques, sans oublier l'architecture, l'urbanisme et l'aménagement du territoire »²¹⁵, ceux-ci désirent également que l'État contrôle les « rênes de son développement culturel »²¹⁶, justifiant dès lors la conception anthropologique de la culture employée tout au long du document : « Le concept de culture, rappelle le Tribunal, ne concerne plus uniquement les arts et les lettres de l'homme cultivé, mais il englobe toutes les sphères de l'activité humaine, tant au niveau politique et de l'économie que de la vie quotidienne »²¹⁷. Dit autrement, on tente d'établir « un lien entre *le national* et *le social*, un sujet fort discuté à l'époque [selon Harvey]. À cet égard, il [le verdict] propose un projet de société fondé sur la souveraineté politique du Québec et sur l'autogestion. En cela, il traduit bien la position politique de son principal artisan, Marcel Rioux, l'une des figures dominantes de l'intellectuel critique du Québec des années 1970 » résume le sociologue²¹⁸. Notons au passage que le

recommandation. Voir Liberté, « Annexes », dans *Rapport du Tribunal de la culture*, *op. cit.*, p. 77-78.

²¹⁴ Le Rapport du Tribunal de la culture cité dans Fernand Harvey, « Le gouvernement de Robert Bourassa et la culture, 1970-1976. 1^{re} partie : la souveraineté culturelle », *op. cit.*, p. 310.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 309.

²¹⁶ Le Rapport du Tribunal de la culture cité dans Fernand Harvey, « Le gouvernement de Robert Bourassa et la culture, 1970-1976. 1^{re} partie : la souveraineté culturelle », *op. cit.*, p. 308.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 310-311.

²¹⁸ *Ibid.*, p. 316. Il n'est pas inintéressant de noter que la vision de l'histoire du Québec que propose Rioux dans le rapport du « Tribunal » (et que résume Harvey dans son texte) s'inscrit en tout point dans l'imaginaire de la Révolution tranquille : « Le document s'étend par la suite sur la culture québécoise à travers l'histoire. Sous le Régime français, un sentiment encore confus de différence avec les Français de passage émerge chez les Canadiens qui ont fait souche. Après la Conquête anglaise et l'échec des Rébellions de 1837-1838, "les Québécois sont menacés collectivement de mort culturelle" dans la foulée du Rapport Durham et de l'Union des deux Canadas. Il s'ensuit une longue période où domine l'idéologie de conservation jusqu'à la Révolution tranquille, une interprétation chère à Marcel Rioux dans plusieurs de ses écrits. Selon lui, la Révolution tranquille a constitué une prise de conscience de la domination économique et politique du Québec et a donné naissance au Parti Québécois. Devant la montée des forces du changement, le gouvernement Bourassa avec sa notion de *souveraineté culturelle* représente le *statu quo*, voire un retour à l'idéologie de conservation, toujours selon Rioux ». C'est donc sans surprise que l'on apprend, un peu plus loin dans le texte d'Harvey, que Rioux se positionne contre la politique de multiculturalisme promue par Trudeau dans le courant des années 1970. *Ibid.*, p. 311-312.

concept « d'autogestion » repris ici, au Québec, proviendrait en fait des milieux de la gauche socialiste et syndicale française alors en vogue depuis le début de la décennie 70, « comme alternative à la société capitaliste » au dire d'Harvey. Et on ne peut que constater qu'il ne s'agit pas là de la seule référence à la France lorsqu'on s'éloigne du texte d'Harvey pour se plonger dans la lecture de celui rédigé en partie par Rioux.

Sept ans après le *Manifeste de Villeurbanne*, le Québec découvre Francis Jeanson. Du moins, c'est l'impression générale qui se dégage de la sixième partie du verdict du « Tribunal » intitulée *Le gouvernement québécois est-il moins menacé par l'action et l'animation culturelles ? D'avis que de plus en plus de citoyens du monde –y compris ceux du Québec– voient « leur état d'exploitation et d'aliénation et veulent reprendre en mains leur propre destin »* en s'impliquant activement au sein de leur communauté respective, le « Tribunal » trouve dans le mémoire des modules d'animation et de recherche culturelles de l'Université du Québec à Montréal une idée originale : celle du développement culturel²¹⁹. Dans cette optique, on souhaite rien de moins qu'élargir la création artistique à l'ensemble de la population²²⁰, une visée en partie atteinte au dire des auteurs du mémoire des modules d'animation et de recherche culturelles :

²¹⁹ Liberté, « Deuxième partie : Le verdict », dans *Rapport du Tribunal de la culture*, vol 15 n°5, septembre-octobre 1975, p. 57-58. En ligne. < https://www.erudit.org/fr/revues/liberte/1975-v17-n5-liberte1029_757/30964ac/ >. Consulté en mai 2020. Notons que les auteurs du verdict proposent eux aussi une définition du développement culturel. À ce sujet, voir les pages 45 à 47 et plus particulièrement le passage suivant : « À certaines époques, ce que l'on met en relief dans l'étude de l'homme et de ses sociétés, ce sont les structures sociales, les déterminismes qui façonnent les individus et les collectivités. Dans les périodes de crise profonde –et nul ne niera qu'aujourd'hui nous y sommes tous plongés, quelque grandiose que puisse être le spectacle Apollo-Soyouz– dans les sociétés bloquées et en rapide désintégration, il faut s'interroger davantage sur les possibles culturels que sur la conservation de l'héritage ou sur la culture-code. "Et il est clair, dit le biologiste François Meyer, que la vitesse accélérée des changements soumet aujourd'hui toutes les structures humaines, économiques, politiques, religieuses, culturelles, à de violentes poussées et que des effets de fusion et de rupture sont partout visibles, qui affectent les systèmes traditionnels de pensée et d'action". Il s'agit bien ici, inutile de le rappeler, d'un état planétaire auquel aucune culture n'échappe. Quelles que soient les explications que l'on puisse donner à cet état de crise généralisée, il n'y a à peu près personne qui ne soit convaincu que l'Humanité est engagée dans une période de transition et de mutation profondes. Le Québec de ces dernières années nous montre qu'ici comme ailleurs, et, à certains égards, peut-être davantage qu'ailleurs à cause du nombre et de la qualité des changements et de notre état de dépendance généralisée, nous n'échappons pas, loin de là, à cette crise planétaire. » *Ibid.* p. 46-47.

²²⁰ Force est de constater que selon les auteurs du verdict, le mémoire déposé par les modules d'animation et de recherche culturelles de l'Université du Québec à Montréal s'inscrit dans la démarche du révolutionnaire français Guy Debord et de son ouvrage *La société du spectacle* popularisé avec les événements de Mai 68 en France. À titre d'exemple, le passage suivant du livre de Debord est évocateur pour comprendre la vision du « Tribunal de la culture » : « C'est en étant jetés dans l'histoire, en devant participer au travail et aux luttes qui la constituent, que les hommes se voient contraints d'envisager leurs relations d'une manière désabusée. Cette histoire n'a pas d'objet distinct de ce qu'elle réalise sur elle-même, quoique la dernière vision métaphysique inconsciente de l'époque histo-

Ce qu'il y a de caractéristique au Québec c'est que la population, à défaut d'un plan d'ensemble de développement culturel, est passée elle-même à l'action et cherche à se donner, sur ses propres bases, tant bien que mal, les moyens de ce développement, faisant par le fait même ressortir l'absence de l'action gouvernementale, l'absence de toute politique culturelle au Québec.²²¹

La situation québécoise n'est pas la seule à être remise en cause. En prenant appui sur le rapport de Rome, les auteurs du rapport du « Tribunal » dénoncent les dérives de la société industrielle de leur époque (pollution, épuisement des ressources non renouvelables, capitalisme débridé, etc.) qui mènent inévitablement à celle des hommes²²². Or si la réaction des gouvernements aux constats du précédent rapport laisse à désirer au début des années 1975²²³, celle des deux modules uqamiens donne visiblement espoir au « Tribunal » lorsqu'on poursuit la lecture de la deuxième partie de leur rapport :

rique puisse regarder la progression productive à travers laquelle l'histoire s'est déployée comme l'objet même de l'histoire. Le *sujet* de l'histoire ne peut être que le vivant se produisant lui-même, devenant maître et possesseur de son monde qui est l'histoire, et existant comme *conscience de son jeu*. » Voir Guy Debord, « Le prolétariat comme sujet et comme représentation », dans *La société du spectacle*, Paris, Les Éditions Gallimard, 1992 [1967], p. 43. En ligne. < http://classiques.uqac.ca/contemporains/debord_guy/societe_du_spectacle/societe_du_spectacle.pdf >. Consulté en juin 2020. Aussi, bien que non citée, l'éducation joue un rôle primordial dans cette nouvelle conception de la culture. Si les auteurs du mémoire des deux modules uqamiens ne sont pas nommés, il est néanmoins possible de penser que le professeur Serge Wagner ait participé à la rédaction. Nous y reviendrons plus loin dans le texte.

²²¹ Liberté, « Deuxième partie : Le verdict », *op. cit.*, p. 59.

²²² *Ibid.*

²²³ Fondé en 1968 par Alexander King et Aurelio Peccei, le Club de Rome est une organisation mondiale traitant des problèmes de la société moderne généralement peu abordés par l'actualité ainsi que par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) de laquelle certains de ses membres sont issus. En 1972, l'organisation publie *Les Limites à la croissance* aussi connue sous le nom de rapport Meadows, dont les « auteurs appellent à tenir compte du seuil des écosystèmes quant à leur capacité à répondre aux besoins humains, à restreindre l'augmentation de la population mondiale ainsi qu'à freiner l'industrialisation pour garantir le niveau de vie des gens ». Un appel qui sera toutefois sans réponse de la part des gouvernements pour ce que plusieurs prédictions ne se réaliseront pas, comme celle concernant la pénurie de pétrole. À ce sujet, voir Aujourd'hui l'histoire avec Jacques Beauchamp, « Le rapport Meadows, un avertissement ignoré sur les limites de la croissance », dans *Radio-Canada*, 22 janvier 2020, 23 min. En ligne. < <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/aujourd'hui-l-histoire/segments/entrevue/152067/club-rome-rapport-meadows-avertissement-ignore-laure-waridel> >. Consulté en juin 2020. Fait intéressant : en 1973, la revue *Museum* publiait elle aussi un numéro consacré à la question environnementale. C'est d'ailleurs dans ce même numéro que l'on revient sur le colloque « Musée et environnement » organisé par l'ICOM en septembre 1972, et dans lequel on abordait à nouveau le rôle de l'écomusée créé un an plus tôt. Voir Conseil international des musées (ICOM), « Musée et environnement », dans *Museum*, vol XXV n°½ Musées et environnement, p. 119-120, 1973. En ligne. < https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000127361_fire >. Consulté en juin 2020.

C'est pourquoi l'action culturelle préconisée par des modules de l'UQAM apparaît comme extrêmement subversive. Si les citoyens se mettaient à réfléchir, à acquérir une conscience, qui ne soit pas celle des moyens de communication de masse, qu'arriverait-il donc ? Il est bien évident qu'il existe bien peu de gouvernements, – celui du Québec moins que la grande majorité des autres – qui puissent se permettre d'encourager cette prise de conscience.²²⁴

S'il ne fait aucun doute aux yeux du « Tribunal » que le mémoire uqamien adhère aux principes de l'action culturelle développés par Francis Jeanson dans sa publication de 1973, soit *L'action culturelle dans la cité*, force est de reconnaître que c'est avant tout la notion de « non-public » précédemment examinée qui leur semble porteuse de sens pour ce qu'elle fait de « l'action culturelle une entreprise de politisation »²²⁵; un sujet à revaloriser, voire à se réapproprier, tranchent finalement les auteurs du verdict :

La notion de politique, de politisation est tellement dévalorisée au Québec – à cause des hommes politiques eux-mêmes – que l'on voudrait que les centrales syndicales même s'en abstiennent : la politique, c'est l'affaire des politiciens d'abord et ensuite de chaque individu isolé qui devrait pouvoir décider quel parti lui apportera plus d'argent. Comment voulez-vous, ensuite, prétendre mêler la politique à la culture, une chose si pure, si désintéressée, si désincarnée qu'elle ne devrait évoluer que dans les plus beaux salons Et [*sic*] capitonnés encore !²²⁶

Du Livre blanc tabletté de Laporte au « Tribunal de la culture » présidé par Rioux, en passant par les événements de Mai 68 ainsi que la notion de « non-public » créée par Jeanson durant la même année sans oublier, bien sûr, la fondation du Parti Québécois qui pendant près de quarante ans incarnera la mouvance souverainiste sur le territoire québécois, il peut-être bon de faire la synthèse des choses dites jusqu'ici. Or, pour ce faire, il est intéressant d'introduire un nouveau concept qui nous servira néanmoins de fil conducteur pour les prochaines lignes : le Centre local de services communautaires aussi connu sous l'abréviation « CLSC ». Popularisé au début des années 1970 par le gouvernement provincial qui souhaite alors offrir un accès gratuit à la population québécoise à des services de première ligne en matière de santé et d'assistance, le modèle des CLSC prend toutefois appui sur les cliniques populaires de l'époque dont celle de

²²⁴ Liberté, « Deuxième partie : Le verdict », *op. cit.*, p. 61.

²²⁵ *Ibid.*, p. 62.

²²⁶ *Ibid.*

Pointe-Saint-Charles, fondée en 1968 dans la ville de Montréal²²⁷. À l'origine de cette clinique communautaire se trouve une préoccupation partagée par ses fondateurs, soit le manque de services médicaux offerts dans le quartier considéré comme défavorisé par les autorités. En somme, on s'inspire du modèle de médecine communautaire présent dans certains quartiers pauvres aux États-Unis afin de s'attaquer aux causes de la maladie étroitement liée aux conditions de vie précaires de la population. Le statut de la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles est toutefois particulier. Depuis la création du réseau de CLSC en 1974, Pointe-Saint-Charles est la seule clinique à être subventionné comme un CLSC par le gouvernement du Québec tout en conservant sa « structure décisionnelle citoyenne » peut-on lire sur son site Internet. Bien que l'on y mentionne l'importance des citoyens pour la clinique, il nous faut néanmoins trouver d'autres sources pour comprendre le lien étroit entre les CLSC et le communautaire. À cet effet, le texte que signe le professeur émérite en sociologie Benoît Lévesque en 1988 pour la revue *Nouvelles pratiques sociales* est intéressant à considérer. En gros, disons que Lévesque rejoint l'idée que développaient plus haut Traisnel et Dufour, en ce sens que si le CLSC prend appui sur des revendications populaires et locales à son début, celui-ci est par après financé par l'État, ce qui peut créer certains conflits selon le sociologue : « Mais, en raison des compromis et de la fragilité des alliances qui ont permis leur formation, les CLSC seront en même temps et dès le départ un **lieu éminemment conflictuel** où prédomineront des tensions entre autonomie locale et financement de l'État, services professionnels et participation des usagers à la direction, approche préventive et services curatifs, services de santé et services sociaux, perspectives multidisciplinaires et services spécialisés. »²²⁸ En d'autres mots, c'est ce que Traisnel et Dufour appelaient une « coopération-conflictuelle » dans leur article; une particularité politique propre au Québec que remet aujourd'hui en cause la mouvance néoconservatrice, puisqu'associé au modèle d'État-providence. Ce à quoi n'échappe pas, par ailleurs, la situation actuelle de l'action communautaire dans les CLSC qu'on laissera néanmoins à d'autres le soin de développer²²⁹. Ceci pour le lien étroit entre le communautaire et la notion d'État-providence le long de la Révolution tranquille.

²²⁷ Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, « Historique de la Clinique communautaire », dans *Votre clinique*, s. d. En ligne. < <https://ccpsc.qc.ca/fr/historique> >. Consulté en mai 2020.

²²⁸ En caractère gras dans le texte. Benoît Lévesque, « Les CLSC et le renouvellement des pratiques sociales : une introduction au dossier sur les CLSC », dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol 1 n°1 Les CLSC à la croisée des chemins, 1988, p. 35-36. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/nps/2010-v22-n2-nps1955/301003ar/> >. Consulté en juin 2020.

²²⁹ *Ibid.*, p. 38-41. À ce sujet, voir aussi Louis Favreau, René Lachapelle et Lucie Chagnon (dir.), *Pratique d'action communautaire en CLSC : Acquis et défis d'aujourd'hui*, Actes du colloque du RQIAC tenu à Hull en juin 1992, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1994, 234 p. Pour mieux comprendre les différentes perspectives entre le communautaire et l'État au sujet du système de santé

D'un point de vue culturel (ou muséologique) maintenant, la formule du CLSC est également pertinente à analyser. D'abord pour revenir au « Tribunal de la culture », si les noms des rédacteurs du mémoire uqamien ne sont pas mentionnés dans le verdict, il est néanmoins possible de penser que le professeur Serge Wagner du module d'animation culturelle y a contribué puisque son nom figure sur la liste des témoignages au Groupe de recherche sur la souveraineté culturelle²³⁰. Associé au Centre d'éducation populaire de Ponte-Saint-Charles qu'il fonde vers 1973²³¹, Wagner est surtout connu pour son implication dans le domaine de l'alphabétisation populaire et de l'éducation des adultes²³². C'est toutefois le Carrefour d'éducation populaire qui nous intéressera ici pour les prochaines lignes, dont la petite histoire s'inscrit dans le prolongement de la Révolution tranquille, et notamment de son mythe de la « reconquête » :

À la fin des années 60, le Québec voit apparaître de grands mouvements sociaux. La réflexion est le bien de tous, l'action naît dans la rue, les rêves et la réalité se confondent. On façonne l'avenir en bâtissant sur des idées ! Les mots changement, réflexion, solidarité, justice, engagement sont sur toutes les lèvres. Dans les milieux populaires, les inégalités de la société font naître des revendications dans le domaine de la santé, du logement, des loisirs, du revenu, du travail et surtout de l'éducation. À Pointe-Saint-Charles, l'un des plus vieux quartiers ouvriers du pays, des adultes inscrits aux cours de français donnés par la Commission des écoles catholiques de Montréal apprennent à lire dans les mêmes livres que leurs enfants, à l'école de leurs enfants et sont traités... en enfants. Ils décident de se regrouper pour réfléchir aux besoins des gens du quartier en matière d'éducation. C'est ainsi que le Carrefour voit le jour pour répondre aux besoins des gens du quartier Pointe-Saint-Charles en matière d'éducation des adultes, plus particulièrement à l'époque, en alphabétisation. Dès le début, les citoyens du quartier ont exprimé le désir que l'organisme leur appartienne et leur ressemble, c'est-à-dire qu'ils puissent participer activement aux décisions concernant les orientations du Carrefour, les ateliers à donner et le personnel à engager. Cela est toujours bien

québécois, voir Anne-Marie Buisson, « Les cliniques populaires vs les CLSC. Une lutte démocratique », dans *À bâbord : Revue sociale et politique*, n°76, octobre-novembre 2018. En ligne. < <https://www.ababord.org/Les-cliniques-populaires-vs-les-CLSC-Une-lutte-democratique> >. Consulté en juin 2020.

²³⁰ Liberté, « Présentation », dans *Rapport du Tribunal de la culture*, vol 15 n°5, septembre-octobre 1975, p. 6. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/liberte/1975-v17-n5-liberte1029757/30962ac/> >. Consulté en juin 2020.

²³¹ Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles, « Les objectifs du Carrefour », dans *Qui sommes-nous*, s. d. En ligne. < <http://carrefourpop.org/qui-sommes-nous/> >. Consulté en juin 2020.

²³² Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA), « Lauréat des prix de l'ICÉA 2010 », dans *Actualités*, 1^{er} décembre 2010. En ligne. < <https://icea.qc.ca/fr/actualites/lauréats-des-prix-de-licéa> >. Consulté en juin 2020.

présent aujourd'hui. Au fil des années, le Carrefour s'est développé autour de la volonté d'être un lieu d'apprentissage divers, d'information, de réflexion, de discussion et d'échange pour les gens du quartier. Fort de son histoire, il demeure aujourd'hui un acteur important en matière d'éducation populaire et de défense des droits sociaux, par son implication dans le quartier et dans diverses coalitions.²³³

D'avantage orienté sur l'éducation populaire que sur la santé, le Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles partage néanmoins plusieurs points communs avec la Clinique communautaire de ce même quartier derrière le réseau des Centres locaux de services communautaires, qu'on pense à la sensibilisation, l'éducation, la solidarité ou bien à l'animation sociale; des valeurs liées au relèvement de la société québécoise à la fin du compte... Or, il est intéressant de constater que ces mêmes valeurs se trouveront à nouveau quelques années plus tard, soit vers la fin des années 1970, dans ce que l'on désignera sous l'appellation « nouvelle muséologie » et plus précisément des « écomusées de développement » avec la fondation de ceux de la Haute-Beauce et du Fier Monde. De fait, dans le cadre d'une émission enregistrée en 1979 sur le thème du musée communautaire, Pierre Mayrand affirmait que l'Écomusée de la Haute-Beauce s'est notamment inspiré de la structure des CLSC au moment de sa création²³⁴. Reste seulement à découvrir, maintenant, de quelle façon le « tout » s'est développé !...

Camille Laurin et le Livre blanc sur la culture : une politique de nostalgie ?

Priez les principales réalisations politiques de Camille Laurin et inévitablement, on vous répondra sa contribution à la rédaction de la « Charte de la langue française » en 1977; un projet de loi adopté par le gouvernement péquiste de René Lévesque (1976-

²³³ Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles, « Histoire du Carrefour », dans *Qui sommes-nous*, s. d. En ligne. < <http://carrefourpop.org/qui-sommes-nous/> >. Consulté en juin 2020.

²³⁴ Groupe de recherche en patrimoine *et al.*, *Le musée communautaire*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, vidéocassette (VHS), son, n&b, 1979, vers 24 min. Précisons que les CLSC n'offrent pas que des services en santé. À cet effet, il peut être bon de se rapporter à leur mission qui est « d'offrir en première ligne des services de santé et des services sociaux courants et, à la population du territoire qu'il dessert, des services de nature préventive ou curative, de réadaptation ou de réinsertion, ainsi que des activités de santé publique. Le centre intégré qui assume cette mission doit s'assurer que les personnes ayant besoin de tels services pour elles-mêmes ou pour leurs proches soient rejointes, que leurs besoins soient évalués et que les services requis leurs soient fournis à l'intérieur de ses installations ou dans le milieu de vie des personnes, c'est-à-dire à l'école, au travail ou à domicile. Au besoin, il s'assurera que ces personnes sont dirigées vers les centres, les organismes ou les personnes les plus aptes à leur venir en aide. » Ministère de la Santé et des Services sociaux, « Mission des établissements », dans *Établissements de santé et de service sociaux*, 3 août 2018. En ligne. < <https://www.msss.gouv.qc.ca/reseau/etablissements-de-sante-et-de-services-sociaux/#clsc> >. Consulté en mai 2020.

1985) faisant dorénavant du français la langue officielle du Québec. Attaquée de toute part au moment de la rédaction de son Livre blanc à l'été 1977 (on lui reproche d'être trop ou pas assez restrictive à l'endroit de la communauté anglophone de la province), celle qu'on appelle communément Loi 101 est aujourd'hui considérée comme étant le « symbole de l'affirmation du peuple québécois »²³⁵. Dans l'ombre de ce désormais célèbre Livre blanc s'en cache pourtant un second : celui de *La politique québécoise sur le développement culturel* déposé l'année suivante par ce même docteur Laurin²³⁶.

À la base du premier projet écomuséal québécois (on y reviendra plus bas), l'idée derrière la politique culturelle est toutefois rapidement dénoncé par François Ricard :

Au total, la politique québécoise du développement culturel risque fort, si l'on n'y veille, d'être une politique de la nostalgie, une (nouvelle) tentative absurde de réanimer ce cadavre depuis longtemps refroidi : la société unanime, la culture populaire, l'Isle-aux-Coudres à la grandeur du territoire. Concluons donc sur un souhait : que nous soyons pas envahis, demain matin, par tous les poètes de village, violoneux, turluteux et patenteux qui peuplent toute les salles paroissiales du Québec, sous la conduite de jeunes animateurs culturels qui ont l'amour du peuple et le mépris de la culture. Et que, de grâce, les gestionnaires de la culture aient le courage de dissoudre leur ligue du vieux poêle au plus tôt et de regarder l'heure ailleurs qu'à leur magnifique horloge grand-père, qui, hélas, ne marche plus.²³⁷

²³⁵ À ce sujet, voir Aujourd'hui l'histoire avec Jacques Beauchamp, « La loi 101, symbole de l'affirmation du peuple québécois », dans *Radio-Canada*, 20 mars 2017. En ligne. < <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/18759/loi-101-histoire-quebec-francais-eric-bedard> >. Consulté en avril 2020; Le Devoir, *Les 40 ans de la loi 101 : tous nos articles*, s.d. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/motcle/les-40-ans-de-la-loi-101> >. Consulté en avril 2020.

²³⁶ Docteur de formation, la comparaison que font les collaborateurs de l'émission radiophonique *Aujourd'hui l'histoire* entre le titre de Camille Laurin et son apport à la langue française est intéressante : « L'aventure des *Insolences* me laisse plus optimiste maintenant que je ne l'étais au départ [affirme Jean-Paul Desbiens]. J'ai trouvé que le "malade", disons, répond très bien au vaccin. Car enfin, je considère un peu les *Insolences* comme une œuvre d'éducation; c'est un geste d'éducation que j'ai voulu poser; un geste d'éducateur, et l'éducation c'est strictement une série de vaccins qu'il faut administrer à un malade. Les *Insolences* ne sont de ce point de vue là qu'un geste parmi d'autres. » En référant à cet extrait d'une entrevue accordée par Desbiens, les collaborateurs de l'émission peuvent ensuite mettre en relief les deux problèmes que pose la question de la langue française au Québec : la qualité du français écrit et parlé des Québécois d'une part, et de l'autre, la langue d'accueil des nouveaux immigrants au sein de la province. En peu de mots, ce à quoi souhaitait s'attaquer la Loi 101. Voir Aujourd'hui l'histoire avec Jacques Beauchamp, « La loi 101, symbole de l'affirmation du peuple québécois », *op. cit.*, vers 3 min.

²³⁷ François Ricard, « Le livre blanc sur la culture », dans *Liberté*, vol 20 n°4-5, juillet-octobre 1978, p. 12. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/liberte/1978-v20-n4-5-liberte1448472/60082ac.pdf> >. Consulté en septembre 2019. Par ailleurs, il n'est pas inintéressant de noter que Camille Laurin a fait

Revenons quelque peu en arrière ici. Tirée de l'article *Le livre blanc sur la culture*, la citation se veut en fait la conclusion de l'essayiste qui repose essentiellement sur trois points. D'abord, il ne fait aucun doute pour Ricard que le Livre blanc s'inscrit dans la ligne de pensée des historiens, sociologues, écrivains et intellectuels nationalistes des années 1960 et 1970, excepté que : « Ce n'est plus un homme –voire un scientifique– qui parle. C'est l'"État", le "gouvernement", le "pouvoir" [précise Ricard] »²³⁸. Après, la visée globalisante de la politique qui pourrait se résumer à un projet de société; une utopie de l'avis du critique : « Sans nul doute, ce livre blanc constitue la production majeure de l'idéologie péquiste, son manifeste, l'expression la plus parfaite de la manière dont elle conçoit le Québec passé, présent et à venir. »²³⁹ Pour aller droit au but, c'est ni plus ni moins une culturalisation de la politique – terme que nous avons parlé plus haut avec le texte d'Emmanuelle Loyer –, et dont la finalité peut faire une « arme politique (référendaire) incomparable » au dire de Ricard... De fait, ne négligeons pas de l'histoire les promesses électorales ayant menées à l'élection du parti souverainiste en novembre 1976, et parmi lesquelles figurent notamment l'élaboration d'une charte sur la langue française, différentes politiques de nature sociale-démocrate ainsi que la tenue d'un référendum portant sur la question nationale²⁴⁰. Et comme troisième point, rien de moins qu'une démocratie culturelle selon Ricard; caractéristique qui mérite ici une attention particulière pour notre recherche attendu qu'elle est au cœur de ce qu'on nomme « nouvelle muséologie » au début des années 1980 – souvenons-nous du texte de Loyer encore une fois... Enfin bref, la conception du mot « démocratie culturelle » envisagée par les auteurs du Livre blanc est on ne peut plus discutable pour ce qu'elle fait de la culture une création commune. Ainsi, en envisageant la culture savante par opposition à celle qualifiée de « populaire » qu'on souhaite ennoblir avec la politique, car représentative du peuple, le Livre blanc ne peut « [qu']exprime[r] une vision idéalisée, foncièrement romantique, du Québec d'aujourd'hui, de la Culture Québécoise d'aujourd'hui [argumente l'essayiste]. »²⁴¹ Toutefois, le problème demeure qu'avec la

appel aux sociologues Guy Rocher et Fernand Dumont pour le conseiller à son arrivée à la tête du Ministère des Affaires culturelles. D'ailleurs, Dumont aidera à la rédaction du Livre blanc sur la culture. À ce sujet, voir Yvon Leclerc, « Camille Laurin et la politique québécoise de développement culturel », dans Jean-François Simard (dir.) *L'œuvre de Camille Laurin. La politique publique comme instrument de l'innovation sociale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 101-120.

²³⁸ *Ibid.*, p. 3.

²³⁹ *Ibid.*, p. 4 et 5.

²⁴⁰ Aujourd'hui l'histoire avec Jacques Beauchamp, « L'élection du Parti québécois de 1976 : un tournant pour les indépendantistes », dans Radio-Canada, 15 septembre 2016. En ligne. < http://ici.radio-canada.ca/emissions/aujourd_hui_l_histoire/2015-2016/chronique.asp?idChronique=416519 >. Consulté en avril 2020.

²⁴¹ François Ricard, « Le livre blanc sur la culture », *op. cit.*, p. 10.

politique, la culture québécoise est définie « à partir de ses marges » pour employer la même expression que Ricard, ou pour dire les choses autrement, qu'on oppose avec le Livre blanc la ville de Montréal (aussi métropole du Québec) à celles des régions :

Car il y a, à travers ces pages, parallèlement à l'insidieuse opposition des cultures savante et populaire, une autre opposition-leitmotiv tout aussi pernicieuse : entre Montréal et la province, et, en conséquence (ou au principe), une sorte de méfiance (toute provinciale) à l'endroit de Montréal, qu'on aimerait bien dépeupler (en renvoyant les artistes, comme on a vu, dans leurs villages), qu'on considère trop important (qu'est-ce pourtant à côté d'autres villes ?), à qui on voudrait bien enlever le peu qu'il possède pour le "régionaliser", le "décentraliser", comme on dit, c'est-à-dire le retourner aux villes de province, ces cloaques culturels (la plupart du temps) que le livre blanc présente comme de petites Athènes ignorées et opprimées.²⁴²

²⁴² *Ibid.*, p. 11. La vision « métropole versus province » qui se dégage du Livre blanc sur la politique culturelle selon Ricard mérite une attention particulière ici. D'abord pour ce que l'image qu'on aime se faire des régions correspond parfaitement, dans cette perspective, aux objectifs recherchés au début des années 1980 par la nouvelle muséologie (ex. culture traditionnelle, marginalisation, esprit communautaire, etc.). Pour pousser plus loin la réflexion, les sociologues Fernand Harvey et Andrée Fortin écrivaient dans un article commun en 1995 : « Comme nous l'avons souligné au début de cette analyse, le rapport des régions avec le (national) et l'"international" s'est profondément modifié au cours des récentes années. Auparavant, on avait coutume de considérer que la vie culturelle en région s'appuyait sur des activités traditionnelles à caractère local ou rural, ou encore sur la dépendance avec les métropoles culturelles, lesquelles diffusaient en région les productions culturelles nationales ou internationales. Dans ce contexte, il était impensable d'envisager des liens internationaux directs pour les régions en matière d'activités culturelles. Or, c'est précisément ce continuum régional-national-international qui a été bouleversé au cours des deux dernières décennies. Désormais, il devient possible d'envisager un nouveau continuum où le (régional) est au centre et peut établir des relations tantôt avec le national (ou les régions centrales), tant et directement avec l'international. Cette affirmation culturelle de la région s'explique par deux causes principales : le développement des nouvelles technologies de communication qui permet l'établissement de réseaux décentralisés non dépendants d'un seul centre d'information et de diffusion; et la recherche d'une nouvelle identité nationale que l'État-nation n'arrive plus à assumer seul. Cette redéfinition identitaire favorise des processus de déterritorialisation et de reterritorialisation de la culture. La montée culturelle des régions a pu être observée plus particulièrement en Europe où des villes-régions ont ainsi établi des rapports directs entre elles au-dessus des États-nations. C'est un phénomène analogue qu'on a pu observer ces dernières années en rapport avec les différentes régions du Québec, bien qu'à une échelle beaucoup plus modeste, compte tenu de la taille des populations en cause. » (p. 20) À la lumière de cet extrait, il devient intéressant de se pencher sur le cas de l'Écomusée de la Haute-Beauce, et plus précisément de son Centre international de formation écomuséale qui, d'après Pierre Mayrand, « est passé très proche [de faire en sorte] que la Haute-Beauce devienne une des succursales de l'Université de Lisbonne. » À ce sujet, voir respectivement Fernand Harvey et Andrée Fortin, « Production et diffusion culturelles en région : émergence d'une nouvelle dynamique », dans *Chaire Fernand Dumont sur la culture*, 1995. En ligne. < http://www.chairefernanddumont.ucs.inrs.ca/wpcontent/uploads/2013/09/HarveyF_FortinA_1995_La_nouve

Lorsqu'on connaît l'histoire derrière l'écomusée de la Haute-Beauce, la conclusion que tire Ricard de la *Politique québécoise sur le développement culturel* est frappante. Non seulement d'un point de vue pratique, mais aussi et surtout théorique. Et dans cet angle, force est de constater que le projet écomuséal adhère en tout point aux mythes sociaux résultant de la Révolution tranquille au Québec. À titre d'exemple, l'entretien de 2000, celui qu'accorde Pierre Mayrand au muséologue François Mairesse. Quand ce dernier lui demande ce qu'il propose de plus à l'idée de collaboration développée par Georges Henri Rivière et Hugues de Varine –et à laquelle il s'oppose en alléguant être issu d'un système français, pas québécois– Pierre Mayrand répond qu'il est avant tout lui-même, qu'il fait ses propres synthèses et se fonde sur ses propres expériences; ce qu'on sait pour l'avoir notamment écrit en introduction. En revanche, si on pousse la lecture de l'entretien, on comprend que les expériences de l'homme résultent entre autres du contexte québécois des années 1970 mêlées à un parcours personnel sur lequel on reviendra plus loin :

Cela a donné un produit/idée qui était la Haute-Beauce, dans des circonstances tout à fait particulières propres au Québec des années soixante-dix-huit. Ces circonstances, c'étaient des énoncés politiques, comme "le musée du Québec en devenir", ou "le musée véhicule plus des valeurs que des objets", ainsi que tout le débat qui s'en est suivi. Cela a été le livre blanc sur le développement culturel, avec la définition qu'on trouve sur la culture : "une manière d'être et de faire soi-même", tous les principes énoncés dans un document sur la décentralisation, "une perspective communautaire nouvelle", un document de René Lévesque en 1976: "la décentralisation, c'est d'abord un acte de confiance aux individus, un appel à leur créativité". Donc ça allait tout de même très loin. Pour résumer, ce sont une conjoncture, des contextes globaux, mais aussi des circonstances de vie. C'est de la rencontre de ces trois choses-là qu'est née une idée.²⁴³

Parce que résumer le contexte sociopolitique du Québec des années 1960 et 1970 aux seuls concepts d'action communautaire et de décentralisation serait réducteur, voyons voir de plus près les raisons qui ont poussé les Québécois à s'affirmer dans le cours de cette période en adoptant certains projets de loi controversés, comme la Loi 101.

[lle_culture_regionale.pdf](#) >. Consulté en mai 2020; Mailys Hervé, « Verbatim de l'entretien avec Pierre Mayrand », *op. cit.*, p. 17.

²⁴³ Pierre Mayrand cité dans François Mairesse, « Entretien avec Pierre Mayrand », p. 226. Par ailleurs, notons que plusieurs de ces ouvrages figurent aujourd'hui dans le fonds d'archives du muséologue.

b) « *Nègres blancs d'Amérique* » ou s'assumer, s'affirmer et revendiquer

C'est dans la ville de New York, aux États-Unis, que Pierre Vallières écrit l'œuvre la plus emblématique du contexte sociopolitique des années 1960 et 1970 au Québec. Alors détenu à la *Manhattan House of Detention* après avoir manifesté avec son ami, le féliquiste Charles Gagnon, devant le Siège des Nations unies pour dénoncer les conditions socio-politiques des Québécois qu'ils jugent soumis au colonialisme canadien et américain, Vallières commence la rédaction de son essai qu'il achemine par parties à son avocat qui les remettra à son tour à l'éditeur Gérard Godin. 100 000 copies sont rapidement vendues, faisant du livre un *bestseller* pour le genre et du même coup, une explication pour les autorités politiques de le mettre à l'index en raison de ses propos séditions²⁴⁴. Pour cause, l'auteur y relate notamment sa vision de l'histoire du Québec –particulièrement celle des années 1950 à 1960– de même que son cheminement vers le Front de libération du Québec à compter des années 1960; un mouvement terroriste prônant notamment l'indépendance du Québec, et dont la fin concorde avec la « Crise d'Octobre » de 1970 pour aller grossièrement à l'essentiel²⁴⁵. Pour Vallières, il ne fait aucun doute que la situation du « Québec francophone » de son époque est celle d'un esclave soumis au système colonial et bourgeois instauré avec la Nouvelle-France (et poursuivi avec le régime britannique par la suite). Dans cette optique, seule la voie de la révolution (de préférence marxiste, soulignons-le) pourra libérer les Québécois...²⁴⁶

Louangés par les uns et décriés par les autres, *Nègres blancs d'Amérique* ne laisse personne indifférent depuis sa publication aux Éditions Parti Pris en 1968. À cet effet, le journaliste Marc Laurendeau réaffirmait sur les ondes publiques de Radio-Canada, en janvier 2018, l'impact qu'aura eu le bouquin sur la société québécoise de l'époque

²⁴⁴ Voir Aujourd'hui l'histoire avec Jaques Beauchamp, « Nègres blancs d'Amérique, le plaidoyer percutant de Pierre Vallières », dans *Radio-Canada*, 15 février 2018. En ligne. < <https://ici.radio-Canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/54821/pierre-vallieres-negres-blancs-amerique-flq-autodetermination> >. Consulté en avril 2020,

²⁴⁵ Pour comprendre le contexte socio-politique menant à la « Crise d'Octobre » de 1970, voir le film de Robin Spry, *Les événements d'octobre 1970*, Office national du film du Canada (ONF), DVD, son, couleur, 1974, 1h 27 min. En ligne. < https://www.onf.ca/film/evenements_doctobre_1970/ >. Consulté en avril 2020.

²⁴⁶ Soulignons que cette « révolution » se fait notamment par l'éducation : « À partir des techniques de l'animation sociale, du cinéma, des simples conversations sur la réalité vécue, les révolutionnaires doivent apprendre aux masses à accoucher, en quelque sorte, de la science jusqu'ici réservée aux spécialistes. Autrement, la science ne sera jamais socialisée et l'homme ne sera jamais désaliéné. Car la socialisation des connaissances scientifiques, comprises dans leur évolution constante (leur mouvement dialectique, si vous voulez, d'affirmation et de négation des contradictions, etc.), assimilées dans leur réalité, est une condition fondamentale de la désaliénation de la majorité du genre humain, de la réalisation de ce qu'on peut appeler métaphoriquement le passage de l'humanité de la préhistoire à l'histoire. » Voir Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, TYPO, 1994 [1968], p. 430.

en déclarant ceci : « Même Mordecai Richler disait à ses enfants qu'ils devaient lire ce livre s'ils voulaient connaître la société canadienne-française »²⁴⁷. Et pourtant, dès 2009, une voix s'élève contre la portée du livre : celle de l'historienne Fernande Roy. Auteure du texte *Nègres blancs d'Amérique ?*, Roy remet d'abord en cause le titre de l'ouvrage en écrivant que non, la situation des Québécois n'est en aucun cas similaire à celle des Noirs américains, qu'il s'agit même d'un parallèle odieux : « Elle relève, à mon avis, une bonne dose d'ignorance et même de nombrilisme. »²⁴⁸ Pourquoi ? Pour commencer, rappelons-nous que l'histoire s'inscrit dans un contexte particulier : celui de la décolonisation et d'une montée nationaliste dite de gauche (ou progressiste) qui, du moins l'espère-t-on encore à l'époque, rendra la société plus égalitaire. Et pour ce faire, les intellectuels du moment proposent « à leurs contemporains une certaine lecture de leur présent, mais aussi de leur passé. Ces représentations, ces constructions symboliques [poursuit Roy,] ne visent pas à décrire la réalité. L'objectif est plutôt de rassembler, de mobiliser, de faire agir un groupe donné [...] » : les Québécois. Biaisé, le regard que portent ces intellectuels (parmi lesquels figure Vallières) attire toutefois les sympathies « des milieux militants, syndicalistes ou nationalistes ou [encore] dans les facultés de science humaine », rendant conséquemment acceptable une métaphore on ne peut plus fautive²⁴⁹. D'après les recherches de l'historienne, s'il y a bien infériorité

²⁴⁷ Aujourd'hui l'histoire avec Jaques Beauchamp, « Nègres blancs d'Amérique, le plaidoyer percutant de Pierre Vallières », *op. cit.* Mordecai Richler est un écrivain canadien notamment connu pour ses prises de position à l'encontre du nationalisme québécois. On y reviendra plus loin en conclusion.

²⁴⁸ Fernande Roy, « Nègres blancs d'Amérique ? », dans *Liberté*, vol. 51 n°3, septembre 2009, p. 34. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/liberte/2009-v51-n3-liberte1038708/34736ac/> >. Consulté en juillet 2019. Notons que toutes les informations mentionnées dans ce paragraphe proviennent de ce même article, sauf indication contraire (p. 34-52).

²⁴⁹ Pour Vallières, être un nègre équivaut à être l'esclave de quelqu'un. Ce fondement lui permettra donc de faire un parallèle entre le passé des Afro-Américains et celui des Canadiens-français dans un premier temps, mais aussi sur le plan actuel par la suite, pour ce que les premiers sont alors en pleine lutte de libération – Vallières réfèrera entre autres au Black Panther Party – tout comme les seconds... Aussi, bien que Roy se positionne contre le parallèle de Vallières, force est de reconnaître que la *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* (1963-1969) donnera en partie raison à ce dernier puisqu'elle révèle que : « [...] les francophones ne sont pas bien représentés, ni dans l'économie ni dans les rangs des décideurs au gouvernement; que les minorités francophones hors Québec ont moins de possibilités de s'instruire que la minorité anglophone du Québec; et que les Canadiens d'expression française ne peuvent travailler en français dans les organismes du gouvernement fédéral, ni en recevoir des services adéquats dans leur langue. » Voir G. Laing et Celine Cooper, « Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme », dans *L'Encyclopédie canadienne*, 24 juillet 2019. En ligne. < <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/commission-royale-denquete-sur-le-bilinguisme-et-le-biculturalisme> >. Consulté en juin 2020. Pour ce qui est du contexte sociopolitique entourant la formation de la commission, écouter Aujourd'hui l'histoire avec Jacques Beauchamp, « Commission Laurendeau-Dunton : définir l'identité canadienne et faire une place aux francophones », dans *Radio-Canada*, 30 mai 2018, 23 min. En ligne. < <https://ici.radio-ca>

rité économique des Canadiens français vers les années 1950 et 1960, celle-ci leur est davantage attribuable qu'à une présumée exploitation ou domination ethnique de leur groupe social. Autrement dit, comme nous le disait plus haut Bouchard, il s'agit d'un mythe, sans plus. Alors, comment expliquer cette croyance voulant que les Canadiens français soient « nés pour un petit pain » dans la première moitié du XX^e siècle ? Les thèses sont à la fois nombreuses et difficiles à résumer de façon concise ici. Gardons toutefois en tête que selon Roy, la situation précaire de cette population s'expliquerait en partie par un tournant manqué des élites canadiennes-françaises au lendemain de la crise économique des années 1930 : celui pris par bon nombre de pays occidentaux en concédant à leur État de nouveaux rôles social et économique. Au sortir de la guerre, l'écart se creuse entre la vision des dominants et celle des « nouveaux penseurs », soit les projets néolibéraux et néonationalistes « promus par les jeunes générations à *Cité libre* ou à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, à Radio-Canada ou au *Devoir*. » Au regard de l'historienne :

Ces nouveaux penseurs auront tendance à projeter dans le passé leur vision critique du présent, comme si le décalage entre les élites et la société – bien réel dans les années 1950 – avait toujours existé; comme si la non-pertinence de ces élites avait été permanente; comme s'il était permis aussi de *juger* les morts avec les valeurs des vivants... En présentant à leurs concitoyens le passé canadien-français à travers un tel prisme, sans trop se soucier d'établir la preuve historique de leurs dires, ces nouveaux intellectuels contribueront ainsi à fabriquer la mémoire collective, la remodelant pour mieux l'arrimer à leur propre définition des enjeux du présent et de l'avenir. Mais la mémoire n'est pas l'histoire...²⁵⁰

De fait, « la mémoire n'est pas l'histoire ». N'empêche, celle-ci se fait *choux gras* des historiens après la Grande Noirceur et d'un certain journalisme actuel, du moment où Laurendeau ne reviendra pas sur la thèse de *Nègres blancs d'Amérique* en prétendant n'avoir jamais entendu personne dénoncer le constat qu'émet Vallières dans son livre, seulement ses conclusions²⁵¹. À cet effet donc, il peut être intéressant de revenir à une citation de Roy touchant à la pratique historienne et ses possibles interprétations pour la suite de notre recherche :

nada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/74203/commission-royale-enquete-bilinguisme-biculturalisme-andre-laurendeau-davidson-dunton >. Consulté en juin 2020.

²⁵⁰ Fernande Roy, « Nègres blancs d'Amérique ? », *op. cit.*, p. 52. Au sujet de la politisation de la mémoire collective, voir Gérard Bouchard, « Activer l'ancrage et l'empreinte : l'historisation des valeurs », dans *Raison et déraison du mythe : Au cœur des imaginaires collectifs*, *op. cit.*, p. 90-91.

²⁵¹ Aujourd'hui l'histoire avec Jacques Beauchamp, « Nègres blancs d'Amérique, le plaidoyer percutant de Pierre Vallières », *op. cit.*, vers 5 min.

Dans une société, le passé appartient à tout le monde : ce n'est pas la chasse gardée des historiens. De telle sorte qu'il y a souvent un bon écart entre la mémoire collective et la mémoire qu'on appelle savante. Entendons-nous bien : je ne suis pas en train de suggérer que les écrits des historiens universitaires sont dénués de parti pris ou de subjectivité. Personne n'est objectif, pas plus les historiens que les autres. Cela dit, le relativisme absolu ne présente pas d'intérêt pour la recherche, à mon avis : tout n'est pas qu'une question de point de vue. Au-delà de l'inévitable subjectivité, je crois tout de même que les historiens sérieux construisent un certain savoir, des connaissances solides, même si elles sont sans doute provisoires, c'est-à-dire appelées à être nuancées, voire dépassées plus ou moins rapidement.²⁵²

Récapitulons maintenant. On a dit pour commencer que les artisans de la Révolution tranquille avaient cherché à accorder le passé à leur présent, et que ce présent était en quelque sorte marqué par deux mythes : ceux de la reconquête et du minoritaire. On a vu ensuite que cet imaginaire de la « Révolution tranquille » avait conséquemment influé sur l'émancipation de la société québécoise au début de la décennie 60, tant au plan politique que culturel. Et pour y parvenir, on a revalorisé la mémoire collective au détriment de l'histoire, quitte à oublier ou trafiquer certains faits... Pour reprendre la formulation de Malraux : *je ne juge pas, et ce serait parfaitement inutile*. Toutefois et il faut bien le rappeler, on doit à cette mémoire collective la mobilisation et la mise en action des Québécois au sortir de la Grande Noirceur. Or une de leurs réclamations est autant à la base de l'homme moderne que de la nouvelle muséologie : l'éducation.

c) *L'Université du Québec à Montréal : une « nouvelle » université*

Nous revoici en 1968, en pleine manifestation étudiante. Toujours plus nombreux, les cégépiens réclament la création de nouvelles universités francophones pouvant les accueillir; l'Université Laval, dans la ville de Québec, de même que celle de Montréal étant alors les seules à pouvoir le faire... On dénonce par le fait même celle de McGill qu'on associe ni plus ni moins au colonialisme, et prend contact avec les manifestants français avec qui on suppose partager le même objectif : celui d'un meilleur accès au système d'enseignement, notamment celui supérieur²⁵³. Enfin bref, bien qu'on impute davantage la création du réseau universitaire du Québec aux suites du rapport Parents qu'à la version québécoise des « événements de Mai 68 », on peut néanmoins avancer

²⁵² Fernande Roy, « Nègres blancs d'Amérique ? », *op. cit.*, p. 38.

²⁵³ Voir Jean-François Nadeau, « La douce anarchie québécoise de 1968 », dans *Le Devoir*, 5 mai 2018. En ligne < <https://www.ledevoir.com/societe/527021/la-revolte-etudiante-de-l-automne-1968-a-ete-integree-dans-le-grand-recit-de-l-elan-de-la-revolution-tranquille> >. Consulté en avril 2020.

que les Québécois ont réussi : le 9 avril 1969 est créée l'Université du Québec à Montréal, la première de dix universités publiques et surtout laïques.

C'est le début d'une université dite « nouvelle » comme le rappelle bien le doctorant Martial Dassylva dans son article *L'Université du Québec : université nouvelle, nouvelles universités* publié au sein du *Bulletin d'histoire politique* à l'hiver 2008 :

Pour répondre adéquatement à cette conjoncture particulière, il fallait oser innover : préfigurant l'université de l'an 2000, la nouvelle institution devait offrir non seulement des services diversifiés, bien distribués sur le plan géographique, mais encore bien coordonnés, et surtout novateurs au plan de l'organisation, de la pédagogie et de la gestion. D'entrée de jeu, cette université devait se démarquer des universités existantes, jugées conservatrices et un peu trop traditionnelles. En d'autres mots, la nouvelle université devait être nouvelle.²⁵⁴

D'emblée, ces nouvelles universités se démarquent par leur aspect social, notamment celle montréalaise en adoptant la *Politique 41 des services aux communautés* en 1979. Selon le Service aux collectivités de l'établissement universitaire qui découle de cette même politique, sa mission s'inscrit ni plus ni moins dans le contexte sociohistorique des années 1970 au Québec, c'est-à-dire une époque caractérisée par les mouvements syndicaliste, féministe, communautaire et de l'action culturelle qui sont alors en plein essor²⁵⁵. Unique en son genre, la politique uqamienne prend toutefois son appui dans une réflexion développée au commencement des années 1970 avec la publication des rapports Faure et Bélanger-Daoust, prônant respectivement une nouvelle philosophie de l'éducation hors des murs traditionnels de l'école ainsi qu'une démocratisation de l'université par un soutien à la promotion collective²⁵⁶; ce dont témoigne la politique :

²⁵⁴ Martial Dassylva, « L'Université du Québec : université nouvelle, nouvelles universités », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 16, n°2, 2008. En ligne. < <https://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-16-numero-2/l'universite-du-quebec-universite-nouvelle-nouvelles-universites/> >. Consulté en avril 2020.

²⁵⁵ Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal, « Émergence et développement de la mission sociale de l'université », dans *La coconstruction des connaissances : l'expérience du Service aux collectivités de l'UQAM. Une inspiration majeure pour le TIESS* [Territoires innovants en économie sociale et solidaire], Université du Québec à Montréal, octobre 2018, p. 21-35. En ligne. < <https://sac.uqam.ca/upload/files/TIESSmonoFINALEWeb.pdf> >. Consulté en avril 2020.

²⁵⁶ Voir respectivement Marcel Lajeunesse, « Le rapport Faure et l'idée de changement », dans *Documentation et bibliothèques*, vol 20 n°1, mars 1974. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/documentation/1974-v20-n1-documentation04252/1055706ar.pdf> >; Consulté en avril 2020; Service aux collectivités, « Genèse d'une mission universitaire », dans *Mission des Services aux collectivités*, s. d. En ligne. < <https://sac.uqam.ca/mission-des-services-aux-collectivites/genese-d-une-mission-universitaire.html> >. Consulté en avril 2020. Pour le premier rapport, notons le résumé qu'en fait Lajeunesse :

Cette Politique [des services aux collectivités] a pour objectif d'assurer une plus grande démocratisation de l'éducation en donnant accès aux ressources universitaires à des collectivités qui n'y ont pas traditionnellement accès, en développant de nouveaux modes d'appropriation des connaissances et en assurant une plus large diffusion des savoirs à l'extérieur de l'Université. Elle présente l'originalité d'intégrer ces activités à la tâche normale du professeur ou de la professeure. Elle permet, par là même, un renouvellement des pratiques universitaires et un enrichissement des savoirs.²⁵⁷

À la lumière de cette définition, il semble de plus en plus évident que l'Université du Québec à Montréal s'inscrit pleinement dans les changements sociaux de son époque, permettant du même coup à sa communauté professorale et étudiante d'y contribuer. À cet effet, la « muséologie québécoise » n'y échappe pas. Bien que la fondation d'un programme conjoint avec l'Université de Montréal arrive plus tard, en 1987, certains professeurs du Département d'histoire de l'art enseignent et sensibilisent les étudiants à une nouvelle forme de muséologie dès la fin des années 1970. C'est le cas de Pierre Mayrand, également fervent défenseur du Service aux collectivités tout au long de sa carrière universitaire et sur lequel il fait reposer, d'ailleurs, une partie de ses cours...

2.2 De transmetteur à initiateur. Une lecture universitaire de l'(éco)muséologie

Le parcours anachronique de Pierre Mayrand est embrouillé, avouons-le d'emblée. Titulaire d'une maîtrise en histoire de l'art réalisée sous la direction de Jacques Thuillier au commencement des années 1970, à l'Université Paris X, Pierre Mayrand aurait d'abord été fonctionnaire gouvernemental puis enseignant au Collège Sainte-Marie de Montréal avant d'arriver à l'Université du Québec à Montréal comme professeur vers 1968, et où il participe à la création du Département d'histoire de l'art sur la demande d'Hubert Aquin, alors lui aussi professeur à la même université...²⁵⁸ Le fil des évène-

« Le Rapport de la Commission internationale sur le développement en éducation (UNESCO) est une réflexion critique sur l'évolution de l'éducation dans le monde. À la suite d'un constat sévère de la situation présente, il recommande l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement de l'éducation, pensée en fonction des possibilités présentes et des exigences de l'avenir. Aux valeurs passées, il faut en substituer de nouvelles qui correspondent à la vie réelle, faite de progrès technique et de changement. L'école pourra de moins en moins assumer seule les fonctions éducatives de la société. Il faudra intégrer et exploiter les richesses culturelles nationales. »

²⁵⁷ Service aux collectivités, « Politique des services aux collectivités », dans *Politique 41 des services aux collectivités*, s. d. En ligne. < <https://sac.uqam.ca/mission-des-services-aux-collectivites/politique-41-des-services-aux-collectivites.html> >. Consulté en avril 2020.

²⁵⁸ Lors de son témoignage au « Tribunal de la Culture » en 1975, Pierre Mayrand se présente comme suit : « J'ai été formé comme Historien de l'Art à l'école traditionnelle française, et initié à l'Inventaire

ments semble toutefois se préciser à partir de cette dernière date; année de la création de l'Université du Québec à Montréal, rappelons-le à nouveau. Mais coup de théâtre : bien qu'on associe le jeune professeur au Département d'histoire de l'art, c'est malgré tout en tourisme de même qu'en animation culturelle que Mayrand fait sa marque sur la scène muséologie nord-américaine au début des années 1970, où il y introduit « un volet muséologique dans l'esprit de l'action communautaire » sur l'exemple des pays latino-américains²⁵⁹. S'ajoute, par la suite, la création de quelques cours et séminaires toujours offerts par le programme de muséologie, mais qui ne suffissent pas à donner une formation valable en écomuséologie à l'égal de celle de l'Université de Lisbonne, au Portugal, avec son Département de sociomuséologie selon Hugues de Varine...²⁶⁰

Jusqu'à sa retraite de l'enseignement supérieur en 1997, on remarque pourtant que Pierre Mayrand contribue à sa manière –certes–, à la (re)connaissance de la nouvelle muséologie en milieu universitaire québécois; car enfin de son *passage* à l'Université comme il aime le souligner²⁶¹, on retiendra avant tout son étroite collaboration avec le

des richesses artistiques par M. André Chastel, Professeur en Sorbonne, et Membre de la Commission française (1958-1963) » (p. 74). Vérification faite, plusieurs documents d'archives confirment que le muséologue aurait débuté sa maîtrise sous la direction d'André Chastel avant de changer pour Jacques Thuillier qui lui succèdera à la Sorbonne au début des années 1970. Intitulé *Le Château de Louisbourg 1718-1760 : Étapes de construction et concepts d'aménagement*, le mémoire aurait possiblement été commencé en 1967 et déposé un peu plus tard, vers 1973. Toutefois, c'est comme fonctionnaire gouvernemental que Pierre Mayrand débute sa carrière dans le courant des années 1960; d'abord avec la restauration de la Forteresse de Louisbourg, en Nouvelle-Écosse, et ensuite avec le projet de mise en valeur de la Place Royale dans la ville de Québec avec le Ministère des Affaires indiennes et du Nord pour l'un, et les Affaires culturelles pour l'autre. Entre-temps, Mayrand commence à enseigner au collège Sainte-Marie jusqu'à son incorporation au sein de l'Université du Québec à Montréal en 1969, et où il devient professeur par la suite. Son enseignement portera sur l'histoire de l'art au Québec, le patrimoine national ainsi que la diffusion du patrimoine auprès du public, tout en s'inscrivant dans une perspective qualifiée de pluridisciplinaire avec l'orientation de ses activités professorales dans les domaines du tourisme social et de l'animation culturelle. À titre d'exemple, pensons aux projets de l'Écomusée de la Haute-Beauce en 1978, puis de la Maison du Fier Monde en 1980. Voir notamment Société des musées du Québec (SMQ), « Pierre Mayrand », dans *Prix carrière*, 2010. En ligne. < <https://www.musees.qc.ca/fr/professionnel/activites-publications/prix-smq/laureats/2010/pierre-mayrand> >. Consulté en avril 2020; Pierre Mayrand, *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009*, *op. cit.*, quatrième de couverture; Maïlys Hervé, « Verbatim de l'entretien avec Pierre Mayrand », *op. cit.*

²⁵⁹ Pierre Mayrand, *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009*, *op. cit.*, quatrième de couverture.

²⁶⁰ Hugues de Varine, « L'écomusée dans la nouvelle muséologie », dans *L'écomusée singulier et pluriel : Un témoignage sur cinquante ans de muséologie communautaire dans le monde*, *op. cit.*, p. 64. Notons que Pierre Mayrand aurait enseigné au sein du programme de sociomuséologie de l'Université de Lisbonne au début des années 2000, après sa retraite de l'Université du Québec à Montréal. À ce sujet, voir René Binette, « Pierre Mayrand (1934-2011) : parcours d'un muséologue engagé », *op. cit.*

²⁶¹ Lorsqu'on lui demande s'il a mené la carrière qu'il souhaitait à l'Université du Québec à Montréal dans le cadre du projet *Mémoires de la muséologie*, Pierre Mayrand répond : « Carrière ? Je n'ai jamais

Service aux collectivités ainsi que la création du Groupe de recherche en patrimoine (popularisé sous l'abréviation GRP) en 1976²⁶², ce qui lui aura non seulement permis de jumeler à ses activités d'enseignement la pratique participative de la muséologie, mais aussi de contribuer activement et autrement à la valorisation des principes fondateurs de la nouvelle muséologie. Et les exemples sont nombreux : qu'on pense aux écomusées de la Haute-Beauce, du Fier Monde ou de l'Insulaire, tous participent de près ou de loin à la montée du mouvement des écomusées au sein de la province dans le courant des années 1980 à 1990 et, par la même occasion, à celle du MINOM avec l'organisation d'une « Journée d'étude sur les écomusées » dans la salle des Boiseries de l'Université le 26 mai 1983 comme on l'envisagera, au reste, ci-dessous²⁶³.

Cependant, un premier constat mérite d'être souligné avant de continuer. Bien que la littérature muséologique contemporaine et internationale semble vouloir attribuer à une réunion du Comité international pour la muséologie (ICOFOM) le déclenchement du MINOM en juillet 1983²⁶⁴, les écrits de certains muséologues québécois apportent

pensé, je n'ai jamais été un carriériste. Je suis passé à travers l'université de justesse souvent. En contribuant à fonder beaucoup de choses, en laissant beaucoup de traces chez les étudiants. Parce qu'il y a toujours des étudiants qui viennent me voir en me disant : "Pierre tu sais, telle chose que tu as faite, que tu m'as dit... Ça été pour moi la direction de ma vie". Et ça c'est peut être la plus belle chose qu'on puisse te dire. » Et ajoute un peu plus loin : « Moi j'étais quelqu'un des services à collectivité, je me suis battu pendant tout mon séjour à l'université. [...] Et pendant longtemps j'ai été sous le comité de service à la collectivité de l'université. On a permis comme ça aux gens de la Maison du Fier monde d'accéder aux premières subventions là dessus. Il y avait un nommé Gladu là dedans, qui comprenait bien ce qu'on faisait, qui nous a aidé soit dans la Haute-Beauce, soit là. Pierre Gladu, c'était un fonctionnaire, mais un fonctionnaire pas comme les autres. » Voir Mailys Hervé, « Verbatim de l'entretien avec Pierre Mayrand », *op.cit.*, p. 24-25.

²⁶² Soulignons que dans le document de travail préparé en vue de la « Journée d'étude sur les écomusées », le Groupe de recherche en patrimoine (GRP) se présente sommairement comme suit : « Ce groupe se spécialise depuis 1976 dans la recherche prospective sur l'animation du patrimoine et dans la prestation de services universitaires (expertises, infrastructure, ressources humaines et matérielles logistiques) aux groupes populaires et aux municipalités qui en font la demande. Il est à l'origine des trois écomusées du Québec : Haute-Beauce, Fier Monde, Insulaire. » Voir Groupe de recherche en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, « Journée d'étude sur les écomusées », *op. cit.*

²⁶³ On notera ici que les informations mentionnées dans la prochaine section de notre recherche – à savoir « À l'aube du MINOM : La "Journée d'étude sur les écomusées" » (voir p. 95) –, proviennent essentiellement du documents de travail produit par le Groupe de recherche en patrimoine (GRP), sauf indication contraire. Voir Groupe de recherche en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, « Journée d'étude sur les écomusées », *op. cit.*

²⁶⁴ Nous pensons notamment à l'article écrit par le muséologue brésilien Bruno Brulon Soares en 2015, et dans lequel une partie de son analyse repose sur le rapport de Desvallées présenté en introduction de notre recherche. Toutefois, il est intéressant de constater que Pierre Mayrand contribue également à cette inexactitude lorsqu'il affirme dans sa dernière publication : « [...] Grâce aux organisations belges, québécoises et françaises, notamment la MNES [Muséologie nouvelle et expérimentation sociale], naîtra, en 1983, à Londres où le hasard voulut que les contestataires s'y trouvent réunis en grand nombre dans le cadre de la Conférence générale de l'ICOM prennent la décision, à l'intérieur d'une as-

une autre explication. C'est le cas du texte de René Rivard *Les écomusées au Québec*, et dans lequel celui-ci confirme que l'on doit bel et bien les fondements du regroupement d'écomuséologues à cette peu connue « Journée d'étude sur les écomusées »²⁶⁵ : une voie que nous privilégierons dès lors pour la suite de notre recherche²⁶⁶.

2.3 À l'aube du MINOM : « La Journée d'étude sur les écomusées »

Pour comprendre l'origine du MINOM de même que les motivations premières de ses principaux adhérents, il semble nécessaire de se pencher sur les commencements de l'écomuséologie dans la province canadienne. À cet effet, le document de travail produit par le Groupe de recherche en patrimoine en prévision de la « Journée d'étude sur les écomusées » offre une piste de lecture intéressante afin d'appréhender la raison d'être du regroupement d'écomuséologues au début des années 1980.

2.3.1 Montréal, 26 mai 1983. « La Journée d'étude sur les écomusées »

Nous voici donc en mai 1983, peu de temps avant la tenue du Conseil international des Musées (ICOM) prévu à Londres sous le titre « Musée-Territoire-Société », et où membres et participants devront valider le rôle des écomusées au sein d'un *Traité de*

semblée générale d'ICOFOM, de former un groupe de travail chargé d'organiser, dès l'année suivante, au Canada, une rencontre spontanée sur le thème d'un "premier atelier international écomusées / nouvelle muséologie" ». Voir respectivement Bruno Brulon Soares, « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie », dans *ICOFOM Study Series : Nouvelles tendances de la muséologie*, 43a, 2015. En ligne. < <https://journals.openedition.org/iss/563> >. Consulté en juillet 2019; Pierre Mayrand, « Souvenirs d'écomusées, pour mieux comprendre le MINOM », dans *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009*, op. cit., p. 85.

²⁶⁵ À titre d'exemple, René Rivard écrit : « Elle [l'Association des écomusées du Québec] avait organisé en mai 1983 la journée d'étude des écomusées, à laquelle avaient participé Hugues de Varine-Bohan et des représentants populaires de tous les écomusées québécois. On y avait décidé de tenir le premier Atelier international : "Écomusées/nouvelle muséologie", colloque itinérant qui eut lieu au Québec en octobre 1984 et qui a donné naissance à un regroupement international des principaux intervenants en muséologie populaire ». Voir René Rivard, « Les écomusées au Québec », dans *Museum : Images de l'écomusée*, n°148 (vol. XXXVII, n°4), 1985, p. 203. Par ailleurs, il est intéressant de noter que Pierre Mayrand aborde également cette « Journée d'étude sur les écomusées » dans la même publication. Pierre Mayrand, « La nouvelle muséologie affirmée », dans *Museum : Images de l'écomusée*, op. cit., p. 200.

²⁶⁶ Notons que selon le dire de Pierre Mayrand, l'idée de la création d'un mouvement international pour une nouvelle muséologie aurait émergé dès 1980, soit lors de la Conférence générale du Conseil international des musées organisée dans la ville de Mexico, en Amérique du Sud, mais sans pour autant donner plus d'information sur son point de départ. Voir Pierre Mayrand, « Notes : Fondateurs québécois du MINOM », 8 juillet 2010, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Membres Nord-Américain du MINOM ».

la muséologie, du moins le pense-t-on encore à ce moment²⁶⁷. Il y a maintenant douze ans apparaissait l'écomusée – sous l'égide de ses définisseurs français Marcel Evrard, Georges Henri Rivière et Hugues de Varine (alors directeur de l'ICOM) –, un concept en grande partie puisé dans celui de musée de plein air développé à la fin du XVIII^e siècle en Scandinavie comme nous le rappel d'emblée le document. L'écomusée de la Haute-Beauce fondé en 1978 constitue donc à ce moment *la* référence pour les autres en devenir au pays²⁶⁸, mais aussi un point d'appui essentiel pour les écomuséologues québécois à la recherche d'une réflexion commune, et même d'une certaine uniformisation de ce « concept français » qui a su « attir[er] les Québécois soucieux du renouvellement du musée et de son rôle dans l'évolution de la société » selon les auteurs du document de travail. Or si ceux-ci postulent que pour bien comprendre le mouvement québécois des écomusées il importe dans un premier temps de décrire l'expérience du Musée et centre régional de la Haute-Beauce, et puis d'en dégager ses caractéristiques principales par après, on ne retiendra ici que le passage suivant à dessein d'être bref :

Au Québec, l'application des principes de l'écomuséologie demeure, par rapport à la formule française systématisée, hypothétique jusqu'en 1978. Le cadre institutionnel des agences gouvernementales, le Livre blanc sur le développement culturel en 1978, la Loi sur l'aménagement du territoire en 1979, la Déclaration québécoise sur le tourisme culturel en 1978 donnent lieu, en 1978, à une première initiative concrète sur le terrain : celle du Musée et centre régional d'interprétation de la Haute-Beauce qui précisera les objectifs et confirmera la faisabilité. Aujourd'hui le mouvement s'est généralisé dans presque toutes les régions du Québec sans pour autant que ses structures soient aussi avancées qu'en Haute-Beauce.²⁶⁹

Dépourvu de soutien gouvernemental, on pense donc que la planification d'un colloque international sur les écomusées favorisera une meilleure implantation de ce type de nouveau musée un peu partout au pays, et ce, selon leurs besoins et contexte. Ainsi émerge le projet d'un colloque programmé par le Groupe de recherche en patrimoine (que dirige alors Pierre Mayrand) pour l'année suivante, en 1984, espérant attirer plus

²⁶⁷ Au sujet du *Traité de la muséologie*, voir notamment André Desvallées et François Mairesse, « Sur la muséologie », dans *Culture & Musées*, n°6 Du musée au parc d'attraction, 2005, p. 138. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1766-2923_2005_num_6_1_1377 >. Consulté en mai 2020.

²⁶⁸ « Cet exemple qui continue de progresser, attire des groupes de tous les coins du pays qui veulent l'adapter à leurs propres besoins et à leur contexte. Il est donc nécessaire d'établir les principes de base et d'assurer des services qui permettront, en l'absence d'une aide gouvernementale, l'implantation de nouvelles initiatives. » Groupe de recherche en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, « Journée d'étude sur les écomusées », *op. cit.*

²⁶⁹ *Ibid.*

d'une cinquantaine d'intervenants autour du thème « Les écomusées de la deuxième vague : Sources et dépassements ». Organisé au Québec, la thématique choisie pour le colloque est on ne peut plus significative lorsqu'on parcourt le document de travail :

Le travail important accompli par les écomusées institutionnels, en France (de parcs, le Creusot) et par ses définisseurs (G. H. Rivière, Hugues de Varine, Marcel Evrard) a donné naissance depuis quelques années aux écomusées de la "deuxième vague" ou écomusées communautaires (Mouvements associatifs). Les écomusées du Québec, au Canada, appartiennent à cette catégorie : ils sont entièrement financés et gérés par les populations qui en prennent l'initiative. Certains écomusées, de fondation récente en France, comme celui de la région de Fourmies Trelon et celui de l'Association cantonale du Coglais, se caractérisent également par leurs assises populaires. Nous faisons entrer dans notre définition de l'écomusée communautaire des expériences analogues, telles que celles issues de l'idéologie du "museo integral", des "musées de voisinage", de la "casa del museo" et l'apparition plus récente des écomusées que je qualifierais de "militants". Ces expériences possèdent ceci en commun qu'elles sont issues de la volonté d'une population dont elles épousent la mentalité, qu'elles s'appuient sur un territoire d'appartenance, qu'elles accordent une large part de leur action au développement social et culturel intégrés et à la concertation avec l'ensemble des partenaires du développement dans une région, tout en privilégiant les instances populaires dans le processus d'appropriation des outils de progrès. L'écomusée devient alors synonyme de décentralisation effective des pouvoirs et de cogestion/autogestion régionale.²⁷⁰

Ainsi, quoique l'on prévoit rendre hommage aux pionniers de l'écomuséologie durant la tenue du colloque, force est de constater que les organisateurs de l'événement aspirent surtout à définir, mettre à jour et pérenniser le rôle des écomusées au sein de la muséologie comme le démontrent bien les objectifs principaux visés par le colloque :

- 📖 *Réunir les principaux intervenants actifs depuis 1971;*
- 📖 *Faire le bilan des écomusées et des mouvements analogues (le dernier étant l'article publié par Hugues de Varine en 1978, dans Gazette;*
- 📖 *Entreprendre un questionnaire sur le pourquoi, les objectifs, sur les définitions, sur les actions;*

²⁷⁰ *Ibid.*

- 📖 *Dresser la prospective des écomusées et de l'écomuséologie en tant que discours et engagement social. Vérifier la concordance des modèles théoriques et opérationnels;*
- 📖 *Définir le rôle des partenaires (universitaires, professionnels, population, gouvernements);*
- 📖 *Définir les rapports avec la muséologie;*
- 📖 *Rendre hommage aux pionniers de l'écomuséologie et des écomusées de la première vague. Publication d'un corpus G. H. Rivière;*
- 📖 *Créer des conditions administratives et scientifiques pour la poursuite des échanges entre personnes et organismes;*
- 📖 *Adoption d'une déclaration commune régissant les principes inaliénables de la pratique des écomusées de même que les actions communes souhaitées à moyen et à long terme;*
- 📖 *Permettre une présence active accrue des tenants de l'écomusée et des mouvements analogues au sein de l'ICOM.²⁷¹*


En gros, si l'on considère que les écomusées de la première vague, en France, sont on ne peut plus associés à l'idée d'une « délégation sous contrôle » qu'à celle de « démocratie participative » pourtant recherchée « auprès d'une génération de conservateurs, influencés par mai 1968 et soucieux de renouveler l'offre des musées »²⁷², le colloque se propose de régulariser une fois pour toutes la situation... En fait, il faut savoir qu'à ce moment, seule la définition évolutive de l'écomusée proposée par Rivière au début des années 1980 fait office de référence pour les professionnels se revendiquant d'une muséologie dite « nouvelle ». Or, cette définition est ambiguë comme le soulève bien Frédéric Poulard dans son article *Les écomusées : Participation des habitants et prise en compte des publics* publié en 2007 :

²⁷¹ *Ibid.* Bien que la « Journée d'étude sur les écomusées » soit planifiée par le Groupe de recherche en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, on notera néanmoins que le Comité d'organisation se compose des personnes suivantes : Pierre Mayrand (coordinateur), Paule Renaud (recherchiste), Maude Céré (Écomusée de la Haute-Beauce), Odette Fournier (Écomusée de l'Insulaire), Michel Gendron (Écomusée de la Maison du Fier Monde), René Rivard (consultant) et Marc Laplante (Professeur en sociologie des loisirs). Il est aussi intéressant de souligner que la réalisation de la « Journée d'étude sur les écomusées » a été rendue possible grâce à la contribution des organismes suivants : la Direction générale du patrimoine, la Fondation Samuel et Saidye Bronfman, le Groupe de recherche en patrimoine, le Musée et centre régional d'interprétation de la Haute-Beauce, les Affaires intergouvernementales et l'Université du Québec à Montréal. Aussi, notons qu'à partir de maintenant, nous mettrons en italique tous les passages puisés dans le document de travail puisque non accessible en ligne.

²⁷² Frédéric Poulard, « Les écomusées : Participation des habitants et prise en compte des publics », dans *Presses Universitaires de France : « Ethnologie française »*, vol 37, 2007, p. 552. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2007-3-page-551.htm#> >. Consulté en mai 2020.

Le conservateur [Rivière] y évoque non sans contradictions le rôle tantôt actif, tantôt passif de la population. Celle-ci passe en effet successivement du statut de concepteur, voire d'initiateur, à celui de spectateur et même d'élève. L'auteur apparente l'écomusée à une "école" qui "associe" la population à ses actions d'étude et de protection et, par une sorte de jeu de miroir, "*l'incite à mieux appréhender les problèmes de son propre avenir*". On voit bien à travers ces recommandations qu'un flou entoure dès l'origine le degré de participation et d'initiative des habitants. Il soulève en fait la question de la marge de manœuvre des conservateurs et des modalités de leur contrôle sur l'institution.²⁷³

Plus qu'une rencontre internationale entre écomuséologues, le colloque servira à jeter les bases d'une « Déclaration québécoise sur les écomusées » qui viendra uniformiser principes et pratiques de l'écomuséologie se produisant actuellement aux quatre coins du monde ambitionnent ses organisateurs. Pour y parvenir, ceux-ci prévoient profiter de la « Journée d'étude sur les écomusées » planifiée en mai 1983 afin de produire un document de travail témoignant des recommandations de différents experts, praticiens et théoriciens de l'écomuséologie que viendront par la suite enrichir les commentaires d'autres écomuséologues mondiaux. On ne veut rien de moins qu'en former un texte définitif pour le colloque de 1984, le faire approuver par les participants, et le diffuser publiquement partout dans le monde comme nous le révèle les archives de Mayrand :

 Projet de déclaration québécoise sur les écomusées :

La "Déclaration québécoise" a pour but de réaffirmer et préciser les principes et pratiques fondamentales des écomusées, de les normaliser dans une prise de position commune qui sera dévoilée lors du colloque international de 1984, à Québec. La réunion des gens d'écomusées étant relativement rare, nous souhaitons profiter de l'occasion de la tenue de la "Journée québécoise d'étude sur les écomusées", le 26 mai 1983, pour préparer un document préliminaire qui tiendra compte des points de vue exprimés par les experts et par les praticiens des écomusées du Québec,

²⁷³ *Ibid.*, p. 553-554. La suite du paragraphe est également intéressante à considérer ici : « En témoignent les réflexions suscitées au sein du SNAC du Parti socialiste, où les professionnels de musées, ceux-là mêmes qui militaient en faveur d'un développement de la démocratie participative, exprimaient leurs craintes face à la multiplication des musées d'origine associative, susceptibles de remettre en cause leurs propres missions : "*La prolifération des musées sauvages, des musées privés, d'association, des "maisons de..." devient inquiétante, car ce phénomène reste largement incontrôlable. Cette tendance à la défonctionnarisation de la fonction de conservateur pose non seulement des problèmes au niveau de la profession, mais également pour ce qui est de la conservation du patrimoine. Bien souvent, ces musées renferment des collections non inaliénables et rassemblées sans qu'aucune méthode ou projet scientifique ait guidé leur collecte*" (Nantes, réunion du 8 novembre 1976). »

par les invités français, par les différents organismes invités à titre d'observateurs. Le document sera enrichi par la suite des commentaires de différentes instances des écomusées dans le monde, puis finalisé dans son texte définitif par un comité nommé à cette fin, vers mars 1984. Le document sera soumis pour approbation finale aux participants du colloque de '84, après quoi il recevra une diffusion publique mondiale.

Plusieurs approches à l'écomuséologie peuvent être observées. Ses principes fondamentaux, tels que le territoire, la participation d'une population, la décentralisation des activités, sont appliqués de façon très inégale, quand le processus n'est pas entièrement faussé par des pratiques éloignées de la théorie, ou par une définition restrictive de l'écomusée qui le confine à la notion de territoire ou de préoccupation écologique. La relation musée et écomusée, ou le rapport du terme musée au terme "éco" dans la composition du vocable, porte fréquemment à ambiguïté ou à associations forcées. Sur le plan des fonctions de l'écomusée et du rapport entre un centre et des unités territoriales qui s'y rattachent persistent bien des hésitations...

La "Déclaration québécoise", prise de position internationale, verra à clarifier les éléments d'imprécision actuels, à réaffirmer les rôles éducatifs et de développement des écomusées, son attachement aux principes évolutifs énoncés par son fondateur, G.-H. Rivière, enfin sa place dans la famille des musées et de l'action culturelle.

La structure du document s'inspirera de la Déclaration québécoise sur le tourisme social, adoptée en 1979 par le Regroupement des organismes de loisirs du Québec, reconnu par l'Organisation mondiale du tourisme.²⁷⁴

Par conséquent, il ne fait aucun doute que l'on peut bel et bien attribuer à la « Journée d'étude sur les écomusées » la pierre angulaire du Mouvement international pour une

²⁷⁴ Groupe de recherche en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, « Journée d'étude sur les écomusées », *op. cit.* Si la « Déclaration québécoise sur le tourisme social » adoptée en 1979 n'est pas accessible sur Internet, les références suivantes peuvent conséquemment apporter un nouvel éclairage sur ce « mouvement international » apparu en Europe avant la Deuxième Guerre mondiale. D'ailleurs, on notera que les auteurs du premier article font référence aux écomusées comme « une offre touristique originale avec comme préoccupations l'accessibilité pour les visiteurs, la mise en valeur des ressources locales et une rétention des retombées pour les communautés en termes d'emplois et d'achat de biens et de services » à l'instar des centres d'interprétation et des parcs thématiques. Voir Louis Jolin et Luce Proulx, « L'ambition du tourisme social : un tourisme pour tous, durable et solidaire ! », dans *Revue Interventions économiques*, n° 32 : L'économie sociale : un bilan des recherches et des pratiques au Québec, 2005. En ligne. < <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/868?lang=en> >. Consulté en mai 2020; Gouvernement du Québec, « Livre blanc sur le loisir au Québec », dans *Conseil Québécois du Loisir*, octobre 1979. En ligne. < <http://www.loisirquebec.com/index.asp?id=993> >. Consulté en mai 2020.

nouvelle muséologie (MINOM) fondé deux ans plus tard à Lisbonne. C'est aussi à cet événement publicisé comme « une première journée de réflexion nord-américaine sur les écomusées, principes et pratiques de l'écomuséologie »²⁷⁵ que l'on doit les débuts d'un travail théorique sur une muséologie dite « ouverte » et « active » par opposition à celle qualifiée de « traditionnelle », c'est-à-dire une muséologie qui « est avant tout l'œuvre d'une élite (politique, culturelle et économique) qui s'exprime par ses spécialistes »²⁷⁶. On pourrait aussi simplifier l'idée à cette seule phrase : « C'est une muséo-

²⁷⁵ Selon le programme officiel de la « Journée d'étude sur les écomusées », celle-ci se divisait en trois séances : Première séance (9h-12h) : Mot de bienvenue; Présentation des invités, des observateurs et des intervenants ; Exposés de Maude Céré (Québec), Hugues de Varine (France) et Marcel Evrard (France); Discussion théorique sur le bilan et la définition des écomusées. Deuxième séance (13h45-17h) : Questions pratiques; Organisation du colloque '84; Secrétariat permanent; Autres actions. Troisième séance (19h30-22h) : Préparation de la Déclaration québécoise sur les écomusées (groupe de travail restreint). Programme d'activités complémentaires à la journée d'étude : Vendredi le 27 mai, 9h-14h : Visite de l'écomusée de l'Insulaire; Samedi le 28 mai : Colloque sur le patrimoine industriel et ouvrier; visite de l'Écomusée de la Maison du Fier Monde; Dimanche le 29 mai : Visite de l'Ecomusée de la Haute-Beauce. Voir Groupe de recherche en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, « Affiche sur la Journée d'étude sur les écomusées », 26 mai 1983, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Journée d'étude sur les écomusées – 26 mai 1983 », n.p. Notons que le comité restreint de rédaction de l'avant-projet de Déclaration se compose des personnes suivantes : Pierre Mayrand (président), Hugues de Varine, René Rivard, Louis Jolin, Maude Céré, Paule Renaud (secrétaire de réunion). *Id.*, « Journée d'étude sur les écomusées », *op. cit.*

²⁷⁶ Mario Moutinho, « La Nouvelle muséologie et l'ethnologie », dans *Cadernos do MINOM*, Lisbonne, 1992, p. 29. En ligne. < <http://www.mariomoutinho.pt/images/PDFs/ArtigosMuseologia/1992nouvellermuseologieethnologieMINOM.pdf> >. Consulté en mai 2020. Notons toutefois que l'expression « musée traditionnel » apparaît déjà en 1971 avec le texte du muséologue canadien Duncan Cameron aujourd'hui publié dans l'ouvrage *Vagues*, et dont la thèse rejoint celle défendue quelques années plus tard par le MINOM : « En dépit des erreurs et de ces limites, il faut tout de même avouer que les classes sociales, qui en avaient le pouvoir, nous ont donné des musées qui sont en quelque sorte des temples où sont enchâssés les choses qu'ils croyaient être significatives, importantes et de valeur. Le public acceptait généralement l'idée selon laquelle si elles étaient dans le musée, non seulement celles étaient considérées comme véritables, mais de plus elles représentaient certaines normes de qualité. Et si le musée disait qu'il en était ainsi pour ceci ou pour cela, on le considérait alors comme une vérité. Ainsi, pendant un certain temps, le musée fut l'endroit où vous pouviez vous rendre pour comparer vos propres perceptions ou réalités avec la vision soi-disant objective de ce qui était accepté et approuvé dans votre société. » Et un peu plus bas : « Lorsque je fais référence à la réforme des musées, je ne veux pas dire qu'il faut faire en sorte qu'ils deviennent des clubs sociaux ou encore des foires, mais bien qu'ils s'améliorent et deviennent plus efficaces en tant que musées-temples. Le premier cas consiste peut-être à redéfinir leur véritable rôle muséal, leur fonction sociale. Le musée doit être constant dans son insistance pour une excellence sans reproche, pour le plus haut niveau d'objectivité dans ses choix, ses présentations, ses interprétations. Si le musée doit avoir une certaine crédibilité, il doit aussi avoir une volonté ferme de présenter les choses qui ne sont pas connues, qui ne sont pas comprises et celles que l'on croit vraies selon le jugement des temps. » Voir Duncan Cameron, « Le musée : un temple ou un forum (1971) », dans André Desvallées (dir.), *Vagues : Une anthologie de la nouvelle muséologie*, Mâcon Edition W; Savigny-le-Temple Muséologie nouvelle et expérimentation sociale, coll. « Museologia » 1992, tome 1, p. 85-86.

logie populaire par opposition à une muséologie du pouvoir »²⁷⁷ comme on le notera, au reste, dans les pages suivantes avec la genèse du MINOM et de l'altérmuséologie.

2.3.2 Londres, juillet 1983. Conseil international des Musées (ICOM)

La suite des événements est connue. À Londres, Pierre Mayrand présente devant le Comité international pour la Muséologie (ICOFOM) l'évolution du Musée et centre régional d'interprétation de la Haute-Beauce en écomusée, son implantation planifiée dans la communauté beauceronne de même que les défis à venir pour l'institution, en concluant sur le fait que : « Le maintien des caractéristiques communautaires de cette catégorie d'écomusées, la préservation de son rôle actif, de même que l'établissement de liens permanents avec la communauté muséale internationale figurent parmi les enjeux importants de l'entreprise. »²⁷⁸ Lorsqu'on réfère à la littérature muséologique, la proposition que soumet Pierre Mayrand au Bureau exécutif de l'ICOFOM est on ne peut plus facile à comprendre : on souhaite la création d'un sous-groupe de travail sur la muséologie communautaire. La demande se voit pourtant rapidement rejetée :

Le débat pendant la conférence a été compliqué par des problèmes de langue, voire de mentalité, et les Français ont été soutenus par les Canadiens français, les Belges, les Espagnols et plus généralement ceux que l'on appelle les Latins (englobant les Sud-Américains et les Portugais). Les anglophones, ne comprenant pas ce que souhaitaient les francophones, refusèrent que soit créé, à l'intérieur du Comité, ce groupe de travail pour les écomusées et musées communautaires dont les représentants québécois proposaient la création.²⁷⁹

Extrait du rapport d'André Desvallées, le passage est généralement utilisé pour parler de l'adoption de la « Déclaration de Québec » en octobre 1984, et puis de la fondation du MINOM au Portugal par la suite. La formule n'est pas fautive. En revanche, il peut être bon d'apporter quelques nuances ici. D'abord, bien qu'on ait mentionné plus haut que la tenue d'un événement muséologique au Québec soit prévue dès la planification

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 30. Pour sa part, Pierre Mayrand définit la muséologie populaire comme étant « [d]e la famille des muséologies sociales engagées, utilisant et adaptant les pratiques muséales à des fins de promotion des revendications populaires. Action mobilisatrice, orientée vers la lutte, elle fonde ses méthodes sur l'éducation populaire et l'action syndicale. Forme généralement éphémère d'action muséale. » Pierre Mayrand, *Haute-Beauce : Psychosociologie d'un écomusée précis*, *op. cit.*, p. 31.

²⁷⁸ Pierre Mayrand, « Les défis de l'écomusée : Un cas, celui de la Haute-Beauce », juillet 1983, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°9, dossier « Écrits et poésies de Pierre Mayrand », p. 5.

²⁷⁹ Bruno Brulon Soares, « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie », *op. cit.*, p. 65.

de la « Journée d'étude sur les écomusées » en mai 1983, c'est néanmoins à Londres que s'impose un premier « malaise généralisé », soit que : « [L]a nouvelle muséologie est plus qu'une démarche qui viserait à encourager l'innovation muséologique permanente. Elle mobilise les tenants d'une transformation radicale des finalités de la muséologie, et par voie de conséquence, préconise une mutation profonde de la mentalité et des attitudes du "muséologue". »²⁸⁰ De là, le projet d'un colloque international tenu au Québec autour d'un hommage à Georges Henri Rivière, sur le thème « Les écomusées de la deuxième vague : Sources et dépassements » à l'initiative du GRP devient, pour les besoins de la cause, le premier Atelier international du MINOM aujourd'hui popularisé sous son thème « Écomusées / Nouvelle muséologie »²⁸¹. Au reste, il n'est pas sans savoir que l'on doit à la « Déclaration de Québec » la fondation du MINOM l'année suivante, à Lisbonne, de même qu'au rapport soumis par André Desvallées au bureau du Conseil international des musées, en 1985, son affiliation comme organisation associée; une décision de compromis pour ce que la première demande du groupe touchant la création d'un comité spécifique aux écomusées se voit finalement écarter par le Conseil exécutif de l'ICOM selon les recherches de Brulon Soares²⁸².

2.3.3 Québec, 13 octobre 1984. « La Déclaration de Québec »

À bien des égards, « La Déclaration de Québec » adoptée le 13 octobre 1984 dans la ville du même nom marque non seulement l'amorce du MINOM fondé un an après lors de la tenue du deuxième Atelier international à Lisbonne, mais aussi et surtout, le début d'une muséologie dite « ouverte » s'inscrivant pleinement dans la continuité du concept de « musée intégral » dévoilé douze ans plus tôt à Santiago²⁸³. À cet effet, les souvenirs d'Hugues de Varine, de même que ses impressions, sont évocateurs ici :

²⁸⁰ Pierre Mayrand, « La nouvelle muséologie affirmée », dans *Museum : Images de l'écomusée*, n°148 (vol. XXXVII, n°4), 1985, p. 199. À ce sujet, Alfredo Tinoco précise : « Possédant une longue expérience des luttes culturelles qui accompagnent depuis une vingtaine d'années la vague de fond déjà mentionnée, ces personnes s'interrogent sur l'action des organisations internationales trop structurées et déjà vouées à l'immobilisme. Elles se questionnent sur l'absence en leur sein de très nombreux acteurs tels les organisations associatives, les groupes de pression, les minorités visibles, les créateurs... trop souvent relégués comme sujets d'études ou marginalisés, rarement considérés comme partenaires à part entière de leur démarche culturelle. » Voir Alfredo Tinoco, « Une muséologie nouvelle pour des hommes nouveaux : identités et globalisation », dans *Cadernos de Sociomuseologia*, n°42, 2012, p. 7. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en mai 2020.

²⁸¹ Groupe de recherche en patrimoine de l'Université du Québec à Montréal, « Journée d'étude sur les écomusées », *op. cit.*

²⁸² À ce sujet, voir Bruno Brulon Soares, *op. cit.*, p. 65-66.

²⁸³ Alfredo Tinoco, « Une muséologie nouvelle pour des hommes nouveaux : identités et globalisation », *op. cit.*, p. 11-12.

Si l'on relit aujourd'hui les textes de Santiago, on s'aperçoit qu'ils ont évidemment vieilli, dans la forme comme dans le fonds. Mais il est toujours possible d'en retrouver le sens vraiment novateur, sinon révolutionnaire. Ce qui est le plus nouveau, à mon sens, au-delà du contexte de l'époque, ce sont surtout deux notions qui apparaissent mieux, mais parfois maladroitement, dans les "considérants" des résolutions, et non pas dans celle-ci.

1. Celle du musée intégral, c'est-à-dire prenant en compte la totalité des problèmes de la société.
2. Celle du musée comme action, c'est-à-dire comme instrument dynamique du changement social.

On oublie ce qui avait, pendant deux siècles et plus, constitué le plus clair de la vocation du musée : la mission de collecte et celle de conservation. On arrive au contraire à un concept de patrimoine global à gérer dans l'intérêt de l'homme et tous les hommes.²⁸⁴

C'est à l'essai *Que le musée s'ouvre, ou vers une nouvelle muséologie* de René Rivard que l'on doit le concept de « musée ouvert ». Distribué lors du premier Atelier international organisé dans les villes de Montréal, de la Haute-Beauce et de Québec à l'automne 1984, Rivard offre au lecteur le résultat « d'une recherche faite [un an plus tôt, en 1983], sur les expériences en nouvelle muséologie qui se menaient un peu partout en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord et du Sud. »²⁸⁵ Si le document passe en revue différents types de musées, c'est surtout l'écomusée qui se retrouve au cœur de la recherche de Rivard. Il n'est donc pas étonnant de retrouver les caractéristiques de cette entreprise muséale à l'intérieur de la « Déclaration de Québec » quand on lit que Rivard, de même que Varine et Rivière, sont en quelque sorte la « base théorique » du projet :

En sortant des oubliettes les considérations de Santiago, la déclaration ne fait que réaffirmer, comme nouveau point de départ, la mission sociale du musée, la primauté de cette mission sur les fonctions traditionnelles du musée, soit la conservation, le bâtiment, l'objet, le public. Les remises en question et les éclaircissements qui s'en sont dégagés doivent beaucoup aux écrits de Hugues de Varine et de René Rivard et à leur source nous trouvons bien sûr la "définition évolutive" proposée par Georges Henri

²⁸⁴ Hugues de Varine, « Autour de la table ronde de Santiago », dans *Publics & Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité (sous la direction d'André Desvallées), 2000, p. 181-182. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1325 >. Consulté en mai 2020.




²⁸⁵ René Rivard, *Que le musée s'ouvre... vers une nouvelle muséologie : les écomusées et les musées « ouverts »*, Québec, non publié, 2014, [octobre 1984], p. 1.

Rivière. Les termes évocateurs sont : le "musée intégral", le "musée global", la muséologie populaire et communautaire, l'interdisciplinarité, le développement... Les assises philosophiques sont les tentatives de socialisation de la muséologie et de changement des attitudes. De Santiago à Lisbonne (1972-1985), nous assistons au passage de la muséologie à la conscience sociale et politique.

Parce qu'elle est facilement accessible, on ne reviendra pas ici sur la « Déclaration de Québec » telle qu'adoptée en octobre 1984. On se concentrera plutôt sur son écriture réfléchie dès la « Journée d'étude sur les écomusées » en mai 1983 en vue d'éclaircir la signification des néologismes « muséologie active » et « muséologie ouverte » bien présents dans la version finale (et connue) de la communication entérinée en 1984.

Débutons avec la muséologie dite « active » et à cet effet, il est intéressant de noter que la définition qu'en propose Pierre Mayrand dans son livre de 2004 *Haute-Beauce, psychosociologie d'un écomusée précis* diffère de celle suggérée quatre ans plus tard dans *Essais de terminologie de la muséologie sociale*. C'est toutefois une autre paire de manches que d'essayer d'en comprendre pleinement le sens : « Celle qui prend en compte la distance critique et accepte d'assumer les risques de ses propositions révolutionnaires »²⁸⁶. Enfin on se l'explique, mais force est de reconnaître que le projet de déclaration sur les écomusées élaboré en 1983 est, à ce sujet, on ne peut plus clair :

1 – Considérations d'ordre universel sur la muséologie active :

-  *La muséologie cherche, dans un monde contemporain qui tente d'intégrer toutes les ressources de développement, à étendre ses rôles et fonctions traditionnelles de conservation et d'éducation à des démarches plus larges d'insertion de ses objectifs à ceux de l'environnement humain et physique.*
-  *Pour atteindre cet objectif, elle fait appel à la pluridisciplinarité, à l'intégration des populations, à des méthodes contemporaines de communication propres à l'ensemble de l'action culturelle, mais également aux modes de gestion moderne de l'entreprise.*
-  *Tout en préservant les acquis matériels des civilisations passées, et en protégeant ceux qui témoignent des aspirations et de la technologie actuelles, la muséologie s'intéresse en premier lieu au mieux-être des peuples, en reflétant les principes moteurs de leur évolution et en les associant aux projets d'avenir.*

²⁸⁶ Pierre Mayrand, *Haute-Beauce : Psychosociologie d'un écomusée précis*, op. cit., p. 31.

- 📖 *La muséologie active, quelles que soient les préoccupations disciplinaires, sociales ou économiques qu'elle prétend illustrer, se met résolument au service de l'imaginaire créatrice, du réalisme constructif, et des principes humanitaires défendus par la communauté internationale.*
- 📖 *Elle devient en quelque sorte une des méthodes possibles d'animation du rapprochement entre les peuples, de leur connaissance propre et mutuelle, de leur développement harmonieux, et de leur souci de création fraternelle d'un monde respectueux de sa richesse intrinsèque.*
- 📖 *Dans ce sens, elle devient une nécessité au même titre que les grandes entreprises culturelles et technologiques du monde.*

Pour aller à l'essentiel ici, disons que la muséologie devient simultanément un outil et un droit pour l'ensemble des populations, notamment pour celles qui y étaient autrefois exclues comme le définit bien le muséologue portugais Mario Moutinho dans son article *La Nouvelle muséologie et l'ethnologie* publié en 1992 :

La nouvelle muséologie est le fruit de l'action de personnes jusqu'à maintenant exclues des processus muséologiques si ce n'est en tant que public. Cette action peut s'inscrire dans un vaste mouvement de revendication (mai 68, fin des dictatures au Portugal, Espagne et Grèce, luttes raciales aux U.S.A., indépendantisme au Québec, etc.) qu'on ne saurait limiter aux seuls aspects économiques, mais qui affirment clairement le droit des travailleurs à l'identité culturelle, à la conscience d'un milieu écologique épuisable, à l'affirmation de l'identité culturelle des minorités et des communautés rurales ou urbaines. D'une certaine façon, la nouvelle muséologie est une manifestation de la volonté des populations de prendre en main leur propre avenir.²⁸⁷

La suite du texte de Moutinho est on ne peut plus pertinente pour comprendre toute la portée (et l'utopie) d'une muséologie dite « active ». Pour ce dernier, c'est donc à tort que les chercheurs octroient à la nouvelle muséologie une modernisation, voire même une démocratisation de la muséologie traditionnelle (ou élitiste) : « L'évaluation de la nouvelle muséologie passe ainsi par le droit réel des communautés à décider, à créer leurs propres initiatives muséales [tranche-t-il]. »²⁸⁸ Si le but du *musée traditionnel* se résume à la célèbre formule « Musée = Bâtiment + Collection + Public » selon le dire

²⁸⁷ Mario Moutinho, « La Nouvelle muséologie et l'ethnologie », *op. cit.*, p. 29-30.

²⁸⁸ *Ibid.*, p. 30.

du Conseil international des musées, celle mise au point par Hugues de Varine afin de présenter l'*écomusée* –à savoir « Patrimoine + Territoire + Population »– semble déjà plus appropriée pour évoquer l'architecture du *Nouveau Musée*. Les choses se corsent toutefois lorsque l'auteur revient sur les notions de « territoire » et de « population » :

Nous avons, cependant, conscience des problèmes que soulève la notion de population, car il ne s'agit jamais d'un groupe homogène, où tous ses membres auraient des intérêts concordants. Ainsi, faut-il considérer plutôt l'action de secteurs plus ou moins vastes d'une population donnée, ayant des intérêts en commun et donc, politiquement contextualisés. Cette constatation nous amène aussi à considérer que le territoire des nouveaux musées ne doit pas être compris comme un espace (physique et humain) établi de façon définitive, mais plutôt comme un ensemble de territoires eux aussi politiquement contextualisés.²⁸⁹

À titre d'exemple, prenons le cas de l'Écomusée de la Haute-Beauce situé dans le village de Saint-Hilaire-de-Dorset dans la région de Chaudière-Appalaches, au Québec. À la différence d'autres écomusées, comme celui français du Creusot Montceau basé dans la communauté urbaine du même nom, l'appellation « Haute-Beauce » ne réfère ici à aucune population précise puisque ce territoire n'existe tout simplement pas :

Le territoire de la Haute-Beauce se situe aux confins sud-ouest de la sous-région de Québec, la Beauce, réputée pour la richesse de ses traditions orales. Caractérisée par son élévation et par ses vues étendues que l'on découvre des villages sommet, situés sur des promontoires rocheux, héritages des glaciations millénaires qui ont façonné le plateau appalachien, la Haute-Beauce s'impose d'emblée au visiteur qui l'aborde de l'Est ou de l'Ouest. Bornée par la région de l'Estrie, aux caractéristiques loyalistes, héritages des migrations américaines, par les cratères miniers au Nord, enfin par la frontière américaine au Sud, la Haute-Beauce émerge comme un monument naturel dont le centre géographique est constitué par le Mont Saint-Sébastien, blocs granitiques dominant la région à huit cent mètres.²⁹⁰

Il y a plus. Tiré de la présentation écrite par Pierre Mayrand pour la réunion de juillet 1983 à Londres, le passage se poursuit avec un constat –à savoir que la Haute-Beauce a été ignorée par sa population et laissée pour compte par les administrations–, et puis un questionnement : « Comment expliquer, par conséquent, l'éveil soudain d'une po-

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 30-31.

²⁹⁰ Pierre Mayrand, « Les défis de l'écomusée : Un cas, celui de la Haute-Beauce », *op. cit.* p. 1.

pulation agro-forestière au potentiel illimité de ses ressources humaines et de son environnement, le rôle joué par l'écomusée dans les processus de prise de conscience active se traduisant par des gestes d'une grande qualité muséologique ? » C'est donc ici qu'entre en jeu la collection de Napoléon Bolduc, soit le *pourquoi* de l'écomusée :

Artisan-menuisier, fils de cultivateur, Napoléon Bolduc forme un univers imaginaire fondé sur ses souvenirs d'enfance de même que sur la créativité qui animait les haut-beaucerons [*sic*] lors de la colonisation de la région, à la fin du siècle dernier. Il entreprend en 1950, de meubler son grenier d'objets caractéristiques de la civilisation matérielle et spirituelle du plateau. Il les scénarise dans des arrangements qui tiennent à la fois du collectionneur et du muséologue, tentant d'organiser dans un espace restreint toutes les composantes de la vie d'autrefois. Il s'en dégage une vision de la société rurale et un choix qui fait de Napoléon Bolduc un ethnologue sans le savoir.

La notoriété populaire du "Musée aux milles antiquités" étant devenue telle qu'il ne put seul, avec son épouse, répondre à la pression grandissante des visiteurs, déçu par ses démarches auprès des autorités gouvernementales et par l'élitisme qui présidait au jugement des experts sur la "valeur" scientifique de sa collection, en bute à l'incompréhension de sa propre communauté, il fera confiance, en 1978, à des personnes qui lui offrirent en toute amitié de tenter une expérience inusitée dont les résultats pourraient répondre à ses attentes les plus chères, c'est-à-dire le maintien de la collection dans sa région natale, la reconnaissance de son travail.²⁹¹

On comprend mieux maintenant le caractère populaire de la démarche propre à la muséologie « active » selon Moutinho. Toutefois, si l'on revient quelque peu sur nos pas ici, il nous est aussi possible de faire un lien avec l'archémythe de la Révolution tranquille pour ce qui est de la revalorisation du passé québécois –notamment celui populaire–, la réussite collective, voire même l'affirmation de la population. Concernant le rôle de l'État, celui-ci est bien présent lorsqu'on repense à la politique québécoise du développement culturel, à la Déclaration québécoise sur le tourisme culturel de même qu'à la publication du fascicule *La décentralisation : Une perspective communautaire nouvelle* diffusé par le Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation du Québec qui créent une conjoncture favorable à l'assise d'un écomusée en « Haute-Beauce » vers la fin des années 1970. Les deuxièmes et troisièmes parties du projet de déclara-






²⁹¹ *Ibid.*, p. 1-2 ainsi que p. 3 pour le prochain paragraphe.

tion sur les écomusées sont donc bien venues en vue de contextualiser la contribution québécoise à la pratique mondiale de l'écomuséologie au milieu de la décennie 80 :

2 – L'écomuséologie dans le monde :

- 📖 *Les écomusées sont nées, en France, grâce à l'action conjuguée d'une volonté politique de la part du Ministère de l'environnement, de muséologues partisans du renouvellement de l'approche muséologique traditionnelle, et de situationnistes culturels.*
- 📖 *Ils ont consacré les idées d'une muséologie ouverte à tous et aux préoccupations globales d'un territoire.*
- 📖 *Ils ont développé ces concepts, à partir de 1972, dans des programmes qui firent la preuve que la cohésion humaine et territoriale, au service de la muséographie, pouvaient être, à certaines conditions, féconds en développement divers.*
- 📖 *Ces idées et pratiques, mises en application par des hommes et des femmes courageuses, ne craignant pas l'utopie, se sont répandues sur plusieurs continents, soit dans leur version originale, soit dans des formes adaptées.*
- 📖 *Des variations idéologiques sont apparues, de même que des pratiques venues enrichir le tronc commun, l'écomuséologie étant reconnue avant tout comme un système évolutif et un objectif à atteindre.*
- 📖 *Ainsi, le Québec optait systématiquement, à partir de 1978, pour la démarche de type communautaire et populaire pour l'écomuséologie des humbles se traduisant par des équipements modestes, adoptés aux réalités vécues.*
- 📖 *Il apparaissait de plus en plus nécessaire, après une décennie d'expériences diverses et échanges informels, d'entreprendre l'amorce d'une réflexion commune, pouvant déboucher sur des actions plus larges, sur une base de normalisation et de moyens partagés.*
- 📖 *C'est ce qui explique, la tenue en mai 1983, de la Journée québécoise sur les écomusées; en juillet de la même année, la tenue d'un séminaire international sur le thème "Musée-société-territoire", de même que le projet du colloque international de 1984 qui inclut la Déclaration québécoise.*

3 – Prise de position :

-  *Attendu les progrès de l'écomuséologie dans le monde ;*
-  *Considérant que dix années d'expérience dans le monde ont permis d'entrevoir ses possibilités comme facteur de développement harmonieux des communautés territoriales qui ont adopté ce monde de gestion de leur devenir ;*
-  *Attendu la nécessité éprouvée unanimement par les participants aux différentes tables de réflexion et par les intervenants consultés, d'accentuer les moyens de reconnaissance et d'action des écomusées ;*
-  *Attendu une volonté commune de créer les bases organisationnelles d'une réflexion commune et des expériences vécues sur plusieurs continents ;*
-  *Considérant enfin l'utilité d'une part de définir les normes minimales de fonctionnement et d'existence d'un écomusée, d'autre part de fournir les expertises nécessaires à leur création et leur évolution ;*

Il est adopté ce qui suit :

- A. Que la Déclaration québécoise sur les écomusées devienne la charte des écomusées ;*
- B. Que la définition contenue dans la "Déclaration" devienne en sus de celle de M. G. H. Rivière, la définition normalisée de l'écomusée pour fins opérationnelles ;*
- C. Qu'il soit mis sur pied une structure permanente d'échanges entre écomusées du monde avec les moyens appropriés pour en assurer la diffusion et produire les expertises utiles ;*
- D. Que les actions d'échanges soient coordonnées par un comité de promotion de l'écomuséologie, composé de personnes, désignées par _____, pour des mandats de _____ ans, et dont le siège social sera situé à _____ ;*
- E. Qu'à l'instar du gouvernement français, les autres gouvernements encouragent l'implantation et le développement des écomusées dans leurs programmes de développement régional ;*
- F. Invite la communauté muséale internationale à adopter l'écomuséologie dans la typologie des musées et à en reconnaître les spécificités.*

Et la fin de notre petite histoire est elle aussi connue. Quelque peu différente de cette première version, la « Déclaration de Québec » est toutefois adoptée en octobre 1984. Le MINOM est quant à lui créé l'année suivante à Lisbonne, lors du deuxième Atelier international élaboré du 3 au 9 novembre 1985 sous le thème « Musées locaux / Nouvelle muséologie »²⁹². Selon Moutinho, cette seconde rencontre donne également lieu à des discussions sur le rapport entre les nouveaux musées et la recherche scientifique normalement réservée aux professionnels de la recherche des musées traditionnels, et non aux populations qui jouent un rôle passif d'informateurs. Au dire du Portugais :

On a pu ainsi défendre que la recherche est une nécessité pour ces musées à condition d'être adaptée aux besoins des communautés concernées, d'être menée en collaboration avec la population par des chercheurs intégrés au terrain, et que les chercheurs doivent assurer un rôle d'information et de médiation entre les disciplines scientifiques et entre le musée et les institutions de recherche extérieures.²⁹³

Moins discutée, la fonction de la recherche dans les nouveaux musées est néanmoins celle qui divise les professionnels de musées au moment où Rivière rédige sa dernière définition évolutive de l'écomusée vers 1980²⁹⁴. Ainsi, la population tient un rôle mal défini, *tantôt actif, tantôt passif* comme nous le rapportait précédemment Poulard. Par conséquent, on pense qu'en faisant participer la population locale dans le choix de la recherche au sein du nouveau musée, celle-ci ouvrira sur des domaines négligés ou au contraire, lui donnera un nouvel éclairage. Les concepts d'interdisciplinarité et de res-

²⁹² Regroupant une trentaine de membres provenant d'une quinzaine de pays, le Bureau du MINOM est alors composé de Pierre Mayrand (Canada), Jean-Claude Duclos (France), Eulalia Janer Amargos (Espagne), Sheila Stevenson (Canada), Antonio Nabais (Portugal), Mateo Andres (Espagne), Mario Moutinho (Portugal), Marc Maure (Norvège), Étienne Bernard (Belgique). Selon Moutinho : « La structure décentralisée du MINOM repose sur trois secrétariats régionaux », dont possiblement un au Québec. À ce sujet, voir respectivement Mario Moutinho, « Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM) », dans *L'Homme*, tome 26 n°99, 1986, p. 129. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/hom_0439-4216_1986_num_26_99_368721 >. Consulté en mai 2020; Association internationale, écomuséologie – Nouvelle muséologie, 1986, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Début du MINOM et 1^{er} Atelier ».

²⁹³ Mario Moutinho, « La Nouvelle muséologie et l'ethnologie », *op. cit.*, p. 32-34.

²⁹⁴ Selon les muséologues belges André Gob et Noémie Drouguet, la recherche est au cœur du musée : « La recherche scientifique sous-tend toutes les missions du musée. Elle alimente la fonction de présentation en fournissant les éléments factuels et interprétatifs qui permettent de construire l'exposition, d'élaborer son discours, de lui donner une signification. Elle est indispensable à la conservation, qui suppose la connaissance des objets et des œuvres comme un préalable à toute action dans le domaine de la conservation. » André Gob et Noémie Drouguet, « La recherche au musée : la fonction scientifique », dans *La muséologie*, Paris, Arman Colin, coll. « U », 2014, p. 235-251. En ligne. <<https://www.cairn.info/la-museologie-histoire-developpements-enjeux-actue--9782200291181.htm#>>> Consulté en mai 2020.

titution deviennent donc importants ici, car ils contribueront au développement d'une réflexion commune de même qu'à la formation permanente de la communauté²⁹⁵. Dès lors, on peut avancer que ce nouveau rapport à la recherche est la contribution la plus significative du MINOM à la muséologie, en ce sens qu'il lui permet de « s'ouvrir » à l'interdisciplinarité, au public et à la société, et même à la critique comme le propose en quelque sorte la définition de Pierre Mayrand en ce qui a trait à la muséologie dite ouverte²⁹⁶; une idée qui se retrouve, par ailleurs, au cœur de la nouvelle définition que le regroupement d'écomuséologues souhaite faire adopter pour l'écomusée en 1984 :

4 – Une définition de l'écomusée :

- 📖 *Musée territoire, fait appel à des méthodes actives en muséologie, consacré à l'intégration et au développement harmonieux des relations qui doivent régir l'homme, la nature et son environnement vécu ;*
- 📖 *L'écomusée n'est pas une fin en soi; il se définit comme un objectif à atteindre, par conséquent, il ne peut être décrété ;*
- 📖 *Ces principes de base, fondés sur le territoire, sur la participation d'une population, sur la décentralisation des activités, sont articulés à l'intérieur de formes organisationnelles souples, et évolutives qui doivent consacrer la primauté de la gestion d'une entreprise par la population ;*
- 📖 *L'écomusée doit être considéré comme un processus éducatif, utilisant les méthodes d'éducation populaire, de formation des adultes et d'éducation permanente dans la qualification des populations à la réalisation de gestes professionnels au profit de leur développement ;*
- 📖 *Il est un collectif, atelier de travail étendu à un territoire qu'une population s'est donnée, dont les missions de critique et de recherche demeurent les outils de support.*

Bien qu'elle se veuille englobante, force est de constater que cette nouvelle définition de l'écomusée rejoint avant tout les particularités de celui de la Haute-Beauce, ou du moins comme nous le présente Pierre Mayrand dans l'introduction de son ouvrage de 2004 cité plus haut²⁹⁷. Mais lorsqu'on se rappelle que c'est la Haute-Beauce qui a servi de modèle de référence pour la « Journée d'étude sur les écomusées » et à la demande

²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ « Muséologie ouverte : qui ne se laisse pas enfermer par des règles dictées de l'extérieur. Qui se transforme au fil de son évolution ». Voir Pierre Mayrand, *Haute-Beauce : Psychosociologie d'un écomusée précis*, op. cit., p. 24.

²⁹⁷ Pierre Mayrand, *Haute-Beauce : Psychosociologie d'un écomusée précis*, op. cit., p. 9-12.

de création d'un sous-groupe de travail sur la muséologie communautaire (ou les écomusées) au Conseil exécutif de l'ICOM en juillet 1983, au Royaume-Uni, on voit un peu mieux d'où le Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM) puise son aspect « révolutionnaire » au milieu des années 1980, non ? Car on pourrait attribuer la motivation du regroupement d'écomuséologues à l'esprit révolutionnaire de la « Déclaration de Santiago » en 1972, mais ce serait sans compter que seule une « poignée » d'écomusées peuvent s'y revendiquer à l'époque d'après Pierre Mayrand, comme ceux de la Haute-Beauce, du Fier Monde ou de Molinos, en Espagne :

Le mouvement (MINOM) se caractérise à ses débuts par l'enthousiasme pour le changement, l'opposition à l'institutionnalisation, la contestation de la muséologie traditionnelle, son entrée dans le champ du social, d[u] délaissement de l'objet au profit de l'humain : on observe le passage de la conservation du patrimoine comme mémoire aux animations socioculturelles.

L'esprit révolutionnaire de Santiago du Chili (1972), l'un des fondements du mouvement, ne se retrouve cependant au MINOM, sauf de rares exceptions (Fier Monde, Molinos, Haute-Beauce) que de façon très diluée.

Peu à peu, ayant atteint ses objectifs dans les années 90 (10 ans de résistance et de militance), le MINOM, comme organisation mi-formelle, polysémique, considéré par plusieurs comme favorisant la fin du musée (le non-musée, l'anti-musée) s'installe confortablement dans les syndromes de la muséologie communautaire renfermée sur elle-même, utilisant la "participation" comme prétexte de légitimation.

La confusion étant à son comble au début de notre siècle, un cri s'élève de la part des muséologues citoyens pour proclamer l'inclusion, le débat démocratique (forum-agera) favorisant la prise de parole que nous traduisons, à l'occasion de cet échange, comme le MUSÉE À L'ATTAQUE.

La forme d'action proposée par certains adhér[e]nts, les moins conservateurs, sera, entre autres, son rapprochement avec les groupes de pression, par la publication, en 2007, du MANIFESTE POUR UNE ALTERMUSÉOLOGIE [...] qui tente de placer l'action muséologique engagée dans la lorgne du Forum social mondial, de ceux qui tentent de faire contrepoids à la globalisation, le modèle de la plupart de nos grands musées actuels dont le développement stratégique est devenu le mot d'ordre incontournable.

L'altermuséologie, ce nouveau concept introduit au cœur du mouvement se substitue en quelque sorte à la "nouvelle muséologie", faisant partie du renouvellement muséologique permanent. Comme toute autre discipline culturelle, elle oblige à considérer l'ALTÉRITÉ (l'autre avec ses posi-

tions), à se rapprocher, pour établir un dialogue, avec tous ceux qui proposent un monde alternatif (équilibré, faisant place à l'humain : Le musée de la personne). Ce sont les mots d'ordre d'un mouvement devenu exsangue, si ce n'était de la détermination de [quelques-uns], rivé au patrimoine, vide de l'esprit critique ! [...]»²⁹⁸

Continuité ou rupture ? On comprend ici que Pierre Mayrand revient, dans cet extrait, sur les débuts du MINOM afin de mieux introduire son concept d'altermuséologie au moment du Sommet citoyen de Montréal, en 2009. Si on peut supposer que l'altermuséologie se veut plus contestatrice que le Mouvement international pour une nouvelle muséologie devenu moins « fonceur » qu'autrefois, une question persiste néanmoins toujours : « Qu'est-ce que l'altermuséologie, ou du moins concrètement ? ».

2.4 Quand un autre monde est possible : « le musée à l'attaque » ou l'altermuséologie

« Le possible est la plus lourde des catégories. »
Kierkegaard

Tirée du rapport du « Tribunal de la culture », la citation du philosophe danois est on ne peut plus intéressante en vue d'aborder autrement l'altermuséologie; un concept inventé par Pierre Mayrand en 2007, et explicité au sein de sa dernière publication en 2011. Rattaché à l'existentialisme chrétien du début des années 1840, on doit à Søren Kierkegaard l'élaboration d'une philosophie du choix, où le possible « est à la base de l'existence humaine » selon la journaliste et militante décoloniale Louisa Yousfi :

Pour lui, l'homme ne se contente pas de vivre, c'est-à-dire de naître et de mourir, il existe c'est-à-dire que sa présence l'engage dans le monde. Dès lors, il n'est pas soumis à des contraintes naturelles qui le poussent à agir de telle ou de telle façon. L'homme est pour lui une contingence pure qui a pour seule nécessité celle de devoir choisir constamment sa vie. Car exister, c'est choisir et cette liberté est la condition métaphysique de l'homme. Condamné à faire des choix, l'homme se singularise, presque malgré lui, et devient individu. Ce champ infini de possibles qui s'offre alors à lui n'a pourtant rien de bienheureux. Au contraire, il prend la forme d'un abîme sans fond : un vertige métaphysique. Si rien ne m'oblige ni ne m'incite à choisir ceci plutôt que cela, comment choisir ? Comment être sûr de ne pas se tromper ? Derrière chaque choix, se cachent toujours la potentialité d'un bonheur et celle d'un malheur. Voilà

²⁹⁸ Pierre Mayrand, « Table ronde : Musée à l'attaque. Qu'est-ce que l'altermuséologie ? », 10 octobre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois / Altermuséologie ».

comment l'expérience de la liberté devient paralysante plutôt qu'émancipatrice. Elle devient malaise, doute et tourment. Elle devient angoisse.²⁹⁹

Pour les auteurs du rapport, il ne fait aucun doute que la société québécoise est entrée dans une période de transition, en ce sens que désormais, toutes les collectivités et nations du monde ont le choix du développement culturel, d'où la citation plus haut :

À la croissance économique et technologique, maîtrisée par les grandes corporations – qui dégrade la nature, les patrimoines humains et les hommes, doit succéder une société où ce sera avant tout le développement et l'épanouissement des hommes eux-mêmes qui comptera, une société où les hommes ne seront plus les jouets et les machines mais où les machines et les grandes corporations seront à leur service.³⁰⁰

En se référant à l'économiste français Jacques Attali, cette « nouvelle société se doit, au dire du rapport, être implosive, décentralisée et autogestionnaire. Et deux solutions sont avancées pour y parvenir : « la création d'un nouvel imaginaire social et l'animation culturelle »³⁰¹. S'en suivent quelques lignes portant sur la définition de l'art ainsi que sur l'imaginaire social, dont celles-ci sur Georg Wilhelm Friedrich Hegel :

C'est le grand philosophe allemand, Hegel, qui disait que si "vous révolutionnez *l'imaginaire*, la *réalité* ne tiendra pas longtemps". Or la création artistique et plus largement la création culturelle ont justement pour fonction de nourrir et révolutionner l'imaginaire social et de faire apparaître un autre monde possible.³⁰²

Avec le choix d'un « autre monde » centré sur le modèle d'État-providence comme le proposent entre autres les auteurs du rapport vient aussi (immanquablement) un coût : celui de la dette publique. On l'a brièvement évoqué plus haut, bon nombre de pays occidentaux qui auront choisi cette « option » au cours de la seconde moitié du XX^e siècle seront également confrontés à une importante remise en question des pratiques interventionnistes de leur État respectif vers les décennies 80 et 90. « Privatisation » et « conservatisme » sont donc deux mots qui marqueront la fin du siècle à l'échelle

²⁹⁹ Louisa Yousfi, « Kierkegaard : de l'angoisse d'exister », dans *Sciences Humaines*, n°256, 2014, n. p. En ligne. < <https://www.cairn.info/magazine-sciences-humaines-2014-2-page-33.html#> >. Consulté en mai 2020.

³⁰⁰ Liberté, « Deuxième partie : Le verdict », dans *Rapport du Tribunal de la culture*, *op. cit.*, p. 48.

³⁰¹ *Ibid.*

³⁰² *Ibid.*

mondiale tout comme ceux de « globalisation » et « d'altermondialisation », pourtant quasi-antonyme des premiers...

Sans prétendre à vouloir faire la synthèse de ce mouvement social apparu en 1999, selon Christophe Aguiton et Isabelle Sommier³⁰³, il est néanmoins pertinent d'en tirer un rapide aperçu pour ce que l'altermuséologie s'en inspirera ouvertement au moment de sa conception au début du millénaire suivant. Alors voilà, c'est lors du sommet de l'Organisation mondiale du commerce dans la ville américaine de Seattle, dans l'État du Washington, qu'émerge en novembre 1999 une vague de mobilisation hétéroclite : « [...]les 1200 groupes qui s'y rassemblent ont trouvé comme dénominateur commun, chacun dans leur spécialité (écologie, humanitaire, droits de l'homme, etc.), la dénonciation des effets humains, sociaux et environnementaux de la mondialisation des flux économiques et financiers » introduit Sommier pour l'*Encyclopaedia Universalis*. Du côté d'Aguiton, celui-ci revient à la base des contestations en identifiant trois thèmes majeurs : (1) les questions sociales avec l'augmentation de la pauvreté dans le monde; (2) les préoccupations d'ordres environnementales; (3) la démocratie, et pour laquelle on permet de rapporter les propos du syndicaliste et membre de l'association Attac :

La démocratie est le troisième thème récurrent de toutes ces mobilisations. L'affaiblissement des pouvoirs des États s'est fait au profit d'institutions régionales, comme l'Union européenne, ou mondiales, qu'elles soient dotées ou non d'un statut formel, de l'O.M.C. [Organisation mondiale du commerce] au G20, sur lesquelles les citoyens n'ont pas, ou peu, de prise. D'où le désir, partout présent dans les mouvements, de pouvoir contrôler ces institutions et, plus généralement, de retrouver des lieux, du plus proche au plus lointain, où les choix démocratiquement déterminés pourraient être mis en œuvre.³⁰⁴

Honorable, la portée du projet n'en demeure pas moins utopique lorsqu'on se reporte à l'introduction écrite par le sociologue Raphaël Canet pour la publication collective *L'altermondialisme : Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*. Selon Canet, force est de constater que si l'on partage tous la même planète, tous ne partagent pas les mêmes réalités lorsqu'on s'attarde un tant soit peu aux inégalités sociales pourtant bien visibles et documentées. Un premier constat s'impose donc :

³⁰³ Notons que toutes les informations mentionnées dans ce paragraphe proviennent du texte de Christophe Aguiton et Isabelle Sommier, « Altermondialisme », dans l'*Encyclopædia Universalis*, s. d. En ligne. < <https://www.universalis.fr/encyclopedie/altermondialisme/> >. Consulté en mai 2020. Sauf indication contraire.

³⁰⁴ *Ibid.*

Pour changer le monde, il faut commencer par changer notre vision du monde. Car notre réalité contemporaine, à l'aube d'un nouveau millénaire, est faite de luttes idéologiques qui s'exacerbent pour répondre aux questions existentielles fondamentales : dans quel monde vivons-nous aujourd'hui ? Quel monde voulons-nous pour demain ?³⁰⁵

La suite du texte est intéressante pour comprendre l'origine du mouvement altermondialiste. D'après l'auteur, la vision néolibérale du monde émerge en réaction aux politiques économiques keynésiennes, dont le but était de contrôler les effets dévastateurs du marché libre après la Seconde Guerre mondiale :

Depuis le colloque Lippmann (1938) et la première réunion de la Société du Mont-Pèlerin en Suisse (1947), les partisans du libéralisme à outrance se sont organisés pour fustiger l'État interventionniste qui s'affirmait. Celui-ci apparaissait pourtant comme un outil de développement collectif mettant en place toute une série de politiques (aide sociale, assurance-chômage, législation du travail) visant à garantir une plus grande justice sociale et à lutter contre les inégalités, sources de conflits, le tout en prenant soins de stimuler la croissance économique. À leurs yeux, toute intervention de l'État dans le champ de l'économie ne pouvait conduire qu'à des dysfonctionnements, pire, au totalitarisme.³⁰⁶

Associé à un contre-courant marginal, les néolibéraux réussirent néanmoins à diffuser leur idéologie dans les prestigieuses universités américaines et européennes le long de la seconde moitié du XX^e siècle au dire de Canet. De là, celle-ci se répandra au quatre coins du monde en créant un nouveau type de société comme l'énonce le sociologue :

Cette forme de mondialisation qui s'affirme dans les années 1980 et s'impose au tournant des années 1990 incarne donc le triomphe du néolibéralisme. Elle se fonde sur une conception exclusivement économique du phénomène de mondialisation, suppose le dépassement des frontières commerciales, l'érosion de la capacité régulatrice des États, l'unification d'un vaste marché mondial livré aux firmes multinationales et l'essor du capitalisme financiarisé. Elle véhicule un type de société essentiellement fondé sur des principes de la responsabilité et de la liberté individuelles (à chacun selon ses capacités, tant que cela n'empiète pas sur la liberté des autres), qui valorise la réussite personnelle, la concurrence et la loi du

³⁰⁵ Raphaël Canet, « Introduction : Du néolibéralisme à l'altermondialisme », dans Pierre Beaudet, Marie-Josée Massicotte et Raphaël Canet (dir.), *L'altermondialisme : Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010, p. 9.

³⁰⁶ *Ibid.*, p. 10.

marché, et débouche nécessairement sur la dissolution des valeurs de solidarité. Mais ce qu'il est intéressant de noter, c'est que ce modèle de société néolibéral et d'État minimum ne pouvait être mis en place que par les pouvoirs politiques eux-mêmes.³⁰⁷

Canet continue en précisant que ce sont d'abord les pays lourdement endettés du Sud qui ont adopté ce modèle économique en conséquence de la crise de la dette du début des années 1980 : « Ceux-ci devaient abdiquer leur souveraineté économique et adopter des plans d'ajustements structurels (privatisation des entreprises publiques, libéralisation et déréglementation des marchés, réduction des dépenses publiques...), en échange de nouveaux prêts pour honorer leur dette. »³⁰⁸ C'est d'ailleurs à cette même époque et dans cette même région du monde qu'émergent les premières mobilisations populaires autour d'un slogan familier : « Un autre monde est possible », aujourd'hui plurielle. Ainsi, si pour Sommier et Aguiton l'altermondialisme s'est développé entre autres contre l'Organisation mondiale du commerce en 1999, Canet considère quant à lui cette date charnière, certes, mais démontre néanmoins que les prémices y sont plus anciennes. Aussi, l'importance accordée aux « Forums sociaux » en tant que vecteur de transformation sociale est nettement plus marquée dans l'article de Canet. Pour ce dernier, ces nouveaux espaces publics permettent de passer d'un stade d'opposition et de dénonciation du « modèle dominant » à un autre de proposition et de construction :

Lieu de convergence d'une très grande diversité de mouvements, organisations et simples citoyen(ne)s qui profitent de ces moments privilégiés pour échanger, se connaître et se reconnaître, renforcer leurs alliances, partager leurs expériences de lutte, favoriser la participation et l'éducation populaire, mais aussi pratiquer des alternatives de consommation et de vie, les Forum sociaux se présentent aujourd'hui comme le creuset d'une nouvelle utopie, le lieu d'éclosion d'une culture politique novatrice visant la construction d'un monde meilleur. C'est en ce sens que nous pouvons définir l'altermondialisme comme l'utopie portée par cette mouvance hétérogène d'acteurs sociaux, souhaitant construire un monde émancipé du néolibéralisme et de l'impérialisme, reposant sur une conception horizontale des rapports de pouvoir et une vision positive de la diversité.³⁰⁹

Et maintenant, la critique. Car oui, si cet *autre monde possible* semble être facilement accessible, voire même bénéfique, tous ne partagent pas cet avis selon Canet :

³⁰⁷ *Ibid.*, p. 12.

³⁰⁸ *Ibid.*, p. 13.

³⁰⁹ *Ibid.*, p. 15 et p. 14 pour la phrase précédant la citation.

Le programme est ambitieux et, comme tous les projets de transformation sociale, il se heurte au scepticisme. Cela n'est pas propre à l'altermondialisme. Chaque fois que quelques braves se sont lancés "à l'assaut du ciel", il s'en est retrouvé des centaines d'autres, contemplatifs, attendant la chute pour justifier leur passivité. Et pourtant, en son temps, qui aurait cru à la fin des privilèges et des ordres, à l'abolition de l'esclavage et, plus récemment, au droit de vote des femmes ? Or, ils n'étaient pas nombreux les utopistes démocrates au XVIII^e siècle, les utopistes abolitionnistes au XIX^e siècle et les utopistes féministes au XX^e siècle. Pourtant, le monde a changé. Réservez-nous le droit d'être des utopistes altermondialistes au XXI^e siècle.

Le scepticisme est consubstantiel au changement social. Tout comme la peur de l'inconnu, de l'étranger, hante la plupart d'entre nous. Nous n'y pouvons pas grand-chose car nous sommes ici dans l'ordre de la croyance, de l'irrationnel. Reste l'ignorance qu'il nous faut combattre de toutes nos forces. Nous ne pouvons laisser le scepticisme se parer des appâts de la rationalité en s'appuyant sur l'ignorance.³¹⁰

Nous reviendrons à nouveau plus bas sur le concept d'ignorance. Avant, poursuivons avec l'article *L'autre monde ici et maintenant : L'altermondialisme est-il un avenir ?* de l'anthropologue français Alain Bertho, et pour lequel l'altermondialisme témoigne ni plus ni moins de notre rapport à la temporalité, et plus précisément au présentisme tel que défini par François Hartog avec la supplantation de la mémoire sur l'histoire :

Il semble que nous soyons aujourd'hui installés dans un présent sans fin. Tandis que le « principe de précaution » tente de ménager l'avenir incertain, mémoire et mémorialisation disputent à l'histoire l'usage social de notre passé. Alors que l'histoire convoque le passé pour donner sens au présent, la mémoire, elle, mobilise le passé au présent et c'est ce présent qui lui donne sens... La mémorialisation devient une activité politique majeure et la nostalgie un marché qui tente de donner sens au sur-place apparent de l'histoire.³¹¹

Pour comprendre les effets de ce présentisme sur ce « mouvement », penchons-nous à nouveau sur la formule des « Forums sociaux » vue plus haut. En étant utilisé par des groupes hétérogènes avec un passé, des enjeux et une culture autre, l'*espace forum* ne peut être marqué par ces groupes. Par conséquent, « [l']espace forum n'a ni passé, ni

³¹⁰ *Ibid.*

³¹¹ Alain Bertho, « L'autre monde ici et maintenant : L'altermondialisme est-il un avenir ? », dans *La Découverte*, 2006, n° 47-48 Mouvements, p. 192. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2006-5-page-190.htm#> >. Consulté en juillet 2020.

tradition. Il ne prolonge aucun grand récit de la même façon qu'il n'en mobilise, ni n'en produit aucun, dans ses échanges internes »³¹². Contrairement aux organisations politiques qui se proposaient (autrefois) de « maîtriser le récit du passé », le « souci » de la mouvance altermondialiste est de « continuer et d'élargir ainsi le forum-espace dans un présent prolongé [écrit Bertho]. Il s'agit de faire que la matière intellectuelle de l'événement (débat et propositions) continue à être une matière vivante et disponible au-delà du temps et de l'espace événementiel du Forum. »³¹³ Pour Bertho, force est de reconnaître que l'espace forum est pensé par ses promoteurs comme un premier changement, du fait qu'en offrant la possibilité aux participants de présenter « les pratiques transformatrices qu'ils [...] expérimentent dans la construction d'un nouveau monde »³¹⁴, le Forum contribue conséquemment à la construction d'une « citoyenneté planétaire » ou encore à l'idée d'un « village planétaire »³¹⁵ inspirée, pour la dernière, de l'expression « *Global Village* » du Canadien Marshall McLuhan pour qualifier les conséquences de la mondialisation, des médias et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Enfin bref, en promouvant une « altérité immédiate », le mouvement altermondialisme propose à ses adhérents un nouveau régime d'historicité dont l'utopie (s'il y a) ne se retrouve pas dans ses discours, mais bien dans « ses actes et le sens qu'il donne à ses actes. L'autre monde dont il est question est déjà là, dans ses rassemblements ouverts et polyglottes, dans ses solidarités sans frontières, dans la construction et non la revendication d'une mondialité alternative »³¹⁶ nous dit Bertho.

Que devons-nous retenir du mouvement altermondialiste à présent ? Car lorsqu'on y réfléchit bien, pour que la mouvance souverainiste québécoise s'y rattache dès la fin de la décennie 90, il faut que les deux « courants » partagent certaines affinités, non ? À cet effet, la question « citoyenne » mérite qu'on s'y attarde. Si le citoyen est celui qui permettra au Québec d'accéder à la souveraineté selon la logique indépendantiste, le « citoyennisme » devient le seul programme politique valable dans l'optique altermondialiste³¹⁷. Ainsi, on peut avancer que tant le mouvement souverainiste que celui altermondialiste font du citoyen le centre de leur combat, en ce sens que lui seul peut

³¹² *Ibid.*, p. 192-193.

³¹³ *Ibid.*, p. 193.

³¹⁴ *Ibid.*

³¹⁵ À ce sujet, voir Ian Parenteau, « L'idéologie altermondialisme », dans *L'idéologie altermondialiste ou le renouveau libéral de la critique sociale*, Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, décembre 2011, p. 32-35.

³¹⁶ Alain Bertho, « L'autre monde ici et maintenant : L'altermondialisme est-il un avenir ? », *op. cit.*, p. 194.

³¹⁷ Pour le premier mouvement, voir Jacques Parizeau, « Avant-projet de loi – Loi sur la souveraineté du Québec », dans *Assemblée nationale*, 1994, n. p. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en juillet 2020. En gros, disons que la souveraineté ne pourra se faire que par la voie d'un référendum.

permettre à ces deux idéologies de se concrétiser. Il y a plus. Lorsqu'on se penche sur les quatre pôles auxquels s'articule le citoyennisme, on réalise rapidement que ceux-ci pourraient également s'appliquer à la mouvance indépendantiste québécoise : (1) le refus de la politique traditionnelle des partis politiques exception faite du... Québec ! ; (2) l'instauration d'une démocratie plus représentative et participative, de même que la lutte pour les droits humains; (3) l'éducation populaire des citoyens « tournée vers l'action » pour certaines organisations, dont Attac; (4) l'instauration d'un réseautage et de la transnationalisation³¹⁸. S'il ne fait aucun doute que ces quatre pôles sont aussi présents au sein de l'altermuséologie, on peut pareillement penser les retrouver dans le mouvement de la nouvelle muséologie. Du moins, c'est ce que l'on démontrera ici.

2.4.1 L'altermuséologie : une muséologie « citoyenne » et « active »

Si on tend à attribuer les commencements de l'altermuséologie avec la soumission du *Manifeste pour l'altermuséologie* lors du XII^e Atelier international du MINOM, en octobre 2007 au Portugal, ce n'est qu'à partir de l'année suivante que Pierre Mayrand met concrètement en application sa vision citoyenne de la muséologie en participant à deux rassemblements populaires, à savoir le Sommet citoyen de Montréal en premier, et le Forum social québécois par la suite. Du fait que l'altermuséologie soit en partie explicitée dans le dernier ouvrage de Pierre Mayrand, notre regard portera davantage sur ces événements précis par souci d'inédit. Dès lors, il nous sera également possible de mesurer objectivement la mise en pratique de cette « nouvelle » muséologie.


Dans une publication de 1987, le muséologue norvégien Marc Maure affirmait que pour bien comprendre la démarche de la nouvelle muséologie ainsi que le contexte de développement des musées de voisinage aux États-Unis, voire même le rôle de l'animateur socio-culturel, il était à propos de lire les ouvrages du Brésilien Paulo Freire et de l'Américain Saul Alinsky³¹⁹. Bien qu'ils puissent aussi favoriser la compréhension de l'altermuséologie à plus d'un égard, c'est néanmoins la figure de l'Américain John Kinard qui permet le mieux de saisir la portée du projet muséologique. Voyons voir.

³¹⁸ Ian Parenteau, « L'idéologie altermondialisme », *op. cit.*, p. 35. Par souci de brièveté, on ne détaillera pas davantage ces quatre pôles dans le cadre de cette recherche. Pour plus de précision, se référer au chapitre suivant de la thèse de Ian Parenteau, « Les programmes politique de l'altermondialisme », dans *L'idéologie altermondialiste ou le renouveau libéral de la critique sociale op. cit.*, p. 175-210.

³¹⁹ Soulignons que pour Paulo Freire, Maure conseille les ouvrages *La pédagogie des opprimés* (1968) et *L'éducation pratique de la liberté* (1967). Pour ce qui est de Saul Alinsky, Maure nous réfère à sa publication *Manuel de l'animateur social* (1971). À ce sujet, voir Marc Maure, « MINOM – groupe de travail no. 7 : Méthodes de communication et d'animation de la nouvelle muséologie », dans *Le bulletin du MINOM*, vol 1 n° 1, Montréal, septembre 1987. Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Membres Nord-Américain du MINOM ».

a) *Le XII^e Atelier international du MINOM, octobre 2007. Un manifeste*

En 2008, le Conseil international des musées (ICOM) diffusait au sein de sa revue *Les nouvelles de l'ICOM* un texte écrit par Mario Moutinho et Ana Mercedes Stoffel, respectivement président et secrétaire générale du MINOM, abordant le XII^e Atelier international du regroupement. C'était l'occasion, pour les coauteurs, de présenter les changements à venir pour le Mouvement international pour une nouvelle muséologie, et notamment son programme 2008-2010. Rédigé dans un style simple et concis, on y apprend que le programme comprend cinq thèmes prioritaires qui seront discutés lors des prochaines rencontres avec le soutien de différents groupes de travail, dont celui-ci : « Une intervention exploratoire du MINOM dans les initiatives altermondialistes, et en particulier dans le Forum social mondial »³²⁰. Quoiqu'aucun nom ne soit donné pour les cinq groupes de travail, on s'imagine bien que ceux de Pierre Mayrand et de la Portugaise Luisa Rogado devaient y figurer pour ce dernier, attendu qu'ils seront à l'origine de la proposition du *Manifeste de l'altermuséologie* déposée un an plus tôt, à Setubal, et dont on trouve la copie dans le fonds d'archives du muséologue québécois que l'on reproduira ici afin de mieux comprendre sa mise en application par après.

 Manifeste de l'altermuséologie / par Pierre Mayrand et Luisa Rogado

Lors de sa fondation, en 1985, le MINOM affirmait sans équivoque son attachement aux principes d'action politique énoncés dans la Déclaration de Santiago du Chili (1972). Le Mouvement, devenu une organisation affiliée à l'ICOM/Unesco, affichait ainsi sa volonté unanimement partagée par une soixantaine de militants du renouvellement muséologique mondial, de s'engager dans la voie de l'action politique et sociale, de se présenter comme une alternative à l'ordre établi. Ses mots d'ordre :

MUSÉOLOGIE DE L'AFFRANCHISSEMENT
MUSÉOLOGIE DE COMBAT
MUSÉOLOGIE NON INDIFFÉRENTE

Soit une muséologie solidaire avec les individus et les peuples [*sic?*] qui aspirent à

LA LIBERTÉ
LA DIGNITÉ HUMAINE

³²⁰ Mario Moutinho et Ana Mercedes Stoffel, « Les transformations au MINOM », dans *Les nouvelles de l'ICOM*, n°2, 2008, n. p. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en juillet 2020.

alors dans le contexte de l’oppression qui sévissait notamment en Amérique Latine.

AUJOURD’HUI, le rouleau compresseur de la globalisation, une invitation aux muséologues à se joindre aux populations et aux organisations vouées à la transformation du cadre muséal en un FORUM-AGORA-CITOYEN, se rangeant dans le camp de l’altermondialisme comme bûne [*sic*] position didactique, dialectique capable, par les énergies vitales qu’elle appelle, de faire progresser le dialogue des peuples sur la base des principes égalitaires du

FORUM-SOCIAL-MONDIAL³²¹

Dans la mesure où seuls les événements du Sommet citoyen de Montréal en juin 2009 de même que du Forum social québécois, quatre mois plus tard, sont observés dans le fonds d’archives de Pierre Mayrand, nous nous pencherons uniquement sur ces deux rencontres altermondialistes pour la suite de la recherche. Gardons par ailleurs en tête la « démarche citoyenne » de l’altermondialisme vue plus haut.

b) Le Sommet citoyen de Montréal, juin 2009. Un modèle muséal idéal ?

Dans le papier qu’il rédige en vue de se présenter pour le Sommet citoyen de Montréal, Pierre Mayrand commence en clamant l’existence d’une muséologie citoyenne, en donnant pour preuve le cas de Kinard qui à l’inverse des conservateurs de grandes institutions muséales, choisira de se concentrer sur une population marginalisée –soit celle d’origine afro-américaine– plutôt que sur des expositions grands publics portées sur des objets prestigieux occasionnant, du coup, d’importantes recettes à la billetterie des musées qui peuvent ainsi prétendre à un rapprochement réussi avec le citoyen. On comprend que Mayrand proteste ici contre la logique des « expositions blockbusters » qui loin de créer un espace forum pour le citoyen, s’inscrit plutôt dans une muséologie qualifiée « des affaires, entrepreneuriale, spéculative, compétitive, aligné[e] sur le spectacle »³²². Or, il serait faux de voir en l’altermuséologie qu’une simple opposition au modèle « lucratif » du musée. En fait, force est de constater que l’altermuséologie

³²¹ Exception faite de l’en-tête du document, le Manifeste pour l’altermuséologie est reproduit ici tel quel, avec les caractères en gras et majuscules. Voir Pierre Mayrand et Luisa Rogado, *Manifeste de l’altermuséologie*, 27 octobre 2007. Écomusée du fier monde, Fonds d’archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « XII Atelier international de Nouvelle Muséologie ».

³²² Toutes les informations citées dans *Le Sommet citoyen de Montréal, juin 2009. Un modèle idéal ?* proviennent de la communication de Pierre Mayrand, *Sommet citoyen de Montréal – Présentation de Pierre Mayrand*, juin 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d’archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Sommet citoyen de Montréal (Altermuséologie) ». Sauf indication contraire.

ne propose aucun modèle idéal de musées, sinon que ceux-ci doivent être tournés vers l'action culturelle plutôt que les expositions qui, dans cette nouvelle logique muséale, fonctionnent désormais comme une « catharsis », voire une « thérapie sociale » selon les époques, les publics concernés et même les endroits où ils se situent :

On voit que le musée citoyen prend des connotations différentes selon l'esprit dans lequel on aborde la question de la citoyenneté et la définition qu'on attribue à ce terme : [r]enforcement identitaire, responsabilisation, coopération, solidarité ouvrière, engagement du travailleur du musée... La fierté retrouvée ou acquise à travers le travail du musée ouvert sur son milieu, engagé dans une cause, définissant le plus souvent son caractère citoyen, le démarquant clairement des notions courantes de service public, de mission sociale. Le musée communautaire ou le musée d'un groupe de la communauté, dont les intérêts sont fondés sur le quartier, sur une communauté linguistique ou ethnique (plusieurs musées des Township en sont des exemples) ont pris, dans le passé, des formes différentes, selon le pays et les époques, surtout au milieu du siècle dernier. [...]³²³

S'il semble n'exister aucun modèle précis pour instaurer une muséologie citoyenne au sein de la cité, certains musées peuvent néanmoins servir de bon exemple aux yeux de l'altermuséologue : le Smithsonian Institution, les écomusées du Fier Monde et de la Haute-Beauce de même que le Centre d'histoire de Montréal en sont quelques-uns. C'est donc avec un certain étonnement que l'on découvre, vers les dernières lignes de la communication, que le « prototype du musée citoyen » comme l'envisage Mayrand se dessine actuellement dans la ville côtière de Setubal, au Portugal. D'ailleurs, c'est dans ce même musée qu'on y a adopté le *Manifeste de l'Altermuséologie* en 2007 :

Le Musée du Travail de cette ville, fondé par un ethnologue militant, lors de la Révolution des Œillets, s'est orienté vers le travail culturel avec les populations d'immigrés, afin de faciliter leur intégration. Les rencontres thématiques, secondées par les expositions éphémères, sont l'occasion de débats publics en présence des groupes concernés et spécialistes des questions sociales. C'est ce qui explique, qu'à l'occasion du 12^{ième} Atelier international de Nouvelle muséologie (2007), il y fut adopté un Manifeste de l'Altermuséologie, le but de cette prise de position étant l'alignement de la muséologie sociale, par conséquent citoyenne, sur le mouvement

³²³ *Ibid.* Notons que selon Pierre Mayrand, la muséologie citoyenne peut se définir comme suit : « Le musée citoyen = ouvert à la rue / La muséologie citoyenne = ouverte à la réflexion citoyenne / L'exposition citoyenne = ouverte à l'expression citoyenne / La conservation citoyenne = ouverte aux choix citoyens / Le muséologue citoyen = ouvert à l'action citoyenne. »

altermondialiste et son Forum social mondial, en opposition à la globalisation.³²⁴

Malgré la confusion qui se dégage du texte, il est néanmoins fascinant d'en apprendre un peu plus sur l'adoption du *Manifeste de l'Altermuséologie* deux ans plus tôt. Ainsi, on peut y lire que le terme a d'abord choqué tout comme l'avait fait en 1984 celui de « nouvelle muséologie », soit lors de la fondation du MINOM : « Plus explicitement politique, cherchant à élargir et à mieux connoter, dans un contexte actuel, le concept de nouvelle muséologie, il entraînait le risque d'une division à l'intérieur du mouvement qui s'en tenait à une définition inoffensive de la terminologie originale »³²⁵. On s'explique on ne peut mieux, maintenant, l'impression de rupture entre le Mouvement international pour une nouvelle muséologie et Pierre Mayrand au commencement des années 2000. Il y a plus. Mayrand poursuit en précisant l'importance de « remettre en question » le MINOM près de vingt-cinq ans après sa création; organisation qui avait elle-même remise en question la muséologie, pour ce qu'on la jugeait alors dépassée :

Outre l'orientation politique, la nécessité de stimuler le mouvement de la nouvelle muséologie, représenté par le MINOM, une organisation affiliée au Conseil international des Musées (Unesco), cette muséologie s'affirmait comme un champ culturel au service de l'autre de même que comme alternative. Alors qu'en 1984 on saluait l'entrée de la muséologie dans le social [...], le Manifeste, plus incisif que les Déclarations précédentes (Québec, Molinos, Oaxtapec...) rejoignait une fois de plus les intentions de la Déclaration historique de Santiago du Chili (1972) en l'ouvrant au monde actuel en crise. Rappelons que la Déclaration de Santiago, adoptée par une table ronde latino-américaine, est, sans contredit, la prise de position la plus progressiste que l'institution muséale ait jamais adoptée, une affirmation du devoir d'engagement citoyen. On peut enfin considérer la muséologie sociale, alternative et citoyenne comme la réponse de la muséologie à l'économie sociale, tout dépendant de la façon d'entrevoir la culture, que je considère, pour ma part, comme un puissant levier du changement par la conscientisation et la charge symbolique, proche de l'idéologie comme système de valeurs poussant à l'action.³²⁶

D'une muséologie à échelle humaine pourrait-on dire, le MINOM se voit donc obligé de défendre l'idée d'une « muséologie de la rue » comme aime la présenter Mayrand, sans pour autant que celle-ci devienne source de nouvelles contestations sociales. Dit

³²⁴ *Ibid.*

³²⁵ *Ibid.*

³²⁶ *Ibid.*

autrement, cette « nouvelle » muséologie ne fait que poursuivre celle qu'avait entamé le Mouvement international pour une nouvelle muséologie au début de la décennie 80 et de la suivante pour s'en éloigner tranquillement par après. Ce qui est nouveau avec l'altermuséologie tient toutefois à son affiliation avec le Forum social mondial qui lui est considéré comme un espace public associé à la notion de « changement », influant conséquemment sur la possibilité d'une autre muséologie. Pour illustrer notre propos, prenons pour exemple la table ronde organisée par Pierre Mayrand et René Binette³²⁷ lors du Sommet citoyen de Montréal le 6 juin 2009. Intitulée « Musées citoyens et artistes citoyens », l'activité avait pour objectif de susciter une discussion permettant de « réfléchir sur la place des musées, des artistes et des institutions culturelles dans la ville que nous voulons »³²⁸. Or, les mots « conscientisation » et « idéalisation » nous semblent davantage indiqués ici pour décrire l'activité proposée par les deux muséologues que celui de « revendication » qu'on allie, pour notre part, à l'espace politique de la rue³²⁹, ou du moins pour le moment. Car il ne faut pas oublier que la table ronde s'inscrit dans un contexte particulier, soit le Sommet citoyen de Montréal, qui diffère quelque peu du Forum social mondial en raison de son aspect moins contestataire. De fait, l'objectif derrière l'événement est d'inciter les citoyens de la ville de Montréal à se mêler « aux décisions concernant le devenir de leur milieu de vie » ou pour dire les choses autrement, soutenir la citoyenneté et la démocratie participative³³⁰. Cependant, on notera aussi que le Sommet citoyen n'est qu'une des nombreuses activités offertes par le Centre d'écologie urbaine de Montréal, et que celui-ci a notamment pour mission « de développer et proposer des pratiques et des politiques urbaines contribuant à

³²⁷ Voir Saleema Hutchinson, *Courriel de remerciement de l'équipe du 5^e Sommet citoyen de Montréal*, 18 juin 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Sommet citoyen de Montréal (Altermuséologie) ». À propos de la table ronde, soulignons que Pierre Mayrand et Catherine Lalonde –fondatrice de Péristyle Nomade– étaient panelistes et René Binette l'animateur.

³²⁸ Pierre Mayrand, *Table ronde Musées citoyens et artistes citoyens*, juin 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Sommet citoyen de Montréal (Altermuséologie) ».


³²⁹ « Les milieux populaires ; le peuple susceptible de manifester, de s'insurger », voir Dictionnaire Larousse, *La rue*, s. d. En ligne. < <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/rue/70204> >. Consulté en juillet 2020. Voir aussi Les rencontres de Pétrarque par Jean Birnbaum et Hervé Gardette, « La rue comme espace d'initiation et d'affirmation », dans *France Culture*, 4 juin 2019. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/les-rencontres-de-petrarque/la-rue-comme-espace-dinitiation-et-daffirmation> >. Consulté en juillet 2020.

³³⁰ Centre d'écologie urbaine de Montréal, « Avant-propos : Le Centre d'écologie urbaine de Montréal : 20 ans d'actions pour des villes écologiques, démocratiques et en santé », dans *Statut de métropole de Montréal : Enjeux et réflexions en matières de démocratie participative*, Mémoire, Montréal, Centre d'écologie urbaine de Montréal, 28 mars 2017, p. 1. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en juillet 2020. Toutes informations mentionnées dans les prochaines lignes proviennent de ce même mémoire, sauf indication contraire.

créer des villes démocratiques, écologiques et en santé » depuis 1996; une visée autre que celle offerte par le Forum social mondial bien que similaire à certains égards³³¹.

c) *Le Forum social québécois, octobre 2009. Place au débat et aux changements !*

C'est encore sous la formule de la table ronde que Pierre Mayrand participe, cette fois-ci, au Forum social québécois en octobre 2009. Toutefois, le ton en est différent : alors que le Sommet citoyen de Montréal s'adressait avant tout à des non-spécialistes de la muséologie, force est de constater que cela n'est pas le cas avec le Forum social québécois, ou du moins lorsqu'on consulte le dossier du participant *Du conservatisme au collectivisme : points de vue de l'altermuséologie*³³². Suite logique de la première activité, cette seconde table ronde se veut toutefois plus ciblée : « [...] questionner les uns et les autres sur le degré d'adhésion et de compréhension de muséologues ou de simples citoyens aux lignes de force qui se dégagent du Forum à un moment particulièrement sensible aux changements alors que le capitalisme est fortement ébranlé. » Pour comprendre pleinement l'objectif de l'activité, il peut être intéressant de référer dès maintenant au projet de déclaration *Pour une culture solidaire de la muséologie : la voie de l'altermuséologie* aussi présent dans le dossier du participant et dans lequel on peut notamment y lire que les participants de la table ronde suggèrent aux sympathisant du Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM), c'est-à-dire tous les travailleurs des institutions muséales, de « mettre en œuvre toutes leurs ressources de démocratie culturelle en implantant progressivement, dans un monde binaire, le point de vue des alternatives défendues par l'Altermondi[al]isme par les gestes suivants » :

 *Formation de groupes de travail sur l'introduction de propositions critiques dans le corps de leurs expositions, quelque soit la discipline ou le domaine d'intervention, afin d'offrir au visiteur une vision équitable des problématiques soulevées, notamment des alternatives qui se posent (environnement, social, éducation, sciences, industries, finances, culture et arts...).*

³³¹ On pense notamment ici au « citoyennisme » et à son activisme pour la démocratie, de même qu'à la présence d'une chargée de projet-Éducation et citoyenneté au sein de ce cinquième Sommet citoyen de Montréal. Toutefois, soulignons que certains politiciens municipaux auraient possiblement participé à l'événement, ce à quoi s'oppose la logique altermondialiste du Forum social mondial.

³³² De fait, les participants de la table ronde sont tous issus du milieu muséal : René Binette, Jean-François Leclerc, Guy Baron et Pierre Mayrand. Voir Pierre Mayrand, *Du conservatisme au collectivisme : point de vue de l'altermuséologie*, 15 septembre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) ».

- 📖 *Faire en sorte que le débat remonte aux plus hautes instances professionnelles comme la Société des Musées québécois, l'Association des Musées canadiens, qu'il fasse partie de l'ordre du jour des conseils d'administration et entre dans l'énoncé de mission des institutions.*
- 📖 *Que la muséologie québécoise, par ceux qui adhèrent à l'Altermuséologie, se considérant en accord avec les objectifs du FSQ [Forum social québécois], envisagent de participer à la grande fête du Forum social mondial.*³³³

Plus revendicatrice que la première, cette seconde table ronde s'inscrit là encore dans un contexte précis qui pourrait justifier cette différence de ton, soit l'espace forum³³⁴. De fait, lorsqu'on regarde cette fois-ci au document intitulé *Objectifs et plan d'action du forum* pour la réunion tenue en avril 2008³³⁵, on y apprend que l'activité que souhaite proposer Pierre Mayrand a notamment pour objectifs de a) créer des alliances, b) faire connaître l'altermuséologie, c) mieux connaître les opportunités offertes, d) faire suite au XII^e Atelier international et prendre position, e) diffuser les résultats et les propositions auprès des réseaux actifs³³⁶. Or, ces objectifs sont sensiblement les mêmes que ceux visés par le Forum social québécois et, ultimement, celui mondial³³⁷. Autre fait intéressant : le document préparatoire apporte d'importantes précisions sur le concept d'altermuséologie de même que sur son « utilité » au sein de l'activité. À cet effet, on y explique notamment que :

³³³ *Ibid.* Les caractères italiques signifient que les énoncés sont copiés tels quels du document original.

³³⁴ Les objectifs du Forum social québécois sont les suivants : Favoriser un débat de société constructif, englobant et mobilisateur au Québec (1); Susciter la participation citoyenne, individuelle et collective (2); Partager, promouvoir et diffuser les initiatives et projets alternatifs (3); Stimuler l'émergence d'actions concrètes et la convergence des luttes sociales (4); Promouvoir un développement durable, solidaire, juste, égalitaire et harmonieux au Québec (5). Notons aussi que le Forum social québécois se définit comme : « un espace pour toutes celles et ceux qui désirent contribuer à un projet de société conforme à nos idéaux de justice et de solidarité ». À ce sujet, voir *Dépliant promotionnel du Forum social québécois 2009*, octobre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) ».

³³⁵ Il s'agit manifestement d'une erreur, dans la mesure où les autres documents présents dans le même dossier sont tous datés de 2009 et que la table ronde fait suite à la première organisée pour le Sommet citoyen de Montréal quelques mois plus tôt. Pierre Mayrand, *Objectifs et plan d'action du Forum*, 12 avril 2008, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) ». Voir aussi le document de travail suivant qui offre quelques informations supplémentaires sur le même sujet : Pierre Mayrand, *Stratégie d'intervention au Forum*, octobre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) ».

³³⁶ Pierre Mayrand, *Objectifs et plan d'action du Forum*, *op. cit.*

³³⁷ *Dépliant promotionnel du Forum social québécois*, *op. cit.*

[L'altermuséologie est la] notion [qui] devrait être à la base de nos interventions lors des Forums. Elle signifie "l'autre muséologie", précise le champ de la nouvelle muséologie que nous défendons dans le contexte mondial actuel, soit l'altermondialisme confronté à la [globalisation]. L'altermuséologie se réfère également au concept de "l'autre" (l'altérité), du droit au respect vis à vis de tout individu, de la spécificité de la culture qu'il entend partager, divulguer.³³⁸

Le document est aussi prétexte à énoncer plus clairement la proposition de l'activité, à savoir : « Reconnaître la valeur du concept de l'altermuséologie comme outil de démarcation et de combat [...] ». Bien qu'elle soit effectivement plus éclairante que la première formulation citée plus haut, une part d'ombre persiste néanmoins toujours à propos du terme « outil ». À ce sujet, le dernier commentaire de Mayrand concernant l'altermuséologie peut nous être utile afin de comprendre à qui celui-ci appartient :

La nouvelle muséologie recouvre un champ très vaste de l'activité muséologique (industrielle, sociale, autre). Le mouvement que nous représentons, pour sa part, est clairement identifié, à l'intérieur d'une vaste gamme de nuances, selon la position idéologique que nous occupons, à la muséologie sociocommunautaire, sans toutefois exclure à priori des interventions dans le contexte de la muséologie de type entrepreneuriale, toutes deux visant, selon les méthodes et des objectifs différents, les masses (anonymes pour le musée entrepreneurial, proximales pour le musée communautaire).³³⁹

En vue d'une meilleure compréhension de l'altermuséologie, on se permettra plus bas une synthèse rapide du concept et de son parallèle avec le mouvement de la nouvelle muséologie. Pour le moment, réduisons l'énoncé altermuséologique à ceci, soit que la nouvelle muséologie dans laquelle émerge l'altermuséologie est un outil au service de l'action culturelle qui touche tant les politiques de démocratisation culturelle que de démocratie culturelle. Nous y reviendrons là aussi plus bas. Au regard de la participation à l'espace forum que prône l'altermuséologie maintenant, celle-ci est un moyen de repenser socialement le rôle du travailleur du musée. Bien qu'elle se veuille libre,

³³⁸ Pierre Mayrand, *Objectifs et plan d'action du Forum*, op. cit. Notons que nous préférons cette définition à la première donnée dans le dossier du participant : « L'ALTERMUSÉOLOGIE = Une autre façon de regarder et d'agir collectivement sur le monde à travers la pratique de l'alternative et de la praxis muséale : La défense, par une muséologie critique, des valeurs et des ressources humaines également partagées contre la mécanisation spéculative du profit incontrôlé à l'avantage de quelques uns. [...] » Pierre Mayrand, *Du conservatisme au collectivisme : point de vue de l'altermuséologie*, op. cit.

³³⁹ Pierre Mayrand, *Objectifs et plan d'action du Forum*, op. cit.

on peut avancer que les conclusions qui se dégageront de la table ronde sont déjà possibles, pour ce que les acteurs qui y siègent adhèrent vraisemblablement aux postulats de cette « autre muséologie »³⁴⁰, rejoignant ainsi ce que nous disait plus haut Bertho... Enfin bref, avant d'aller plus loin avec cette hypothèse, laissons Pierre Mayrand nous expliquer la pertinence de son concept dans un autre document préparé pour le Forum social québécois et, peu de temps après, la Société des musées du Québec.

Le musée à l'attaque : L'esprit de la table ronde sur l'altermuséologie

Vous serez sans doute surpris de voir la muséologie entrer dans la ronde des adhér[e]nts à l'altermondialisme et, plus concrètement, se joindre aux Forums sociaux. Il faut savoir que les musées occupent l'une des premières places dans les industries culturelles, que parallèlement à cette industrie inféodée aux systèmes dominants, [asociaux], il existe, depuis 60 ans, dans différentes régions du monde, dont le Québec, des mouvements alternatifs et de résistance soit au conservatisme représenté par les valeurs véhiculées par le "musée traditionnel" (immobilisme, passéisme, objet), soit aux orientations affairistes de la grande entreprise muséale. Ces nouveaux musées co-gestionnaires, qui portent un regard différent sur le monde, regroupés au sein du Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM) forment autant de cellules actives épousant les aspirations des communautés marginalisées (exclusion, violence...) qui en deviennent les principaux gestionnaires. Le musée communautaire (version latine) et l'écomusée (version plus structurée) font partie d'une pléiade d'initiatives qui entrent sous le vocable "muséologie sociale" (de voisinage, de la citoyenneté...) engagés dans l'éducation populaire, l'alphabétisation, la défense des identités menacées... puisant leur inspiration dans la Table ronde de Santiago au Chili (1972) qui marque l'entrée du musée dans le politique et le social par le passage du "conservatisme" au "collectivisme" (prise en charge collective).

Si nous nous présentons à cette tribune, ce matin, sous l'étiquette d'altermuséologues, c'est pour faire entendre à la muséologie mondiale et au Forum social, pour la première fois, que nombre de travailleurs de musées et leurs concitoyens se meuvent dans l'orbite des objectifs recherchés par le Forum social mondial (solidarité, lutte...) et que l'on retrouve dans notre Manifeste pour une altermuséologie (Setubal, Portugal, 2007). Cette action muséologique qui se préoccupe de l'AUTRE (l'être humain dans

³⁴⁰ De fait, les participants de la table ronde étaient notamment les personnes suivantes : Guy Baron (animateur communautaire), René Binette (directeur de l'Écomusée du Fier Monde) et Jean-François Leclerc (directeur du Centre d'histoire de Montréal). Or, tant l'Écomusée du Fier Monde que le Centre d'histoire de Montréal étaient considérés par Pierre Mayrand comme des musées « citoyens ».

son environnement), plutôt que de la croissance matérielle ou financière (bâtiment, public consommateur...) se caractérise par la recherche d'un nouvel humanisme (tout ensemble).³⁴¹

Quoi retenir maintenant de ces deux tables rondes, ou tout simplement de ces deux évènements sociaux ? Tout d'abord, force est de voir que le ton de la démarche altermuséologique semble différer selon la formule du rassemblement social dans laquelle elle s'inscrit. Ensuite, que le « citoyennisme » est au cœur de sa pratique, et non plus que la population, le social ou le territoire comme le proposait notamment la nouvelle muséologie à ses débuts. D'ailleurs, on peut avancer que l'altermuséologie ne se situe plus que dans le champ muséal bien qu'elle s'y en revendique encore; elle s'en dévie graduellement pour rejoindre peu à peu celui (a) politique de l'espace forum et auquel tous peuvent participer, et non seulement les travailleurs de musées comme cela est le cas avec bon nombre de comités internationaux de l'ICOM. Après et surtout, que si la muséologie sociale qu'impulse le MINOM depuis sa création semble ne pas adhérer à l'altermuséologie, c'est notamment parce qu'il s'agit que l'un des cinq thèmes choisis pour le programme 2008-2010 du regroupement lors du XII^e Atelier international. De plus, comme le soulignait bien Mayrand dans l'une de ses communications, il ne faut pas oublier que le terme « nouvelle muséologie » a lui aussi été discuté au moment de la création du MINOM, et qu'il est par conséquent normal que le soit également celui d'altermuséologie, d'autant plus que l'organisation est un forum de réflexion à propos de la nouvelle muséologie et que ses membres sont invités à la repenser continuellement avec leurs propres initiatives. Il faut donc voir dans l'altermuséologie une continuité avec la muséologie promue par le MINOM et non une rupture, tout comme il ne faut pas s'imaginer une rupture entre la vision muséologique du MINOM et celle de l'ICOFOM relativement à une « nouvelle » muséologie au début des années 1980, ou du moins lorsqu'on se réfère au passage suivant du texte de Bruno Brulon Soares qui confirme on ne peut mieux le « schéma » de l'altermuséologie, mais sans la nommer :

[Le MINOM] a diffusé l'idée d'une muséologie fragmentée, entre l'ancienne et la nouvelle, mais plus récemment, entre une branche d'une "muséologie sociale" (ou "sociomuséologie", en certains contextes) et l'*autre muséologie*, moins concernée par les problèmes sociaux. Centré sur le travail pratique dans les musées, cette "muséologie sociale" se présente moins comme un courant théorique, et plus comme une idéologie du musée (instrument social). Ses acteurs réinventent la "nouvelle muséolo-

³⁴¹ Pierre Mayrand, *Le musée à l'attaque*, 12 octobre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) »

gie" dans le présent, à partir d'une série de propositions posées au début du mouvement : l'idée du "musée social" balisé par la notion du "musée intégral" (1972) qui s'est propagée dans presque toute l'Amérique Latine, le concept d'une "muséologie communautaire", parente de l'écomuséologie qui s'est développée au musée du Creusot pendant les années 1970, l'opposition entre une "muséologie active" (1984) et la muséologie "officielle" (passive ?), etc.³⁴²

Bien qu'elle se voulait exploratoire, il faut reconnaître que notre recherche est toutefois biaisée, en ce sens qu'elle s'appuie uniquement sur les documents d'archives de l'altermuséologie. Or, pour une meilleure compréhension de la mise en application et de la portée de l'altermuséologie, il est nécessaire d'écouter certains personnages clés de cette petite histoire; ce que nous laisserons à d'autres le soin de réaliser. On voudra seulement attirer l'attention sur un fait indiscutable pour le moment : la quasi-absence du terme sur une scène muséologique de plus en plus divisée par le concept d'altérité.

2.4.2 L'altermuséologie aujourd'hui : quand l'utopie devient (presque) réalité

On pourrait penser, à la fin, que l'altermuséologie n'a finalement pas eu la portée souhaitée, en ce sens que très peu de muséologues se considèrent aujourd'hui de cette « école de pensée ». On peut aussi voir les choses autrement et à cet effet, le texte que signe le chargé de cours en Communication publique Patrick Roy, dans la publication *Aspects sociologiques* en 2000, peut apporter un nouvel éclairage. En revenant sur les principaux écrits de Marshall McLuhan souvent mécompris de l'avis de Roy, celui-ci se permet d'analyser rapidement la signification de la métaphore du « village global » comme on l'a vue plus haut. Toutefois, allons plus loin ici. Pour Roy, il est on ne peut plus faux de prétendre que McLuhan ait prédit « que la technologie électronique conduirait l'humanité vers une utopie et une communauté harmonieuse où la violence et le racisme n'ont pas cours » dans son ouvrage *The Medium is the Massage*³⁴³. Si l'on peut attribuer la confusion au caractère polysémique du terme « global » d'après Roy, la connotation positive du mot « village » pèse également dans la balance. De fait, en dehors d'un endroit où il fait généralement bon vivre, un village peut aussi renvoyer à une image de conflits et de non-respect de la vie privée en raison de la proximité de la population qui y habite comme l'envisageait alors McLuhan, ou du moins selon Roy :

³⁴² Bruno Brulon Soares, « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie », *op. cit.*, p. 57-58.

³⁴³ Patrick Roy, « Le médium est le message dans le village global : le vrai message de Marshall McLuhan », dans *Aspects sociologiques*, vol 7 n°1, juillet 2000, p. 3. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en mai 2020.

Donc, lorsque l'on étudie avec lucidité le type de relations entretenues dans un village, on s'aperçoit que la métaphore du village global est non seulement appropriée, mais qu'elle est de plus révélatrice des problèmes qui surgissent à l'échelle planétaire. La proximité, qu'elle soit géographique ou psychologique, n'est pas un gage d'harmonie, loin de là. Pour expliquer le point de vue de McLuhan, on peut dire que, poussée à l'extrême, la mondialisation provoque sur une échelle internationale une situation semblable à celle de l'ascenseur : il y a implosion de l'espace mais la proximité physique des autres utilisateurs entraîne un malaise. Cette situation peut nous amener à nous replier sur nous-mêmes, ce qui pourrait expliquer la montée du racisme et de l'intégrisme dans certaines régions du globe. [...] Selon McLuhan, l'incertitude nous amène notamment à trouver refuge dans des images réconfortantes du passé, dans le "rearview mirror" (rétroviseur).³⁴⁴

Avant de continuer, il n'est pas inintéressant de souligner que c'est justement sur une interprétation erronée du « village global » que les muséologues canadiens George F. MacDonald et Stephen Alford ont fait reposer leur ouvrage *Un musée pour le village global : le Musée canadien des civilisations*, en 1989, comme le confirme cet extrait :

Chacun des dix chapitres explicite un aspect particulier de l'établissement [le Musée canadien des civilisations], présenté de façon quelque peu banale. Sans les énumérer tous, il s'agit de détailler les fonctions de conservation et de diffusion telles qu'on se propose de les y faire vivre "pour le village global", c'est-à-dire un lieu où se retrouvent peuples et cultures dans un effort de compréhension mutuelle. Le musée est le conservatoire des manifestations culturelles : il en est le symbole, la vision, la vitrine, la cache au trésor et la mémoire. Il a aussi le mandat de communiquer ces manifestations : il devient animateur, éducateur, hôte et masse-média.³⁴⁵

Tiré d'un compte rendu rédigé par Andrée Lapointe, le passage évoque bien l'objectif derrière l'ouvrage : présenter la « conception de la muséologie propre au Canada moderne ». Or, il n'est pas étonnant de lire plus bas que le rôle de ce « nouveau musée »

³⁴⁴ *Ibid.*, p. 4. Notons que le professeur associé à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal, Gaëtan Tremblay, partage également cet avis sur la métaphore du « village globale ». Voir Gaëtan Tremblay, « De Marshall McLuhan à Harold Innis ou du village global à l'empire mondial », dans *Tic&société*, vol 1 n°1, 2007. En ligne. < <https://journals.openedition.org/ticetsociete/222> >. Consulté en mai 2020.

³⁴⁵ Andrée Lapointe, « Compte rendu de George F. MACDONALD et Stephen ALSFORD, *Un musée pour le village global : le Musée canadien des civilisations* », dans *Recherches sociographiques*, vol 31 n°3 : La santé, 1990, p. 438. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/rs/1990-v31-n3-rs1580/056558ar/> >. Consulté en mai 2020.

est de « refléter la politique fédérale en matière de culture » d'une part, et puis que sa position philosophique est un mélange entre le concept de village global de McLuhan et « la vision du Canada mise de l'avant par Pierre Elliot Trudeau » d'autre part, soit le multiculturalisme : « on le voit [l'établissement muséal] comme facteur identitaire, fierté nationale, pèlerinage du bon citoyen canadien. »³⁴⁶ Toutefois, force est de constater d'après Lapointe que cette vision harmonieuse et, par le fait même, typiquement canadienne se traduit mal dans les nombreuses salles du musée : « Mais comment une créature fédérale saurait-elle dégager de l'image aseptisée et officialisée qu'elle propose le choc entre les cultures amérindienne, québécoise et canadienne-anglaise ? Il ne peut y avoir qu'une version de l'histoire adoptée par l'État » écrit-elle³⁴⁷.

Ceci étant dit, revenons maintenant au texte de Roy et à une seconde interprétation faussée de l'œuvre mcluhanienne : celle prétendant que le Canadien soit « en faveur » des nouveaux médias; une réflexion que semble également partager MacDonald avec son texte *L'avenir des musées dans le village global* paru dans la revue *Museum* :

McLuhan m'a profondément influencé moi-même lorsque, dans le cadre du mandat qui m'a été confié, j'ai réfléchi aux moyens qui permettraient au nouveau Musée canadien de la civilisation de toucher le public à l'échelle nationale (et mondiale) [commence-t-il]. Ma principale décision à ce jour a été de doter le musée d'installations pour la production de programmes télévisés pouvant fournir la matière d'émissions éducatives et spécialisées et fonctionner un peu comme les palais omnisports qui, grâce à l'électronique, touchent un vaste public. Je n'ai pas prévu de réseau de télévision, estimant que nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir intéresser les stations susceptibles d'en faire partie (à moins que nous ne trouvions le personnel ayant le charisme et la personnalité voulus).³⁴⁸

Pour Roy, c'est parce que McLuhan s'est intéressé aux effets positifs et négatifs de la

³⁴⁶ *Ibid.* D'un point de vue québécois, le *multiculturalisme canadien* s'apparente davantage à une politique de démocratisation culturelle, pour ce que la province nage alors en plein nationalisme québécois durant sa mise en application au début des années 1970. Par ailleurs, il est intéressant de noter que si la Révolution tranquille marque l'imaginaire collectif des Québécois au long de cette période, c'est toutefois le multiculturalisme qui caractérise celui du Canada anglais, notamment pour se différencier des États-Unis. À ce sujet, voir Gérard Bouchard, « Le Canada : le rêve contre la réalité ? », dans *Les nations savent-elles encore rêver ? Les mythes nationaux à l'ère de la mondialisation*, op. cit., p. 171-230.

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 439.

³⁴⁸ George F. MacDonald, « L'avenir des musées dans le village global », dans *Museum : Le musée et la communauté*, n° 155 (vol XXXIX, n°3), 1987, p. 214. En ligne. < https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000077084_fre >. Consulté en mai 2020.

typographie que cette « impression » persiste toujours. Il poursuit en affirmant que le Canadien « est demeuré, d'abord et avant tout, un professeur de littérature », et que ce qui a pu choquer dans son ouvrage *La Galaxie de Gutenberg*, c'est qu'il ait formulé l'idée que l'imprimerie ait « également joué un rôle dans la segmentation du savoir et la montée du nationalisme » alors qu'on favorisait plutôt la thèse inverse, c'est-à-dire qu'on attribuait à la typographie le développement des connaissances à ce moment³⁴⁹. Établir un parallèle avec d'autres médias devient néanmoins concevable, ici, comme le démontre bien celui de Roy avec Internet afin de corroborer le dire de McLuhan :

Si l'Internet entraîne aujourd'hui la naissance d'une classe "d'infopauvres", les écrits de McLuhan sont là pour nous rappeler qu'il en est de même pour chaque média qui domine une époque. Ainsi, McLuhan a déclaré que c'est le développement de la typographie qui a créé l'analphabétisme. Certains sociologues voudraient que l'Internet, après seulement quelques années d'existence, soit une technologie aussi accessible que l'écriture. On oublie cependant que l'écriture est demeurée pendant des centaines d'années le monopole des rois et des armées.³⁵⁰

Si l'on part de la prémisse acceptée que le musée est un média³⁵¹, le passage à de quoi faire réfléchir ici. Autrefois réservé aux élites de la société, on a dit en première partie que le musée amorce une première démocratisation de ses lieux au XVIII^e siècle dans plusieurs pays européens, mais qu'il faut toutefois attendre la seconde moitié du XX^e siècle pour voir apparaître de réels changements apportés à son rôle de même qu'à ses principales fonctions un peu partout aux quatre coins du globe. On pourrait donc conclure que tout est une question de temps finalement, et que manifestement, les temps changent lorsqu'on regarde cette fois-ci à la définition alternative du musée proposée par le Conseil international des musées à ses membres l'automne dernier, au Japon³⁵².

³⁴⁹ Patrick Roy, *op. cit.*, p. 4-5.

³⁵⁰ *Ibid.*, p. 5.

³⁵¹ Voir notamment Jean Davallon, « Le musée est-il vraiment un média ? », dans *Culture & Musées*, n°2 : Regards sur l'évolution des musées (sous la direction de Jean Davallon), 1992, p. 99-123. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_1992_num_2_1_1017 >. Consulté en mai 2020.

³⁵² Si le débat entourant la proposition de cette nouvelle définition est intéressant ici, on se concentrera néanmoins qu'à son énoncé qui n'est pas sans rappeler le concept d'altéromuséologie de Pierre Mayrand : « Les musées sont des lieux de démocratisation inclusifs et polyphoniques, dédiés au dialogue critique sur les passés et les futurs. Reconnaisant et abordant les conflits et les défis du présent, ils sont les dépositaires d'artefacts et de spécimens pour la société. Ils sauvegardent des mémoires diverses pour les générations futures et garantissent l'égalité des droits et l'égalité d'accès au patrimoine pour tous les peuples. Les musées n'ont pas de but lucratif. Ils sont participatifs et transparents, et travaillent en collaboration active avec et pour diverses communautés afin de collecter, préserver, étudier, interpréter, exposer, et améliorer les compréhensions du monde, dans le but de contribuer à la di-

En revanche, on est en droit de se demander à qui s'adresse réellement cette nouvelle définition « socialisante » du musée lorsqu'on regarde à la montée des discours populistes de droite un peu partout dans le monde (États-Unis, Royaume-Unis, Brésil, etc.) depuis la dernière décennie³⁵³. Fait à noter, pour l'économiste chilien Andres Velasco interviewé dans le cadre de l'émission *Le Tour du monde des idées* diffusée en 2018, ce n'est pas tant l'insécurité économique, la question de la race et de l'immigration que l'enrichissement des gens qui a conduit à l'actuel populisme de droite :

Si le populisme, poursuit Andres Velasco, reflétait une demande de redistribution accrue des revenus, ce seraient les populistes de gauche qui l'emporteraient. Or, ce sont presque toujours les populistes de droite qui gagnent : Trump, Bolsonaro, Duterte, Orban, Salvini... Et les derniers populistes de gauche encore en place, comme Nicolas Maduro, gouvernant des pays en faillite, sont bien près de la sortie... C'est pourquoi imaginer combattre le populisme et l'illibéralisme par des largesses sociales est une illusion. C'est, écrit Velasco, l'ultime hubris technocratique. Cette générosité est perçue comme insultante.³⁵⁴

Ajoutons à l'équation l'arrogance des élites qu'on accuse à tort ou à raison d'être corrompues, ou encore la longévité des mandats de certains politiciens pour comprendre pleinement le résultat. Or, ces derniers reproches sont eux aussi bien présents dans le discours populiste de gauche. Pourquoi ? En fait, qu'il soit de gauche ou de droite, le populisme ramène le citoyen vers la politique estime la professeure de l'Université de Sherbrooke, Catherine Côté, pour un article du journal *Le Devoir* : « Les mouvements d'indignation ont fait revenir ce citoyen vers la politique, dit-elle. Jusqu'à quel point ce retour va être démocratique, ça, c'est une autre histoire. Quand on ne se sent pas représenté, il y a une tentation forte de remettre en question la validité et la légitimité du système démocratique qui était censé le faire. »³⁵⁵ Écrit en février 2019 par Fabien

gnité humaine et à la justice sociale, à l'égalité mondiale et au bien-être planétaire. » Voir Conseil international des musées, « L'ICOM annonce la définition alternative du musée qui sera soumise au vote », dans *Actualités*, 25 juillet 2019. En ligne. < <https://icom.museum/fr/news/licom-annonce-la-definition-alternative-du-musee-qui-sera-soumise-a-un-vote/> >. Consulté en mai 2020.

³⁵³ À ce sujet, voir l'article de Stéphane Baillargeon, « Les discours populistes en pleine croissance dans le monde », dans *Le Devoir*, 7 mars 2019. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/societe/549285/les-discours-populistes-en-pleine-croissance-dans-le-monde> >. Consulté en juin 2020. Soulignons que selon l'auteur : « un Terrien sur quatre vit maintenant en régime plus ou moins populiste. »

³⁵⁴ *Le Tour du monde des idées* par Brice Couturier, « Les vraies causes du populisme ne sont pas celles qu'on croit », dans *France Culture*, 2 décembre 2018. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/le-tour-du-monde-des-idees-du-lundi-03-decembre-2018> >. Consulté en juin 2020.

³⁵⁵ Catherine Côté citée dans Fabien Deglise, « Le populisme, à gauche toute ! Le populisme, la fièvre

Deglise, pour un dossier consacré à la question du populisme par le média québécois, le journaliste s'interroge sur le fait de savoir si le discours de gauche peut sauver les sociétés « contaminées » par ce style de politique. La réponse est simple : oui. Cependant, avec le populisme de gauche vient aussi souvent un populisme pédagogique par opposition à un populisme démagogique, ce qui à la fin pourrait lui nuire ajoute Côté. Parce qu'en supposant que le peuple est dans le tort (ou l'ignorance), celui-ci pourrait se sentir incompris, voire méprisé, et tout simplement décrocher de ce discours qui va à l'encontre même de l'essence populiste³⁵⁶. Et là encore, le musée n'y échappe pas...

Sans prétendre que le musée est populiste, celui-ci est toutefois certainement populaire³⁵⁷, en ce sens que les professionnels qui y travaillent ambitionnent généralement à rejoindre le plus large public possible, qu'on pense à cet effet à la montée rapide des « expositions blockbusters » depuis les années 1990; un modèle aujourd'hui remis en cause par différents acteurs muséaux, et plus encore dans le contexte actuel des crises sanitaire et raciale, obligeant conséquemment les professionnels à revoir tant leur rôle que leur institution³⁵⁸. On souhaite avec raison que le musée devienne plus accessible, inclusif, participatif, voire « citoyen » comme l'écrit bien dans son billet d'émission *La Théorie*, diffusée sur les ondes de France Culture, la journaliste française Mathilde Serrell. Consacré à la réouverture récente des musées après avoir été mis « en pause » pendant plusieurs semaines dans bon nombre de pays, en conséquence de la pandémie mondiale de la maladie à coronavirus, l'émission *Réouverture des Musées : la fin des expos "blockbusters"* produite au début du mois juillet 2020 discute des changements

du moment », dans *Le Devoir*, 2 février 2019. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/societe/546940/le-populisme-a-gauche-toute> >. Consulté en juin 2020.

³⁵⁶ Catherine Côté citée dans Fabien Deglise, *op. cit.*, vers 2 min.

³⁵⁷ Raymond Montpetit, « Le musée en tant qu'institution : de l'étatisme au populisme démocratique », dans *Culture, institution et savoir*, 1996, p. 131-149. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/livres/culture-francaise-damerique/culture-institution-savoir/000463co/> >. Consulté en juillet 2020.

³⁵⁸ *Ibid.*, p. 132. « Enfin, troisième constat, le diagnostic porté sur l'institution qu'est le musée varie en fonction des appartenances idéologiques de ceux qui le prononcent. Porteur et diffuseur des valeurs sociales, le musée, à gauche, est presque toujours soupçonné de compromissions inacceptables avec les pouvoirs qui maintiennent des privilèges acquis et un ordre social peu désirable pour le bonheur de la majorité. [...] À droite, le musée est au contraire vu comme un instrument travaillant au profit de la société et répandant, conformément à l'idéal démocratique, le savoir et la culture auprès de tous les citoyens qui le visitent. Aussi, penser le caractère institutionnel du musée nécessite de maintenir cette double lecture, de ne pas perdre de vue que le musée est bien un des lieux de cet enjeu : conservant le passé de la culture, il encourage un certain "conservatisme" en érigeant ces témoins en exemples, mais ce faisant, il devient en période de mutation, la cible de ceux qui font le procès de la société et veulent la réformer et la transformer. » Au sujet des « expositions blockbusters », voir notamment Jean-Guillaume Dumont, « Musées et sociétés – Vie et mort des "blockbusters" », dans *Le Devoir*, 18 septembre 2004. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/societe/63921/musees-et-societes-vie-et-mort-des-blockbusters> >. Consulté en juillet 2020.

qui résulteront de cet événement marquant, et dont les dernières lignes pourront nous sembler ici étrangement familière avec la matière vue plus haut :

"La crise nous offre le temps de ralentir : ne faut-il pas saisir cette opportunité pour questionner ce schéma productiviste du musée ?" avance Céline Chanas présidente de la Fédération des écomusées et musées de société. Muscler la réflexion, mettre en valeur les recherches en cours, faire dialoguer les œuvres avec les enjeux du monde contemporains, repenser les parcours, la relation aux œuvres, et la médiation dans les territoires : autant de chantiers pour les musées de "l'après". Cette nouvelle hospitalité invite les institutions muséales, quelque soit leur type ou leur taille, à se penser davantage comme des auberges de savoirs que des resorts culturels.³⁵⁹

Un objectif encore loin d'être atteint lorsqu'on écoute, cette fois-ci, l'émission de juin dernier "*Black Lives Matter*" : *les musées cherchent leur voix*. Considérée comme une institution parlante, Serrell revient dans cet épisode sur le mutisme (ou la « timidité » de la voix) de certains musées français à l'égard du mouvement politique *Black Lives Matter* comparativement à d'autres établissements muséaux –notamment ceux états-uniens–, mettant du coup en relief la « géométrie variable » du concept de neutralité des musées : « Neutralité qui est aujourd'hui remise en cause [constate la journaliste. Elle poursuit en précisant que] Le Conseil international des musées a notamment rappelé dans une tribune que les musées ne sont pas neutres, qu'ils ne sont pas séparés du contexte social, et que lorsqu'ils s'en séparent, ce silence n'est pas neutre "c'est un choix, le mauvais" »³⁶⁰. Ici, la position de l'ICOM rejoint celle défendue avec la nouvelle muséologie, en ce sens qu'on aspire à soutenir, défendre et lutter pour une cause précise – dans ce cas-ci celle de l'égalité raciale – afin d'en apporter des changements significatifs qui mèneront inévitablement vers un autre monde; un monde meilleur. À cet égard, une dernière précision sur l'œuvre de McLuhan peut être bénéfique pour le

³⁵⁹ Mathilde Serrell, « Réouverture des Musées : la fin des expos "blockbusters" », dans *La Théorie*, 2 juin 2020. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/la-theorie/la-theorie-du-mardi-02-juin-2020> >. Consulté en juillet 2020.

³⁶⁰ Conseil international des musées cité dans Mathilde Serrell, « "Black Lives Matter" : les musées cherchent leur voix », dans *La Théorie*, 18 juin 2020. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/la-theorie/la-theorie-du-jeudi-18-juin-2020> >. Consulté en juillet 2020. À ce sujet, voir aussi Sébastien Magro, « #BlackLivesMatter, l'assourdissant silence des musées français », dans *Slate.fr*, 15 juin 2020. En ligne. < <http://www.slate.fr/story/191544/blacklivesmatter-assourdissant-silence-musees-francais-histoire-colonisation> >. Consulté en juillet 2020; Conseil international des musées (ICOM), « Musées pour l'égalité : le moment est maintenant », dans *Actualités*, 3 juin 2020. En ligne. < <https://icom.museum/fr/news/musees-pour-legalite-le-moment-est-maintenant/> >. Consulté en juillet 2020.

champ muséal et de la muséologie, et plus précisément sur ce que l'on désigne sous la nomination de « nouvelle muséologie » depuis plusieurs années déjà :

En lisant les livres et les textes de Marshall McLuhan, le lecteur est confronté à une conception de l'être humain qui présente ce dernier comme étant très vulnérable aux effets des médias et ce, indépendamment de sa volonté. McLuhan prétend, notamment dans *La Galaxie Gutenberg* et dans *Pour comprendre les médias*, que les médias orientent les modes de perception des êtres humains. Selon lui, "tous les médias ont ce pouvoir d'imposer à quiconque n'est pas sur ses gardes les postulats sur lesquels ils reposent." [...] C'est à cause de cette attitude que l'on a accusé McLuhan d'endosser le déterminisme technologique.³⁶¹

Oui, un autre monde est possible. Mais avant de vouloir le célébrer, voire de le figer à tout jamais dans l'histoire, ne devrait-il pas... la faire ? En projetant le musée comme un « outil de changement social » pour la société, plusieurs muséologues ont souhaité conscientiser et mobiliser la population pour apporter des changements là où aurait dû le faire le politique. On oublie souvent que cette « entreprise de politisation » s'inscrit dans une conjoncture sociale, à savoir la démocratie culturelle. Permettons-nous, à cet effet, de référer à une dernière communication –celle d'Alice Chatzimanassis– afin de mieux comprendre son émergence dans la seconde moitié du XX^e siècle de même que ses principales caractéristiques en guise de conclusion partielle³⁶². On doit à Malraux et à son concept des Maisons de la Culture les commencements de la démocratisation culturelle au début des années 1960 et ce, tant en France qu'au Québec. Le projet était alors on ne peut plus simple, et peut généralement se résumer pour les deux territoires à la formule suivante : « rendre accessible à un plus large public une culture "savante" ou "érudite", "lettrée" ou "cultivée", un corpus reconnu d'emblée comme bien public et valeur universelle, un contenu que les premiers décideurs pouvaient croire encore relativement incontesté. »³⁶³ Évidemment, la situation québécoise est légèrement plus complexe pour ce qu'elle fait de la langue française « la pierre d'assise » de la culture canadienne-française au début du siècle dernier, avec des auteurs comme Groulx, De Nevers ou encore Jean-Charles Harvey, mais on comprend l'idée... C'est en 1972 que

³⁶¹ Patrick Roy, *op. cit.*, p. 5.

³⁶² Alice Chatzimanassis, « La démocratie culturelle : un autre modèle de politique culturelle », dans *Politiques de la culture. Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles*, 20 juin 2016. En ligne. < <https://chmcc.hypotheses.org/675> >. Consulté en juillet 2020. Notons que toutes les informations mentionnées dans cette dernière partie proviennent de cette même communication, sauf indication contraire.

³⁶³ Guy Bellavance cité dans Alice Chatzimanassis, « La démocratie culturelle : un autre modèle de politique culturelle », *op. cit.*

l'expression « démocratie culturelle » fait son entrée sur la scène politique en réaction aux nombreux changements de société que vivent alors plusieurs pays occidentaux. À l'origine, celle-ci est étroitement liée à la notion de « développement culturel » par le fait qu'elle apparaît dans la déclaration finale du colloque « Prospective du développement culturel » tenu dans la ville française d'Arc-et-Senans en 1972. Peu citée dans la littérature muséologique, « [c]ette rencontre devait amener les ministres à poser les bases d'une stratégie culturelle en vue de la conférence intergouvernementale de l'Unesco pour les politiques culturelles en Europe (conférence intitulée Eurocult) qui allait se tenir à Helsinki en juin de la même année » explicite Chatzimanassis avant de poursuivre, un peu plus loin, avec cet extrait d'Eurocult qui mérite notre attention ici :

En ce sens la culture n'est plus seulement une accumulation d'œuvres et de connaissances qu'une élite produit, recueille et conserve pour les mettre à la portée de tous, ou qu'un peuple riche en passé et en patrimoine offre à d'autres comme un modèle dont leur histoire les aurait privés; la culture ne se limite pas à l'accès aux œuvres et aux humanités mais est tout à la fois acquisition de connaissance, exigence d'un mode de vie, besoin de communication; elle n'est pas un territoire à conquérir mais une façon de se comporter avec soi-même, ses semblables, la nature; elle n'est pas seulement un domaine qu'il convient de démocratiser, mais elle est devenue une démocratie à mettre en marche.³⁶⁴

Comme le souligne bien Chatzimanassis dans son article, bon nombre de conclusions émanant de ce court passage sont en fait le résultat de la première conférence donnée quelques mois auparavant, en territoire français. C'est toutefois l'ouvrage d'Augustin Girard et Geneviève Gentil –commandité par l'Unesco durant cette même année– qui offre les meilleures précisions sur le concept...³⁶⁵ Enfin bref, soulignons aussi la tenue

³⁶⁴ Rapport final d'Eurocult cité dans Alice Chatzimanassis, « La démocratie culturelle : un autre modèle de politique culturelle », *op. cit.*

³⁶⁵ À cet effet, l'auteure cite le passage suivant tiré de leur livre *Développement culturel : expériences et politiques* (1972) : « La démocratisation de la culture repose sur deux postulats implicites : seule la haute culture, valeur sacralisée, mérite d'être diffusée et il suffit qu'il y ait rencontre entre l'œuvre et le public (indifférencié) pour qu'il y ait développement culturel [...] La démocratie culturelle, au contraire, a pour principe l'expression des subcultures particulières et leur mise en relation avec les subcultures plus universelles par l'apprentissage des moyens de communication. » Augustin Girard et Geneviève Gentil cités dans Alice Chatzimanassis, « La démocratie culturelle : un autre modèle de politique culturelle », *op. cit.* Il est toutefois intéressant de souligner que la notion de « développement culturel » émergerait en 1964, lors des Rencontres d'Avignon, et notamment sous la plume de Joffre Dumazedier qui en propose une première définition. Pour plus d'information sur l'émergence de la démocratie culturelle et du développement culturel, de même que sur le colloque « Prospective du développement culturel », voir notamment Ministère de la Culture, « L'invention de la prospective culturelle : textes choisis d'Augustin Girard », dans *Culture prospective*, n°1, 2010, 31 p. (p. 8-9 et 12-18).

de la Conférence mondiale de l'Unesco sur les politiques culturelles dix ans plus tard, dans la capitale du Mexique, de même que la déclaration finale du projet « Culture et Région » du Conseil de l'Europe, en 1987, qui réitéreront les précédentes conclusions pour arriver à un constat au dire de Chatzimanassis, soit que « [l]es principes majeurs d'une politique de démocratie culturelle peuvent se résumer en trois points ». D'abord et avant tout, la réhabilitation de toutes les cultures qui favorise, dans la circonstance, la définition anthropologique de la culture; la même vue plus haut avec le Livre blanc de Laporte. Ensuite, ce que Chatzimanassis appelle le « libre choix des individus » et que l'on pourrait simplement résumer par l'éloge à la diversité des goûts. Finalement, l'intégration de la culture à la vie quotidienne en favorisant l'action culturelle; celle-là même abordée précédemment avec le verdict du « Tribunal de la culture » :

La volonté de se rapprocher de la demande des citoyens pousse à favoriser le décloisonnement et la dimension communautaire des projets culturels. Cette vision de la culture confère à la politique culturelle une véritable portée sociale, et la culture, considérée sous cet angle, peut alors contribuer à une meilleure intégration des individus, au renforcement de l'identité culturelle et à la revitalisation des liens sociaux. Un sentiment d'appartenance a alors des chances de se développer grâce à la culture, sentiment qui ne peut en revanche être unanimement ressenti face aux domaines diffusés par la démocratisation, qui correspond au contraire à une logique d'acculturation, soit *"un processus de transfert d'objets ou de réalités culturelles s'adressant à des citoyens, groupes et publics qui ne les possèdent pas, les connaissent peu ou y sont peu initiés et ne font pas spontanément la relation entre leur valeur d'usage et leur vie concrète. Ils n'ont pas participé à leur création [...]"*³⁶⁶

Également tiré de la communication de Chatzimanassis, l'extrait ci-haut reprend bien les principaux points annoncés dans le discours de la nouvelle muséologie depuis bon nombre d'années déjà, et que l'on aura observés sous différents angles tout au long de notre recherche. Or pour « atteindre » ces points – ou dit autrement mettre en place la démocratie culturelle –, il faut sensibiliser ou éveiller les consciences nous rappelle la candidate au doctorat en muséologie, médiation et patrimoine de l'UQAM/Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, sans oublier bien sûr la facilitation à l'accès aux arts et à la culture, notamment en soutenant et développant l'offre culturelle, de même

En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-culture-prospective-2010-1-page-1.htm#> >. Consulté en juillet 2020.

³⁶⁶ Pour les caractères en italiques, voir Michel Bellefleur cité dans Alice Chatzimanassis, « La démocratie culturelle : un autre modèle de politique culturelle », op. cit.

qu'en favorisant la participation citoyenne à la vie artistique et culturelle. Fait intéressant : Chatzimanassis clôt son exposé sur une interrogation qui n'est pas sans rappeler la « mise en garde » de McLuhan à propos des médias, mais qui s'applique cette fois-ci aux postulats sur lesquels repose la démocratie culturelle, et que certains associent à une approche dite « populiste-gauchiste »³⁶⁷. Nous ferons donc des derniers mots de Chatzimanassis les nôtres pour ce qu'ils rejoignent à merveille notre opinion quant au mouvement de la nouvelle muséologie et à sa pratique qui rappelons-le clairement ici, sont ni plus ni moins qu'un outil au service de l'action culturelle, et dont les « modalités » de mise en œuvre, au Québec, sont celles de la démocratie culturelle :

En valorisant les objets et pratiques culturels propres à des milieux et des groupes spécifiques, comment en effet éviter l'entre-soi ? Songeons à la logique d'enculturation préconisée par Bellefleur, soit un développement culturel qui se place en continuité avec les origines et l'environnement habituel d'un individu : comment permettre la rencontre et les échanges entre des univers différents ? Ces considérations soulignent finalement la nécessité de nous interroger sur les valeurs qui orientent la politique culturelle : les objectifs visés par cette politique correspondent-ils aux besoins mais aussi aux goûts de la population en matière de culture ? Il ne s'agit pas d'affirmer la supériorité ou la plus grande efficacité d'un de ces modèles sur l'autre. Je pense que le travail de réhabilitation de diverses expressions d'une part n'empêche pas que, d'autre part, l'on tente d'initier aux beaux-arts; ce ne sont pas deux mouvements incompatibles. En théorie comme sur le terrain de l'action culturelle, les logiques de démocratisation et de démocratie culturelle se rencontrent. Des progrès considérables ont été réalisés. Mais face aux mutations de la société contemporaine, la réflexion doit se poursuivre, et il est bon de remettre en question, de temps en temps, ce qui a été convenu.³⁶⁸

³⁶⁷ Cette expression est notamment celle de Guy Bellavance : « [...] qui, partant du postulat que tous les goûts sont légitimes, parvient à affirmer que tout se vaut et qu'on ne peut établir de hiérarchie [...] En résumé, on n'a rien à apprendre, rien à développer ni rien à échanger, puisque chaque individu possède déjà sa culture au sein de laquelle il reste cantonné. » Guy Bellavance cité dans Alice Chatzimanassis, « La démocratie culturelle : un autre modèle de politique culturelle », *op. cit.*

³⁶⁸ *Ibid.*

CONCLUSION

DU MINOM A L'ALTERMUSÉOLOGIE : UNE « AUTRE » MUSÉOLOGIE ?

« *Cuba coule en flamme au milieu du lac Léman pendant que je descends au fond des choses.* »
Hubert Aquin (1965)³⁶⁹

Dans une critique élogieuse du 13 novembre 1965, l'écrivain franco-ontarien Jean Éthier-Blais déclare à propos de son contemporain Hubert Aquin : « M. Hubert Aquin appartient à une nouvelle génération de Canadiens français. Ils ont fait leurs études à Paris après la guerre, se sont perdus dans cette grande ville, ont connu, grâce à elle, l'Europe et sont revenus au Canada, fiers d'être ce qu'ils sont, sans préjugés, sans complexes d'infériorité. »³⁷⁰ À bien des égards, Hubert Aquin incarne le début d'une nouvelle ère artistique au Québec comme le confirme bien ici l'article d'Éthier-Blais : *Prochain épisode*, le premier roman qu'il publie en 1965, enchante le critique qui voit en Aquin un véritable écrivain national. Avec une histoire mélangeant faits actuels et versions romancées – un révolutionnaire québécois est missionné d'abattre, en Suisse, une importante figure de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) au commencement des années 1960 –, le récit est rapidement considéré comme étant une mise en abyme de l'auteur : d'abord pour ce que le personnage principal relate son histoire alors qu'il est détenu en psychiatrie tout comme l'aura été Aquin au moment d'écrire son roman; ensuite et surtout pour la trame historique s'inscrivant dans une Révolution tranquille tout sauf... tranquille ! De fait, on se souviendra qu'Aquin aura été un fervent militant indépendantiste au long des années 1960 avec le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) qu'il déserte en quelque sorte en 1964, soit lorsqu'il annonce dans un communiqué de presse son entrée dans la clandestinité et le terrorisme (si nécessaire) en prévision d'arriver à ses fins, ce qui le mènera tout droit en hôpital psychiatrique la même année³⁷¹. Enfin bref, retenons notamment d'Aquin cet aspect révolutionnaire et engagé propre à l'homme, mais aussi bien présent dans la figure du Canadien français de l'époque comme nous le remémore la lecture du texte d'Éthier-Blais qui termine :

³⁶⁹ Hubert Aquin, *Prochain épisode*, préface de Jacques Allard, Claude Sabourin et Guy Allain, Montréal, Bibliothèque québécoise, coll. « Littérature », 1995 [1965], p. 5.

³⁷⁰ Jean Éthier-Blais, « Prochain épisode, d'Hubert Aquin », dans *Le Devoir*, 13 novembre 1965. En ligne. < https://www.ledevoir.com/histoire/90ans/90_aquin.htm >. Consulté en novembre 2019.

³⁷¹ À ce sujet, voir Jacques Godbout, *Deux épisodes dans la vie d'Hubert Aquin*, Office national du film (ONF), DVD, son, couleur, 1979, 56 min. En ligne. < https://www.onf.ca/film/deux_episodes_dans_la_vie_d_hubert_aquin/ >. Consulté en février 2020.

Hubert Aquin est un homme qui accepte que le monde dans lequel il vit soit celui de la littérature. L'autre, celui où nous croyons nous mouvoir, n'est qu'une basse copie de cet univers vrai. Aussi longtemps que nos écrivains n'auront pas accepté cette loi fondamentale de l'Art, ils feront de la copie, non des livres. Heureusement, Aquin, lui, enfin, s'affirme. Nous n'avons plus à chercher. Nous le tenons, notre grand écrivain. Mon Dieu, merci.³⁷²

Comprenons donc deux petites choses ici. *Primo*, les chapitres antérieurs nous auront confirmé la montée de la notion d'engagement dans la culture dès la première moitié du XX^e siècle, d'abord en France avec la formule des Maisons de la Culture apparue en 1934 et reprise par le Ministère des Affaires culturelles de Malraux en 1959, avec comme objectif de démocratiser la culture au plus grand nombre de Français possible. S'oppose toutefois à cette conception élitaire de la culture Georges Henri Rivière, un muséologue à l'origine du terme « écomusée » en 1971. Aujourd'hui banalisé, le concept muséologique aura néanmoins inspiré bon nombre de changements au sein de la profession; des changements auxquels on colle dorénavant l'étiquette d'une nouvelle muséologie plurielle avec raison, qu'on pense aux formes variables que prendra cette « nouvelle muséologie » suivant le pays ou le muséologue qui s'en revendiquera tout au long de la fin des années 1960 à 1990. Au Québec, on aura vu que Pierre Mayrand incarne pour le mieux ce renouveau muséal en créant, au départ, le premier écomusée en sol nord-américain (celui de la Haute-Beauce) puis en cofondant après le MINOM, un forum de discussion et d'échange relatif aux transformations sociales et culturelles que vivent alors les sociétés. Dans cette optique, non seulement le musée tout comme le patrimoine deviennent un « instrument » de changements pour un territoire défini – et trop souvent marginalisé –, mais viennent aussi confronter la conception classique qu'on aime se faire du musée avec sa présumée neutralité. Et pour y parvenir, tout est mis à contribution comme nous le rappel bien un dépliant du regroupement découvert dans le fonds d'archives du muséologue à l'été 2018 dans le cadre de mon stage :

Le MINOM est un forum d'action et de réflexion visant à faire connaître la nouvelle muséologie dans le monde. Il compte sur l'engagement actif et l'intervention régulière de ses membres au sein de l'organisme. Le MINOM est un instrument que les membres doivent recréer constamment

³⁷² Jean Éthier-Blais, *op. cit.*

par leurs propres initiatives à travers des activités qui favorisent leur participation.³⁷³

Dans un article de Christopher Gunter mis en ligne récemment, l'auteur démontre que les apports de la « nouvelle muséologie » ne peuvent être considérés que sous l'angle des professionnels de la muséologie maintes fois abordé par la littérature scientifique. Comme nous l'avons notamment confirmé dans notre premier chapitre, Gunter atteste lui aussi de l'importance du politique dans ce projet de nouveau muséal. Et comme nous l'avons fait, Gunter s'intéresse là encore à l'éducation populaire comme vecteur de changements sociaux pour une société. Il s'agit bien sûr d'une évidence. Toutefois, ce qui l'est moins et méritait notre attention, c'est le lien étroit entre ce qu'on nomme la « nouvelle muséologie » et les politiques publiques dans la seconde moitié du XX^e siècle : ce à quoi nous nous sommes intéressé dans notre deuxième et dernier chapitre de la recherche et sur lequel nous reviendrons, plus bas, avec notre autre point. Avant, continuons avec l'article de Gunter dans lequel celui-ci se propose de revoir certaines conférences générales tenues par le Conseil international des musées : les mêmes que nous avons vues, ou presque, au moment d'aborder le parcours de Rivière³⁷⁴. En gros, Gunter prétend que ce sont ces conférences planifiées par l'ICOM dans le courant des décennies 50 à 70 qui sont à la base d'un discours réformateur chez les professionnels des musées, ce qui n'est pas faux si on ajoute à l'énoncé le contexte sociopolitique de l'époque (ex. les événements de Mai 68, la décolonisation des mentalités en Europe et même les luttes raciales aux États-Unis ainsi que l'indépendantisme au Québec). Pour Gunter : « La nouvelle muséologie est en ce sens, et avant tout, un discours politique qui vise un changement social et une transformation des attitudes gouvernementales en matière de politique culturelle »³⁷⁵. Vrai. Seulement, on aimerait apporter certaines précisions au texte de Gunter en raison des faits exposés tout au long de notre travail de recherche, en commençant par son premier constat, à savoir que :

La nouvelle muséologie a été un mouvement culturel et social qui a émergé de nouveaux idéaux politiques dans le secteur culturel. La nouvelle muséologie a notamment favorisé la mise en œuvre des politiques

³⁷³ Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM), « Dépliant informatif », après 1985, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Début du MINOM et 1^{er} Atelier », n. p.

³⁷⁴ Christopher Gunter, « La nouvelle muséologie comme mouvement politique : Sa production et sa réception en France et au Québec », dans *Culture et gouvernance locale*, vol 6 n°1, 2019, p. 53-56. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en mars 2020. Toutes les informations mentionnées ici proviennent de ce même texte, sauf indication contraire.

³⁷⁵ *Ibid.*, p. 51.

de démocratie culturelle, elle en concrétise le discours dans le cas de l'écomusée notamment. Dans le cas qui nous concerne, cet activisme professionnel a été porteur de nouveaux idéaux culturels qui mettent le public et la participation de ce dernier à l'avant-plan.³⁷⁶

À notre avis, le mouvement de la nouvelle muséologie n'est pas, à proprement parler, un mouvement social ou culturel, et ni à l'origine des politiques de démocratie culturelle qui marqueront les décennies 70 et 80 des deux côtés de l'océan Atlantique. En fait, c'est plutôt... l'inverse ? On s'explique : en partant du postulat que le musée était autrefois réservé à une élite et constituait une « autorité culturelle qui soutient et communique la vérité » en imposant « ses savoirs et sa lecture du monde [...] dont le pouvoir se fonde sur ses artefacts et ses expositions »³⁷⁷, ceux qu'on appelle *baby-boomers* de nos jours ont voulu en quelque sorte ajouter leur propre vision à l'histoire, puisque non représentative de leur réalité. C'est ce qui mènera entre autres aux événements de Mai 68 en France et se déclinera sous des formes différentes selon le pays, mais néanmoins toujours similaires. En gros, c'est l'ascension d'une nouvelle civilisation pour les uns, d'une nouvelle génération pour les autres. C'est aussi le temps d'une rupture, voire d'une transition entre un monde de traditions vers un autre nouveau, moderne et surtout utopique. Dans cette optique d'autre monde possible, on recherche une société plus représentative des nouvelles valeurs sociales et par conséquent, plus participative et inclusive. Ces changements ne seront toutefois pas portés par le politique qui après Mai 68, semble peu en phase avec cette nouvelle réalité dans laquelle tout est permis. On se tourne donc vers la culture qui devient une véritable entreprise de politisation : on souhaite avec elle éveiller les consciences et ainsi mobiliser le changement pour ce qu'elle fait partie de l'identité et que l'homme « [...] ne peut se passer d'identité. Il ne peut vivre sans éprouver le sentiment de valoir quelque chose, sans avoir une certaine idée de lui-même, sans un vouloir-être bien à lui »³⁷⁸. À la fois mémoire et histoire, la culture peut aussi devenir « créatrice » pour répondre aux défis de demain selon cette nouvelle logique de développement culturel : « Il n'est donc pas d'identité culturelle sans construction d'un avenir, pas plus qu'on ne construit un avenir sans identité culturelle. Avenir et culture sont liés. » Dans cette vision anthropologique de la culture, tout devient culturel et celle-ci ne peut que devenir plurielle, car personnelle :

³⁷⁶ *Ibid.*, p. 61.

³⁷⁷ *Ibid.*, p. 53.

³⁷⁸ Augustin Girard, *L'Enjeu culturel* cité dans Ministère de la Culture, « L'invention de la prospective culturelle : textes choisis d'Augustin Girard », *op. cit.*, p. 21. La prochaine citation provient également de ce même auteur.

L'important est de donner aux gens, là où ils travaillent et où ils vivent, la culture de ce qu'ils font, de ce qu'ils sont, de là où ils sont [...] Ce qui importe, ce n'est pas la maison de "la" culture, mais la maison de "ma" culture. Malraux s'était trompé : ce n'est pas faire connaître Cézanne ou l'art des grottes en Inde qui fait tenir les gens debout, qui les fait découvrir leur identité, ce qu'ils valent, mais bien plutôt leur faire sentir ce qui a valeur culturelle dans leur propre travail et dans leur propre environnement [...] Valoriser l'homme dans son travail est peut-être plus important, plus facile et moins cher que de lui apporter l'opéra.³⁷⁹

Et pour y parvenir, il faut prôner la décentralisation et le volontarisme avance pour sa part Augustin Girard, ou dit autrement qu'il faut relancer l'action socioculturelle. Or, un étrange paradoxe s'installe avec la démocratie culturelle. Si *tout* devient culture au lendemain de Mai 68, et que celle-ci devient par conséquent *plurielle*, c'est toutefois encore sur l'idée d'une culture commune que repose le projet de démocratie culturelle lorsque Girard publie son texte en 1986 comme le démontre bien le passage suivant :

Or, l'avenir de chacun n'est pas une affaire individuelle, il n'existe qu'à travers la société, à condition qu'elle soit rassemblée autour d'un projet explicite, de choix partagés. Ce projet commun, qui a fait les grandes civilisations du passé, a toujours été le produit d'une culture. Il n'est ni technique, ni économique, mais relève de l'idée que l'homme se fait de lui-même [...] Or, la modernisation fait peur aux Français plus qu'elle ne les mobilise, ils ne croient vraiment ni à la science ni au progrès, et quant à la formation, objectif naguère largement partagé par les familles, on ne croit plus guère à son efficacité. Le "*Laisse béton*" de 1979 a été remplacé en 1985 par "*Va faire un stage !*". Notre société, à la fois hypercomplexe, émietée et contrainte à changer très vite, ne se suffit plus du technique et requiert le ciment moral que constitue une culture commune. Sans elle, le pays se désagrège en cellules très différenciées, performantes parfois, mais finalement impuissantes.³⁸⁰

Parce qu'il faut savoir que les années 1960 marquent en France l'apogée des « Trente Glorieuses » et que cette nouvelle *civilisation* qui prend brusquement place en est une du loisir, la vie en société de cette époque s'en trouve bousculée et se voit confronter à de nouveaux besoins³⁸¹. Or, la crise étant moins d'ordre économique que culturelle,

³⁷⁹ *Ibid.*, p. 23.

³⁸⁰ *Ibid.*, p. 21.

³⁸¹ « [l']évolution des modes de vie dans la société à haut niveau de consommation agit directement sur les loisirs : l'accroissement de l'instruction, du pouvoir d'achat, des déplacements, des moyens de diffusion, du rythme et de la durée de la vie, en même temps que l'extension et la transformation radicale

on pense justement qu'une conception plus démocratique de la culture pourra donner à nouveau du sens en l'avenir – car n'est-elle pas le produit sur lequel reposent les anciennes civilisations ? Enfin bref, on croit qu'en développant une politique culturelle décentralisée, celle-ci sera forcément pluralisée et pourra ainsi redonner une identité à tout un chacun de même qu'à la nation, « condition d'un avenir, d'un projet humain, d'une civilisation nouvelle à faire émerger [...] »³⁸². Dans cette logique de démocratie de la culture, il devient donc impensable d'imposer une culture unique à tous :

La culture d'aujourd'hui est plurielle, et le problème de l'action culturelle publique est de transformer ce pluralisme en valeur collective. Libre à chacun de trouver un sens à sa vie, de se constituer une éthique ou une esthétique, mais la politique culturelle, dans sa visée démocratique, est là pour l'aider dans sa démarche, quelle qu'elle soit. La politique culturelle n'a pas pour objet d'accoucher la société d'un monde défini comme souhaitable, mais de permettre à tous, quels que soient leurs modèles de vie, de bâtir des réponses humaines aux menaces du prévisible et de l'imprévisible.³⁸³

Dès lors, « la » culture devient le « respect réciproque » de l'ensemble de ces cultures à pouvoir se développer, et devient conséquemment liée à la démocratie, « l'une étant à l'autre son instrument nécessaire, en même temps qu'elle est sa finalité. Dans la démocratie culturelle, la fin et les moyens enfin se rejoignent. »³⁸⁴ Un autre instrument pourrait toutefois s'ajouter à la formule « culture et démocratie », à savoir le musée et ses expositions : « Pour leur part, musées et expositions installent physiquement ceux qui les visitent au cœur de ces patrimoines, favorisant leur appropriation. La finalité du musée, en dernière instance, est dédiée à la tâche de constituer ce patrimoine, d'inciter à son partage et d'en faire émerger un sens qui contribue aux différents consensus sociaux. »³⁸⁵ En tant qu'*institution de médiation*, le musée interprète les savoirs et innovations pour les transmettre aux publics qui peuvent ainsi « s'approprier ces contenus, pour se former une opinion éclairée, nécessaire en démocratie, et même s'en

des temps de loisirs dans l'année, dans la semaine ou dans la journée ont déjà amené et vont entraîner dans les années qui viennent une véritable *mutation* des besoins ressentis par la population dans le domaine des loisirs et de la vie culturelle. » Augustin Girard, *Les tâches du Présent* cité dans Ministère de la Culture, « L'invention de la prospective culturelle : textes choisis d'Augustin Girard », *op. cit.*, p. 2. Ces besoins sont aussi présents dans d'autres pays industrialisés, comme les États-Unis et le Canada.
³⁸² Augustin Girard, *L'Enjeu culturel* cité dans Ministère de la Culture, « L'invention de la prospective culturelle : textes choisis d'Augustin Girard », *op. cit.*, p. 23.

³⁸³ *Ibid.*

³⁸⁴ *Ibid.*

³⁸⁵ Raymond Montpetit, « Le musée en tant qu'institution : de l'étatisme au populisme démocratique », *op. cit.*, p. 147.

faire un patrimoine perçu, à divers titres, comme collectif » poursuit Montpetit³⁸⁶, qui termine son article *Le musée en tant qu'institution : de l'étatisme au populisme démocratique* en précisant que la place du musée au sein de la société est assurée si celui-ci conserve cet objectif, ou du moins « aussi longtemps que durera l'idéal démocratique, si, comme l'affirme [le sociologue] Alain Touraine [...], la démocratie est cet "espace public ouvert où se combinent la mémoire et le projet, la rationalité instrumentale et l'héritage culturel" »³⁸⁷.

* * *

La petite histoire que nous venons de raconter n'est pas celle de l'écomusée ou du mouvement de la nouvelle muséologie. Bien qu'elle puisse s'y rapporter, il s'agit de celle visiblement méconnue de l'action culturelle, aussi popularisée sous l'appellation « animation culturelle » ou bien « développement culturel » à compter de 1955³⁸⁸, en France, et notamment en réaction à la politique de démocratisation culturelle promue par le ministère des Affaires culturelles d'André Malraux et son concept des Maisons de la Culture. Au Canada, et plus particulièrement au Québec, la situation est quelque peu différente. Toutefois, celle-ci rejoint essentiellement le dernier constat que dresse Gunter à cet effet lorsqu'il écrit à la toute fin de son article :

La nouvelle muséologie a été un mouvement politique dont l'objectif était de remettre en question les pratiques et les façons de penser les activités patrimoniales. Les professionnels de la culture se sont mobilisés pour produire un discours qui devait faire contrepoids à celui de la démocratisation de la culture qui avait cours dans les années 1960. On peut dire que notre rapport actuel à la culture et que l'action publique culturelle sont au-

³⁸⁶ *Ibid.*, p. 148.

³⁸⁷ *Ibid.*, p. 148.

³⁸⁸ À propos de la notion « d'action culturelle », le professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, Franklin Midy, écrit : « Remarquons tout d'abord qu'habituellement "action culturelle" est une notion reliée, qui ne va pas en solitaire. Le vocable fait partie d'une constellation qui comprend toujours "politique culturelle" et "développement culturel", très souvent "démocratisation culturelle et démocratie culturelle" en compagnie de "animation culturelle". L'État, à travers ses politiques culturelles, en est la source et les ressources, le développement culturel en est le but et la finalité, la démocratisation culturelle et la démocratie culturelle en sont les principales modalités [...], tandis que l'animation culturelle en est la pédagogie et la méthodologie. C'est une notion spécialisée. » Voir Franklin Midy, « Préalables à l'étude de l'action culturelle au Québec », dans *Cahiers de l'action culturelle*, vol 1 n°1, septembre 2002, p. 7-8. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en juillet 2020. Voir aussi les pages 11-13 pour les contextes d'émergence et d'institutionnalisation de l'action culturelle en France et puis au Québec.

jour d'hui encore très marqués par ce long épisode de résistance culturelle.³⁸⁹

De fait, on aura vu en début de deuxième partie un intérêt marqué chez les politiciens et intellectuels canadiens pour l'épanouissement de la culture nationale au pays, et ce, dans un contexte d'après-guerre qui teint radicalement la couleur de la culture. Perçue autrefois comme un produit de luxe ou un outil de propagande pour les régimes totalitaires, la culture devient au sortir de la Seconde Guerre mondiale « une dimension de la vie en société, où se manifestent des solidarités, des visions du monde, des valeurs qui concernent l'ensemble de la collectivité » avait-on tiré –à ce moment– du collectif *Histoire du Québec contemporain*. C'est donc ainsi que prend forme la *Commission Massey* le 8 avril 1949, et dont on dénoncera quelques années plus tard l'intervention du gouvernement fédéral dans ce champ de compétence avait-on par la suite ajouté. À cet égard, on s'est intéressé aux apports culturels qui auront émergé sous les mandats politiques de trois néonationalistes québécois, à savoir Lapalme, Laporte et Laurin. Il aura aussi été question d'un rassemblement de citoyens et de nationalistes présidé par le sociologue Marcel Rioux en 1975, soit le « Tribunal de la culture ». Tous tireront à boulets rouges sur les politiques émanant d'Ottawa qui bien qu'elles fassent la culture au pays, nuisent aussi à l'identité québécoise pour ce que le Canada adopte en 1971 le *multiculturalisme canadien* qui s'oppose notamment au concept de « biculturalisme » diffusé lors de la *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* au début des années 1960, et ce, alors que Québec nage encore en plein nationalisme découlant des avancées de la Révolution tranquille qui, en muséologie, se matérialiseront seulement au long de la décennie suivante et au début de celle d'après, car :

Avant 1970, le Québec a peu de musées publics, pas de traditions muséologiques fortes, peu ou pas de restrictions "conservatistiques"... La "révolution tranquille", bien amorcée, éveille une grande partie de la population à la recherche de son identité et à une conscience nouvelle de son patrimoine.³⁹⁰

Maintes fois cité dans la littérature muséologique, cet extrait du texte que signe René Rivard pour la publication *Museum* démontre bien comment la nouvelle muséologie a pu s'imposer au Québec sous la forme écomuséale, notamment en « redonn[ant] à la

³⁸⁹ Christopher Gunter, « La nouvelle muséologie comme mouvement politique : Sa production et sa réception en France et au Québec », *op. cit.*, p. 61.

³⁹⁰ René Rivard, « Les écomusées au Québec », *op. cit.*, p. 202.

population le "pouvoir de nommer" et de "redéfinir leur territoire" »³⁹¹. Ce que Rivard et Gunter ne disent pas dans leur communication respective, c'est aussi que le rapport à la culture populaire change avec la Révolution tranquille. Quoiqu'elle soit toujours imposée par les « lettrés » qui voient en elle un moyen d'affirmer et revendiquer leur américanité –et par conséquent de se décoloniser–, ce nouveau regard sur la culture à la particularité d'être « entériné » par le gouvernement provincial de l'époque, c'est-à-dire qu'il ferra de la culture un moyen pour le peuple de s'affranchir de sa situation de dépendance coloniale. Ce n'est pas tout. Rivard et Gunter ne mentionnent pas, non plus, que le mouvement de la nouvelle muséologie qui se rapporte de façon détournée à l'animation culturelle est elle aussi... élitaire ! Une précision semble nécessaire à ce sujet. D'abord, l'affirmation vient de Girard qui écrit dans un article publié en 1978 :

On arrive peu à peu à la constatation paradoxale que l'animation culturelle est élitaire : elle touche des groupes peu nombreux, déjà motivés, alors que la grande majorité des classes populaires et des classes moyennes se nourrit ailleurs, autrement. [Cela] ne signifie pas que les interventions de l'animation culturelle soient des échecs : ce sont au contraire des réussites, au double sens de la qualité de la communication et de sa prégnance sur les individus qu'elle atteint. Un certain fil de l'esprit passe. Mais elle reste l'affaire de minorités et il n'est pas sûr qu'un doublement, un quintuplement, ou un décuplement des crédits publics résoudrait le problème : à la fois parce que la majorité du public resterait hors d'atteinte – en dix ans, on a multiplié par cinq les crédits des musées en Suède et le public ne s'est accru que de 25% – et parce que l'"institutionalite" [*sic*] phagocyterait l'animation. Il faudrait un encadrement de la population comparable à celui du système éducatif : impossible, tant à cause de la charge insupportable pour le produit national, qu'à cause de la bureaucratization inévitable, incompatible avec la nature même de l'action visée.³⁹²

Replacé dans son contexte, l'extrait met de l'avant une remarque faite par Girard, soit que la population semble davantage influencée par l'animation commerciale issue des industries culturelles que par celle résultant du réseau socio-culturel. Dès lors, il serait pertinent, continu Girard, que l'action culturelle « s'articule davantage avec le jeu des médias et des industries culturelles » afin de rejoindre un plus large public. Si des difficultés sont à prévoir pour arriver à cet arrimage, il faut néanmoins prendre le risque

³⁹¹ René Rivard cité dans Christopher Gunter, « La nouvelle muséologie comme mouvement politique : Sa production et sa réception en France et au Québec », *op. cit.*, p. 60.

³⁹² Augustin Girard, *Industries culturelles* cité dans Ministère de la Culture, « L'invention de la prospective culturelle : textes choisis d'Augustin Girard », *op. cit.*, p. 17-18.

poursuit le Français, du fait « [qu'e]ntre l'animation, qui met l'accent sur l'expression des groupes et la diffusion des médias industriels qui met l'accent sur les œuvres, une articulation doit pouvoir être trouvée, car elle est la charnière entre les technologies nouvelles et les nouveaux besoins sociaux, au cœur de la réalité telle qu'elle est. À ce prix, l'action culturelle sortira de l'élitisme paradoxal où ses contradictions risqueraient de la confiner. »³⁹³ D'un certain point de vue, on pourrait dire que c'est ce que le musée –et plus précisément l'écomusée– propose à la population depuis la seconde moitié du XX^e siècle avec ce qu'on appelle la nouvelle muséologie. Dans cette optique, le musée devient un outil qu'une population se donne pour apporter des changements sociétaux (donc politiques) à la suite d'une conscientisation résultant d'une réflexion critique sur une thématique rigoureusement choisie. Mais n'est-ce pas là justement un des énoncés de la définition évolutive de l'écomusée proposée par Rivière en janvier 1980 ? Par conséquent non, la nouvelle muséologie n'est pas un mouvement social ou culturel et, qui plus est, est à l'origine des politiques de démocratie culturelle comme l'avance notamment Gunter dans son article. À l'image des forums sociaux, pour que la nouvelle muséologie puisse émerger et durer au sein d'une société, il faut nécessairement que les changements sociaux et culturels soient déjà présents chez une partie de la population concernée, du fait qu'elle nécessite un regard nouveau sur la culture; un regard non plus lettré, mais anthropologique de la culture qui autorise, en quelque sorte, l'ensemble des cultures à pouvoir se développer. Ainsi, l'utopie que propose la nouvelle muséologie est (tout comme dans les forums sociaux) déjà possible pour les muséologues qui s'en réclameront au moment de sa formation en 1980, de même que quelques années plus tard avec la fondation du MINOM. Reste seulement la question de l'engagement qui, au Québec, semble prendre une tournure autre que celle prise en France et ailleurs dans le monde. Une des pistes plausibles à cet égard est que le concept d'engagement était également au cœur de l'imaginaire collectif de cette époque, et que conséquemment, le déclin de ce dernier, au commencement des années 1990, a entraîné par le fait même celui du premier. Or loin d'être élitaire (c'est-à-dire réservé à une minorité), le concept d'engagement était plutôt de l'ordre du populaire (donc de la masse) dans le Québec des décennies 70 à 90. Citons pour preuve l'élection du PQ

³⁹³ Ibid., p. 18. La citation précédente provient également de cette même source. Les dernières lignes du texte de l'auteur sont intéressantes à noter ici : « On voit ce qu'un tel réseau commercial peut offrir à l'époque des cassettes et des vidéo-disques, des imprimés bon marché et des imprimés chers. Certes, cette offre de produits industriels ne saurait remplacer les apprentissages vrais, longs et nécessaires, les contacts de personne à personne qu'ils supposent, l'expression et la pratique indispensables des groupes et des individus ; mais le mariage des deux n'est pas impossible. Il est réalisé plus souvent qu'on ne le croit. Il est inévitable à terme : on n'a jamais vu aucune civilisation dédaigner les outils qu'elle s'est créés. » *Ibid.*

durant cette même période, et qui était ni plus ni moins considéré, sous son chef René Lévesque, comme un parti mélangeant populisme de gauche et nationalisme³⁹⁴. Notre deuxième constat permet à cet effet de mieux comprendre le premier –à savoir que la « nouvelle muséologie » est un outil au service de l'action culturelle, et que les politiques de démocratisation culturelle ou de démocratie culturelle dans laquelle elle se situe en précisent les modalités de fonctionnement–, et autorise par la même occasion une autre lecture de ce que nous avons écrit jusqu'à maintenant.

Deusio, d'une délégation sous contrôle en France, l'écomusée devient particulièrement participatif de l'autre côté de l'Océan. Une innovation ? Oui et non... En fait, en plongeant dans le contexte socioculturel québécois du début des années 1960 à celles de la fin 1990, on aura remarqué que cet aspect participatif s'inscrit en tout point dans l'imaginaire collectif de l'époque : celui de la reconquête. Guidé par la thèse bouchar-dienne voulant qu'un nouvel archémythe se forme avec la Révolution tranquille, nous aurons notamment démontré que le Québec connaît, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, un regain d'intérêt pour sa culture populaire non plus perçu comme un héritage culturel résultant de ses origines françaises du Vieux Continent, mais pour son américanité et ultimement, l'idée de sa souveraineté propre au Nouveau Monde³⁹⁵. Quoique ces deux visions de la culture soient celles des élites de chaque époque, l'archémythe de la Révolution tranquille diffère de la Survivance en ceci que c'est l'État québécois qui permettra au peuple d'affirmer sa destinée... Par conséquent, on pourrait conclure que le côté révolutionnaire de l'écomuséologie québécoise est avant tout tributaire du climat sociopolitique de ce moment avec la montée des (néo)nationalistes au pouvoir –d'abord avec le Parti Libéral du Québec et ensuite le Parti Québécois– qu'à une originalité de particuliers, d'où son déclin chez les muséologues de la province au début du nouveau millénaire avec la fin de la fin de cette imaginaire qui portait, d'un certain

³⁹⁴ David Laycock et Tabitha Marshall, « Populisme », dans *L'Encyclopédie canadienne*, 17 octobre 2019. En ligne. < <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/populisme> >. Consulté en juillet 2020.

³⁹⁵ Souveraineté qui n'aboutira finalement pas. À cet effet, l'une des propositions que fait Bouchard sur le Québec est intéressante à noter : « Dans l'ensemble, cette culture écartelée, "rapaillée" (G. Miron), qui s'est longtemps projetée dans de fausses représentations d'elle-même et des autres (nous parlerons à ce moment de *fausses identités*), a été incapable de s'abandonner à la séduction et aux promesses du continent, n'a jamais su se livrer sans retenue et à l'unisson aux rêveries utopiques et novatrices du Nouveau Monde. En conséquence, elle n'a pas su jusqu'ici se persuader d'y inscrire un destin autonome, *manifeste*, à l'image des nations du monde ancien, ou comme la plupart des autres collectivités neuves. Le Québec contemporain émerge à peine d'une période trouble au cours de laquelle sa vision du Nouveau Monde a été voilée par celle de l'ancien. Toutes ces coordonnées l'ont voué à une sorte d'entre-deux meublé par un éclectisme des visions du monde que l'entrée dans la modernité n'a pas encore complètement brisé. » Voir Gérard Bouchard, « Un vieux pays neuf ? Formation et transformations de la culture et de la nation au Québec », *op. cit.*, p. 82-83.

point de vue, l'idéal social-démocrate et le mouvement souverainiste; un imaginaire néanmoins toujours vivant lorsqu'on s'intéresse, cette fois-ci, à l'altermondialisme et aux différents acteurs sociaux qui s'en revendiqueront à partir du commencement des décennies 90 et 2000 au Québec, comme l'altermuséologue Pierre Mayrand...

La culture et la notion d'engagement au Québec : des regards différents

Un même sujet, deux visions. Non, on ne reviendra pas sur la notion de patrimoine abordée précédemment en avant-propos pour terminer notre enquête. Nos prochaines lignes seront plutôt consacrées à la question de l'engagement maintes fois discutée au cours de notre travail dirigé, et à ses divergences de conception au Québec; d'où notre intérêt ci-dessus pour la figure d'Hubert Aquin qu'on jaugera rapidement, ici, à celle d'un autre écrivain québécois important au cours de la seconde moitié du XX^e siècle : celle du montréalais d'origine juive Mordecai Richler. Parce qu'on aura compris avec notre préambule que le premier écrivain incarne on ne peut mieux le contexte révolutionnaire des décennies 60 et 70 de la Belle Province, et qu'il est généralement connu que Richler jouera le rôle contraire avec ses écrits – considéré comme l'enfant terrible de la communauté juive montréalaise, Richler tirera à boulets rouges tant sur les siens que sur les communautés anglophone et francophone du pays avec la montée en force du nationalisme québécois au lendemain de la Révolution tranquille –, nous trouvions amusant de montrer comment les opinions sur un sujet peuvent différer selon le groupement dans lequel on se situe. Permettez : dans son article *D'une révolution l'autre : figures de l'engagement chez Hubert Aquin et Mordecai Richler* également publié au-dedans de la revue *Globe* présentée plus haut, Martine-Emmanuelle Lapointe amorce son analyse en démontrant hors de tout doute que si Mordecai Richler s'est inspiré de la Révolution espagnole pour l'écriture de certains de ses personnages, cela n'est pas le cas, contre toute apparence, pour les romans d'Aquin avec la Révolution tranquille. D'ailleurs, à ce propos, Aquin écrira dans *Littérature et aliénation* (1968) :

Quant aux écrivains des peuples aliénés, ils peuvent honnir l'aliénation dont leurs frères sont l'objet. Mais ils se privent d'un statut de liberté, en tant qu'artistes, s'ils se limitent à n'être que des porte-parole de cette aliénation collective. Et, dans ce cas, leur production littéraire se dégrade, s'appauvrit, se détériore. Ils écrivent, sans le savoir, des romans nationalistes – tout comme à une autre époque, on faisait des romans régionalistes

listes. Ces romans, on ne s'en sort pas, sont des romans à thèse : ils empruntent leur forme aux traditions les plus éculées du genre fictif.³⁹⁶

La réalité est toutefois autre. Dans les faits, les deux auteurs défendent des idéologies opposées en ce qui a trait au nationalisme québécois comme le précise bien Lapointe : « Hubert Aquin souhaitait voir advenir le projet de l'indépendance nationale tandis que Mordecai Richler militait contre les lois qui risquaient de fragiliser les assises de la communauté anglo-montréalaise. »³⁹⁷ Seulement, il est aussi possible de remarquer chez les deux écrivains une fascination commune pour l'engagement révolutionnaire qui bien qu'elle diffère l'une de l'autre, est néanmoins gage de leurs convictions politiques et de leurs poétiques d'hommes de lettres ajoute un peu plus loin Lapointe. Dès lors, il est intéressant d'observer que si le thème de la révolution renvoie à des idéaux différents chez Richler et Aquin, celui-ci relève malgré tout de la fiction, du faux, tant pour l'un que pour l'autre au dire de la professeure de l'Université de Montréal :

Si le premier a fait de la Révolution espagnole un idéal passé, l'emblème d'une Histoire à laquelle il n'a pu participer, le second a conféré un caractère utopique à la Révolution québécoise, projet incertain, voire improbable. Frappée d'irréalité chez les deux auteurs, la révolution est ce qui n'a pas eu lieu, ce qui n'aura pas lieu. Elle subsiste dans leur imaginaire à la manière d'un fantôme, d'un rêve impossible.³⁹⁸

Il y a plus. Toujours selon Lapointe, Aquin et Richler se positionnent également tous les deux sur le sujet de la richesse historique et culturelle de l'Europe par opposition à la pauvreté de celles américaine, et ce, dans plusieurs de leurs romans :

Les révolutions de Richler et d'Aquin s'inscrivent également dans un contexte culturel similaire; mieux, elles font signe vers une conception commune des rapports entre l'Europe et l'Amérique. Dominé culturelle-

³⁹⁶ Hubert Aquin cité dans Martine-Emmanuelle Lapointe, « D'une révolution l'autre : figure de l'engagement chez Hubert Aquin et Mordecai Richler », dans *Globe dans Globe. À courant et à contre-courant : les gauches québécoises depuis 1960*, vol 14 n°1, 2011, p. 28. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/globe/2011-v14-n1-globe1819725/1005984ar/> >. Consulté en mars 2020. Cette « impression d'écrivain engagé » pour décrire l'œuvre d'Aquin est sans aucun doute attribuable à certains de ses écrits pamphlétaires antérieurs à sa carrière littéraire, dont le plus connu demeure *La fatigue culturelle du Canada français* (1962) et dans lequel il s'opposait notamment à la pensée de Pierre Elliott Trudeau. Soulignons que Richer aura quant à lui un parcours inverse avec la parution de son célèbre pamphlet *Oh Canada ! Oh Quebec ! Requiem for a Divided Country* en 1992, soit près d'une trentaine d'années suivant la publication de ses premiers romans.

³⁹⁷ *Ibid.*, p. 19.

³⁹⁸ *Ibid.*, p. 29.

ment, lieu d'une amnésie historique et collective, que figurent le « désert culturel » richlierien et la neige canadienne-française aquinienne, le Canada s'oppose radicalement à l'Europe et à son trop-plein de traditions et de signes, univers second inaccessible et fascinant à la fois. Chez les deux auteurs, la révolution est donc étroitement liée à l'idée d'un événement qui aurait été – dans le contexte espagnol – et aurait pu être – dans le contexte québécois – un avènement, le symbole d'un possible recommencement, voire d'un ressourcement. Il va sans dire que de nombreuses différences, stylistiques, formelles et idéologiques, s'imposent entre les œuvres de Richler et d'Aquin. Leurs œuvres littéraires, néanmoins, livrent un imaginaire commun de la révolution qui dépasse largement le seul contexte littéraire pour embrasser un ensemble de références culturelles et historiques empruntées à différents horizons. Explosion des formes connues, bouleversement radical d'un ordre jugé aliénant, certes, la révolution est également le lieu de la solidarité collective, ultime sursaut, dernier cri d'une humanité bafouée. [...] ³⁹⁹

Maintenant, changeons l'angle d'analyse de cet extrait pour revenir brièvement sur la notion de « nouvelle muséologie » travaillée tout au long de notre recherche. D'un regard littéraire donc, passons à un muséal avec la citation du norvégien Marc Maure vue en avant-propos : celle s'intéressant aux débuts du *mouvement*, de même qu'à son aspect novateur vers le dernier quart du XX^e siècle. Rappelons-nous, Maure affirmait notamment que la nouvelle muséologie « peut prendre des formes différentes suivant les contextes socio-culturels de son application. De même que son caractère novateur, ou même "révolutionnaire", est plus fort dans certains pays que dans d'autres, relativement aux traditions muséales concernées. » N'ayant pas ou *peu de traditions fortes en muséologie* pour reprendre entre autres René Rivard, le mouvement québécois de la nouvelle muséologie semblera assurément révolutionnaire pour certains Européens habitués à de riches traditions muséales, tout comme l'aura été à son début –du moins se l'imagine-t-on– l'expérience écomuséale du Creusot pour les Français en 1970. Or, si le dernier cas apparaît comme un moyen de s'opposer aux politiques culturelles et muséales jugées élitistes par certains intellectuels et acteurs de l'action culturelle ⁴⁰⁰, il faut reconnaître que le cas du Québec ne s'en éloigne pas, et particulièrement pour ce qu'Ottawa « fait » la culture au pays jusqu'au milieu des années 1970, et que cette vision multiculturelle du Canada ne rejoint pas celle canadienne-française de l'époque; une vision culturelle qui bien qu'elle soit majoritaire dans la Belle Province pour cette

³⁹⁹ *Ibid.*, p. 34.

⁴⁰⁰ Christopher Gunter, « La nouvelle muséologie comme mouvement politique : Sa production et sa réception en France et au Québec », *op. cit.*, p. 56-57.

dernière, n'en demeure pas moins minoritaire dans le reste du pays et de l'Amérique. Enfin bref, ce besoin de s'affirmer dans le milieu de la seconde moitié du XX^e siècle n'est pas le propre du Québec ou de la France, ni du musée et de la muséologie : il est culturel. Ce qu'ont en commun le Québec et la France à ce moment leur est toutefois propre, c'est-à-dire une langue commune qui favorise les échanges gouvernementaux relativement à la culture et à l'éducation au début des années 1960, et certains idéaux sociaux au long de la décennie suivante (comme ceux de la gauche socialiste et syndicale) qui mèneront à la mise sur pied des premiers écomusées que Gunter définit dans son article comme « une nouvelle forme muséologique engagée »⁴⁰¹, de même qu'aux premières politiques de démocratie culturelle à compter des années 1980...

* * *

Tout est donc une question de point de vue en muséologie. Fils de diplomate établi sur l'île de Cuba, en Amérique du Sud, vers la fin des années 1960⁴⁰², Pierre Mayrand termine au même moment ses études universitaires à Paris. Dès son retour, celui-ci se consacre notamment à la restauration de la *Place Royale* de même qu'à la « défense » du *Macro-Inventaire du patrimoine québécois*; deux projets patrimoniaux importants pour l'histoire du Québec contemporain alors en pleine affirmation identitaire... Aussi enseignant au Collège Sainte-Marie puis, après, professeur à l'Université du Québec à Montréal où il fonde le Département d'histoire de l'art à la demande d'Hubert Aquin vers les mêmes années et avec d'autres noms, on aura également vu plus haut toute sa contribution au « mouvement » de la nouvelle muséologie. Révolutionnaire, donc ? À la fois oui et non pourrait-on conclure. Enfin, de son temps : assurément. Toutefois, il nous semblerait plus juste d'utiliser l'adjectif « engagé » pour décrire le muséologue, un peu comme Aquin finalement... Reste maintenant à débattre de sa contribution à la « nouvelle muséologie » avec son *Manifeste pour l'altermuséologie*, ou autrement dit s'il faut appréhender dans ce dernier concept muséologique une « autre » muséologie plutôt qu'une continuité de sa pensée. Et encore là, tout est une affaire de perspective.

Un autre monde, une nouvelle muséologie ?

Bien que l'emploi du terme « mouvement » soit pluriel lorsqu'on souhaite aborder les commencements du Mouvement international pour une nouvelle muséologie, il ne saurait être question d'une « nouvelle » muséologie ou d'une rupture présumée – pour

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 54.

⁴⁰² André Garant, « Parlons musées : Napoléon Bolduc (1908-1994) », dans *Beauce Magazine*, s. d. En ligne. <<http://beaucemagazine.com/2015/09/17/napoleon-bolduc-1908-1994/>>. Consulté en mars 2020.

utiliser le vocabulaire qu'on sait cher à la nouvelle muséologie⁴⁰³ – entre le président fondateur Pierre Mayrand et le regroupement d'écomuséologues lors de la soumission du *Manifeste pour l'altermuséologie* à l'occasion du XII^e atelier international :

Comme membre du CA du MINOM, fondateur du mouvement, proposeur de son rattachement à l'ICOM sous forme d'une organisation affiliée possédant une large marge de manœuvre, se revendiquant des appels à l'engagement sous-entendus dans la Déclaration de Santiago du Chili, je n'ai à aucun moment de la vie parfois orageuse de notre organisation pensé à dévier de cette trajectoire qui me paraît tout aussi valable le 15 septembre 2008 qu'en juin 1985.⁴⁰⁴

Ce qu'on aurait tendance à qualifier de « nouveauté » ou encore de « rupture » avec la muséologie dite officielle ne sont, au plus, qu'une réaffirmation de la fonction sociale de musée à un moment où les avancées de la nouvelle muséologie étaient en déclin un peu partout autour du globe⁴⁰⁵. Mais comme le relève notamment Brulon Soares dans son texte, force est de constater que si l'altermuséologie a fait son entrée dans certains rassemblements sociaux québécois, cette « nouvelle » muséologie n'a pas réellement su s'imposer par après sur la scène muséologique⁴⁰⁶. Toutefois, ce n'est peut-être pas à défaut d'avoir essayé comme tend à confirmer un papier écrit par Mayrand en 2008, *Faire le point sur la muséologie sociale : provocation*⁴⁰⁷. Concis, le document soumet l'idée de changer l'appellation du MINOM pour celle de « Mouvement de la muséologie sociale ». Parce que d'un point de vue théorique :

[...] le mouvement se rattache à ce qu'il est convenu, à présent, de nommer la "sociomuséologie" : la science du musée qui prend racine dans les sciences humaines et sociales et dont les caractéristiques sont : de questionner, de proposer, d'influer sur l'évolution, de provoquer le changement.⁴⁰⁸

Ce n'est pas tout. L'altermuséologue poursuit en rappelant les bases méthodologiques

⁴⁰³ Bruno Brulon Soares, « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie », *op. cit.*, p. 66.

⁴⁰⁴ Pierre Mayrand, *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009*, *op. cit.*, p. 77.

⁴⁰⁵ *Id.*, *Que sont devenues les cornes acérées du MINOM ?*, 21 avril 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Membres du MINOM – International ».

⁴⁰⁶ Bruno Brulon Soares, « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie », *op. cit.*, p. 66.

⁴⁰⁷ Pierre Mayrand, *Faire le point sur la muséologie sociale : provocation*, 4 août 2008, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°9, dossier « Écrits et poésies de Pierre Mayrand ».

⁴⁰⁸ *Ibid.*

du regroupement qui, selon lui, sont liées « aux principes déontologiques de l'éducation populaire, de l'action communautaire, de l'animation culturelle et de l'intervention politique »⁴⁰⁹ avant d'ajouter que la muséologie sociale « dans sa PRATIQUE et dans sa PRAXIS, s'investit dans la création de réseaux (formels et informels), dans le développement local, dans son appui à la réalisation des objectifs du Forum social mondial, dans la défense de la citoyenneté civile et de la citoyenneté », ce qu'on a vu et analysé tout au long de notre travail de recherche.

Il n'y a donc pas de rupture entre la muséologie idéalisée au moment de la création du MINOM, en 1984, et celle du *Manifeste pour l'altermuséologie* en 2007. Engagée, la « muséologie combative » des années 1980 à 1990, au Québec, aura été possible du fait qu'elle servait « d'outil d'affirmation identitaire » pour une société à la recherche et à l'affirmation de son identité collective, « avec des effets plus ou moins prononcés, à long terme, sur les valeurs, sur les mentalités, sur les formes d'intervention muséale. »⁴¹⁰ Si les effets de cette muséologie sont toujours bien présents dans la muséologie québécoise actuelle, n'en demeure pas moins que celle-ci ne trouve plus d'échos favorables au sein de la population depuis la fin de la Révolution tranquille et l'échec du dernier référendum de 1995. Et encore moins à l'automne 2007, soit lors de la présentation du *Manifeste pour l'altermuséologie...*

* * *

La nouvelle muséologie n'est l'apanage d'aucun muséologue et encore moins d'un mouvement particulier, voire d'un pays particulier. Pour qu'elle émerge et soit viable, le militantisme ne suffit pas. Il faut que notre regard sur la culture change. Il faut que le rapport de la société à la culture change. En envisageant l'ouverture du Québec aux fondements de la nouvelle muséologie sous l'angle de Pierre Mayrand et de sa contribution originale à la discipline, entre les années 1970 à 2010, on aura vu que la vision muséologique de l'homme s'inscrit en tout point dans celle de son temps; une époque marquée par de nombreux changements sociaux et un désir de relèvement collectif de la société québécoise. Il est donc biaisé de voir le musée comme un acteur social. Au plus, celui-ci est un outil qu'une population se donne pour rejoindre un certain public, tantôt large, tantôt ciblé et parfois même défini afin de partager un imaginaire. D'une certaine façon, on pourrait dire que le musée est « condamné » à repousser les limites,

⁴⁰⁹ *Ibid.* La citation suivante provient de la même source. Les caractères majuscules sont dans le texte original.

⁴¹⁰ Pierre Mayrand, *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009, op. cit.*, p. 51.

qu'on le veuille ou non. Car pour citer un célèbre aphorisme : « Notre héritage n'est précédé d'aucun testament »⁴¹¹, citation dont je laisserai libre l'interprétation ici...

Ce qui demeure fascinant avec la « nouvelle muséologie » reste donc l'entêtement de certains à vouloir attribuer ce renouvellement muséal à des personnages précis. En guise d'exemple, prenons celui de Georges Henri Rivière et d'Hugues de Varine. S'il ne fait aucun doute que la vision muséologique de ces deux Français ait pu influencer sur celle québécoise dans la seconde moitié du XX^e siècle, il faut admettre que les actions et écrits d'autres professionnels de la culture ont également pu jouer un rôle important sur cette dernière, qu'on pense seulement à Malraux ou encore à Jeanson pourtant peu cités dans la littérature muséologique canadienne... De plus, il ne faut pas oublier que la terminologie muséologique utilisée par les uns ne sera pas forcément la même pour les autres comme cela fût le cas, par exemple, avec les concepts « d'écomusée » et de « muséologie communautaire » théorisés par Varine mais qui, au Québec, se rapporteront davantage à une « muséologie citoyenne » mise en pratique par Mayrand. À cet effet, la dédicace du dernier livre de Varine est tout à fait honorable lorsqu'il écrit :

J'ai inventé ce mot d'écomusée par hasard. Des milliers d'autres lui ont donné un contenu, ou plutôt des contenus chaque fois différents. Il est donc naturel et justifié que, après plus de quarante ans de transformation du mot en concepts, je fasse du présent témoignage un hommage aux véritables inventeurs de ce phénomène mondial qu'est devenu l'écomusée dans tant de pays et sur tant de territoire.⁴¹²

Pour en finir, de deux choses l'une : ou l'on se bornera à voir en Pierre Mayrand le praticien idéal de la muséologie communautaire théorisée par Hugues de Varine, et ce malgré toutes les différences relevées entre les deux approches muséologiques; ou on considèrera la vision muséologique de Pierre Mayrand comme étant une de son temps et de son territoire, c'est-à-dire une « nouvelle » muséologie typiquement québécoise avec ses propres utopies et ses propres réalités. D'ailleurs, c'est ce que le muséologue français Jean Davallon nomme « une muséologie de point de vue » dans son article de 1992 *Le musée est-il vraiment un média ?*, dont la particularité principale est de situer le visiteur au centre de son approche et de reléguer l'objet et le savoir en arrière-plan, ou dit autrement de les employer comme des « matériaux pour la construction d'un environnement hyper-médiatique dans lequel il est proposé au visiteur d'évoluer, lui

⁴¹¹ René Char cité dans Éric Marion, « L'héritage politique et l'intransmissible », dans *Sens-Dessous*, n°2, 2007, p. 58.

⁴¹² Hugues de Varine, « Dédicace à tous les inventeurs d'écomusées », dans *L'écomusée singulier et pluriel : Un témoignage sur cinquante ans de muséologie communautaire dans le monde*, op. cit., p. 7.

offrant un ou plusieurs *points de vue* sur le sujet traité par l'exposition. »⁴¹³ Le professeur émérite de l'Université d'Avignon poursuit un peu plus loin avec une phrase qui n'est pas sans rappeler la conclusion d'Éthier-Blais à propos de « l'univers vrai » que nous propose *Prochain épisode* –le roman d'Aquin– *versus* la simple réalité :

La modalité d'accès au "monde utopique" de l'exposition s'inverse : ce n'est plus la rencontre d'objets matériels – qu'ils soient naturels, artefacts ou outils – mis en espace dans l'exposition qui sert d'entrée vers ce monde, mais c'est la matérialisation de ce monde qui va servir d'enveloppe à la rencontre avec les objets. L'exposition met alors en œuvre cette particularité qui la caractérise de faire de la visite une *représentation fictive* dont le visiteur est l'acteur principal et qui est composée de micro-séquence développées à partir des points d'arrêt du visiteur et s'enchaînant selon un scénario qui correspond au déroulement de la visite.⁴¹⁴

Or, avec cette forme de muséologie vient aussi souvent une prise de position, qu'elle soit « proposée ou attendue par rapport à une question d'intérêt social »⁴¹⁵. Poussée à l'extrême, cette nouvelle logique muséale change la manière dont on conçoit le musée aujourd'hui ajoute Davallon, et notamment en ce qui a trait à sa fonction sociale :

Elle engage la relation du visiteur à l'institution muséale – la "prise de position" de l'instance de production apparaissant évidemment comme celle du musée en tant qu'il possède une fonction sociale. Il est caractéristique que, dans les exemples évoqués à l'instant, la frontière traditionnelle entre dispositif d'exposition (l'intérieur pérenne du musée) et l'espace social de ce même dispositif (l'environnement social, avec ses contingences, extérieur au musée) soit transgressée, ou plutôt retravaillée. Tout se passerait alors comme si, après avoir étendu la relation de rencontre à l'ensemble du dispositif médiatique (l'exposition comme rencontre et discours), le musée y incluait désormais des éléments appartenant à l'espace social périphérique. C'est ainsi que des éléments de la mission sociale du musée (par exemple son engagement social) deviennent en ce cas ouvertement présents dans l'exposition elle-même (ou du moins dans la relation que le musée établit avec son public).⁴¹⁶

Non sans rappeler les principaux principes de la nouvelle muséologie, voire même de l'altermuséologie, l'idée derrière la muséologie de point de vue nous fait aussi penser

⁴¹³ Jean Davallon, « Le musée est-il vraiment un média ? », *op. cit.*, p. 115.

⁴¹⁴ *Ibid.*

⁴¹⁵ *Ibid.*, p. 116.

⁴¹⁶ *Ibid.*, p. 116-117.

à la citation d’Hegel reproduite précédemment, soit lorsqu’on parlait du « Tribunal de la culture » et plus précisément de son verdict. Enfin bref, on avait écrit à ce moment que la société québécoise faisait face à un choix –celui du développement culturel– et que pour y parvenir, on se devait de créer un nouvel imaginaire et user de l’animation culturelle, attendu que : « C’est le grand philosophe allemand, Hegel, qui disait que si "vous révolutionnez *l’imaginaire*, la *réalité* ne tiendra pas longtemps" »⁴¹⁷ et que « la création artistique et plus largement la création culturelle ont justement pour fonction de nourrir et révolutionner l’imaginaire social et de faire apparaître un autre monde possible. » Or cet autre monde possible, plusieurs sociétés l’auront rêvé et imaginé au début de la seconde moitié du XX^e siècle avant de se voir brusquement freiné par une réalité non négociable cette fois-ci, à savoir celle de la mondialisation économique, et dont les conséquences qui en découle –comme la privatisation et la montée du conservatisme politique– rendront on ne peut plus intéressants certains principes de la nouvelle muséologie au moment où bon nombre d’établissements muséaux prendront un tournant mercantile, vers les années 1990, comme le précise bien François Mairesse :

Le fait est que le *marketing* rejoint parfaitement la Nouvelle Muséologie en plaçant l’homme (le public ou le consommateur) au centre de ses préoccupations. Les principes du marketing – qui n’est, rappelons-le, qu’un simple outil pouvant servir à des fins multiples – ne sont en rien contradictoires avec les principes de l’éducation ou du rôle social du musée.⁴¹⁸

Oui, « d’autres mondes » sont possibles au même titre que le sont, aujourd’hui, les « nouvelles muséologies ». En revanche, la question demeure toujours la même, et ce, dans les deux cas : « Est-ce vraiment les bons modèles à suivre ? ». Naïve, la question semble néanmoins toujours d’actualité lorsqu’on s’attarde un tant soit peu au débat⁴¹⁹ entourant la nouvelle définition du musée proposée l’automne dernier à Kyoto et plus récemment encore, aux conséquences économiques découlant de la crise sanitaire qui aura obligé bon nombre de musées à fermer temporairement leur porte⁴²⁰.

⁴¹⁷ Liberté, « Deuxième partie : Le verdict », dans *Rapport du Tribunal de la culture*, *op. cit.*, p. 48.

⁴¹⁸ François Mairesse, « La belle histoire, aux origines de la nouvelle muséologie », *op. cit.*, p. 50.

⁴¹⁹ Le Temps du débat par Emmanuel Laurentin, *Est-il nécessaire de redéfinir les missions du musée*, 3 septembre 2019. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/est-il-necessaire-re-de-redefinir-les-missions-du-musee>>. Consulté en août 2020.

⁴²⁰ À ce sujet, voir ICOM, « Enquête : musées, professionnels des musées et COVID-19 », dans *COVID-19*, s. d. En ligne. < <https://icom.museum/fr/covid-19/enquetes-et-donnees/survey-museums-and-museum-professionals/>>. Consulté en août 2020.

BIBLIOGRAPHIE

Documents d'archives :

- ASSOCIATION INTERNATIONALE, ÉCOMUSEOLOGIE – Nouvelle muséologie, 1986, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Début du MINOM et 1^{er} Atelier ».
- FORUM SOCIAL QUÉBÉCOIS, *Dépliant promotionnel du Forum social québécois 2009*, octobre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) ».
- GROUPE DE RECHERCHE EN PATRIMOINE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL, « Journée d'étude sur les écomusées », 26 mai 1983, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Journée d'étude sur les écomusées – 26 mai 1983 », n.p
- HUTCHINSON, Saleema, *Courriel de remerciement de l'équipe du 5^e Sommet citoyen de Montréal*, 18 juin 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Sommet citoyen de Montréal (Altermuséologie) ».
- MAURE, Marc, « MINOM – groupe de travail no. 7 : Méthodes de communication et d'animation de la nouvelle muséologie », dans *Le bulletin du MINOM*, vol 1 n° 1, Montréal, septembre 1987. Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Membres Nord-Américain du MINOM ».
- MAYRAND, Pierre, *Du conservatisme au collectivisme : point de vue de l'altermuséologie*, 15 septembre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) ».
- MAYRAND, Pierre, *Faire le point sur la muséologie sociale : provocation*, 4 août 2008, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°9, dossier « Écrits et poésies de Pierre Mayrand ».
- MAYRAND, Pierre, *Le musée à l'attaque*, 12 octobre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) ».
- MAYRAND, Pierre, *Objectifs et plan d'action du Forum*, 12 avril 2008, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) ».
- MAYRAND, Pierre, *Que sont devenues les cornes acérées du MINOM ?*, 21 avril 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Membres du MINOM – International ».

- MAYRAND, Pierre, *Sommet citoyen de Montréal – Présentation de Pierre Mayrand*, juin 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Sommet citoyen de Montréal (Altermuséologie) ».
- MAYRAND, Pierre, *Stratégie d'intervention au Forum*, octobre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois (Altermuséologie) ».
- MAYRAND, Pierre, « Table ronde : Musée à l'attaque. Qu'est-ce que l'altermuséologie ? », 10 octobre 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Forum social québécois / Altermuséologie ».
- MAYRAND, Pierre, *Table ronde Musées citoyens et artistes citoyens*, juin 2009, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Sommet citoyen de Montréal (Altermuséologie) ».
- MAYRAND, Pierre, « Les défis de l'écomusée : Un cas, celui de la Haute-Beauce », juillet 1983, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°9, dossier « Écrits et poésies de Pierre Mayrand », 5 p.
- MAYRAND, Pierre, « Notes : Fondateurs québécois du MINOM », 8 juillet 2010, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Membres Nord-Américain du MINOM ».
- MAYRAND, Pierre et Luisa ROGADO, *Manifeste de l'altermuséologie*, 27 octobre 2007. Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « XII Atelier international de Nouvelle Muséologie ».
- MOUVEMENT INTERNATIONAL POUR UNE NOUVELLE MUSEOLOGIE (MINOM), « Dépliant informatif », après 1985, Écomusée du fier monde, Fonds d'archives de Pierre Mayrand, boîte n°5, dossier « Début du MINOM et 1^{er} Atelier ».

Documents audiovisuels :

- BERGERON, Yves et Philippe DUBÉ, « Entretien avec Pierre Mayrand », dans *Mémoires de la muséologie : Une histoire contemporaine de la muséologie*, DVD, 25 avril 2010, 1 h 56 min.
- GODBOUT, Jacques, *Deux épisodes dans la vie d'Hubert Aquin*, Office national du film (ONF), DVD, son, couleur, 1979, 56 min. En ligne. < https://www.onf.ca/film/deux_episodes_dans_la_vie_d_hubert_aquin/ >. Consulté en février 2020.
- GROULX, Gilles, *Québec...?*, Office national du film du Canada (ONF), DVD, son, couleur, 1967, 28 min. En ligne. < <https://www.onf.ca/selections/gilles-groulx/lecture/#2> >. Consulté en juin 2020.

GROUPE DE RECHERCHE EN PATRIMOINE et Yves RACICOT, *La culture des musées*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, vidéocassette VHS, son, n&b, 1979, 57 min.

HERVÉ, Maïlys, « Verbatim de l'entretien avec Pierre Mayrand », dans Yves BERGERON et Philippe DUBÉ (dir.), *Mémoires de la muséologie : Une histoire contemporaine de la muséologie*, 38 p.

LABRECQUE, Jean-Claude et Jean-Pierre MASSÉ, *La nuit de la poésie 27 mars 1970*, Office national du film du Canada (ONF), DVD, son, couleur, 1970, 1h 50 min. En ligne. < https://www.onf.ca/film/nuit_de_la_poésie_27_mars_1970/ >. Consulté en septembre 2019.

SPRY, Robin, *Les événements d'octobre 1970*, Office national du film du Canada (ONF), DVD, son, couleur, 1974, 1h 27 min. En ligne. < https://www.onf.ca/film/evenements_doctobre_1970/ >. Consulté en avril 2020.

Articles de périodiques et/ou actes de colloques :

AGUITON, Christophe et Isabelle SOMMIER, « Altermondialisme », dans l'*Encyclopædia Universalis*, s. d. En ligne. < <https://www.universalis.fr/encyclopedie/altermondialisme/> >. Consulté en mai 2020.

BAILLARGEON, Stéphane, « Les discours populistes en pleine croissance dans le monde », dans *Le Devoir*, 7 mars 2019. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/societe/549285/les-discours-populistes-en-pleine-croissance-dans-le-monde> >. Consulté en juin 2020.

BÉLAND, Daniel et André LECOURS, « Le nationalisme et la gauche au Québec », dans *Globe. À courant et à contre-courant : les gauches québécoises depuis 1960*, vol 14 n°1, 2011, p. 37-52. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/globe/2011-v14-n1globe1819725/1005985ar.pdf> >. Consulté en février 2020.

BERGERON, Yves, « Astrolabe de Champlain : parcours d'un objet mythique du patrimoine canadien », dans *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, s. d. En ligne. < http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article53/Astrolabe_de_Champlain:_parcours_d%27un_objet_mythique_du_patrimoine_canadien.html#.Xj9bdKN7Su4 >. Consulté en février 2020.

BERGERON, Yves, « L'invisible objet de l'exposition dans les musées de société en Amérique du Nord », dans *Ethnologie française*, vol. 40 (3), 2010, p. 401-411.

BERGERON, Yves, « Naissance de l'ethnologie et émergence de la muséologie au Québec (1936-1945). De l'"autre" au "soi" », dans *Rabaska*, vol. 3, 2005, p. 7-30. En ligne. < <https://www.erudit.org/en/journals/rabaska/2017-v15rabaska3647/201707ar/> >. Consulté en janvier 2020.

- BERGERON, Yves et Lisa BAILLARGEON, « Le statut de conservateur dans les musées nord-américains : perspectives géopolitiques », dans *ICOFOM Study Series*, n°46, 2018. En ligne. < <https://journals.openedition.org/iss/847> >. Consulté en juillet 2019.
- BERGERON, Yves, RIVARD, René et Cyril SIMARD, « Retour sur la XVI^e conférence générale du Conseil international des musées (Icom) à Québec : 1992, année charnière de la muséologie québécoise », dans *Rabaska*, vol. 11, 2013, p. 7-24. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/rabaska/2013-v11rabaska0828/1018513ar.pdf> >. Consulté en septembre 2019.
- BERQUE, Jacques, « Les révoltés du Québec », dans *Parti Pris*, n°3, décembre 1963, p. 48-51. En ligne. < <http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2314784> >. Consulté en juin 2020.
- BERTHO, Alain, « L'autre monde ici et maintenant : L'altermondialisme est-il un avenir ? », dans *La Découverte*, 2006, n° 47-48 Mouvements, p. 190-194. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2006-5-page-190.htm#> >. Consulté en juillet 2020.
- BRISSETTE, Pascal, « Que sont nos nuits devenues ? », dans *Québec français*, n°171 La poésie hors du livre, 2014, p. 54-55. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/qf/2014-n171-qf01221/71222ac.pdf> >. Consulté en septembre 2019.
- BRULON SOARES, Bruno, « L'invention et la réinvention de la Nouvelle Muséologie », dans *ICOFOM Study Series*, n°43a – Nouvelles tendances de la muséologie, 2015, p. 57-72. En ligne. < <https://journals.openedition.org/iss/563> >. Consulté en juillet 2019.
- BUISSON, Anne-Marie, « Les cliniques populaires vs les CLSC. Une lutte démocratique », dans *À bâbord : Revue sociale et politique*, n°76, octobre-novembre 2018. En ligne. < <https://www.ababord.org/Les-cliniques-populaires-vs-les-CLSC-Une-lutte-democratique> >. Consulté en juin 2020.
- BOUCHARD, Gérard, « L'imaginaire de la grande noirceur et de la révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec », dans *Recherches sociographiques*, vol 46 n°3 Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/rs/2005-v46-n3-rs1050/012471ar.pdf> >. Consulté en août 2019.
- CHATZIMANASSIS, Alice, « La démocratie culturelle : un autre modèle de politique culturelle », dans *Politiques de la culture. Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles*, 20 juin 2016. En ligne. < <https://chmcc.hypotheses.org/675> >. Consulté en juillet 2020.

- CHAMPOUX-PAILLÉ, Louise, « Pierre Mayrand : "révolutionnaire impénitent" », dans *Muséologies*, volume 2, n°1, octobre 2007, p. 138-145. En ligne. <<https://www.erudit.org/en/journals/museo/2007-v2-n1-museo02128/1033602ar/>>. Consulté en mai 2019.
- CHAUMIER, Serge, « Les ambivalences du devenir d'un écomusée : entre repli identitaire et dépossession », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André DESVALLÉES), 2000, p. 83-113. En ligne. <https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1157#pumus_1164-5385_2000_num_17_1_T1_0084_0000>. Consulté en février 2020.
- COHEN, Évelyne, « L'ombre portée de Mai 68 en politique : Démocratie et participation », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 98, 2008, p. 19-28. En ligne. <<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-2-page-19.htm>>. Consulté en juin 2020.
- COHENDET, Marie-Anne, « Une crise de la représentation politique ? », dans *Cités*, n° 18, 2004, p. 41-61. En ligne. <<https://www.cairn.info/revue-cites-2004-2-page-41.htm?contenu=article>>. Consulté en juin 2020.
- COLLARD, Nathalie, « L'effet Mai 68 dans la littérature québécoise », dans *La Presse*, 18 mai 2018. En ligne. <<https://www.lapresse.ca/arts/livres/201805/18/01-5182409-leffet-mai-68-dans-la-litterature-quebecoise.php>>. Consulté en avril 2020.
- CONNOLLY, Jocelyne, « Gilles Hénault, poète, et le champ artistique québécois », dans *Voix et images*, vol 21 n°1, automne 1995, p. 63-73. En ligne. <<https://www.erudit.org/en/journals/vi/1995-v21-n1-vi1346/201215ar.pdf>>. Consulté en mai 2020,
- CORBO, Claude, « Le Rapport Parent : Un point d'arrivée et un point de départ », dans *À rayons ouverts : Chroniques de bibliothèque et archives nationales du Québec*, n°94 Le Rapport Parent, Hiver 2014, p. 5-9. En ligne. <http://www.banq.qc.ca/documents/a_propos_banq/nospublications/a_rayons_ouverts/ARO_94.pdf>. Consulté en juillet 2019.
- CÔTÉ-MARTINE, Philippe, « L'historiographie québécoise et le terrorisme : une historicité à définir pour un objet encore fuyant », dans *Politique et Sociétés*, vol 35 n° 2-3, 2016, p. 195-214. En ligne. <<https://www.erudit.org/fr/revues/ps/2016-v35-n2-3-ps02590/1037015ar/>>. Consulté en juin 2020.
- DASSYLVA, Martial, « L'Université du Québec : université nouvelle, nouvelles universités », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 16, n°2, 2008. En ligne. <<https://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-16-numero-2/l-universite-du-quebec-universite-nouvelle-nouvelles-universites/>>. Consulté en avril 2020.

- DAVALLON, Jean, « Le musée est-il vraiment un média ? », dans *Culture & Musées*, n°2 : Regards sur l'évolution des musées (sous la direction de Jean Davallon), 1992, p. 99-123. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_1992_num_2_1_1017 >. Consulté en mai 2020.
- DEGLISE, Fabien, « Le populisme, à gauche toute ! Le populisme, la fièvre du moment », dans *Le Devoir*, 2 février 2019. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/societe/546940/le-populisme-a-gauche-toute> >. Consulté en juin 2020.
- DELARGE, Alexandre, « Des écomusées, retour à la définition et évolution », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André DESVALLÉES), 2000, p. 139-155. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1159 >. Consulté en février 2020.
- DE LA ROCHA-MILLE, Raymond, « Un regard d'ailleurs sur la muséologie communautaire », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André DESVALLÉES), 2000, p. 157-174. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1160 >. Consulté en octobre 2019.
- DESVALLÉES, André, « New Museology 1985 », dans *Museological News* 8, bulletin semi-annuel de l'ICOFOM, septembre 1985, p. 57-60. En ligne. < [http://network.icom.museum/fileadmin/user_upload/minisites/icofom/pdf/MN%2008%20\(1985\).pdf](http://network.icom.museum/fileadmin/user_upload/minisites/icofom/pdf/MN%2008%20(1985).pdf) >.
- DESVALLÉES, André et François MAIRESSE, « Sur la muséologie », dans *Culture & Musées*, n°6 Du musée au parc d'attraction, 2005. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1766-2923_2005_num_6_1_1377 >. Consulté en mai 2020.
- DESVALLÉES, André, Germain BAZIN et Raymonde MOULIN, « Muséologie », dans *Encyclopædia Universalis*, s. d., p. 1-24. En ligne. < <https://www.universalis.fr/encyclopedie/museologie/> >. Consulté en juillet 2019.
- DE VARINE, Hugues, « Autour de la table ronde de Santiago », dans *Publics & Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité (sous la direction d'André DESVALLÉES), 2000, p. 181-182. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1325 >. Consulté en mai 2020.
- DRAMÉ, Papa et Magali DELEUZE, « Les idées phares du processus de décolonisation et le Québec », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 15 n° 1 Sexualité et politique, automne 2006, p. 109-129. En ligne. < https://www.erudit.org/fr/revues/bhp/20_06-v15-n1-bhp04290/1056090ar.pdf >. Consulté en juin 2020.
- DUFOUR, Pascale et Christophe TRAISNEL, « Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec », dans *Politique et Sociétés*, vol 28 n° 1, 2009, p. 37-62. En ligne. < https://www.erudit.org/fr/revues/ps/2009-v28-n1-ps2957/001_724ar.pdf >. Consulté en juin 2020.

- DUMONT, Jean-Guillaume, « Musées et sociétés – Vie et mort des "blockbusters" », dans *Le Devoir*, 18 septembre 2004. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/societe/63921/musees-et-societes-vie-et-mort-des-blockbusters> >. Consulté en juillet 2020.
- ÉTHIER-BLAIS, Jean, « Prochain épisode, d'Hubert Aquin », dans *Le Devoir*, 13 novembre 1965. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/histoire/90ans/90aquin.htm> >. Consulté en novembre 2019.
- ETHNOLOGIE DE FRANCE, « Muséologie Nouvelle et Expérimentation sociale (MNES) », dans *Bulletin de l'Association française*, n°12-13, septembre 1983. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/jda_02497476_1983_num_12_1_1111 >. Consulté en juillet 2019.
- EYRIES, Alexandre, « La culture, opération symbolique et/ou enjeu politique ? », dans *Quadernie : Communication, technologies, pouvoir*, n°85 La régulation de la qualité dans le secteur de la santé, automne 2014. En ligne. < <https://journals.openedition.org/quaderni/842> >. Consulté en août 2019.
- FONDU, Quentin et Margaux VERMERIE, « Les politiques culturelles : évolution et enjeux actuels », dans *Informations sociales*, n° 190, p. 57-63. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2015-4-page-57.htm#> >. Consulté en juin 2020.
- GAUVREAU, Claude, « Le rapport Parent : Un document fondateur », dans *Actualités UQAM*, 13 novembre 2013. En ligne. < <https://www.actualites.uqam.ca/2013/le-rapportparent-un-document-fondateur> >. Consulté en juillet 2019.
- GUNTER, Christopher, « La nouvelle muséologie comme mouvement politique : Sa production et sa réception en France et au Québec », dans *Culture et gouvernance locale*, vol 6 n°1, 2019, p. 50-63. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en mars 2020.
- HARVEY, Fernand, « Georges-Émile Lapalme et la politique culturelle du Québec : genèse, projet et désillusion », dans *Les Cahiers des dix*, n°64, 2010, p. 1-46. En ligne. < https://www.erudit.org/fr/revues/cdd/2010-n64-cdd4016/045_787ar.pdf >. Consulté en septembre 2019.
- HARVEY, Fernand, « La production du patrimoine », dans Andrée FORTIN (dir.) *Produire la culture, produire l'identité ?*, Québec, Les Presse de l'Université Laval, 2000, p. 3-16. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/livres/culture-francaise-damerique/produire-culture-produire-lidentite/000576co/> >. Consulté en décembre 2019.
- HARVEY, Fernand, « Le gouvernement de Robert Bourassa et la culture, 1970-1976. 1^{re} partie : la souveraineté culturelle », dans *Les Cahiers des Dix*, n°72 : Explorer la mémoire et l'histoire, 2018, p. 291-326. En ligne. < https://www.erudit.org/fr/revues/cdd/2018-n72-cdd043_33/1056419ar.pdf >. Consulté en mai 2020.

- HARVEY, Fernand, « Le ministère des Affaires culturelles et le Livre blanc de Pierre Laporte », dans *Les Cahiers des dix*, n°69, 2015, p. 49-103. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en mai 2020.
- HARVEY, Fernand et Andrée FORTIN, « Production et diffusion culturelles en région : émergence d'une nouvelle dynamique », dans *Chaire Fernand Dumont sur la culture*, 1995. En ligne. < http://www.chairefernanddumont.ucs.inrs.ca/wpcontent/uploads/2013/09/HarveyF_FortinA_1995_La_nouvelle_culture_regionale.pdf >. Consulté en mai 2020.
- HUTCHISON, Peter, « "OK boomer", ou comment la "génération Z" remet les "vieux" à leur place », dans *La Presse*, 9 novembre 2019. En ligne. < <https://www.lapresse.ca/societe/201911/09/01-5249053--ok-boomer-ou-comment-la-generation-z-remet-les-vieux-a-leur-place.php> >. Consulté en février 2020.
- JALLA, Daniele, « Musée et "contexte" dans l'histoire de l'ICOM (1946-2014): une perspective d'analyse en vue de la préparation de la 24e Conférence générale de 2016 », dans *Academia*, 2016, 21 p. En ligne. < https://www.academia.edu/16083415/Musée_et_contexte_dans_lhistoire_de_l_ICOM_1946-2014_une_perspective_danalyse_en_vue_de_la_préparation_de_la_24e_Conférence_générale_de_2016_2016 >. Consulté en mars 2020.
- JEANNELLE, Jean-Louis, « Malraux à l'essai : comment peut-on (encore) lire les Écrits sur l'art ? », dans *Acta fabula*, vol. 18, n° 2, « Malraux, en somme & dans le détail », Février 2017. En ligne. < <https://www.fabula.org/revue/document10075.php> >. Consulté en février 2020.
- JOLIN, Louis et Luce PROULX, « L'ambition du tourisme social : un tourisme pour tous, durable et solidaire ! », dans *Revue Interventions économiques*, n° 32 : L'économie sociale : un bilan des recherches et des pratiques au Québec, 2005. En ligne. < <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/868?lang=en> >. Consulté en mai 2020.
- LACHAPELLE, Guy, « La crise d'Octobre... quarante ans plus tard », dans *Recherches sociographiques*, vol 52 n°2, 2011, p. 379-391. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/rs/2011-v52-n2-rs5003182/1005685ar/> >. Consulté en juin 2020.
- LAJEUNESSE, Marcel, « Le rapport Faure et l'idée de changement », dans *Documentation et bibliothèques*, vol 20 n°1, mars 1974. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/documentation/1974-v20-n1documentation04252/1055706ar.pdf> >; Consulté en avril 2020.
- LAPOINTE, Andrée, « Compte rendu de George F. MACDONALD et Stephen ALSFORD, *Un musée pour le village global : le Musée canadien des civilisations* », dans *Recherches sociographiques*, vol 31 n°3 : La santé, 1990, p. 438. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/rs/1990-v31-n3-rs1580/056558ar/> >. Consulté en mai 2020.

- LASCOLS, Enguerrand, « Le Louvre, musée populaire ? Le musée idéal de René Huyghe dans les années 1930 », dans *Histoire de l'art*, n°84-85 : États du musée, 2019-2020, p. 95-108. En ligne. < http://blog.apahau.org/wp-content/uploads/2020/05/HA84-85_BD_17_Lascols.pdf >. Consulté en mai 2020.
- LACROIX, Laurier, « Le patrimoine québécois, une réalité collective », dans *Vie des Arts*, vol 23 n°91, 1978, p. 13. En ligne. < http://viedesarts.com/Archives/v023n0091_va1177713/v023n0091p013-015_54812ac.pdf >. Consulté en mai 2020.
- LAPOINTE, Martine-Emmanuelle, « D'une révolution l'autre : figure de l'engagement chez Hubert Aquin et Mordecai Richler », dans *Globe* dans *Globe. À courant et à contre-courant : les gauches québécoises depuis 1960*, vol 14 n°1, 2011, p. 17-35. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/globe/2011-v14-n1-globe1819725/1005984ar/> >. Consulté en mars 2020.
- LECLERC, Jean-François, « Impressions de voyage : la nouvelle muséologie, du Portugal au Québec », dans *Muséologies : Les cahiers d'études supérieures*, vol. 2, n°1, octobre 2007, p. 146-155.
- LES DOSSIERS HISTOIRE ET CIVILISATION DU CÉGEP DE SHERBROOKE, « Introduction : Une culture florissante », dans *En marge : La contre-culture américaine des années 1960*, vol. 8, n°1, automne 2014, p. 3-5. En ligne. < https://www.cegepsherbrooke.qc.ca/sites/default/files/stories/communic/pdf/divers/en_margecontreculture-americaine_finalb.pdf >. Consulté en juillet 2019.
- LÉVESQUE, Benoît, « Les CLSC et le renouvellement des pratiques sociales : une introduction au dossier sur les CLSC », dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol 1 n°1 Les CLSC à la croisée des chemins, 1988, p. 33-42. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/nps/2010-v22-n2-nps1955/301003ar/> >. Consulté en juin 2020.
- LIBERTÉ, *Rapport du Tribunal de la culture*, vol 15 n°5, septembre-octobre 1975. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/liberte/1975-v17-n5liberte1029757/> >. Consulté en mai 2020.
- LINTEAU, Paul-André, Jean-Claude ROBERT, René DUROCHER et François RICARD, *Histoire du Québec contemporain*, Montréal, Boréal, 1991 2^e éd., p. 834.
- LOYER, Emmanuelle, « 1968, L'an I du tout culturel ? », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°98, 2008, p. 101-111. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-2-page-101.htm#> >. Consulté en mars 2020.
- MACDONALD, George F., « L'avenir des musées dans le village global », dans *Museum : Le musée et la communauté*, n° 155 (vol XXXIX, n°3), 1987, p. 214. En ligne. < https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000077084_fre >. Consulté en mai 2020.

- MAIRESSE, François, « Entretien avec Pierre Mayrand », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André DESVALLÉES), 2000, p. 223-231. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1331 >. Consulté en juillet 2019.
- MAIRESSE, François, « La belle histoire, aux origines de la nouvelle muséologie », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André DESVALLÉES), 2000, p. 33-56. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1154 >. Consulté en juillet 2019.
- MALRAUX, André, *Discours prononcé par André Malraux à l'occasion de l'inauguration de la Maison de la Culture d'Amiens le 19 mars 1966*, s. d. En ligne. < <http://www2.culture.gouv.fr/culture/actualites/dossiers/malraux2006/discours/a.m-amiens.htm> >. Consulté en août 2019.
- MARION, Éric, « L'héritage politique et l'intransmissible », dans *Sens-Dessous*, n°2, 2007, p. 58-65.
- MASSON, Philippe, « Premières réceptions et diffusions des Héritiers (1964-1973) », dans *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°13, 2005, p. 69-98. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-histoire-des-sciences-humaines-2005-2-page-69.htm?contenu=article> >. Consulté en juin 2020.
- MAURE, Marc, « À la recherche de l'écomusée : la connexion scandinave », dans *Publics & Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité (sous la direction d'André DESVALLÉES), 2000, p. 184-196. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1326 >. Consulté en mai 2020.
- MAURE, Marc, « Nation, paysan et musée : La naissance des musées d'ethnographie dans les pays scandinaves (1870-1904) », dans *Terrain*, n°20 : La mort, mars 1993, p. 147-157. En ligne. < <https://journals.openedition.org/terrain/3065> >. Consulté en mai 2020.
- MAURE, Marc, « La nouvelle muséologie – qu'est-ce-que c'est ? », dans Martin R. SCHÄRER (éd.), *Symposium Museum and community II*, ICOFOM, juillet 1995, p. 127-132
- MESLI, Samy, « France-Québec : L'évolution politique et sociale d'une relation privilégiée », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 16 n°3 Homosexualités et politique : Québec et Canada, printemps 2008, p. 245-254. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/bhp/2008-v16-n3-bhp04293/1056184ar.pdf> >. Consulté en mai 2020.
- MEUNIER, E.-Martin, « La Grande Noirceur canadienne-française dans l'historiographie et la mémoire québécoise : Revisiter une interprétation convenue », dans *Vingtième siècle : Revue d'histoire*, n°129, 2016, p. 43-59. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2016-1-page-43.htm?contenu=article#no108> >. Consulté en février 2020.

- MICHEL, Youenn, «Mai 69 et l'enseignement : mise en place historique», dans *Les sciences de l'éducation – Pour l'Ère nouvelle*, vol 41, 2008, p. 13-25. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-les-sciences-de-l-education-pour-l-ere-nouvelle-2008-3-page13.htm?contenu= article> >. Consulté en juin 2020.
- MIDY, Franklin, « Préalables à l'étude de l'action culturelle au Québec », dans *Cahiers de l'action culturelle*, vol 1 n°1, septembre 2002, p. 7-8. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en juillet 2020.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE, « L'invention de la prospective culturelle : textes choisis d'Augustin Girard », dans *Culture prospective*, n°1, 2010, 31 p. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-culture-prospective-2010-1-page-1.htm#> >. Consulté en juillet 2020.
- MONTPETIT, Raymond, « Le musée en tant qu'institution : de l'étatisme au populisme démocratique », dans *Culture, institution et savoir*, 1996, p. 131-149. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/livres/culture-francaise-damerique/culture-institution-savoir/000463co/> >. Consulté en juillet 2020.
- MONTPETIT, Raymond, « Les musées, interprètes du patrimoine : l'appropriation communautaire », dans Martin R. SCHÄRER (éd.), *Symposium Museum and community II*, ICOFOM, juillet 1995, p. 73-81.
- MOREL, Anne-Claudine, « Les Maisons de la Culture française (1934) et la Casa de la Cultura Ecuatoriana (1944) : Filiation », dans *América. Cahiers du CRIC-CAL : Les filiations. Idées et cultures contemporaines en Amérique Latine*, n°19, 1997, p. 141-151. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/ameri_09_829237_1997_num_19_1_1315 >. Consulté en février 2020.
- MORISSONNEAU, Christian et Maurice ASSELIN, « La colonisation au Québec : une décolonisation manquée », dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol 24 n°61 La problématique géopolitique du Québec, 1980, p. 145-156. En ligne. <<https://www.erudit.org/fr/revues/cgq/1980-v24-n61-cgq2634/021465ar.pdf>>. Consulté en juin 2020.
- MOULINIER, Pierre, « Écrits sur la démocratisation culturelle – 2/10 », dans *Politiques de la culture : Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles*, 12 janvier 2015. En ligne. < <https://chmcc.hypotheses.org/983> >. Consulté en mars 2020.
- MOURLON, Jean-Paul, « Génération perdue », dans l'*Encyclopædia Universalis*, s. d. En ligne. <<http://www.universalisedu.com/encyclopedie/generationperdue/>>. Consulté en avril 2020.

- MOUTINHO, Mario, « Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM) », dans *L'Homme*, tome 26 n°99, 1986, p. 129. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/hom_0439-4216_1986_num_26_99_368721 >. Consulté en mai 2020.
- MOUTINHO, Mario, « La Nouvelle muséologie et l'ethnologie », dans *Cadernos do MINOM*, Lisbonne, 1992, p. 29-37. En ligne. < <http://www.mariomoutinho.pt/images/PDFs/ArtigosMuseologia/1992nouvellemuseologieethnologieMINOM.pdf> >. Consulté en mai 2020.
- NADEAU, Jean-François, « La douce anarchie québécoise de 1968 », dans *Le Devoir*, 5 mai 2018. En ligne < <https://www.ledevoir.com/societe/527021/la-revolte-etudiante-de-l-automne-1968-a-ete-integree-dans-le-grand-recit-de-l-elan-de-la-revolution-tranquille> >. Consulté en avril 2020.
- PARIZEAU, Alice, « Le Musée du Québec, une véritable maison de la culture », dans *Vie des arts*, n°47, été 1967, p. 34-38. En ligne. < https://www.erudit.org/fr/revues/va/1967-n47-va1207459/58308_ac.pdf >. Consulté en mai 2020.
- PIRE, Jean-Miguel, « Malraux contre l'éducation ou contre l'Éducation nationale ? Brève généalogie d'une occasion manquée », Actes du colloque *Malraux, l'art, le sacré. Actualités du Musée imaginaire*, les 31 mars et 1^{er} avril 2016 à l'INHA. En ligne. <<https://chmcc.hypotheses.org/2319>>. Consulté en juin 2020.
- PÉTILLON, Pierre-Yves, « Beat Generation », dans l'*Encyclopædia Universalis*, s. d. En ligne. < <http://www.universalis-edu.com/encyclo/pedie/beat-generation/> >. Consulté en avril 2020.
- POULARD, Frédéric, « Les écomusées : Participation des habitants et prise en compte des publics », dans *Presses Universitaires de France : « Ethnologie française »*, vol 37, 2007, p. 551-557. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2007-3-page-551.htm#> >. Consulté en mai 2020.
- POULIN, Philippe, « La tentative d'adhésion du Parti québécois à l'internationale socialiste », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 6 n°3 Genèse et historique du gouvernement responsable au Canada : 1848-1998, automne 1998, p. 84-106. En ligne. < <https://www.erudit.org/en/journals/bhp/1998-v6-n3-bhp04835/1063671ar.pdf> >. Consulté en juin 2020.
- RAPHAËL, Freddy et Gisèle HERBERICH-MARX, « Le musée, provocation de la mémoire », dans *Ethnologie française*, vol. 17, n°1, 1987, p. 92-94.
- RAUCH, Marie-Ange, « La déclaration de Villeurbanne », dans *Débats Jeunes*, n°6 *Éducation populaire : le tournant des années 1970*, 2000, p. 129-142. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/debaj_1275-2193_2000_act_6_1_1075#debaj_1275-2193_2000_act_6_1_T1_0135_0000 >. Consulté en mars 2020.

- RÉMILLARD, Gil « Historique du rapatriement », dans *Les Cahiers de droit*, vol 25 n°1 *La Loi constitutionnelle de 1982 : un premier bilan*, 1984, p. 15-97. En ligne. <<https://www.erudit.org/fr/revues/cd1/1984-v25-n1-cd3758/042586ar.pdf>>. Consulté en mai 2020.
- RICARD, François, « Le livre blanc sur la culture », dans *Liberté*, vol 20 n°4-5, juillet-octobre 1978, p. 3-12. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/liberte/1978-v20-n4-5-liberte1448472/60082ac.pdf> >. Consulté en septembre 2019.
- RICHARD, Clément, « Doter le Québec d'institutions muséologiques de première importance », dans *Forces*, n°65, hiver 1983, p. 16-23.
- RIGLET, Marc, « Camus, militant par devoir », dans *L'Express*, 5 février 2010. En ligne. < https://www.lexpress.fr/culture/livre/camus-militant-par-devoir_847023.html >. Consulté en mars 2020.
- RIVARD, René, « Les écomusées au Québec », dans *Museum : Images de l'écomusée*, n° 148 (vol. XXXVII, n°4), 1985, p. 202-205. En ligne. < <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001273/127347fo.pdf#127347> >. Consulté en octobre 2019.
- RIVIÈRE, Georges Henri, « Rôle du musée d'art et du musée de sciences humaines et sociales », dans *Museum*, vol XXY, n°1/2 Musées et environnement, 1973, p. 39. En ligne. < https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000005188_fre >. Consulté en mars 2020.
- ROSENBERG, Emily S., « Le "modèle américain" de la consommation de masse », dans *Cahier d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°108, 2009, p. 111-142. En ligne. < <https://journals.openedition.org/chrhc/1809?lang=en> >. Consulté en juillet 2019.
- ROUILLARD, Jacques, « L'énigme de la devise du Québec : à quel souvenir fait-elle référence ? », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol 13 n°2 : Humour et politique au Québec, hiver 2005, p. 127-145. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/bhp/2005-v13-n2-bhp04188/1055043ar.pdf> >. Consulté en août 2019.
- ROY, Fernande, « Nègres blancs d'Amérique ? », dans *Liberté*, vol. 51 n°3, septembre 2009, p. 34-52. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/liberte/2009-v51-n3-liberte1038708/34736ac/> >. Consulté en juillet 2019.
- ROY, Patrick, « Le médium est le message dans le village global : le vrai message de Marshall McLuhan », dans *Aspects sociologiques*, vol 7 n°1, juillet 2000, 17 p. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en mai 2020.
- RUDEL, Thierry, « Musées "civilisants" du Québec et du Canada : les enjeux politiques et publics », dans *Culture & Musées*, n°6, 2005, p. 156-165. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1766-2923_2005_num_6_1_1378 >. Consulté en janvier 2020.

- SAINT-PIERRE, Diane, « Politiques culturelles et patrimoines au Québec et au Canada », dans *Culture & Musées*, n°9, hiver, p. 121-140. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1766-2923_2007_num_9_1_1430 >. Consulté en janvier 2020.
- TERUGGI, Mario F., « La Table ronde de Santiago du Chili », dans *Museum*, vol XXV, n°3 Rôle du musée dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, 1973, p. 129-133. En ligne. < https://unesdoc.unesco.org/ark:/482_23/pf0000007600_fre >. Consulté en mars 2020.
- TINOCO, Alfredo, « Une muséologie nouvelle pour des hommes nouveaux : identités et globalisation », dans *Cadernos de Sociomuseologia*, n°42, 2012, p. 7-26. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en mai 2020.
- TREMBLAY, Gaëtan, « De Marshall McLuhan à Harold Innis ou du village global à l'empire mondial », dans *Tic&société*, vol 1 n°1, 2007. En ligne. < <https://journals.openedition.org/ticetsociete/222> >. Consulté en mai 2020.
- VENCHIARUTTI, Manon, « La notion de non-public », dans *Écho Sciences Grenoble : Le Master CCST*, 5 décembre 2018. En ligne. < <https://www.echosciences-grenoble.fr/communautes/le-master-cst/articles/la-notion-de-non-public> >. Consulté en mars 2020.
- YOUSFI, Louisa, « Kierkegaard : de l'angoisse d'exister », dans *Sciences Humaines*, n°256, 2014, n. p. En ligne. < <https://www.cairn.info/magazine-sciences-humaines-2014-2-page-33.html#> >. Consulté en mai 2020.
- ZASK, Joëlle, « De la démocratisation à la démocratie culturelle », dans *Nectart*, vol 2 n°3, 2016, p. 40-47. En ligne. < <https://www.cairn.info/revue-nectart-2016-2-page-40.htm> >. Consulté en janvier 2020.
- WARREN, Jean-Philippe, « D'où vient l'expression Révolution tranquille ? », dans *Le Devoir*, 4 avril 2016. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/467186/d-ou-vient-l-expression-revolution-tranquille> >. Consulté en août 2019.

Monographies et/ou chapitres de livres :

- ARPIN, Roland, « ICOM : le Musée de la civilisation a marqué des points ! », *Re-pères*, vol. 7, n°77, 9 octobre 1992 cité dans Yves BERGERON et Julie-Anne COTE (dir.), « *Diriger sans s'excuser* » : *Patrimoine, musée et gouvernance selon Roland Arpin*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 172-173.
- AQUIN, Hubert, *Prochain épisode*, préface de Jacques ALLARD, Claude SABOURIN et Guy ALLAIN, Montréal, Bibliothèque québécoise, coll. « Littérature », 1995 [1965], 300 p.

- BERGERON, Yves et Geneviève DE MUYS, « Un nouveau musée pour un Nouveau Monde : Roland Arpin et la nouvelle muséologie », dans Yves BERGERON et Julie-Anne CÔTÉ (dir.), *Un nouveau musée pour un nouveau monde : Musée et muséologie selon Roland Arpin*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 81-124.
- BOUCHARD, Gérard, *Les nations savent-elles encore rêver ? Les mythes nationaux à l'ère de la mondialisation*, Montréal, Éditions du Boréal, 2019, 440 p.
- BOUCHARD, Gérard, *Raison et déraison du mythe : Au cœur des imaginaires collectifs*, Montréal, Boréal, 2014, 230 p.
- BOUCHARD, Gérard, « Un vieux pays neuf ? Formation et transformations de la culture et de la nation au Québec », dans *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde*, Montréal, Boréal, 2000, p. 77-182.
- CAMERON, Duncan, « Le musée : un temple ou un forum (1971) », dans André DESVALLÉES (dir.), *Vagues : Une anthologie de la nouvelle muséologie*, Mâcon Edition W; Savigny-le-Temple Muséologie nouvelle et expérimentation sociale, coll. « Museologia » 1992, tome 1, p. 77-86.
- CANET, Raphaël, « Introduction : Du néolibéralisme à l'altermondialisme », dans Pierre BEAUDET, Marie-Josée MASSICOTTE et Raphaël CANET (dir.), *L'altermondialisme : Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Éditions Écosociété, 2010, p. 9-15.
- CHAUMIER, Serge, « Le musée de l'Homme, lieu de formation », dans *Georges Henri Rivière : Voir, c'est comprendre*, Marseille, MuCEM, 2018, p. 12. En ligne. < https://www.mucem.org/sites/default/files/2018-12/Dossier_pedagogique_GHR.pdf >. Consulté en mars 2020.
- DEBORD, Guy, « Le prolétariat comme sujet et comme représentation », dans *La société du spectacle*, Paris, Les Éditions Gallimard, 1992 [1967]. En ligne. < http://classiques.uqac.ca/contemporains/debord_guy/societe_du_spectacle/societe_du_spectacle.pdf >. Consulté en juin 2020.
- DESBIENS, Jean-Paul, « Échec de notre enseignement du français », dans *Les Insolences du Frère Untel*, préface de Jacques Hébert, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 2000, p. 33.
- DESVALLÉES, André, « Présentation », dans André DESVALLÉES (dir.), *Vagues : Une anthologie de la nouvelle muséologie*, Mâcon Edition W; Savigny-le-Temple Muséologie nouvelle et expérimentation sociale, coll. « Museologia » 1992, tome 1, p. 19-23.
- DE VARINE, Hugues, « L'écomusée (1978) », dans André DESVALLÉES (dir.), *Vagues : Une anthologie de la nouvelle muséologie*, Mâcon Edition W; Savigny-le-Temple Muséologie nouvelle et expérimentation sociale, coll. « Museologia » 1992, tome 1, p. 446-487.

- DE VARINE, Hugues, *L'écomusée singulier et pluriel : Un témoignage sur cinquante ans de muséologie communautaire dans le monde*, Paris, L'Harmattan, coll. « Muséologies », 2017, 304 p.
- FAVREAU, Louis, René LACHAPELLE et Lucie CHAGNON (dir.), *Pratique d'action communautaire en CLSC : Acquis et défis d'aujourd'hui*, Actes du colloque du RQIIAC tenu à Hull en juin 1992, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1994, 234 p.
- GOB, André, « Avant-propos », dans *Le musée, une institution dépassée ? Éléments de réponse*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 9-10.
- GOB, André et Noémie DROUGUET, « La recherche au musée : la fonction scientifique », dans *La muséologie*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2014, p. 235-251. En ligne. < <https://www.cairn.info/la-museologie-histoire-developpements-en-jeux-actue--9782200291181.htm#> > Consulté en mai 2020.
- HARTOG, Hartog, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Édition du Seuil, 2003, p. 319 p.
- HARVEY, Jean-Charles, *Les Demi-civilisés*, Montréal, Bibliothèque Québécoise, 2017 [1934], 200 p.
- HÉMON, Louis, *Maria Chapdelaine*, préface d'Aurélien BOIVIN, Montréal, Bibliothèque québécoise, 2008 [1913], 224 p.
- LECLERC, Yvon, « Camille Laurin et la politique québécoise de développement culturel », dans Jean-François Simard (dir.) *L'œuvre de Camille Laurin. La politique publique comme instrument de l'innovation sociale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 101-120.
- LEROUX-DHUYS, J.F, « Georges Henri Rivière, un homme dans le siècle », dans *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989, p. 28.
- MAIRESSE, François, *Le Musée, temple spectaculaire : une histoire du projet muséal*, Lyon, Presses universitaire de Lyon, coll. « Muséologies », 2002, 215p.
- MAYRAND, Pierre, *Haute-Beauce : Psychosociologie d'un écomusée précis*, Lisbonne, Universidade Lusofona de Humanidades e Tecnologias, 2004, 204 p.
- MAYRAND, Pierre, *Parole de Jonas : essais de terminologie de la muséologie sociale, augmentés des chroniques d'un altermuséologue : 2008-2009*, Lisbonne, Universidade Lusofona de Humanidades e Tecnologias, 2009, 132 p.
- MONTPETIT, Raymond, « La scène muséologique au Québec : rattrape et innovation », dans Yves BERGERON et al. (dir.), *Musées et muséologies : au-delà des frontières / Les muséologies nouvelles en question*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2015, p. 34-44.

- NASGAARD, Roald, Anne GRACE, Stéphane AQUIN et François-Marc GAGNON, « Le temps des manifestes », dans Jacques DES ROCHERS et Stéphane AQUIN (dir.), *Arts québécois et canadiens : La collection du Musée des beaux-arts de Montréal*, Montréal, Musée des beaux-arts de Montréal, 2011, tome I, p. 225-265.
- PICHE, Claude Armand, « Nouveaux lieux et nouvelles manières de mettre en scène le passé : L'Écomusée et le Musée de Civilisation », dans *La matière du passé : Genèse, discours et professionnalisation des musées d'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 2012, 407 p.
- RENAN, Ernest, « Qu'est-ce qu'une nation ? » dans *Les classiques des sciences sociales*, 2010 [1882]. En ligne. < http://classiques.uqac.ca/classiques/renanernest/qu_est_ce_une_nation/renan_cest_ce_une_nation.pdf >. Consulté en mai 2020.
- RIVARD, René, *Que le musée s'ouvre... vers une nouvelle muséologie : les écomusées et les musées « ouverts »*, Québec, Non publié, 2014, [octobre 1984], p. 141.
- SCHIELE, Bernard, « La muséologie : Un domaine de recherches », dans Anik MEUNIER et Jason LUCKERHOFF (dir.), *La muséologie, champ de théories et de pratiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 79-100.
- VALLIÈRES, Pierre, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, TYPO, 1994 [1968], p. 430.
- WEIS, Hélène, « Musée, muséologie, muséographie », dans *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989, p. 85-88.

Thèses doctorales et/ou mémoires

- CENTRE D'ÉCOLOGIE URBAINE DE MONTRÉAL, « Avant-propos : Le Centre d'écologie urbaine de Montréal : 20 ans d'actions pour des villes écologiques, démocratiques et en santé », dans *Statut de métropole de Montréal : Enjeux et réflexions en matières de démocratie participative*, Mémoire, Montréal, Centre d'écologie urbaine de Montréal, 28 mars 2017, p. 1. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en juillet 2020.
- DICKSON, Olivier, « La Révolution tranquille : Période de rupture ou de continuité ? », Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, juin 2009, 96 p. En ligne. < <https://archipel.uqam.ca/2170/1/M10963.pdf> >. Consulté en août 2019.
- PARENTEAU, Ian, « L'idéologie altermondialisme », dans *L'idéologie altermondialiste ou le renouveau libéral de la critique sociale*, Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, décembre 2011, p. 32-35.

Sites internet :

ARCHIVES DE RADIO-CANADA, « Les "colombes" s'envolent vers Ottawa », dans *Radio-Canada*, s. d. En ligne. < <http://archives.radio-canada.ca/sports/national/clips/13369/> >. Consulté en mai 2020;

À REBOURS AVEC ANDRE MARTINEAU, « Trudeau, Marchand, Pelletier : les trois colombes s'envolent vers Ottawa », dans *Radio-Canada*, 10 septembre 2013. En ligne. < http://ici.radio-canada.ca/emissions/a_rebours/20132014/chronique.asp?idChronique=311220 >. Consulté en mai 2020.

AUBÉ, Manon (Université de Sherbrooke), *Le Rapport Parent : La démocratisation de l'éducation*, s. d. En ligne. < <https://www.usherbrooke.ca/sommets/v12/n3/rappparent.htm> >. Consulté en juillet 2019.

AUJOURD'HUI L'HISTOIRE AVEC JACQUES BEAUCHAMP, « Commission Laurendeau-Dunton : définir l'identité canadienne et faire une place aux francophones », dans *Radio-Canada*, 30 mai 2018, 23 min. En ligne. < <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/74203/commission-royale-enquete-bilinguisme-biculturalisme-andre-laurendeau-davidson-dunton> >. Consulté en juin 2020.

AUJOURD'HUI L'HISTOIRE AVEC JACQUES BEAUCHAMP, « Georges-Émile Lapalme, un artisan méconnu de la Révolution tranquille », 11 septembre 2018, 23 min. En ligne. < <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/86587/georges-emile-lapalme-chef-opposition-parti-liberal-culture-duplessis-jean-charles-panneton> >. Consulté en mai 2020.

AUJOURD'HUI L'HISTOIRE AVEC JACQUES BEAUCHAMP, « La loi 101, symbole de l'affirmation du peuple québécois », dans *Radio-Canada*, 20 mars 2017, 23 min. En ligne. < <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/18759/loi-101-histoire-quebec-francais-eric-bedard> >. Consulté en avril 2020.

AUJOURD'HUI L'HISTOIRE AVEC JACQUES BEAUCHAMP, « Le destin tragique du journaliste et politicien Pierre Laporte », dans *Radio-Canada*, 6 novembre 2018, 23 min. En ligne. < <https://ici.radiocanada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/93826/pierre-laporte-flq-quebec> >. Consulté en mai 2020.

AUJOURD'HUI L'HISTOIRE AVEC JACQUES BEAUCHAMP, « L'élection du Parti québécois de 1976 : un tournant pour les indépendantistes », dans *Radio-Canada*, 15 septembre 2016. En ligne. < http://ici.radio-canada.ca/emissions/aujourd_hui_l_histoire/2015-2016/chronique.asp?idChronique=416519 >. Consulté en avril 2020.

- AUJOURD'HUI L'HISTOIRE AVEC JACQUES BEAUCHAMP, « Le rapport Meadows, un avertissement ignoré sur les limites de la croissance », dans *Radio-Canada*, 22 janvier 2020, 23 min. En ligne. < <https://ici.radio-Canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/152067/club-rome-rapport-meadows-avertissement-ignore-laure-waridel> >. Consulté en juin 2020.
- AUJOURD'HUI L'HISTOIRE AVEC JACQUES BEAUCHAMP, « Nègres blancs d'Amérique, le plaidoyer percutant de Pierre Vallières », dans *Radio-Canada*, 15 février 2018, 23 min. En ligne. < <https://ici.radio-Canada.ca/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/54821/pierre-vallieres-negres-blancs-amerique-flq-autodetermination> >. Consulté en avril 2020.
- BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, « Commission Parent (1963-66) », dans *Les Commissions d'enquête au Québec depuis 1867*, s. d. En ligne. < <http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/guides/fr/les-commissions-d-enquete-au-quebec-depuis-1867/7548-commission-parent-1963-66?ref=623> >. Consulté en juillet 2019.
- BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, « Cité Libre – 1950, juin », dans *BAnQ Numérique*, s. d. En ligne. < <http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2225351> >. Consulté en mai 2020.
- BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, « Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec », dans *BAnQ numérique*, vol. 1 : La société, la culture et l'éducation – Pourquoi l'art ? – Les arts en eux-mêmes, 1969, p. 82-83. En ligne. < http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3393234?docref=CmPvyT3ghaTa9jkd0_X91tQ >. Consulté en mai 2020.
- BOTHWELL, Robert, « Musées nationaux du Canada », dans *L'Encyclopédie canadienne*, 4 mars 2015. En ligne. < <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/musees-nationaux-du-canada> >. Consulté en mai 2020.
- CARREFOUR D'ÉDUCATION POPULAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES, « Les objectifs du Carrefour », dans *Qui sommes-nous*, s. d. En ligne. < <http://carrefourpop.org/qui-sommes-nous/> >. Consulté en juin 2020.
- CELAT, « La médiation culturelle : outil de politique culturelle », dans *YouTube*, 22 octobre 2014, vers 1 min. En ligne. < <https://www.youtube.com/watch?v=zejoHL3IY2Q> >. Consulté en juin 2020.
- CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES, « Historique de la Clinique communautaire », dans *Votre clinique*, s. d. En ligne. < <https://ccpsc.qc.ca/fr/historique> >. Consulté en mai 2020.

- COMITÉ D'HISTOIRE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE, « Les Maisons de la Culture en France, projet de démocratisation et décentralisation culturelle », dans *Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles*, 28 février 2017. En ligne. < <https://chmcc.hypotheses.org/2874> >. Consulté en août 2019.
- CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSÉES, « L'ICOM annonce la définition alternative du musée qui sera soumise au vote », dans *Actualités*, 25 juillet 2019. En ligne. < <https://icom.museum/fr/news/licom-annonce-la-definition-alternative-du-musee-qui-sera-soumise-a-un-vote/> >. Consulté en mai 2020.
- CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSÉES, « Enquête : musées, professionnels des musées et COVID-19 », dans *COVID-19*, s. d. En ligne. < <https://icom.museum/fr/covid-19/enquetes-et-donnees/survey-museums-and-museum-professionals/> >. Consulté en août 2020.
- CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSÉES (ICOM), « Musée et environnement », dans *Museum*, vol XXV n°1/2 Musées et environnement, p. 119-120, 1973. En ligne. < https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000127361_fre >. Consulté en juin 2020.
- CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSÉES (ICOM), « Musées pour l'égalité : le moment est maintenant », dans *Actualités*, 3 juin 2020. En ligne. < <https://icom.museum/fr/news/musees-pour-legalite-le-moment-est-maintenant/> >. Consulté en juillet 2020.
- COMITE INTERNATIONAL POUR LA MUSEOLOGIE (ICOFOM), « Bienvenue à l'ICOFOM », dans *Bienvenue*, s. d. En ligne. < <http://network.icom.museum/icofofom/bienvenue/bienvenue-a-licofom/L/2> >. Consulté en juillet 2019.
- DESCHÊNES, Gaston, « La devise québécoise "Je me souviens" », dans *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, s. d. En ligne. < http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article518/La_devis_e_qu%C3%A9b%C3%A9coise_«Je_me_souviens».html#.XwJHs6N7T-Y >. Consulté en août 2019.
- DICTIONNAIRE LAROUSSE, *La rue*, s. d. En ligne. < <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/rue/70204> >. Consulté en juillet 2020.
- ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE, *Relations France-Québec*, 5 février 2014. En ligne. < <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/relations-france-quebec> >. Consulté en juin 2020.
- FACULTÉ DES ARTS DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A MONTRÉAL, « Le Rapport Rioux », dans *L'enseignement des arts au Québec : 50 ans après le Rapport*, s. d. En ligne. < <https://rapport-rioux.uqam.ca/le-rapport-rioux/> >. Consulté en mai 2020.

- FRANCE CULTURE, « Pierre Bourdieu : "Le musée est important pour ceux qui y vont dans la mesure où il leur permet de se distinguer de ceux qui n'y vont pas" », dans *Les Nuits de France Culture*, 24 novembre 2018. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/les-nuits-de-france-culture/pierre-bourdieu-le-musee-est-important-pour-ceux-qui-y-vont-dans-la-mesure-ou-il-leur-permet-de-se> > Consulté en mars 2020.
- GARANT, André, « Parlons musées : Napoléon Bolduc (1908-1994) », dans *Beauce Magazine*, s. d. En ligne. < <http://beaucemagazine.com/2015/09/17/napoleon-bolduc-1908-1994/> >. Consulté en mars 2020.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC, « Livre blanc sur le loisir au Québec », dans *Conseil Québécois du Loisir*, octobre 1979. En ligne. < <http://www.loisirquebec.com/index.asp?id=993> >. Consulté en mai 2020.
- INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA), « Lauréat des prix de l'ICÉA 2010 », dans *Actualités*, 1^{er} décembre 2010. En ligne. < <https://icea.qc.ca/fr/actualites/lauréats-des-prix-de-licéa> >. Consulté en juin 2020.
- LAING, G. et Celine COOPER, « Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme », dans *L'Encyclopédie canadienne*, 24 juillet 2019. En ligne. < <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/commission-royale-denquete-sur-le-bilinguisme-et-le-biculturalisme> >. Consulté en juin 2020.
- LAYCOCK, David et Tabitha MARSHALL, « Populisme », dans *L'Encyclopédie canadienne*, 17 octobre 2019. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en juillet 2020.
- LE DEVOIR, *Les 40 ans de la loi 101 : tous nos articles*, s.d. En ligne. < <https://www.ledevoir.com/motcle/les-40-ans-de-la-loi-101> >. Consulté en avril 2020.
- LES RENCONTRES DE PÉTRARQUE PAR JEAN BIRNBAUM ET HERVÉ GARDETTE, « La rue comme espace d'initiation et d'affirmation », dans *France Culture*, 4 juin 2019. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/les-rencontres-de-petrarque/la-rue-comme-espace-dinitiation-et-daffirmation> >. Consulté en juillet 2020.
- LE TEMPS DU DÉBAT PAR EMMANUEL LAURENTIN, *Est-il nécessaire de redéfinir les missions du musée*, 3 septembre 2019. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/est-il-necessaire-de-redefinir-les-missions-du-musee> >. Consulté en août 2020.
- LE TOUR DU MONDE DES IDEES PAR BRICE COUTURIER, « Les vraies causes du populisme ne sont pas celles qu'on croit », dans *France Culture*, 2 décembre 2018. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/le-tour-du-monde-des-idees-du-lundi-03-decembre-2018> >. Consulté en juin 2020.

- LUSSIER, Judith, « Dérapages poétiques : Poètes des temps modernes », dans *Entrevue*, 31 mai 2015. En ligne. < <https://urbania.ca/article/derapages-poetiques-poes-des-temps-modernes/> >. Consulté en juillet 2019.
- MAGRO, Sébastien, « #BlackLivesMatter, l'assourdissant silence des musées français », dans *Slate.fr*, 15 juin 2020. En ligne. < <http://www.slate.fr/story/191544/blacklivesmatter-assourdissant-silence-musees-francais-histoire-colonisation> >. Consulté en juillet 2020.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, « Livre blanc », dans *BAnQ numérique*, 19 février 1976 [novembre 1965], 255 p. En ligne. < <http://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2096624> >. Consulté en août 2019.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE, « André Malraux », dans *Les ministres*, 11 avril 2013. En ligne. < <http://www.culture.gouv.fr/Nous-connaitre/Decouvrir-le-ministere/Histoire-du-ministere/L-histoire-du-ministere/Les-ministres/Andre-Malraux> >. Consulté en août 2019.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, « Société du village historique Jacques-de-Chambly », dans *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, 2013. En ligne. < http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=8290&t_ye=pge#.XsvlzKN7Su7 >. Consulté en mai 2020.
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, « Mission des établissements », dans *Établissements de santé et de service sociaux*, 3 août 2018. En ligne. < <https://www.msss.gouv.qc.ca/reseau/etablissements-de-sante-et-de-services-sociaux/#clsc> >. Consulté en mai 2020.
- MOUTINHO, Mario et Ana Mercedes STOFFEL, « Les transformations au MINOM », dans *Les nouvelles de l'ICOM*, n°2, 2008, n. p. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en juillet 2020.
- MUSEE CANADIEN DE L'HISTOIRE, « Histoire du musée », dans *À propos*, s. d. En ligne. < <https://www.museedelhistoire.ca/a-propos/#1950> >. Consulté en février 2020.
- MUSEE CANADIEN DE L'HISTOIRE, « L'astrolabe dit de Champlain », dans *Salle des trésors*, s. d. En ligne. < <https://www.museedelhistoire.ca/cmce/exhibitions/tresors/treasure/222fra.html> >. Consulté en février 2020.
- MUSEOLOGIE – CYCLES SUPERIEURS, « Travail dirigé », dans *Maîtrise en muséologie (3420)*, s. d. En ligne. < <https://museologie.uqam.ca/maitrise-enmuseologie-3420/> >. Consulté en septembre 2019.
- PARIZEAU, Jacques, « Avant-projet de loi – Loi sur la souveraineté du Québec », dans *Assemblée nationale*, 1994, n. p. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en juillet 2020.

- RADIO-CANADA, « Retour sur l'impact de Mai 68 au Québec », dans *YouTube*, 15 mai 2018. En ligne. < [https:// www.youtube.com/watch?v=Mfp-xp6Azz8](https://www.youtube.com/watch?v=Mfp-xp6Azz8) >. Consulté en avril 2020.
- SERRELL, Mathilde, « "Black Lives Matter" : les musées cherchent leur voix », dans *La Théorie*, 18 juin 2020. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/la-theorie/la-theorie-du-jeudi-18-juin-2020> >. Consulté en juillet 2020.
- SERRELL, Mathilde, « Réouverture des Musées : la fin des expos "blockbusters" », dans *La Théorie*, 2 juin 2020. En ligne. < <https://www.franceculture.fr/emissions/la-theorie/la-theorie-du-mardi-02-juin-2020> >. Consulté en juillet 2020.
- SERVICE AUX COLLECTIVITÉS, « Genèse d'une mission universitaire », dans *Mission des Services aux collectivités*, s. d. En ligne. < <https://sac.uqam.ca/mission-des-services-aux-collectivites/genese-d-une-mission-universitaire.html> >. Consulté en avril 2020.
- SERVICE AUX COLLECTIVITÉS, « Politique des services aux collectivités », dans *Politique 41 des services aux collectivités*, s. d. En ligne. < <https://sac.uqam.ca/mission-des-services-aux-collectivites/politique-41-des-services-aux-collectivites.html> >. Consulté en avril 2020.
- SERVICE AUX COLLECTIVITÉS DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL, « Émergence et développement de la mission sociale de l'université », dans *La coconstruction des connaissances : l'expérience du Service aux collectivités de l'UQAM. Une inspiration majeure pour le TIESS* [Territoires innovants en économie sociale et solidaire], Université du Québec à Montréal, octobre 2018, p. 21-35. En ligne. < <https://sac.uqam.ca/upload/files/TIESSmonoFINALEWeb.pdf> >. Consulté en avril 2020.
- SOCIÉTÉ DES MUSÉES DU QUÉBEC (SMQ), « Prix Carrière 2010 – Pierre Mayrand », dans *Prix SMQ*, 2010. En ligne. < <https://www.musees.qc.ca/fr/professionnel/activites-publications/prix-smq/laureats/2010/pierre-mayrand> >. Consulté en août 2019.

ANNEXE I

LISTE NON EXHAUSTIVE DES CONFÉRENCES ET ATELIERS ORGANISÉS PAR LE CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSÉES (ICOM) ET LE MOUVEMENT INTERNATIONAL POUR UNE NOUVELLE MUSÉOLOGIE (MINOM), AINSI QUE QUELQUES « DÉCLARATIONS ET MANIFESTES » INTERNATIONAUX

- 1943** – Fondation du Conseil international des musées (ICOM) / dir. Georges Henri Rivière
- 1948** – *Ie Conférence générale* (biennale)
a) Paris, France
b) 28 juin au 3 juillet 1948
- 1950** – *Ile Conférence générale* (biennale)
a) Londres, Royaume-Uni
b) 17 au 22 juillet 1950
c) Thème : Échanges des collections et du personnel de conservation; inventaire des instruments scientifiques; musées et éducations; problèmes de formation professionnelle
- 1953** – *IIIe Conférence générale*
a) Gênes, Milan et Bergame, Italie
b) 6 au 12 juillet 1953
c) Thème : Problèmes des musées éloignés des grands centres; problèmes des musées dans les pays sous-développés; l'architecture des musées et les musées dans l'urbanisme moderne
- 1956** – *IVe Conférence générale*
a) Zurich et Genève, Suisse
b) 2 au 9 juillet 1956
c) Thème : L'ensemble du problème des musées; le musée d'histoire naturelle dans le monde moderne; le problème des musées historiques à notre époque; installation moderne des musées techniques; la Tour de Babel
- 1959** – *Ve Conférence générale*
a) Stockholm, Suède
b) 1^{er} au 8 juillet 1959
c) Thèmes : Les musées, ces miroirs : leurs virtualités et leurs limites
- 1962** – *VIe Conférence générale*
a) La Haye, Pays-Bas
b) 4 au 11 juillet 1962
c) Thème : Dispositifs contre le vol d'objets d'art; conservation des biens culturels; le rôle des musées d'histoire et de folklore dans un monde en évolution; observations sur la profession muséale; buts des musées : centre de recherches ou lieu d'exposition ?; le rôle éducatif des musées
- 1965** – *VIIe Conférence générale*
a) New-York, Etats-Unis
b) 22 septembre au 3 octobre 1965
c) Thème : La formation du personnel des musées
- 1968** – *Déclaration de Villeurbanne*
a) Villeurbanne, France
b) 25 mai 1968
- 1968** – *VIIIe Conférence générale*
a) Cologne et Munich, République fédérale d'Allemagne
b) 27 juillet au 9 août 1968
c) Thème : Musée et recherche

- 1971 – IXe Conférence générale**
- Paris et Grenoble, France
 - 29 août au 10 septembre 1971
 - Thème : Le musée au service des hommes aujourd'hui et demain : le rôle éducatif et culturel des musées
- 1972 - Colloque européen**
- Arc-et-Senans, France
 - 7 au 11 avril 1972
 - Thème : Prospective et développement culturel
- 1972 – Table ronde de Santiago**
- Santiago, Chili
 - 20 et 21 mai 1972
 - Déclaration de Santiago
- 1974 – Xe Conférence générale**
- Copenhague, Danemark
 - 3 au 14 juin 1974
 - Thème : Le musée et le monde moderne
- 1977 – XIe Conférence générale**
- Moscou, URSS
 - 23 au 29 mai 1977
 - Thème : Musées et échanges culturels
- 1980 – XIIe Conférence générale**
- Mexico, Mexique
 - 25 octobre au 4 novembre 1980
 - Thème : Les musées et leur responsabilité à l'égard du patrimoine mondial
- 1983 – XIIIe Conférence générale**
- Londres, Royaume-Unis
 - 24 juillet au 2 août
 - Thème : Des musées pour un monde en développement
- 1984 – Déclaration de Oaxtepec**
- Oaxtepec, Mexique
 - Octobre 1984
 - Thème : Le territoire, le patrimoine, la communauté, les écomusées – l'homme et son environnement
- 1984 – 1^{er} Atelier International**
- Québec, Canada
 - Octobre 1984
 - Thème : Écomusées / Nouvelle muséologie
 - Déclaration de Québec
- 1985 – 2^e Atelier International**
- Lisbonne, Portugal
 - 17 au 23 septembre 1985
 - Thème : Musées locaux : Nouvelle muséologie
 - Fondation du Mouvement international pour une nouvelle muséologie (MINOM)
- 1986 – XIVe Conférence générale**
- Buenos Aires, Argentine
 - 26 octobre au 4 novembre 1986
 - Thème : Musée et avenir du patrimoine : état d'urgence
- 1987 – 3^e Atelier international**
- Toten, Norvège
 - 1987
 - Thème : Nouvelle muséologie. Traditions et perspectives nordiques : du musée de plein air à l'écomusée, et les minorités des régions arctiques
- 1987 – 4^e Atelier international**
- Aragon, Espagne
 - 18-24 octobre 1987
 - Thème : (?)
- 1989 – XVe Conférence générale**
- La Haye, Pays-Bas
 - 27 août au 6 septembre 1989
 - Thème : Musée : générateurs de culture
- 1989 – 5^e Atelier international**
- Lorraine, France
 - Septembre 1989
 - Thème : Action culturelle (?)
- 1992 – XVIe Conférence générale**
- Québec, Canada
 - 19 au 26 septembre 1992
 - Thème : Musées : y a-t-il des limites ?

1992 – 7^e Atelier international

- a) Canada (?)
- b) Septembre 1992
- c) Thème : Famille et esprit (?)

1992 – Déclaration de Caracas

- a) Caracas, Venezuela
- b) 5 février 1992

1995 – XVII^e Conférence générale

- a) Stavanger, Norvège
- b) 2 au 7 juillet 1995
- c) Thème : Le musée et les communautés

1996 – 6^e Atelier international (?)

- a) Patzcuaro, Mexique
- b) 1996
- c) Thème : Développement soutenable et la muséologie (?)

1998 – XVIII^e Conférence générale

- a) Melbourne, Australie
- b) 9 au 16 octobre 1998
- c) Thème : Musées et diversité culturelle : cultures anciennes, nouveaux mondes

1999 – 8^e Atelier international (?)

- a) Bahia, Brésil
- b) Novembre 1999
- c) Thème : Le patrimoine, la jeunesse et l'enfance : Quels musées pour le XX^e siècle ?

2001 – XIX^e Conférence générale

- a) Barcelone, Espagne
- b) 1^{er} au 6 juillet 2001
- c) Thème : Gérer le changement : le musée face aux défis économiques et sociaux

2004 – 10^e Atelier international

- a) Portugal (?)
- b) Mai 2004 (?)
- c) Thème : Culture et démocratie participative (?)

2004 – XX^e Conférence générale

- a) Séoul, Corée
- b) 2 au 8 octobre 2004
- c) Thème : Musées et patrimoine immatériel

2007 – XXI^e Conférence générale

- a) Vienne, Autriche
- b) 19 au 24 août 2004
- c) Thème : Musées et patrimoine universel

2007 – 12^e Atelier international

- a) Setubal et Lisbonne, Portugal
- b) Octobre 2007
- c) Manifeste pour l'altéromuséologie

2010 – XXII^e Conférence générale

- a) Shanghai, Chine
- b) 7 au 12 novembre 2010
- c) Thème : Les musées pour l'harmonie sociale

2013 – XXIII^e Conférence générale

- a) Rio de Janeiro, Brésil
- b) 10 au 17 août 2013
- c) Thème : Mémoire + créativité = changement sociale

2016 – XXIV^e Conférence générale

- a) Milan, Italie
- b) 3 au 9 juillet 2016
- c) Thème : Musées et paysages culturels

2019 – XXV^e Conférence générale

- a) Kyoto, Japon
- b) 1^{er} au 7 septembre 2019
- c) Thème : Musées et pôle culturels : l'avenir de la tradition

** Pour plus d'information sur les ateliers internationaux du MINOM, se référer au fonds d'archives de Pierre Mayrand à l'Écomusée du Fier Monde.*

Bibliographies :

- CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSÉES (ICOM), « Conférences générales », dans *Activités*, 1^{er} avril 2010. En ligne. < http://archives.icom.museum/gen_conferences_fr.html >. Consulté en avril 2020.
- MAURE, Marc, « À la recherche de l'écomusée : la connexion scandinave », dans *Publics & Musées*, n°17-18 L'écomusée : rêve ou réalité (sous la direction d'André DESVALLEES), 2000, p. 184-196. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1326 >. Consulté en mai 2020.
- TINOCO, Alfredo, « Une muséologie nouvelle pour des hommes nouveaux : identités et globalisation », dans *Cadernos de Sociomuseologia*, n°42, 2012, p. 7-26. En ligne. < Lien URL non accessible >. Consulté en mai 2020.
- UNESCO, *Museum : Images de l'écomusée*, n° 148 (vol. XXXVII, n°4), 1985, 245 p. En ligne. < <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001273/127347fo.pdf#127347> >. Consulté en octobre 2019.

Afin d'alléger le texte de l'important nombre de notes de bas de page, nous avons préféré insérer celles de l'avant-propos en note de fin. Par conséquent, la première note du travail sera celle débutant notre recherche puisque non optionnelle contrairement à l'avant-propos, facilitant ainsi la lecture du texte.

ⁱ Raymond Montpetit, « *La scène muséologique au Québec : ratrape et innovation* », dans Yves Bergeron *et al.* (dir.), *Musées et muséologies : au-delà des frontières / Les muséologies nouvelles en question*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2015, p. 34.

ⁱⁱ *Ibid.*, p. 37-39.

ⁱⁱⁱ *Ibid.*, p. 40-44.

^{iv} Nancy Hushion citée dans Yves Bergeron, René Rivard et Cyril Simard, « Retour sur la XVI^e conférence générale du Conseil international des musées (Icom) à Québec : 1992, année charnière de la muséologie québécoise », dans *Rabaska*, vol. 11, 2013, p. 12. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/revues/rabaska/2013-v11-rabaska0828/1018513ar.pdf> >. Consulté en septembre 2019.

^v René Rivard, « Les écomusées au Québec », dans *Museum : Images de l'écomusée*, n° 148 (vol. XXXVII, n°4), 1985, p. 202. En ligne. < <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001273/127347fo.pdf#127347> >. Consulté en septembre 2019.

^{vi} Pierre Mayrand, *Haute-Beauce : Psychosociologie d'un écomusée précis*, Lisbonne, Universidade Lusofona de Humanidades e Tecnologias, 2004, p. 19.

^{vii} Clément Richard, « Doter le Québec d'institutions muséologiques de première importance », dans *Forces*, n°65, hiver 1983, p. 22.

^{viii} *Ibid.*, p. 23.

^{ix} *Ibid.*, p. 21.

^x *Ibid.*, p. 23.

^{xi} Diane Saint-Pierre, « Politiques culturelles et patrimoines au Québec et au Canada », dans *Culture & Musées*, n°9, hiver, p. 131-132. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1766-2923_2007_num_9_1_1430 >. Consulté en janvier 2020.

^{xii} Petit résumé de l'auteure du rapport du Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec de 2000 rapporté dans Diane Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 126.

^{xiii} *Ibid.*, p. 129.

^{xiv} *Ibid.*, p. 124-125.

^{xv} Pour les deux prochains paragraphes, voir respectivement Yves Bergeron, « Naissance de l'ethnologie et émergence de la muséologie au Québec (1936-1945). De l'"autre" au "soi" », dans *Rabaska*, vol. 3, 2005, p. 7-30. En ligne. < <https://www.erudit.org/en/journals/rabaska/2017-v15-rabaska3647/201707ar/> >. Consulté en janvier 2020; Thierry Ruddel, « Musées "civilisants" du Québec et du Canada : les enjeux politiques et publics », dans *Culture & Musées*, n°6, 2005, p. 156-165. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1766-2923_2005_num_6_1_1378 >. Consulté en janvier 2020. Sauf indication contraire.

^{xvi} Yves Bergeron, « Naissance de l'ethnologie et émergence de la muséologie au Québec (1936-1945). De l'"autre" au "soi" », *op. cit.*, p. 27.

^{xvii} Pour éviter toute confusion, on notera que l'appellation « Musée canadien des civilisations » est adoptée sous la gouverne du conservateur Brian Mulroney (1984-1993) Celui-ci était alors désigné sous l'appellation de Musée de l'Homme. Musée canadien de l'histoire, « Histoire du musée », dans *À propos*, s. d. En ligne. < <https://www.museedelhistoire.ca/a-propos/#1950> >. Consulté en février 2020.

^{xviii} Thierry Ruddel, « Musées "civilisants" du Québec et du Canada : les enjeux politiques et publics », *op. cit.*, p. 158.

^{xix} « Ce n'est donc pas tant l'objet qui importe ici, mais plutôt le récit qui se construit autour de lui : un récit d'exploration, de perte et de découverte, d'origines et d'identité. » Cette phrase tirée du texte d'Yves Bergeron résume bien l'histoire de l'Astrolabe de Champlain qui, malgré son attribution erronée, permet néanmoins d'évoquer le mythe de la fondation du pays par Champlain. Voir Yves Bergeron, « Astrolabe de Champlain : parcours d'un objet mythique du patrimoine canadien », dans *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*, s. d. En ligne.

< http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-53/Astrolabe_de_Champlain:_parcours_d%27un_objet_mythique_du_patrimoine_canadien.html#Xj9bdKN7Su4 >. Consulté en février 2020; Musée canadien de l'histoire, « L'astrolabe dit de Champlain », dans *Salle des trésors*, s. d. En ligne. < <https://www.museedelhistoire.ca/cmc/exhibitions/tresors/treasure/222fra.html> >. Consulté en février 2020.

^{xx} Fernand Harvey, « La production du patrimoine », dans Andrée Fortin (dir.) *Produire la culture, produire l'identité ?*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2000, p. 13-14. En ligne. < <https://www.erudit.org/fr/livres/culture-francaise-damerique/produire-culture-produire-identite/000576co/> >. Consulté en décembre 2019. Notons aussi que toutes les informations mentionnées dans le prochain paragraphe proviennent également de ce même texte. Voir p. 9-14.

^{xxi} À titre d'exemple, voir Roland Arpin, « ICOM : le Musée de la civilisation a marqué des points ! », *Repères*, vol. 7, n°77, 9 octobre 1992 cité dans Yves Bergeron et Julie-Anne Côté (dir.), « *Diriger sans s'excuser* » : *Patrimoine, musée et gouvernance selon Roland Arpin*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 173.

^{xxii} Marc Maure, « La nouvelle muséologie – qu'est-ce-que c'est ? », dans Martin R. Schärer (éd.), *Symposium Museum and community II*, ICOFOM, juillet 1995, p. 127.

^{xxiii} François Mairesse, *Le Musée, temple spectaculaire : une histoire du projet muséal*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. « Muséologies », 2002, p. 7.

^{xxiv} Hugues de Varine cité dans François Mairesse, *op. cit.*, p. 7.

^{xxv} *Ibid.*, p. 7.

^{xxvi} Hugues de Varine, *L'écomusée singulier et pluriel : Un témoignage sur cinquante ans de muséologie communautaire dans le monde*, Paris, L'Harmattan, coll. « Muséologies », 2017, p. 62-63.

^{xxvii} Groupe de recherche en patrimoine et Yves Racicot, *La culture des musées*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, vidéocassette VHS, son, n&b, 1979, 57 min.

^{xxviii} Muséologie – Cycles supérieurs, « Travail dirigé », dans *Maîtrise en muséologie (3420)*, s. d. En ligne. < <https://museologie.uqam.ca/maitrise-en-museologie-3420/> >. Consulté en septembre 2019.

^{xxix} Claude Armand Piché, « Nouveaux lieux et nouvelles manières de mettre en scène le passé : L'Écomusée et le Musée de Civilisation », dans *La matière du passé : Genèse, discours et professionnalisation des musées d'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 2012, p. 339.

^{xxx} Voir Jean-François Leclerc, « Impressions de voyage : la nouvelle muséologie, du Portugal au Québec », dans *Muséologies : Les cahiers d'études supérieures*, vol. 2, n°1, octobre 2007, p. 163; Raymond De La Rocha-Mille, « Un regard d'ailleurs sur la muséologie communautaire », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'Écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André Desvallées), 2000, p. 163. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1160 >. Consulté en octobre 2019.

^{xxx}ⁱ Claude Armand Piché, « Nouveaux lieux et nouvelles manières de mettre en scène le passé : L'Écomusée et le Musée de Civilisation », *op. cit.*, p. 342-343.

^{xxx}ⁱⁱ La création du MINOM-Portugal de même que celle d'un Département de « sociomuséologie » à l'Universidade Lusófona de Humanidades e Tecnologias (ULHT) sont de bons exemples de cette sociomuséologie portugaise.

^{xxx}ⁱⁱⁱ Pierre Mayrand, *Haute-Beauce : psychologie d'un écomusée précis*, *op. cit.*, p. 11.

^{xxx}^{iv} Par souci de brièveté, nous avons préféré insérer le passage de l'article ici : « Ce faisant, je m'inscrivais dans le courant des muséologues qui, depuis plus de trente ans, cherchent d'autres voies que celles portées par la tradition classique des musées et ses versions modernisées. Malgré des valeurs partagées, il demeurerait pour moi difficile de m'identifier complètement à la vision du musée (dont le Mouvement international pour une nouvelle muséologie fait toujours la promotion). En effet, comme plusieurs de mes collègues, j'avais connu l'existence de cette « nouvelle muséologie » au cours de ma formation universitaire. Je l'associais spontanément au militantisme social des années 1970 et à l'écomusée, cet héritier le plus visible et connu de la révolution des musées. Les exemples locaux d'écomusée étaient par ailleurs rares – le Fier Monde et la Haute-Beauce – et ceux d'autres pays assez peu connus, sauf peut-être le vénérable Creusot français. Qui avait entendu parler des expériences de Santa Cruz de Rio, de Molinos en Espagne, de Nayarit au Mexique ou de Seixal au Portugal ? Les exigences de la nouvelle muséologie, tels la gestion du musée par les populations et son engagement à résoudre des problèmes locaux, me semblaient dépasser la mission de mon institution et ses capacités. Comment en effet une institution municipale liée à une entité politique pouvait-elle assumer la fonction critique inhérente à ce type de muséologie ? Au Québec, autour de moi, la « nouveauté » muséale avait plutôt pris la forme d'une muséologie professionnelle, efficace et technocratique, lancée à la conquête du marché des consommateurs culturels. L'appropriation du musée par la population et l'action militante n'étaient pas au programme. Les inspirations et les combats de la nouvelle muséologie des années 1970 semblaient s'être fondus dans un syncrétisme muséal non dénué d'une sensibilité envers la communauté, mais qui confondait parfois l'engagement social avec l'opération de marketing, l'enracinement communautaire avec des techniques de fidélisation des clientèles et la remise en question de l'objet muséal avec les progrès de la muséographie. Le Québec avait pourtant connu sa propre révolution sociale, comme le Portugal sa révolution politique. Pourquoi, au Portugal, la muséologie sociale avait-elle réussi non seulement à prendre racine, comme ici, mais surtout à trouver une stabilité, des lieux de discussion et d'expérimentation, et à former nombre de muséologues actifs qui revendiquaient cette appartenance ? ». Voir Jean-François Leclerc, *op. cit.*, p. 151-152.

^{xxx}^v Gérard Bouchard, *Raison et déraison du mythe : Au cœur des imaginaires collectifs*, Montréal, Boréal, 2014, p. 41.

^{xxx}^{vi} Alexandre Delarge, « Des écomusées, retour à la définition et évolution », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'Écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André Desvallées), 2000, p. 139. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_1159 >. Consulté en février 2020. Il n'est pas inintéressant de noter qu'on retrouve dans la même publication un article prônant, cette fois-ci, de revoir ou abandonner le concept d'écomusée. À ce sujet, voir Serge Chaumier, « Les ambivalences du devenir d'un écomusée : entre repli identitaire et dépossession », dans *Publics et Musées*, n°17-18 L'Écomusée : rêve ou réalité ? (sous la direction d'André Desvallées), 2000, p. 83-113. En ligne. < https://www.persee.fr/doc/pumus_1164-5385_2000_num_17_1_T1_0084_0000 >. Consulté en février 2020.

^{xxx}^{vii} Georges Henri Rivière cité dans Alexandre Delarge, *op. cit.*, p. 141.

^{xxxviii} René Rivard, *Que le musée s'ouvre... vers une nouvelle muséologie : les écomusées et les musées « ouverts »*, Québec, Non publié, 2014, [octobre 1984], p. 24.

^{xxxix} Freddy Raphaël et Gisèle Herberich-Marx, « Le musée, provocation de la mémoire », dans *Ethnologie française*, vol. 17, n°1, 1987, p. 94.

^{xl} *Ibid.*, p. 92.

^{xli} Gérard Bouchard, *Les nations savent-elles encore rêver ? Les mythes nationaux à l'ère de la mondialisation*, Montréal, Éditions du Boréal, 2019, p. 281.

^{xlii} Jean-François Leclerc, *op. cit.*, p. 152.